

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, poursuivant, à la demande de Monsieur le Président du Sénat, l'examen du projet contenant le Code judiciaire, déposé le 10 décembre 1963 sur le bureau du Sénat, a rendu le 17 juin 1964 le premier avis complémentaire suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, heeft, op verzoek van de Heer Voorzitter van de Senaat, het onderzoek voortgezet van het op 10 december 1963 in de Senaat ter tafel gelegde ontwerp van wet houdende het Gerechtelijk Wetboek en heeft de 17e juni 1964 het volgend eerste aanvullend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

De nombreux articles de la partie du projet qui est relative à la compétence contiennent des énumérations de matières dont la connaissance est attribuée au tribunal d'arrondissement ou à ses sections, au juge de paix, à la Cour d'appel et à la Cour de cassation.

Ces énumérations fixent les compétences attribuées à ces diverses juridictions, tantôt par l'indication de la matière, tantôt par celle des dispositions légales qui y sont relatives.

Certaines matières et certaines dispositions actuellement en vigueur ne sont pas reprises dans ces énumérations. Indépendamment des exemples donnés ci-après dans les observations qui concernent les articles 574 et suivants du projet relatifs à la compétence du tribunal social, l'on peut citer l'article 66 de la loi hypothécaire (compétence du président du tribunal pour autoriser la femme mariée à requérir inscription hypothécaire sur les immeubles de son mari), l'article 4 de la loi du 21 mars 1932 concernant l'incinération facultative des cadavres humains (compétence du juge des référés pour statuer sur les contestations relatives aux conditions dans lesquelles l'incinération peut être autorisée par l'officier de l'état civil), les articles 56 et 63 du Code rural (compétence du juge de paix pour recevoir le serment des gardes champêtres et des gardes particuliers), etc ...

.../...

Ni le rapport du Commissaire royal, ni le texte lui-même ne précisent si les énumérations susvisées sont limitatives ou si elles ne constituent que le rappel direct ou indirect des dispositions légales existantes. S'agissant d'un Code entièrement nouveau, destiné à se substituer à toutes les dispositions actuelles en matière d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure autres qu'en matière répressive, ces énumérations devraient normalement être interprétées comme fixant de manière limitative la compétence des diverses juridictions qu'elles concernent et, en conséquence, comme abrogeant les dispositions actuelles qui n'y sont pas reprises.

Si ce procédé n'offre pas d'inconvénient lorsqu'il peut être suppléé à la règle particulière actuellement en vigueur, par une disposition plus générale du projet, il pourra néanmoins rester des dispositions qui, à défaut d'avoir été reprises dans les énumérations susvisées et d'avoir fait l'objet d'une mise en concordance expresse dans la partie du projet relative à cet objet, devraient être considérées comme abrogées, alors que telle ne serait pas l'intention du Gouvernement.

Si l'on tient compte du nombre considérable de dispositions qui fixent des compétences judiciaires et de leur dispersion à travers tout le droit en vigueur, depuis le rattachement des provinces belges à la France, l'on sera amené à considérer que les énumérations contenues dans le projet sont un rappel - d'ailleurs assez complet - des dispositions actuelles et qu'il n'y a pas lieu d'y voir un caractère limitatif.

.../...

Mais, dans cette hypothèse, il importe de noter que ces énumérations sont juridiquement superflues, puisqu'elles ne sont pas destinées à remplacer les dispositions qu'elles rappellent. Elles présentent par ailleurs le grave danger qui s'attache au système selon lequel une même disposition se trouve reproduite dans plusieurs textes distincts : celui de créer des risques de discordance si, dans l'avenir, l'un des textes venait à être modifié sans que l'on s'avisât de modifier l'autre.

Afin d'éviter ces inconvénients, il serait préférable que le Code futur se borne à fixer pour chaque juridiction les principes généraux de sa compétence, sous réserve expresse ou sans préjudice des dispositions légales particulières qui pourraient étendre ou restreindre l'application de ces principes généraux; afin d'assurer la sécurité juridique aussi adéquatement que possible, les textes qui seront affectés par les dispositions du projet devraient, en tout état de cause, faire l'objet d'une mise en concordance ou d'une abrogation expresse.

+

+ +

Article 556.-

"Les cours et tribunaux connaissent de toutes les demandes, sauf celles qui sont soustraites par la loi à leur juridiction".

La compétence des cours et tribunaux est réglée par la Constitution. Il ne semble pas opportun de reprendre en des termes différents des principes fondamentaux énoncés à ce sujet dans la Constitution.

.../...

ML. - 5 - L. 8/84/1.
Article 559.-

Le Conseil d'Etat propose pour cet article la rédaction suivante :

"Article 559.-

Lorsque la somme réclamée fait partie d'une créance plus forte qui est contestée, le montant de cette créance ou, le cas échéant, du reliquat de celle-ci, détermine la compétence même si la somme demandée est moins élevée".

Article 569.-

Par suite d'une erreur typographique le texte néerlandais du 7° porte "jaar VI" au lieu de "jaar IV".

Il y aurait lieu d'ajouter au dernier alinéa de cet article le cas prévu au 9°. En effet, l'arrêté royal n° 90 du 29 janvier 1935 organisant la protection des marques collectives et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1898 relative aux unions professionnelles, confirmé par la loi du 4 mai 1936, article unique, prévoit en son article 8, cinquième alinéa :

"L'action en radiation est portée devant le tribunal de première instance de Bruxelles ".

Article 570.-

Compte tenu des explications fournies pour cet article dans le rapport, l'alinéa 2 de cet article devrait débiter par ces mots :

"Sous réserve des règles particulières découlant des traités conclus par la Belgique, le juge vérifie... ".
.../...

Le Conseil d'Etat croit pouvoir suggérer l'omission des mots "et le pays où la décision a été rendue" en considération de l'hypothèse où le traité serait une convention multilatérale.

Article 573.-

Le projet remplace la notion d'"actes réputés commerciaux par la loi", employée par l'article 12 de la loi de 1876, par l'expression, "obligations commerciales"; celle-ci manque de précision: elle laisse notamment dans l'incertitude la question de savoir si elle comprend ou non des quasi-délits commerciaux ou des actions nées de la gestion d'affaires ou de l'enrichissement sans cause. Le rapport ne s'explique pas à cet égard.

Article 574.-

Le 2° devrait être complété par la référence "aux lois sur le concordat judiciaire, coordonnées le 25 septembre 1946".

Articles 578 à 584.-

OBSERVATIONS GENERALES.

La compétence de la section du tribunal d'arrondissement formant le tribunal social est définie par les articles 578 à 584. Seuls les articles 578 et 579 font l'objet d'un commentaire dans le rapport du Commissaire royal (page 134). Il est également utile de se référer aux dispositions modificatives et abrogatoires contenues dans l'article 34 et les articles 79 à 101 de la deuxième partie des dispositions complémentaires du Code judiciaire (pages 736, 747 à 753).

+

+ +

.../...

I.

Il résulte des articles cités que "le tribunal social" connaît, en principe, de toutes les contestations en matière sociale.

L'article 607, alinéa 2, du projet apporte une exception à cette règle en ce qui concerne les recours contre les décisions du Ministre statuant sur une demande d'allocations d'estropiés, mutilés, aveugles, sourds et muets. Ces recours sont portés directement devant les chambres sociales de la Cour d'appel. Cette exception est justifiée comme suit dans le rapport :

"Le projet contient, comme pour les autres juridictions, l'énumération des compétences spéciales dont la connaissance est directement dévolue à la Cour d'appel. Aucune modification n'a été apportée à ce sujet aux dispositions existantes, sauf en ce qui concerne les recours contre les décisions du Ministre statuant sur une demande d'allocations d'estropiés, mutilés, aveugles, sourds et muets. Ces recours sont, selon les lois en vigueur, portés devant une commission administrative. Ils seront désormais de la compétence de la section sociale de la Cour d'appel" (page 145).

On pourrait se demander si c'est parce qu'il s'agit de réformer une décision prise par le Ministre que le recours des estropiés est porté directement devant la Cour d'appel; toutefois, cette explication ne paraît pas pouvoir être retenue, puisque, en matière de pensions de vieillesse pour ouvriers et employés, la situation est identique et que cependant les contestations sont soumises à la section du tribunal d'arrondissement formant le tribunal social; ainsi les pensionnés conservent le bénéfice du double examen de leur dossier dont ils jouissent actuellement par suite de l'existence de commissions de réclamation et d'une commission supérieure des pensions.

.../...

Pour les estropiés, il n'existe qu'une seule commission contentieuse, siégeant à Bruxelles. Leur cas n'est donc examiné qu'une seule fois et c'est peut-être la raison pour laquelle les contestations qui les concernent sont, suivant le projet, soumises directement à la Cour d'appel. Mais si telle est la raison, le projet n'en établit pas moins une discordance entre le régime des estropiés (article 607) d'une part et celui des handicapés (article 582) d'autre part. Pour ceux-ci, en effet, comme pour ~~les estropiés, il n'existe actuellement qu'une commission~~ d'appel, siégeant à Bruxelles. Or, si, dans le projet, les contestations relatives aux estropiés sont jugées directement par la Cour d'appel, celles qui concernent les handicapés sont soumises en premier ressort à la section du tribunal d'arrondissement formant le tribunal social.

II.

Ainsi qu'il est précisé dans le rapport (pages 57 et suivantes), l'institution du tribunal social a pour but de permettre le regroupement des compétences en matière sociale actuellement réparties entre les tribunaux de l'ordre judiciaire et certaines juridictions administratives.

C'est ainsi que le tribunal social reçoit compétence pour statuer sur la plupart des contestations qui, en matière sociale, relèvent actuellement du juge de paix et qui concernent les matières suivantes : accidents du travail (régime général et régime des gens de mer); maladies professionnelles, allocations familiales des travailleurs salariés et indépendants; nomination d'un tuteur ad hoc à l'occasion de contestations portant sur le contrat de travail ou le contrat d'emploi; contestations entre l'Office national de sécurité sociale et les employeurs assujettis à la sécurité sociale; contestations visées par l'article 17, 1°, de la loi du 27 juin 1960 relative à

.../...

l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises; contestations portant sur les cotisations dues en matière de pensions pour travailleurs indépendants (article 52 de la loi du 31 août 1963(1)); et enfin la compétence que le juge de paix détenait à défaut de conseil de prud'hommes.

Toutefois, l'article 594 du projet maintient au juge de paix les compétences suivantes :

- 1° le pouvoir de statuer sur l'opposition faite par le père, le mari, le tuteur, le subrogé tuteur ou le curateur au paiement à la mère des allocations familiales et de naissance (3° et 8°; article 69 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et 120 de l'arrêté royal organique des allocations familiales pour travailleurs indépendants);
- 2° le pouvoir de statuer sur l'opposition du père ou du tuteur à l'affiliation de l'enfant mineur à une union professionnelle (4°; article 3 de la loi du 31 mars 1898);
- 3° le pouvoir de statuer sur l'opposition au paiement des prestations fournies par l'Office de sécurité sociale aux marins (6°; article 8 de l'arrêté-loi du 7 février 1945);
- 4° le pouvoir de statuer sur l'opposition au paiement des prestations de sécurité sociale fournies aux ouvriers mineurs, telle qu'elle est réglée par l'article 5 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 (7°).

.../...

(1) L'article 99 des dispositions complémentaires devrait être modifié en conséquence.

Le projet ne règle pas le sort des compétences suivantes :

- 1° le pouvoir de statuer sur l'opposition au paiement des prestations prévue par l'article 8 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (texte analogue à ceux visés par l'article 594, 6° et 7°, du projet);
- 2° le pouvoir de statuer sur l'incapacité de travail de certains enfants en matière d'allocations familiales (article 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales aux travailleurs salariés; article 102, dernier alinéa, de l'arrêté royal organique des allocations familiales pour travailleurs indépendants);
- 3° les pouvoirs attribués au juge de paix par les articles 34, 36 et 40, de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, et par l'article 31 des lois coordonnées relatives au contrat d'emploi, qui se réfère aux articles 29 à 37 de la loi du 10 mars 1900;
- 4° les pouvoirs attribués au juge de paix par l'article 18, alinéa 3, des lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail;
- 5° les pouvoirs attribués au juge de paix par l'article 8bis de la loi du 12 avril 1960 portant création d'un fonds social pour les ouvriers diamantaires, inséré par la loi du 28 juillet 1962;
- 6° le pouvoir de déclarer exécutoire la contrainte prévue par l'article 204 de l'arrêté royal du 22 décembre 1938 organique des allocations familiales pour travailleurs indépendants.

+

+ +

.../...

D'autre part, le tribunal social est destiné, dans l'intention du Gouvernement, à remplacer les conseils de prud'hommes régis par la loi organique du 9 juillet 1926 et les conseils de prud'hommes-marins, prévus par les articles 116 et suivants de la loi du 5 juin 1928. Ce transfert est effectué d'une manière générale par les articles 578 et suivants. En outre, parmi les dispositions légales particulières qui avaient élargi la compétence des conseils de prud'hommes, certaines sont modifiées par la deuxième partie du projet, notamment les dispositions relatives à certaines contestations en matière d'allocations familiales pour travailleurs salariés (article 117 des lois coordonnées sur les allocations familiales), aux ~~vacances~~ annuelles (article 66bis des lois coordonnées), à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises (article 17, 2°, de la loi du 27 juin 1960), aux comités d'hygiène (article 1er, § 4, h, de la loi du 10 juin 1952 et article 76ter des lois coordonnées sur les mines, minières et carrières) et au ~~contra~~ de formation professionnelle accélérée (article 16 de la loi du 14 février 1961. Toutefois, le projet ne modifie pas les dispositions relatives aux contestations visées à l'article 21 de la loi du 24 décembre 1962 instituant une Commission sociale nationale pour les petites entreprises, à l'article 27 de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, aux articles 21, § 1er, dernier alinéa, et 24 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie ainsi qu'à l'article 82, alinéa 2, de la loi du 5 juin 1928 portant revision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime.

Enfin, le projet abroge l'article 1er, alinéa 3, de la loi du 9 juillet 1926 sans désigner l'organisme qui serait désormais chargé des missions accessoires confiées aux conseils de prud'hommes.

+

+ +

.../...

Le législateur avait ordonné le dépôt de certains documents aux greffes des justices de paix ou des conseils de prud'hommes. Si le projet dispose que les déclarations d'accidents du travail seront désormais transmises aux greffes des tribunaux sociaux (articles 82 et 83 des dispositions complémentaires), par contre il n'apporte aucune modification à d'autres dispositions qui prévoient actuellement un tel dépôt et notamment aux articles 7 et 11bis de la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier et à l'article 165 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux des 10 avril 1957 et 25 octobre 1960.

En troisième lieu, le projet met fin à l'existence de diverses juridictions administratives créées par le législateur afin de statuer sur certaines contestations en matière sociale. Il s'agit des commissions suivantes :

- 1° la commission d'appel instituée par l'article 14 des lois relatives aux estropiés et mutilés, coordonnées le 3 février 1961 (article 86 des dispositions complémentaires);
- 2° la commission d'appel prévue par l'article 26 de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés (arg. article 582 du projet) (1);

.../...

(1) Une disposition abrogatoire expresse devrait être insérée dans le projet.

3° les juridictions administratives compétentes pour statuer sur les contestations relatives aux prestations dues en vertu des régimes :

- a) d'assurance maladie-invalidité obligatoire (articles 34, 4°, 6° et 9°, et 101, § 2, des dispositions complémentaires);
- b) de chômage (article 34, 1°);
- c) de pensions pour ouvriers, pour employés ou pour ouvriers mineurs (articles 34, 2°, 3° et 7°, 90, 91, 94 et 96);

4° les juridictions administratives compétentes en matière de pensions pour travailleurs indépendants (articles 34, 8°, et 99).

Un doute subsiste au sujet du maintien de la compétence de certaines commissions, notamment celles qui sont visées par l'article 115 ou l'article 116 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (commissions arbitrales et commissions de conciliation).

Il y a lieu enfin de signaler que selon la proposition M. DE STAERCKE (Chambre, 1963-1964, n° 652,1) c'est le tribunal administratif provincial qui serait appelé à connaître de certaines des contestations actuellement soumises aux juridictions administratives que le Code judiciaire entend remplacer par le tribunal social.

+

+ +

III.

Ainsi qu'il a été relevé ci-dessus, le tribunal social reprendra, outre certaines compétences attribuées au juge de paix, toutes les compétences dévolues actuellement aux conseils de prud'hommes. Tandis que la loi organique des conseils de prud'hommes limite leur compétence à certaines catégories de personnes - ce qui d'ailleurs avait donné lieu à beaucoup de difficultés -, le projet entend, par son article 578, attribuer aux tribunaux sociaux une compétence généralisée en matière de contrat de louage de travail.

.../...

La compétence du tribunal social dépendra donc, tout au moins en ce qui concerne les matières les plus importantes visées par l'article 578, de l'existence d'un contrat de louage de travail ou d'un contrat d'apprentissage.

Cette dernière règle semble devoir également s'appliquer à l'article 584 du projet, qui attribue au tribunal social un pouvoir disciplinaire dans des termes identiques à ceux de l'article 47 de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes, sans préciser toutefois quels sont les justiciables de ce pouvoir disciplinaire. L'article 584 devrait d'ailleurs être complété par une disposition désignant les personnes susceptibles de faire l'objet des mesures disciplinaires qu'il autorise.

Par contre, il n'est pas certain que le projet entende limiter aux travailleurs salariés et apprentis la compétence des tribunaux sociaux énoncée également aux articles 579, 580 et 583 du projet. En effet, ces articles semblent vouloir faire coïncider la compétence des tribunaux sociaux avec le champ d'application des législations qui y sont citées. Or, plusieurs de ces législations débordent le secteur privé et sont également applicables à des personnes qui ne sont pas liées

.../...

par un contrat de louage de travail (1). S'il entraît dans les intentions du législateur de limiter la compétence des tribunaux sociaux aux travailleurs salariés et apprentis et à leurs ayants droit, il y aurait lieu de modifier le projet en conséquence.

+

+ +

.../...

(1) Voir notamment :

- en matière d'accidents du travail : arrêté royal du 22 avril 1952 (agents de l'Etat), lois coordonnées du 31 décembre 1958, article 7 (délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille), loi du 12 avril 1960, article 7 (délégués ouvriers à l'inspection des minières et carrières), arrêté royal du 11 mars 1954, article 32 (Corps de protection civile), loi du 7 mars 1935 (sauveteurs volontaires de la côte belge);
- en matière de maladies professionnelles : loi du 24 décembre 1963, article 2, 4°, 7°, 8° et 9°, article 3 (assurés libres);
- en matière de sécurité sociale : loi du 20 mai 1949 et loi du 28 avril 1958, article 15, § 2 et § 4;
- en matière d'allocations familiales : lois coordonnées du 19 décembre 1939, article 3, dernier alinéa, modifié par la loi du 2 mai 1958;
- en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité : loi du 9 août 1963, article 22 (non encore exécuté);
- en matière de pensions de retraite et de survie : loi du 27 juillet 1962 établissant le taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public;
- en matière de comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail : loi du 10 juin 1952.

.../...

IV.

Les compétences très étendues attribuées au tribunal social par les articles 578 à 584 et aux chambres sociales de la Cour d'appel par l'article 607 appellent des observations qui ont également trait à l'organisation et à la procédure.

Si l'octroi de telles compétences aux tribunaux sociaux se justifie pour les raisons exposées par le Commissaire royal dans son rapport, il importe, cependant, d'éviter que le système nouveau donne naissance à des difficultés qui n'existent pas aujourd'hui.

A cette fin, il paraît utile d'établir un parallèle entre le régime actuel et celui qui résultera du projet.

Actuellement, lorsqu'un bénéficiaire du régime de sécurité sociale veut exercer un recours contre une décision le concernant, la procédure à laquelle il est soumis est particulièrement simple et peu onéreuse. En effet habituellement la lettre de l'administration qui lui notifie la décision indique le délai dans lequel le recours doit être introduit et l'autorité à laquelle il doit être adressé. Cette notification contient souvent un formulaire destiné à faciliter la rédaction du recours. Ce recours peut être adressé par simple lettre recommandée et n'entraîne aucun frais supplémentaire. L'intéressé compare ensuite dans un délai assez bref devant une commission à laquelle il explique les raisons de son recours.

Dans le régime établi par le projet, l'intéressé devra, aux termes de l'article 702, saisir le tribunal par un exploit d'huissier et rédiger à cet effet une citation.

.../...

Comme il s'agit fréquemment de personnes dont les ressources sont limitées, elles devront demander le bénéfice de l'assistance judiciaire, conformément aux articles 664 et suivants du projet. Dans ce but elles devront fournir les documents prévus à l'article 676 en s'adressant successivement à l'administration communale, au contrôleur des contributions et au commissaire de police. Enfin, elles seront sans doute amenées à solliciter du bureau de consultation et de défense la désignation d'un avocat.

Toutes ces démarches, qui nécessitent parfois de longs déplacements, devront être faites avant que le recours puisse être introduit. Or, le délai de recours est assez bref. Souvent, il ne dépasse pas trente jours, il est parfois inférieur à ce terme. Les justiciables qui ne pourront pas faire l'avance des frais d'assignation risqueront donc de se trouver forclos.

+

+ +

Il y a lieu également d'établir un parallèle entre la composition uniforme du tribunal social et celle des diverses commissions que le projet entend supprimer. Celles-ci comprennent parfois des membres désignés en raison de leur compétence particulière. C'est notamment le cas pour la commission d'appel relative aux handicapés où siègent deux docteurs en médecine, un conseiller d'orientation professionnelle et un technicien du marché de l'emploi; de même, la commission d'appel pour les estropiés et mutilés comprend trois docteurs en médecine; les commissions de réclamation en matière de pensions pour travailleurs indépendants comptent un fonctionnaire du Ministère des Finances, généralement un inspecteur des contributions, étant donné qu'il y a lieu de déterminer le montant des ressources des intéressés.

.../...

Le remplacement de ces spécialistes par des représentants des travailleurs et des employeurs risque d'entraîner des expertises, ce qui retardera la solution des litiges et augmentera les frais de procédure.

En vue de remédier à ces inconvénients, on peut envisager l'organisation devant les tribunaux sociaux d'une procédure simplifiée et gratuite s'inspirant de celle qui existe actuellement devant les commissions administratives : introduction des recours par lettre recommandée et exemption des droits d'enregistrement, de timbre et de greffe.

Pour ce qui est de l'organisation des tribunaux sociaux, on pourrait prévoir un plus grand nombre d'assesseurs et choisir certains d'entre eux en raison de leur compétence technique. Ces derniers siègeraient en lieu et place des assesseurs employeurs et travailleurs dans toutes les affaires où leurs connaissances pourraient être utiles et éviter le recours à des expertises, ainsi qu'il est prévu dans les articles 31 à 34 de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes.

Pour certaines catégories de demandeurs (pensionnés, estropiés, malades), on pourrait organiser une procédure écrite de manière à éviter aux intéressés des déplacements pénibles et onéreux.

.../...

V.

Le projet ne contient aucune disposition qui règle le sort des affaires qui, au moment de l'entrée en vigueur, auront été déférées aux juridictions actuellement compétentes. Il est également muet quant aux règles qui régiront les voies de recours contre les décisions de ces juridictions. Le projet devrait donc être complété par des dispositions transitoires appropriées.

Article 578.-

1° L'article 4, dernier alinéa, de la loi organique des conseils de prud'hommes exclut de la catégorie des employés, et par conséquent de la compétence des conseils de prud'hommes :

- a) les administrateurs délégués, etc ... ;
- b) les directeurs techniques, etc ...

L'article 4 de la loi de 1926 étant excepté de ~~l'abrogation de cette~~ loi, il est peut-être permis d'en déduire qu'en maintenant l'exclusion de certaines personnes de la catégorie des employés, le projet entend aujourd'hui les soustraire à la compétence du tribunal social.

Toutefois, le projet devrait s'en expliquer sans laisser de place à la controverse.

.../...

Le 3° s'inspire de l'article 43, 6°, de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes; on peut en déduire que le tribunal social ne sera pas compétent pour connaître des actions en responsabilité civile intentées contre des compagnons de travail responsables d'un accident du travail ou survenu sur le chemin du travail. Il serait toutefois utile que le Gouvernement éclaire les Chambres législatives, quant à ses intentions sur ce point.

A propos du 6°, il semble que l'intention du Gouvernement ne soit pas de déroger à la compétence générale que possèdent les tribunaux répressifs de statuer sur l'action civile. On observera toutefois qu'en vertu de certaines dispositions légales spéciales, les tribunaux répressifs sont tenus, même en l'absence de constitution de partie civile, de régler le sort des droits subjectifs en cause (1). Il n'apparaît pas clairement si l'intention du Gouvernement est de transférer cette compétence au tribunal social.

.../...

(1) Voyez notamment l'article 61 des lois relatives aux vacances annuelles coordonnées le 9 mars 1951, qui prévoit l'allocation d'office de dommages-intérêts, ainsi que les textes suivants qui prévoient des restitutions ordonnées d'office : les articles 156 et 159 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés; l'article 293 de l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938 relatif aux allocations familiales pour travailleurs indépendants; l'article 13 de l'arrêté-loi du 25 février 1947 relatif à l'octroi de salaires aux travailleurs pendant un certain nombre de jours fériés par an; l'article 12, §§ 2 et 3, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 14 juillet 1955; l'article 59 des lois relatives aux vacances annuelles, coordonnées le 9 mars 1951, modifié par la loi du 27 juillet 1963.

Article 579.-

I.

Aux termes de cet article, le tribunal social connaît des demandes fondées sur la législation relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles "sans préjudice des compétences attribuées par la loi aux commissions arbitrales".

Ainsi le projet transfère à la section du tribunal d'arrondissement formant le tribunal social, les litiges en matière d'accidents du travail qui sont actuellement de la compétence du juge de paix, mais il maintient les commissions arbitrales prévues par la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Il résulte des travaux préparatoires de cette loi que la faculté pour les caisses communes d'assurances agréées d'insérer dans leurs statuts une clause compromissoire en vertu de laquelle les litiges seraient **déférés** à une commission arbitrale, est le résultat d'une "espèce de transaction" (rapport fait au Sénat par les commissions réunies de la Justice et de l'Industrie et du Travail, session 1903-1904, n° 5, Pasinomie 1903, p.304).

En effet, la majorité des membres du Parlement voulaient confier au juge de paix le règlement des litiges mais certains, s'inspirant de l'exemple de l'étranger et, notamment, de l'Allemagne, préconisaient une juridiction arbitrale. C'est dans ces conditions que fut voté l'article 26 de la loi qui, en ses alinéas 2 et 3, permettait la création de commissions arbitrales dans le cas où les statuts des caisses communes d'assurances agréées prévoyaient une telle commission. Et le rapport des commissions du Sénat précisait à ce sujet : "Rien n'empêche qu'une clause de même nature figure dans les contrats

.../...

d'assurance conclus avec des mutualités patronales ou avec des sociétés d'assurance non agréées et, dès lors, si les préférences se portent de ce côté, la juridiction arbitrale pourra être facilement généralisée".

Cette généralisation ne s'est pas produite et l'expérience semble avoir démontré que le Parlement avait eu raison de faire confiance aux juges de paix. Le dessaisissement de ceux-ci en faveur du tribunal social s'explique sans doute par le désir d'unifier le contentieux social, mais, dans ces conditions, on ne discerne pas bien les raisons qui justifient le maintien des commissions arbitrales et le rapport du Commissaire royal ne contient aucune explication sur ce point.

Il appartiendra au législateur d'apprécier si ce régime hybride doit être maintenu et si, eu égard aux circonstances dans lesquelles ces commissions sont appelées à se prononcer, elles assurent aux victimes d'accidents du travail le même sentiment de sécurité juridique que les tribunaux ordinaires.

II.

Selon le rapport (page 135), le tribunal social sera également compétent pour statuer sur les contestations nées au sujet de l'application de l'arrêté-loi du 19 mai 1945, qui règle la réparation des accidents du travail et des dommages corporels et matériels dus à certains risques spéciaux relativement au chargement, au déchargement, au transport, au dépôt, à la manutention d'engins de guerre ou à la simple présence d'engins de guerre. Il y aurait lieu dès lors de modifier l'article 43, alinéa 2, dudit arrêté-loi.

.../...

III.

Il semble que le tribunal social sera compétent pour statuer sur l'application de la législation relative aux accidents du travail non seulement lorsque cette application découle directement de cette législation, mais aussi lorsqu'elle résulte d'une autre disposition légale ou réglementaire qui a étendu l'application de ladite législation. Pour mieux exprimer cette idée, le texte pourrait être rédigé comme suit : "demandes relatives à la réparation ...".

Article 581.-

Le 1° est rédigé en fonction de la législation existante qui n'accorde aux travailleurs indépendants que les avantages prévus à ce 1°. Des lois spéciales peuvent cependant étendre aux travailleurs indépendants le bénéfice d'autres avantages de sécurité sociale (exemple : l'article 22 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité).

En conséquence il appartiendra au législateur d'apprécier s'il ne convient pas de rédiger le 1° en termes plus généraux.

Article 582.-

Le Conseil d'Etat rappelle au sujet de cet article son observation générale I sur les articles 578 à 584.

Dans le texte de l'article, il serait préférable de remplacer le mot "loi" par le mot "législation".

.../...

Article 587.-

A 1° 8°, il y a lieu d'écrire : "article 12, § 3" au lieu de "12, § 1er" et de donner à la loi du 18 novembre 1862 son intitulé exact, qui est : "Loi portant institution du système des warrants".

Au 10°, l'intitulé exact de la loi du 25 août 1891 est : "Loi portant revision du titre du Code de commerce concernant les contrats de transport".

Au 11°, l'intitulé de la loi du 25 octobre 1919 a été modifié par l'arrêté royal n° 282 du 30 mars 1936. Il y a donc lieu de rédiger le 11° de la manière suivante :

"11° les demandes formées en vertu de l'article 19 de la loi du 25 octobre 1919 sur la mise en gage du fonds de commerce l'escompte et le gage de la facture, ainsi que l'agrégation et l'expertise des fournitures faites directement à la consommation".

Article 588.-

Il y a lieu de mettre le texte français en concordance avec la version néerlandaise et d'écrire au 1° "ou" au lieu de "et".

Article 590.-

Pour éviter toute confusion, il y a lieu d'écrire à l'alinéa 1er : "... par la loi à sa juridiction, notamment les demandes ...".

.../...

Article 591.-

Cet article ne reprend plus certaines compétences actuellement dévolues au juge de paix, notamment en matière de vices rédhibitoires des animaux, vente de semences, d'engrais et de substances destinées à la nourriture des animaux (article 3, 7° et 9°, de la loi du 25 mars 1876), le régime successoral des petits héritages (loi du 16 mai 1900, article 4) modifié par l'article 46 de la deuxième partie du présent projet. Il y aurait lieu de compléter l'énumération des articles du Code civil au 7° par la mention de l'article 218; au même 7°, il y a lieu de remplacer "loi du 18 juin 1850 - 28 décembre 1873 relative au" par "loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés".

Au 9°, il y a lieu d'utiliser le terme légal "roches bitumineuses".

Article 594.-

Dans la version française la dénomination exacte de l'office dont il est question au 6° est "Office de sécurité sociale des marins".

Le 13°, qui se réfère à la législation sur les polders, devrait être complété en tenant compte de la législation sur les wateringues (article 17 de la loi du 5 juillet 1956).

Article 597.-

En vertu des articles 1148 à 1174 du projet, le juge de paix est compétent pour apposer les scellés mais aussi pour statuer sur l'apposition à la levée des scellés, pour ordonner cette levée, etc.. Eu égard à cette compétence générale dans ce domaine, l'article 597 serait mieux rédigé comme suit :

"Le juge de paix est compétent en matière de scellés".

.../...

Article 601.-

- 6° La convention phylloxérique internationale citée au 6° est remplacée par la convention de Rome du 6 décembre 1951 sur la protection des végétaux.
- 9° Compte tenu de la mission confiée aux agents cités au 9° par l'article 5 de la loi du 25 février 1913, il conviendrait d'écrire : "des agents désignés à l'effet de constater les infractions à la législation relative au commerce de la coque du Levant".
- 11° Le 11° devrait être modifié en tenant compte de la loi du 20 juillet 1962 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, qui a remplacé les arrêtés n° 18 et n° 19 du 27 juillet 1939.

Article 604.-

Le texte de cet article n'indique pas si c'est à l'initiative de l'appelant ou sur décision du Premier Président que certaines causes sont portées devant les chambres commerciales de la Cour d'appel.

Il y aurait lieu de supprimer les mots "ou plusieurs" et de mettre les mots "chambres commerciales" au singulier.

Article 606.-

Le § 2 de cet article ne mentionne pas la demande d'homologation des décisions des assemblées générales d'actionnaires modifiant les roits respectifs des catégories d'actions (article 71, B, des lois relatives aux sociétés commerciales), le texte du projet a trait

.../...

à l'homologation prévue à l'article 94 des mêmes lois.
Le Conseil d'Etat croit utile de signaler la disposition de l'article 1er de la loi du 20 décembre 1961, modifiant la loi du 17 juin 1960 relative aux sociétés ex-coloniales.

Article 607.-

En attribuant aux chambres sociales des Cours d'appel la compétence qui est actuellement exercée par la commission d'appel instituée en matière d'allocations d'estropiés, mutilés, aveugles, sourds et muets, le projet reconnaît par là le caractère juridictionnel de cette compétence.

Pour le surplus, le Conseil d'Etat s'en réfère à l'observation générale IV au sujet des articles 578 à 584 : il appartiendra au législateur d'apprécier si, pour juger de telles contestations, l'assesseur employeur et l'assesseur travailleur ne devraient pas être remplacés par des personnes plus spécialement compétentes, notamment des médecins, comme c'est le cas dans la commission actuelle.

Article 609.-

L'article 95 de la Constitution ne doit pas être répété, d'autant qu'il y a des exceptions à cette règle.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger cet article de la façon suivante :

"La Cour de cassation connaît des décisions rendues en dernier ressort qui lui sont déférées pour contravention à la loi ou pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité".

Article 610.-

Au 4°, il y a lieu d'écrire : "des jugements rendus "en dernier ressort" par les consuls belges à l'étranger".

.../...

Article 611.-

Au deuxième alinéa il y a lieu de remplacer les mots "du barreau" par les mots "de l'ordre national des avocats".

Article 612.-

Tel qu'il est rédigé, cet article n'ajoute rien au contenu des articles 609 et 610; toutefois, il résulte du rapport que le texte proposé se réfère au pourvoi dans l'intérêt de la loi, prévu d'autre part à l'article 1089 du projet. Le texte suivant qui traduit mieux l'intention du Gouvernement est proposé par le Conseil d'Etat :

"La Cour de cassation connaît des recours formés dans l'intérêt de la loi conformément à l'article 1089".

Article 613.-

Pour le 4° la rédaction de l'article 15, 5°, de la loi du 4 août 1832 paraît préférable.

Article 617.-

Aux termes de cet article les jugements du juge de paix et du tribunal d'arrondissement sont rendus en dernier ressort jusqu'à un montant de 3.500 francs.

Dans la législation en vigueur certaines dispositions prévoient un taux différent du taux général prévu par le texte nouveau sans que ces dispositions soient modifiées ou abrogées par le projet.

L'incertitude qui en résulte devrait être tranchée par le législateur.

.../...

DE LA COMPETENCE TERRITORIALE.

Le titre III relatif à la compétence territoriale contient en ses articles 627, 628 et 629 des énumérations en matière de compétence territoriale; ce procédé appelle la même observation que celle qui a été formulée au début de la partie de l'avis qui est relative à la compétence d'attribution.

Article 624.-

Selon le 3° de cet article le juge compétent pourrait être celui du lieu où la décision doit être exécutée. Cette notion nouvelle est dépourvue de toute précision. Suffirait-il, par exemple, que le défendeur ait des biens saisissables dans un arrondissement déterminé pour rendre le juge de ce siège compétent?

Article 625.-

A cet article le mot "territoires" paraît impropre et ne correspond pas au terme néerlandais "rechtsgebieden"; il devrait être remplacé par l'expression "ressorts territoriaux".

Article 626.-

A cet article il y a lieu d'ajouter la mention de l'article 218 à celle de l'article 212.

.../...

Article 627.-

Au 6°, il y a lieu d'écrire "loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés" au lieu de "loi du 25 janvier 1874".

Au 7°, il faut observer que, eu égard aux articles 30 et 31 de la loi du 3 juillet 1956 sur le registre du commerce, modifiée par la loi du 16 août 1963 qui entrera en vigueur au plus tard le 1er septembre 1964, le juge compétent peut être un autre juge que celui du lieu où l'acte a été reçu.

Article 628.-

Le 7° de cet article devrait éventuellement être complété de manière à tenir compte du "projet de loi modifiant la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement pour l'étendre aux prêts personnels à tempérament", actuellement déposé au Sénat (Doc. Parl., session 1963-1964, n° 217, 28 avril 1964).

A l'8°, par souci de concordance avec l'article 10 des lois coordonnées sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, il y aurait lieu d'écrire : "le juge de la résidence habituelle du déclarant" au lieu de "le juge du domicile du déclarant".

.../...

Le 9° reprend la substance de l'article 43bis de la loi de 1876; il devrait être complété par la mention de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer, dont l'article 31 contient une disposition analogue à l'article 24 des lois coordonnées du 28 septembre 1931 (article 26 de la loi du 24 décembre 1903).

Au 11° il semble qu'il faille lire "lorsqu'il s'agit du partage ou des obligations qui en résultent".

Article 629.-

Au 3°, il y a lieu d'observer que l'intitulé exact des lois citées est : "Lois relatives à l'expropriation par zone pour travaux d'utilité communale - coordonnées le 15 novembre 1867".

Article 630.-

Cet article en son deuxième alinéa, généralise la solution consacrée par l'article 43bis II de la loi du 25 mars 1876 en matière de contrat d'assurance.

Ces dispositions étaient destinées à protéger les assurés contre certains abus des compagnies; le rapport ne fait pas connaître les motifs qui justifieraient l'extension de pareilles règles à toutes les conventions arbitrales.

.../...

Article 642.-

L'article 642 ne précise pas la nature du recours du procureur général. Cependant, le fait que la requête est communiquée aux parties porte à croire qu'il ne s'agit pas d'un recours dans l'intérêt de la loi.

Le texte ne précise pas non plus si ce recours est suspensif.

Enfin, la procédure envisagée appelle certaines observations :

1° On n'aperçoit pas l'utilité de la communication de la requête au président qui n'est pas partie en cause et qui a épuisé sa juridiction.

2° La référence aux articles 654 à 659 relatifs au dessaisissement gagnerait à être remplacée par une disposition indiquant avec précision dans quelle forme et dans quel délai les parties auront la faculté de répondre à la requête du procureur général.

Les articles 654 à 659 ne s'adaptent en effet que malaisément au recours dont s'agit.

Article 644.-

Le renvoi à l'article 641 semble être le résultat d'une erreur .

En effet, d'une part, le juge à qui la cause a été renvoyée ne peut pas appliquer l'article 641, qui ne concerne que le président du tribunal; d'autre part, le rapport signale que dans le cas prévu par l'article 644, le juge "peut encore être dessaisi si sa compétence est contestée"; la contestation de compétence est réglée à l'article 639.

.../...

Article 646.-

A l'alinéa 1er il y a lieu d'omettre les mots : "dans les formes prescrites pour les pourvois"; en effet, la requête présentée à la Cour a pour unique objet de demander l'autorisation de citer en règlement; elle ne doit donc pas être préalablement signifiée à la partie adverse comme doivent l'être les pourvois (article 1079 du projet); de même, la requête dont l'objet est limité comme il vient d'être dit ne doit pas contenir, à peine de nullité, l'exposé des moyens et l'énoncé des dispositions dont la violation est invoquée.

A l'alinéa 2 les mots "sursis à toutes procédures devant les tribunaux" ne sont pas en concordance avec le principe inscrit dans l'article 645, selon lequel les décisions critiquées doivent être passées en force de chose jugée. Le sursis devrait désormais s'appliquer aux effets de ces décisions.

Au sujet du troisième alinéa, il y a lieu de remarquer que la partie défenderesse n'a pas encore de mandataire puisqu'elle n'est pas encore citée. Il y a lieu par conséquent d'écrire : "à la future partie défenderesse" .

Pour le quatrième alinéa, le texte suivant est proposé :

"Si le demandeur n'a pas cité dans les délais ci-dessus, il est déchu du règlement de juge et le sursis éventuellement ordonné par la Cour cesse ses effets sans qu'il soit besoin de le faire constater".

.../...

Article 647.-

L'alinéa 2 prévoit que le demandeur qui succombe peut être condamné aux dommages-intérêts. Ce texte reprend l'article 367 du Code de procédure civile; selon la doctrine, il n'y aurait lieu à allocation de dommages-intérêts que si la demande avait été formée pour enrayer la marche du procès, ce qui se concevait lorsque le règlement de juges pouvait être provoqué à partir de l'introduction des instances : il n'en est plus de même selon l'article 645 du projet puisqu'il faut que les décisions critiquées soient passées en force de chose jugée. En conséquence la règle n'aura plus qu'une portée limitée; elle peut néanmoins être maintenue.

Articles 653 et 654.-

On peut se demander s'il ne serait pas préférable pour les effets suspensifs de la demande en dessaisissement que soit immédiatement déposé cette demande au greffe du tribunal saisi de l'action, plutôt qu'au greffe de la Cour de cassation ? Dans ce cas, le greffe du tribunal saisi transmettrait la demande au greffe de la Cour de cassation.

Article 655.-

Cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 655.-

La Cour de cassation peut statuer immédiatement sur le vu de la requête et des pièces justificatives (un second alinéa devrait préciser qui peut faire opposition à cet arrêt et dans quelles formes)".

.../...

Article 660.--

L'incidence de l'article 660, alinéa 1er, sur l'article 20, § 1er, de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat dans le cas où la Cour de cassation casse un arrêt du Conseil d'Etat pour cause d'incompétence de celui-ci, n'est pas précisée par le texte de l'article 660, ni par le rapport.

La portée de l'expression "tous droits sauf au fond" est plus compréhensible dans le texte néerlandais; il serait préférable d'amender le texte français.

+

+ +

OBSERVATION GENERALE CONCERNANT L'ARBITRAGE .

Aucun chapitre du projet n'est consacré à l'arbitrage.

L'exposé des motifs (page II) déclare que :
"Le Commissaire royal a constitué ... des groupes de travail et consulté des experts en vue de la préparation des objets suivants : ... arbitrage ... ".

De son côté, le Commissaire royal expose (rapport, page 15) : "L'arbitrage n'est point exclu pour autant et le Code de procédure civile de 1806 en a reconnu la légalité. La préparation de ce rapport a été faite dans le temps même où, à l'échelon international, la matière de l'arbitrage en droit privé subissait un réexamen total. Nous n'avons donc pu raisonnablement proposer une conclusion à ces études avant leur achèvement, lequel est appelé à influencer profondément les législations internes".

.../...

Plus loin, encore (page 142, alinéas 2 et 3, et note (78), il écrit : "La procédure d'exequatur des sentences arbitrales est réglée par les dispositions consacrées à l'arbitrage ... Cette question est encore à l'étude".

+

+ +

Si le Code judiciaire n'a pas réglé systématiquement la matière de l'arbitrage, il a cependant édicté des dispositions ou rappelé des règles générales qui y sont relatives.

On citera notamment :

- l'article 298 qui énonce : "les membres des cours, tribunaux, parquets et greffes ne peuvent faire d'arbitrage rémunéré",
- l'article 568, alinéa 3, qui édicte que la section du tribunal d'arrondissement formant le tribunal de première instance se dessaisit, si le défendeur le demande avant toutes exceptions et défenses, "des causes dont la connaissance appartient à des arbitres",
- l'article 588, 1°, qui donne compétence au président du tribunal d'arrondissement pour statuer sur les demandes d'exequatur "des sentences arbitrales rendues en Belgique et à l'étranger, à l'exception de celles qui sont prévues à l'article 606, § 1er",

.../...

- l'article 590, alinéa 2, qui énonce que le juge de paix se dessaisit, s'il y a lieu, sur le déclinatoire d'une partie formé avant toutes exceptions et défenses, des causes dont la connaissance a été réservée à des arbitres,
- l'article 606, § 1er, qui donne compétence aux chambres civiles de la Cour d'appel pour statuer sur les demandes d'exequatur des sentences arbitrales, lorsqu'il a été compromis sur l'appel d'un jugement du tribunal d'arrondissement,
- l'article 630 qui énonce des règles de compétence territoriale que doivent respecter les arbitres,
- l'article 665, 1°, qui prévoit que l'assistance judiciaire est applicable, notamment, à tous les actes relatifs aux demandes à porter ou pendantes devant des arbitres,
- l'article 828, 8° , qui permet de récuser le juge qui a précédemment connu d'un même différend comme arbitre, sauf si, au même degré de juridiction, il a concouru à une sentence avant faire droit.

D'autre part, il convient de relever que l'article 106, alinéa 1er, 2°, des dispositions complémentaires du Code judiciaire abroge expressément la deuxième partie, livre III, du Code de procédure civile qui contient les articles 1003 à 1028 relatifs à l'arbitrage.

+
+ +

.../...

Il est évidemment indispensable d'amender le projet sur ce point et d'excepter de l'abrogation les articles 1003 à 1028 du Code de procédure civile jusqu'au moment où des règles nouvelles relatives à l'arbitrage auront été adoptées par le législateur.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Onder talrijke artikelen van het ontwerp, in het gedeelte dat over de bevoegdheid handelt, worden opsommingen gegeven van materies die ter kennisneming van de arrondissementsrechtbank of haar afdelingen, van de vrederechter, van het Hof van beroep, van het Hof van cassatie staan.

Die opsommingen bepalen de bevoegdheid welke aan elk van die gerechten wordt toegekend, nu eens door opgaaf van de materie, dan weer door vermelding van de desbetreffende wetsbepaling.

Niet alle materies en niet alle geldende bepalingen komen er aan de orde. Los van de voorbeelden die hierna worden gegeven in de opmerkingen bij de artikelen 574 en volgende van het ontwerp, betreffende de bevoegdheid van de sociale rechtbank, kunnen worden vermeld : artikel 66 van de hypotheekwet (bevoegdheid van de voorzitter van de rechtbank om de gehuwde vrouw te machtigen tot het vorderen van een hypothecaire inschrijving op de onroerende goederen van haar man), artikel 4 van de wet van 21 maart 1932 waarbij de lijkverbranding wordt toegelaten (bevoegdheid van de rechter in kort geding om uitspraak te doen over geschillen betreffende de voorwaarden waaronder de ambtenaar van de burgerlijke stand de lijkverbranding mag toestaan), de artikelen 56 en 63 van het Veldwetboek (bevoegdheid van de vrederechter om de eed af te nemen van veldwachters en bijzondere wachters), enz. ...

Noch het verslag van de Koninklijke Commissaris, noch de tekst zelf zegt of de gegeven opsommingen limitatief zijn dan wel alleen maar bedoelen, bestaande wetsbepalingen rechtstreeks of onrechtstreeks in herinnering te brengen. Men heeft hier te doen met een geheel

nieuw Wetboek, dat in de plaats moet komen van alle huidige niet-strafrechtelijke bepalingen inzake gerechtelijke organisatie, bevoegdheid en rechtspleging. Het zou dus voor de hand liggen aan te nemen, dat die opsommingen de bevoegdheid van de onderscheiden gerechten op beperkende wijze vaststellen, en dus ook dat ze de niet opgenomen thans geldende bepalingen opheffen.

Tegen die werkwijze is geen bezwaar in zover de geldende bijzondere regel door een meer algemene bepaling van het ontwerp kan worden vervangen, maar er kunnen nog bepalingen overblijven die, als ze in de opsommingen niet opgenomen en in het desbetreffende deel van het ontwerp niet uitdrukkelijk in overeenstemming gebracht zijn, als opgeheven zouden moeten worden beschouwd, terwijl dit niet de bedoeling van de Regering zou zijn.

Houdt men er rekening mede, hoe bijzonder talrijk de bepalingen zijn die gerechtelijke bevoegdheden vaststellen en in welke mate ze, sedert de aanhechting van de Belgische provincies bij Frankrijk, over het hele geldende recht verspreid liggen, dan moet men het geheel van de in het ontwerp gegeven opsommingen wel zien als een - overigens vrij volledige - opgave van de nu bestaande bepalingen, die niet als limitatief begrepen moet worden.

In dat geval zijn die opsommingen echter juridisch overbodig, want niet bestemd om de in herinnering gebrachte bepalingen te vervangen. Zoals steeds wanneer eenzelfde bepaling in verschillende teksten voorkomt, ontstaat ook hier ernstig gevaar voor de overeenstemming, als namelijk een van de teksten achteraf mocht worden gewijzigd zonder dat ook aan wijziging van de andere wordt gedacht.

.../...

Om die bezwaren te ondervangen, ware het verkieslik, dat het komende Wetboek zich ertoe beperkt voor ieder gerecht de algemene beginselen inzake bevoegdheid vast te stellen, onder uitdrukkelijk voorbehoud van of onverminderd de bijzondere wetsbepalingen die de toepassing van die algemene beginselen mochten uitbreiden of beperken. De rechtszekerheid zou hoe dan ook eerst dan in de hoogst mogelijke mate gevrijwaard zijn, als de in het ontwerp betrokken teksten in overeenstemming gebracht of uitdrukkelijk opgeheven werden.

+

+ +

Artikel 556.-

"De hoven en rechtbanken nemen kennis van alle vorderingen, behalve van die welke de wet aan hun rechtsmacht onttrekt".

De bevoegdheid van hoven en rechtbanken is door de Grondwet geregeld. Het lijkt niet dienstig de daaromtrent in de Grondwet vastgestelde beginselen met andere woorden in het ontwerp te herhalen.

Artikel 559.-

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen:

"Artikel 559.-

Wanneer de gevorderde som deel uitmaakt van een betwiste schuldvordering van een hoger bedrag, wordt de bevoegdheid bepaald door het bedrag van die schuldvordering of, in voorkomend geval, van haar saldo, zelfs indien het bedrag van de gevorderde som minder hoog is".

.../...

Artikel 569.-

In de Nederlandse tekst onder 7° staat een drukfout : "jaar VI" in plaats van "jaar IV".

Aan het laatste lid van dit artikel zou het onder 9° bedoelde geval moeten worden toegevoegd. Het koninklijk besluit nr 90 van 29 januari 1935 houdende inrichting van de bescherming van de gemeenschappelijke merken en wijziging van zekere bepalingen van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen, bevestigd bij de wet van 4 mei 1936, enig artikel, bepaalt in artikel 8, vijfde lid :

"De rechtsvordering tot schrapping dient aanhangig gemaakt bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel".

Artikel 570.-

Gelet op de uitleg die het verslag bij dit artikel geeft, zou het tweede lid als volgt moeten beginnen :

"Onder voorbehoud van de bijzondere regelen die volgen uit door België gesloten verdragen, onderzoekt de rechter ...".

De Raad van State meent te mogen voorstellen de woorden "en het land waar de beslissing is geweest" te schrappen, voor het geval dat het om een multilaterale overeenkomst zou gaan.

.../...

Artikel 573.-

Het ontwerp vervangt het begrip "daden bij de wet als daden van koophandel beschouwd", dat in artikel 12 van de wet van 1876 is gebruikt, door het woord "handelsverbintenissen", hetwelk te vaag is want onzekerheid laat bestaan over de vraag, of het ook slaat op oneigenlijke handelsmisdrijven en op vorderingen ontstaan naar aanleiding van zaakwaarneming of verrijking zonder oorzaak. Het verslag treedt niet in die vraag.

Artikel 574.-

De tekst onder 2° zou moeten worden aangevuld met een verwijzing naar "de wetten op het gerechtelijk akkoord, gecoördineerd op 25 september 1946".

Artikelen 578 tot 584.-ALGEMENE OPMERKINGEN.

De artikelen 578 tot 584 bepalen de bevoegdheid van de afdeling van de arrondissementsrechtbank die de sociale rechtbank vormt. Het verslag van de Koninklijke Commissaris (blz. 134) levert alleen commentaar bij de artikelen 578 en 579. Het is ook nuttig te verwijzen naar de wijzigings- en opheffingsbepalingen uit artikel 34 en uit de artikelen 79 tot 101 van het tweede deel van de aanvullende bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek (blz. 736, 747 tot 753).

+

+ +

.../...

I.

Uit de genoemde artikelen blijkt, dat "de sociale rechtbank" in beginsel kennis neemt van alle geschillen in sociale zaken.

Artikel 607, tweede lid, van het ontwerp maakt op die regel een uitzondering voor de beroepen tegen beslissingen van de Minister over aanvragen om tegemoetkoming ten behoeve van gebrekkigen, verminkten, blinden, doven en stommen. Zulk beroep komt rechtstreeks voor de sociale kamers van het Hof van beroep. Die uitzondering is in het verslag als volgt verantwoord :

"Het ontwerp bevat, zoals voor de andere gerechten, de opsomming van bijzondere bevoegdheden waarvoor de kennisneming rechtstreeks aan het Hof van beroep is opgedragen. Geen enkele wijziging werd op dit stuk aangebracht in de bestaande bepalingen, tenzij wat betreft de voorzieningen tegen de beslissingen van de Minister die beschikt op een verzoek om uitkering voor verminkten, gebrekkigen, blinden, doven en stommen. Die voorzieningen worden, naar de bestaande wetten, voor een administratieve commissie gebracht. Zij zullen voortaan in de bevoegdheid liggen van de sociale afdeling van het Hof van beroep" (blz. 145).

De reden waarom het beroep van gebrekkigen rechtstreeks voor het Hof van beroep wordt gebracht, zou men hier kunnen zoeken, dat het erom gaat een beslissing van de Minister te herzien. Die uitleg blijkt echter niet op te gaan. Inzake ouderdomspensioenen voor arbeiders en bedienden is de toestand gelijk en toch komen de geschillen voor de afdeling van de arrondissementsrechtbank die de

.../...

sociale rechtbank vormt. De gepensioneerden behouden dus het voordeel dat hun dossier, zoals thans het geval is, tweemaal wordt onderzocht, eenmaal door de klachtencommissie, een tweede maal door de Hoge Commissie voor pensioenen.

Voor de gebrekkigen is er slechts één geschillencommissie, die zitting houdt te Brussel. Hun geval wordt dus maar eenmaal onderzocht en daarom wellicht worden de hen betreffende geschillen, volgens het ontwerp, rechtstreeks aan het Hof van beroep voorgelegd. Is dat de reden, toch maakt het ontwerp nog een onderscheid tussen de regeling voor gebrekkigen (artikel 607) en die voor minder-validen (artikel 582). Deze laatsten hebben evenals de gebrekkigen thans maar een commissie van beroep, die zitting houdt te Brussel. Terwijl nu, in het ontwerp, de geschillen betreffende gebrekkigen rechtstreeks door het Hof van beroep worden berecht, worden die betreffende minder-validen in eerste aanleg gebracht voor de afdeling van de arrondissementsrechtbank die de sociale rechtbank vormt.

II.

Zoals het verslag (blz. 57 en volgende) uiteenzet, worden de sociale rechtbanken opgericht met het doel, de thans over de gewone rechtbanken en over sommige administratieve gerechten verdeelde bevoegdheden in sociale zaken te hergroeperen.

.../...

Ter kennisneming van de sociale rechtbank komen dan het merendeel van de geschillen die, in sociale zaken, nu onder de vrederechter ressorteren en betrekking hebben op : arbeidsongevallen (algemene regeling en regeling voor zeelieden); beroepsziekten, kinderbijslag voor werknemers en zelfstandigen ; aanstelling van een voogd ad hoc naar aanleiding van geschillen over de arbeids-overeenkomst voor werklieden of voor bedienden; geschillen tussen de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid en verzekeringsplichtige werkgevers ; geschillen bedoeld in artikel 17, 1°, van de wet van 27 juni 1960 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen; geschillen over de bijdragen verschuldigd inzake pensioenen voor zelfstandigen (artikel 52 van de wet van 31 augustus 1963) (1) ; ten slotte de bevoegdheid die de vrederechter bezat als er geen werkrechttersraad was.

Krachtens artikel 594 van het ontwerp blijft de vrederechter nochtans bevoegd om te beschikken op :

- 1° verzet van de vader, man, voogd, toeziende voogd of curator tegen de betaling van kinderbijslag en kraamgeld aan de moeder (3° en 8° ; artikelen 69 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers en 120 van het organiek koninklijk besluit betreffende de kinderbijslag voor zelfstandigen) ;
- 2° verzet van de vader of voogd tegen de aansluiting van de minderjarige bij een beroepsvereniging (4°; artikel 3 van de wet van 31 maart 1898);

.../...

(1) Artikel 99 van de aanvullende bepalingen zou dienovereenkomstig moeten worden gewijzigd.

- 3° verzet tegen de betaling van uitkeringen door de Dienst van sociale zekerheid voor schepelingen (6° ; artikel 8 van de besluitwet van 7 februari 1945) ;
- 4° verzet tegen betaling van uitkeringen van sociale zekerheid van mijnwerkers, zoals het is geregeld in artikel 5 van de besluitwet van 10 januari 1945 (7°) .

Het ontwerp laat in het midden :

- 1° de bevoegdheid om te beschikken op verzet tegen de betaling van uitkeringen als bedoeld in artikel 8 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders (soortgelijke tekst als bedoeld in artikel 594, 6° en 7°, van het ontwerp) ;
- 2° de bevoegdheid om te beschikken op de arbeidsongeschiktheid van sommige kinderen, inzake kinderbijslag (artikel 63 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers ; artikel 102, laatste lid, van het organiek koninklijk besluit betreffende de kinderbijslag voor zelfstandigen) ;
- 3° de bevoegdheden die ~~aan~~ de vrederechter zijn verleend in de artikelen 34, 36 en 40 van de wet van 10 maart 1900 op de arbeidsovereenkomst en in artikel 31 van de gecoördineerde wetten betreffende de arbeidsovereenkomst voor bedienden, hetwelk verwijst naar de artikelen 29 tot 37 van de wet van 10 maart 1900 ;

.../...

- 4° de bevoegdheden aan de vrederechter verleend in artikel 18, derde lid, van de gecoördineerde wetten betreffende de vergoeding der schade voortspuitende uit de arbeidsongevallen ;
- 5° de bevoegdheden aan de vrederechter verleend in artikel 8bis van de wet van 12 april 1960 tot oprichting van een sociaal fonds voor de diamantarbeiders, ingevoegd door de wet van 28 juli 1962 ;
- 6° de bevoegdheid tot het uitvoerbaar verklaren van het dwangbevel bedoeld in artikel 204 van het koninklijk besluit van 22 december 1938 betreffende de kinderbijslag voor zelfstandigen.

+

+ +

De sociale rechtbanken, aldus de opvatting van de Regering, komen in de plaats van de werkrechtcrsraden, waarvoor de organieke wet van 9 juli 1926 geldt, en van de werkrechtcrsraden voor zeclieden, bedoeld in de artikelen 116 en volgende van de wet van 5 juni 1928. Die overdracht van bevoegdheid wordt in het algemeen **bewerkstelligd** door de artikelen 578 en volgende. Van de bijzondere wetsbepalingen die de bevoegdheid van de werkrechtcrsraden hebben uitgebreid, worden er bovendien een aantal gewijzigd in het tweede deel van het ontwerp, met name de bepalingen betreffende sommige geschillen inzake kinderbijslag voor werknemers (artikel 117 van de gecoördineerde wetten op de kinderbijslag) jaarlijkse vakantie (artikel 66bis van de gecoördineerde wetten), schadeloosstelling van werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen (artikel 17, 2°, van de wet van 27 juni 1960), comités voor hygiëne

.../...

(artikel 1, § 4, h, van de wet van 10 juni 1952 en artikel 76ter van de gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen), overeenkomst van versnelde beroepsopleiding (artikel 16 van de wet van 14 februari 1961). Geen wijziging brengt het ontwerp echter in de bepalingen betreffende de geschillen bedoeld in artikel 21 van de wet van 24 december 1962 tot instelling van een nationale sociale commissie voor de kleine ondernemingen, in artikel 27 van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van minder-validen, in de artikelen 21, § 1, laatste lid, en 24 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, en in artikel 82, tweede lid, van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij.

Ten slotte heft het ontwerp artikel 1, derde lid, van de wet van 9 juli 1926 op, maar zegt het niet welk lichaam voortaan de bijkomende opdrachten van de werkrechtshraden op zich zal nemen.

+ .

+ +

De wetgever had bevolen, dat bepaalde documenten op de griffies van de vredegerichten of van de werkrechtshraden werden neergelegd. Wel bepaalt het ontwerp nu, dat aangiften van arbeidsongevallen voortaan aan de griffies van de sociale rechtbanken moeten worden gezonden (artikelen 82 en 83 van de aanvullende bepalingen), maar het wijzigt niets in andere bepalingen die thans zodanige neerlegging voorschrijven, met name de artikelen 7 en 11bis van de wet van 15 juni 1896 op de werkplaatsreglementen en artikel 165 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 april 1957 en 25 oktober 1960.

.../...

Het ontwerp maakt een einde aan een aantal administratieve rechtscolleges, die door de wetgever waren opgericht om uitspraak te doen over bepaalde sociale geschillen. Het zijn :

- 1° de commissie van beroep, ingesteld bij artikel 14 van de wetten betreffende de gebrekkigen en verminkten gecoördineerd op 3 februari 1961 (artikel 86 van de aanvullende bepalingen) ;
- 2° de commissie van beroep, bedoeld in artikel 26 van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen (arg. artikel 582 van het ontwerp) (1) ;
- 3° de administratieve rechtscolleges die bevoegd zijn inzake geschillen betreffende uitkeringen krachtens de regelingen inzake :
 - a) verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit (artikelen 34, 4°, 6° en 9°, en 101, § 2, van de aanvullende bepalingen) ;
 - b) werkloosheid (artikel 34, 1°) ;
 - c) pensioenen voor arbeiders, voor bedienden of voor mijnwerkers (artikelen 34, 2°, 3° en 7°, 90, 91, 94 en 96) ;
- 4° de administratieve rechtscolleges die bevoegd zijn inzake pensioenen voor zelfstandigen (artikelen 34, 8°, en 99).

.../...

(1) In het ontwerp zou een uitdrukkelijke opheffingsbepaling moeten worden ingevoegd.

Twijfel blijft bestaan over het bevoegd blijven van bepaalde commissies, met name de commissies bedoeld in artikel 115 of 116 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers (scheidsterlijke commissies en verzoeningscommissies).

Ten slotte moet erop worden gewezen dat, volgens het voorstel DE STAERCKE (Gedr.St., Kamer, 1963-1964, nr 652,1), een provinciale administratieve rechtbank kennis zou nemen van sommige geschillen, die thans zijn opgedragen aan de administratieve rechtscolleges welke het Gerechtelijk Wetboek door de sociale rechtbank wil vervangen.

+

+ +

III.

Zoals hiervoren is gezegd, zal de sociale rechtbank, behalve bepaalde bevoegdheden van de vrederechter, alle bevoegdheden van de huidige werkrechtshraden overnemen. Terwijl de organieke wet op de werkrechtshraden dezer bevoegdheid tot sommige categorieën van personen beperkte - hetgeen overigens met heel wat moeilijkheden gepaard is gegaan - , bedoelt het ontwerp, met name artikel 578 daarvan, de sociale rechtbanken een algemene bevoegdheid inzake arbeidsovereenkomsten te verlenen.

.../...

De bevoegdheid van de sociale rechtbank zal dus, althans voor de belangrijkste zaken waarop artikel 578 doelt, afhangen van het bestaan van een arbeids- of een leerovereenkomst.

Die regel schijnt ook te moeten gelden voor artikel 584 van het ontwerp, dat de sociale rechtbank tuchtbevoegdheid verleent in dezelfde bewoordingen als artikel 47 van de wet van 9 juli 1926 op de werkrechtshraden, maar zonder aan te geven wie onder die tuchtbevoegdheid zullen ressorteren. Artikel 584 zou overigens moeten worden aangevuld met een bepaling die zegt tegen wie de erin bedoelde tuchtmaatregelen kunnen worden genomen.

Daarentegen staat het niet vast of het ontwerp de bevoegdheid van de sociale rechtbanken, die ook in de artikelen 579, 580 en 583 van het ontwerp is opgegeven, tot werknemers en leerjongens bedoelt te beperken. Die artikelen lijken de bevoegdheid van de sociale rechtbank te willen doen samenvallen met de werkingssfeer van de wetgevingen welke zij vermelden. Een aantal van die wetgevingen treden echter buiten de particuliere sector en zijn mede van toepassing op personen die niet door een arbeidsovereenkomst zijn gebonden (1). Mocht de wetgever de bevoegdheid van de sociale rechtbanken willen beperken tot werknemers, leerjongens en hun rechtverkrijgenden, dan zou het ontwerp dienovereenkomstig moeten worden gewijzigd.

+

+ +

.../...

(1) Zie onder meer :

- inzake arbeidsongevallen : koninklijk besluit van 22 april 1952 (Rijkspersoneel), gecoördineerde wetten van 31 december 1958, artikel 7 (afgevaardigden-

IV.

De zeer uitgebreide bevoegdheden welke de artikelen 573 tot 584 aan de sociale rechtbank en artikel 607 aan de sociale kamers van het Hof van beroep verlenen, geven aanleiding tot opmerkingen die ook de inrichting en de rechtspleging betreffen.

.../...

- (1) - Vervolg van voetnoot-vorige bladzijde : - - - - -
werklieden bij het toezicht in de steenkolenmijnen, wet van 12 april 1960, artikel 7 (afgevaardigden-werklieden bij het toezicht in de groeven en grave-rijen), koninklijk besluit van 11 maart 1954, artikel 32 (Korps Burgerlijke Bescherming), wet van 7 maart 1935 (vrijwillige redders aan de Belgische kust) ;
- inzake beroepsziekten : wet van 24 december 1963, artikel 2, 4°, 7°, 8° en 9°, artikel 3 (vrijwillig verzekerden) ;
 - inzake sociale zekerheid : wet van 20 mei 1949 en wet van 28 april 1958, artikel 15, §§ 2 en 4 ;
 - inzake kinderbijslag : gecoördineerde wetten van 19 december 1939, artikel 3, laatste lid, gewijzigd bij de wet van 2 mei 1958 ;
 - inzake verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit : wet van 9 augustus 1963, artikel 22 (nog niet uitgevoerd) ;
 - inzake rust- en overlevingspensioenen : wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van het minimumbedrag van zekere rust- en overlevingspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist ;
 - inzake comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen : wet van 10 juni 1952.

Is het toekennen van zodanige bevoegdheden aan de sociale rechtbanken te verantwoorden door de redenen welke de Koninklijke Commissaris in zijn verslag opgeeft, het komt er niettemin op aan, dat de nieuwe regeling geen moeilijkheden zou opleveren die zich thans niet voordoen.

Een vergelijking tussen de huidige en de ontworpen regeling, lijkt hier op haar plaats.

Wanneer een gerechtigde van de sociale zekerheid thans tegen een hem betreffende beslissing wil opkomen, is de te volgen procedure bijzonder eenvoudig en goedkoop. Doorgaans vermeldt de brief van de administratie die hem van de beslissing kennis geeft, binnen welke termijn en bij welke overheid het beroep moet worden ingesteld. Vaak hoort er een formulier bij om het opstellen van het rekwest gemakkelijker te maken. Dit kan dan gewoon bij een ter post aangetekende brief worden verzonden zonder verdere kosten. Vrij kort daarop verschijnt de belanghebbende voor een commissie, waar hij de redenen van zijn beroep toelicht.

In de regeling van het ontwerp zal de betrokkene, luidens artikel 702, de zaak bij de rechtbank aanhangig moeten maken bij deurwaardersexploot. Daarvoor moet hij een dagvaarding opstellen. Vaak echter gaat het om mensen met bescheiden inkomen, die dus rechtsbijstand zullen moeten vragen overeenkomstig de artikelen 664 en volgende van het ontwerp. Daartoe moeten zij de in artikel 676 voorgeschreven documenten voorleggen, die zij eerst bij het gemeentebestuur, de belastingcontroleur en de politiecommissaris hebben moeten aanvragen. Ten slotte zullen zij ongetwijfeld genoopt zijn bij het bureau voor kosteloze raadpleging en verdediging om de aanwijzing van een advocaat te verzoeken.

.../...

Met al die bemoeiingen, waarvoor vaak lange afstanden moeten worden afgelegd, moet men klaar zijn vóór het beroep kan worden ingesteld. Daarvoor is de termijn vrij kort, vaak niet meer dan dertig dagen en soms nog minder. Rechtzoekenden die de kosten voor dagvaarding niet kunnen voorschieten, lopen dus gevaar om hun recht te verliezen.

+

+ +

Een vergelijking moet ook worden gemaakt tussen de eenvormige samenstelling van de sociale rechtbank en de samenstelling van de commissies welke het ontwerp wil opheffen. In die commissies zitten vaak leden, die wegens hun speciale bevoegdheid zijn aangewezen. Zo zijn er in de commissie van beroep inzake minder-validen twee doctors in de geneeskunde, naast een adviseur voor beroepskeuze en een technicus inzake tewerkstelling ; ook de commissie van beroep voor gebrekkigen en verminkten telt drie doctors in de geneeskunde ; in de klachtencommissies inzake pensioenen voor zelfstandigen heeft een ambtenaar van het Ministerie van Financiën, doorgaans een inspecteur der belastingen, zitting, omdat het inkomen van de betrokkenen moet worden bepaald.

Worden die specialisten door vertegenwoordigers van werknemers en werkgevers vervangen, dan dreigt zich de noodzaak van deskundig onderzoek voor te doen, met vertraging in de geschillenberechting en stijging van de procedurekosten.

.../...

Om die bezwaren te ondervangen, kan worden overwogen een vereenvoudigde en kosteloze procedure voor de sociale rechtbanken in te stellen, naar het voorbeeld van de bestaande procedure voor de administratieve commissies : instellen van het beroep bij een ter post aangetekende brief en vrijstelling van registratie-, zegel- en griffierechten.

Voor de inrichting van de sociale rechtbanken zou een beroep kunnen worden gedaan op een groter aantal assessoren, waarvan sommigen zouden worden gekozen wegens hun technische bevoegdheid. Deze zouden in plaats van de assessoren-werkgevers en -werknemers zitting nemen in alle zaken waarin hun kennis dienstig kan zijn en een beroep op deskundigen overbodig kan maken, zoals volgens de artikelen 31 tot 34 van de wet van 9 juli 1926 op de werkrechtersraden.

Voor sommige categorieën van eisers (gepensioneerden, gebrekkigen, zieken) zou een schriftelijke procedure kunnen worden ingesteld, om lastige en kostelijke reizen te voorkomen.

V.

Het ontwerp zegt niets over de zaken die, als het Wetboek in werking treedt, bij de thans bevoegde rechtscolleges aanhangig zullen zijn, en evenmin over de rechtsmiddelen tegen de beslissingen van die rechtscolleges. Passende overgangsbepalingen zouden het ontwerp moeten aanvullen.

.../...

Artikel 578.-

1° Artikel 4, laatste lid, van de wet op de werk-rechtersraden onttrekt aan de categorie der bedienden en dus ook aan de bevoegdheid van de werkrechtersraden :

- a) de afgevaardigde beheerders, enz. ... ;
- b) de technische bedrijfsleiders, enz. ...

Artikel 4 van de wet van 1926 wordt niet met de rest van die wet opgeheven. Misschien mag daaruit worden afgeleid dat het ontwerp degenen die het buiten de categorie der bedienden gesloten houdt, aan de bevoegdheid van de sociale rechtbank wil onttrekken.

Het ontwerp zou hieromtrent geen onzekerheid mogen laten bestaan.

De tekst onder 3° vertoont overeenkomst met artikel 43, 6°, van de wet van 9 juli 1926 op de werk-rechtersraden ; daaruit kan worden afgeleid dat de sociale rechtbank geen kennis zal kunnen nemen van op burgerrechtelijke aansprakelijkheid berustende vorderingen tegen medearbeiders die aansprakelijk zijn voor een arbeidsongeval of voor een ongeval op de weg van of naar het werk. Het zou nuttig zijn dat de Regering de Wetgevende Kamers kenbaar maakte wat zij op dat punt voornemens is.

.../...

De tekst onder 6° lijkt erop te wijzen, dat de Regering niet bedoelt af te wijken van de algemene bevoegdheid van de strafrechtbanken om kennis te nemen van burgerlijke rechtsvordering. Toch moet worden opgemerkt dat bijzondere wetsbepalingen, die rechtbanken verplichten zelfs wanneer er geen burgerlijke partij is, het lot van de betrokken subjectieve rechten te regelen (1). Het is niet duidelijk of de Regering die bevoegdheid aan de sociale rechtbank bedoelt over te dragen.

Artikel 579.-

I.

Luidens dit artikel neemt de sociale rechtbank kennis van de vorderingen, gegrond op de wetgeving betreffende de schadevergoeding wegens arbeidsongevallen en beroepsziekten, "onverminderd de bevoegdheid door de wet aan de scheidsrechterlijke commissies toegekend".

.../...

-
- (1) Zie onder meer artikel 61 van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie, gecoördineerd op 9 maart 1951, dat ambtshalve schadevergoeding toekent, alsook de volgende teksten die ambtshalve teruggave bevelen: de artikelen 156 en 159 van de gecoördineerde wetten op de kinderbijslag voor werknemers; artikel 293 van het organiek koninklijk besluit van 22 december 1938 betreffende de kinderbijslag voor zelfstandigen; artikel 13 van de besluitwet van 25 februari 1947 betreffende het toekennen van loon aan de werknemers voor een bepaald aantal feestdagen per jaar; artikel 12, §§ 2 en 3, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1955; artikel 59 van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie, gecoördineerd op 9 maart 1951, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1963.

Het ontwerp gelast daarmee de afdeling van de arrondissementsrechtbank die de sociale rechtbank vormt, kennis te nemen van geschillen inzake arbeidsongevallen, waarin thans de vrederechter bevoegd is, maar laat de scheidsrechterlijke commissies, bedoeld in de wet van 24 december 1903 betreffende de vergoeding der schade voortspuitende uit de arbeidsongevallen, voortbestaan.

De parlementaire voorbereiding van die wet toont aan, dat het recht van de "toegelaten gemeenschappelijke kassen van verzekering" om in hun statuten een scheidsrechterlijk beding op te nemen, het resultaat is van een "soort overeenkomst" (verslag van de verenigde commissies van Justitie en van Nijverheid en Arbeid, Senaat, zitting 1903-1904, nr 5).

De meerderheid van de parlementsleden wilde immers de geschillenberechting aan de vrederechter opdragen, maar sommigen gaven, naar het voorbeeld van het buitenland, onder meer van Duitsland, de voorkeur aan een scheidsgerecht. Zo ontstond dan artikel 26 van de wet, waarvan het tweede en het derde lid toestaan dat scheidsrechterlijke commissies worden ingesteld ingeval de statuten van de toegelaten gemeenschappelijke kassen van verzekering in de oprichting van zodanige commissies voorzien. Het verslag van de Senaatscommissies verklaarde

.../...

daaromtrent, dat niets belette een soortgelijk beding op te nemen in verzekeringsovereenkomsten met ziekenfondsen van werkgevers of met niet erkende verzekeringsmaatschappijen en dat derhalve, indien de voorkeur in die richting gaat, het scheidsgerecht gemakkelijk kon worden veralgemeend.

Die veralgemening heeft geen doorgang gevonden en de ervaring lijkt te hebben geloerd, dat het Parlement gelijk had op de vrederechters te vertrouwen. Dat die bevoegdheid hun wordt onttrokken ten gunste van de sociale rechtbank, vindt ongetwijfeld een verklaring in het verlangen naar eenheid in de berechting van sociale geschillen, maar dan is het niet goed duidelijk waarom de scheidsrechterlijke commissies blijven bestaan. Het verslag van de Koninklijke Commissaris **verstrekt** daarover geen toelichting.

Het zal zaak van de wetgever zijn, te oordelen of deze hybridische regeling moet worden behouden en of die commissies, onder de omstandigheden waaronder zij moeten beslissen, de door arbeidsongevallen getroffen en hetzelfde gevoel van rechtszekerheid geven als de gewone rechtbanken.

.../...

II.

Volgens het verslag (blz. 135), zal de sociale rechtbank ook bevoegd zijn voor geschillen ontstaan naar aanleiding van de toepassing van de besluitwet van 19 mei 1945 houdende regeling van de vergoeding voor arbeidsongevallen en van de lichamelijke en stoffelijke schade voortvloeiende uit sommige bijzondere risico's verbonden aan het laden en het lossen, het vervoer, het opslaan, het behandelen of het gewoon aanwezig zijn van oorlogstuigen. Artikel 43, tweede lid, van die besluitwet zou derhalve moeten worden gewijzigd.

III.

De sociale rechtbank lijkt bevoegd te zullen zijn om over de toepassing van de wetgeving betreffende de arbeidsongevallen uitspraak te doen, niet alleen wanneer die toepassing het rechtstreeks gevolg van die wetgeving is, maar ook wanneer zij het resultaat is van een andere wets- of verordeningsbepaling welke de toepassing van die wetgeving heeft uitgebreid. Om dat beter tot uiting te brengen, leze men de tekst als volgt : "van de vorderingen betreffende de schadevergoeding ...".

Artikel 581.-

De tekst onder 1° is geredigeerd overeenkomstig de bestaande wetgeving, die de zelfstandigen alleen de onder dat 1° bedoelde voordelen verleent. Bijzondere wetten kunnen nochtans de zelfstandigen in aanmerking doen komen voor andere voordelen van de sociale zekerheid (bijvoorbeeld artikel 22 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering).

.../...

De wetgever zal dus hebben te oordelen of de tekst onder 1° niet in meer algemene bewoordingen moet worden gesteld.

Artikel 582.-

De Raad van State moge hier de algemene opmerking I herhalen die hij heeft gemaakt bij de artikelen 578 tot 584.

In dat artikel vervange men het woord "wet" door "wetgeving".

Artikel 587.-

Onder 8° leze men : "artikel 12, § 3" in plaats van "12, § 1" en vermeldde men de wet van 18 november 1862 met haar juiste opschrift: "Wet houdende instelling van het warrantstelsel".

Onder 10° moet het juiste opschrift van de wet van 25 augustus 1891 worden gegeven : "Wet houdende herziening van de titel van het Handelswetboek betreffende de vrachtovereenkomsten".

De tekst onder 11° leze men als volgt, met inachtneming van de wijziging die in het opschrift van de wet van 25 oktober 1919 is aangebracht door het koninklijk besluit nr 282 van 30 maart 1936 :

.../...

"11° over vorderingen ingesteld krachtens artikel 19 van de wet van 25 oktober 1919 betreffende het in pand geven van de handelszaak, het disconto, en het in pand geven van de factuur, alsmede de aanvaarding en de keuring van de rechtstreeks voor het verbruik gedane leveringen".

Artikel 588.-

Men brenge de Franse tekst in overeenstemming met de Nederlandse en leze onder 1° "ou" in plaats van "et".

Artikel 590.-

Om verwarring te voorkomen, leze men in het eerste lid : "welke de wet aan zijn rechtsmacht onttrekt, inzonderheid de vorderingen ...".

Artikel 591.-

In dit artikel komen een aantal bevoegdheden die de vrederechter thans bezit, niet meer voor, inzonderheid inzake koopvernietigende gebreken bij dieren, verkoop van zaden, meststoffen en veevoeders (artikel 3, 7° en 9°, van de wet van 25 maart 1876), het erfstelsel

.../...

van kleine nalatenschappen (wet van 16 mei 1900, artikel 4), gewijzigd bij artikel 46 van het tweede deel van de aanvullende bepalingen van het onderhavige ontwerp. De opsomming van de artikelen van het Burgerlijk Wetboek in de tekst onder 7°, vulle men aan met artikel

218; in dezelfde tekst vervange men "wet van 18 juni 1850 - 28 december 1873 houdende regeling ..." door "wet van 18 juni 1850 houdende regeling betreffende krankzinnigen".

In de Franse tekst onder 9° gebruike men de term uit de wet : "roches bitumineuses".

Artikel 594.-

De juiste Franse benaming van de onder 6° vermelde dienst luidt : "Office de sécurité sociale des marins".

De tekst onder 13°, betreffende de wetgeving op de polders, zou moeten worden aangevuld met inachtneming van de wetgeving op de wateringen (artikel 17 van de wet van 5 juli 1956).

Artikel 597.-

Krachtens de artikelen 1148 tot 1174 van het ontwerp kan de vrederechter voorwerpen verzegelen, maar kan hij ook beschikken op verzet tegen ontzegeling, die ontzegeling bevelen, enz.. Gelet op die algemene bevoegdheid ter zake, zou artikel 597 beter als volgt worden gelezen :

"De vrederechter is bevoegd inzake verzegeling en ontzegeling".

.../...

Artikel 601.-

- 6° De hier vermelde internationale druiffluisconventie is vervangen door de overeenkomst van Rome van 6 december 1951 betreffende de bescherming van de gewassen.
- 9° Gelet op de taak welke artikel 5 van de wet van 25 februari 1913 aan de onder 9° vermelde ambtenaren opdraagt, leze men : "de ambtenaren aangewezen om de overtreding van de wetgeving betreffende de handel in Levantse bessen vast te stellen".
- 11° De tekst onder 11° zou moeten worden gewijzigd met inachtneming van de wet van 20 juli 1962 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, die de besluiten nr 18 en nr 19 van 27 juli 1939 vervangen heeft.

Artikel 604.-

Dit artikel zegt niet of het op initiatief van de appellant dan wel bij beslissing van de eerste voorzitter is, dat sommige zaken voor de handelskamers van het Hof van beroep worden gebracht.

Men leze "voor een handelskamer van het Hof van beroep".

Artikel 606.-

Paragraaf 2 van dit artikel maakt geen melding van het verzoekschrift tot bekrachtiging van de beslissingen van de algemene vergaderingen der aandeelhouders tot wijziging van de onderscheiden rechten van de soorten van aandelen (artikel 71, B, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen); de tekst van het ontwerp heeft

.../...

betrekking op de bekrachtiging bedoeld in artikel 94 van dezelfde wetten. De Raad van State moge hier ook wijzen op de bepaling van artikel 1 van de wet van 20 december 1961 tot wijziging van de wet van 17 juni 1960 betreffende de ex-koloniale vennootschappen.

Artikel 607.-

Waar het ontwerp aan de sociale kamers van de Hoven van beroep de bevoegdheid opdraagt die thans wordt uitgeoefend door de commissie van beroep inzake tegemoetkomingen ten behoeve van gebrekkigen, verminkten, blinden, doven en stommen, erkent het tevens het rechtsprekend karakter van die bevoegdheid.

Voorts moge worden verwezen naar de algemene opmerking IV bij de artikelen 578 tot 584 : de wetgever dient uit te maken of, voor de berechting van zodanige geschillen, de bijzitter-werkgever en de bijzitter-werknemer niet moeten worden vervangen door meer in het bijzonder bevoegde personen, met name geneesheren, zoals in de huidige commissie het geval is.

Artikel 609.-

Artikel 95 van de Grondwet hoeft niet te worden herhaald, vooral daar er op die regel uitzonderingen zijn.

Voorgesteld wordt, het artikel als volgt te lezen :

"Het Hof van cassatie neemt kennis van de in laatste aanleg gewezen beslissingen die voor het Hof worden gebracht wegens overtreding van de wet of wegens schending van substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen".

.../...

Artikel 610.-

De tekst onder 4° moet als volgt worden gelezen :
"4° tegen vonnissen "in laatste aanleg" gewezen door
Belgische consuls in het buitenland".

Artikel 611.-

In het tweede lid vervange men de woorden "van
de balie" door "van de nationale orde van advocaten".

Artikel 612.-

Zoals dit artikel is gesteld, voegt het niets
toe aan de inhoud van de artikelen 609 en 610; uit het
verslag blijkt nochtans dat de ontwerp-tekst doelt op de
voorziening in het belang van de wet, waarvan ook sprake
is in artikel 1089 van het ontwerp. De Raad van State
stelt de volgende tekst voor, die de bedoeling van de
Regering beter weergeeft :

"Het Hof van cassatie neemt kennis van voorzie-
ningen, in het belang van de wet ingesteld overeenkomstig
artikel 1089".

Artikel 613.-

Voor 4° lijkt de voorkeur te moeten worden ge-
geven aan de redactie van artikel 15, 5°, van de wet van
4 augustus 1832.

Artikel 617.-

Volgens dit artikel worden de vonnissen van de
vrederechter en van de arrondissementsrechtbank in laatste
aanleg gewezen tot een bedrag van 3.500 frank.

.../...

In de huidige wetgeving geven sommige bepalingen een ander bedrag op dan het algemeen bedrag van de nieuwe tekst. Toch worden ze in het ontwerp niet gewijzigd of opgeheven.

Het is zaak van de wetgever de daaruit volgende onzekerheid weg te nemen.

TERRITORIALE BEVOEGDHEID.

De artikelen 627, 628 en 629 van titel III betreffende de territoriale bevoegdheid geven opsommingen inzake territoriale bevoegdheid; over die werkwijze is dezelfde opmerking te maken als in het deel van het advies dat over de volstrekke bevoegdheid handelt, naar voren is gebracht.

Artikel 624.-

Volgens de tekst onder 3° van dit artikel zou bevoegd kunnen zijn, de rechter van de plaats waar de beslissing moet worden uitgevoerd. Dit nieuwe begrip blijft volkomen in het vage. Is het bijvoorbeeld voldoende dat de verweerder in een bepaald arrondissement goederen bezit die voor beslag vatbaar zijn, opdat de rechter van de aldaar gevestigde rechtbank bevoegd wordt ?

Artikel 625.-

Het Franse "territoires" lijkt hier niet geschikt. Het stemt niet overeen met het Nederlandse "rechtsgebieden". Men vervange het door "ressorts territoriaux".

Artikel 626.-

In dit artikel vermeldde men behalve artikel 212 van het Burgerlijk Wetboek ook artikel 218.

Artikel 627.-

Onder 6° leze men "wet van 18 juni 1850 houdende regeling betreffende krankzinnigen" in plaats van "wet van 25 januari 1874".

Over 7° moet worden opgemerkt dat de artikelen 30 en 31 van de wet van 3 juli 1956 op het handelsregister, gewijzigd bij de wet van 16 augustus 1963, die uiterlijk 1 september 1964 in werking treedt, medebrengen dat een andere rechter dan die van de plaats waar de akte opge maakt is, bevoegd kan zijn.

Artikel 628.-

Onder 7° van dit artikel zou ook rekening moeten worden gehouden met het "ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering, om ze uit te breiden tot persoonlijke leningen op afbetaling", dat thans bij de Senaat is ingediend (Gedr. St., zitting 1963-1964, nr 217, van 28 april 1964).

Onder 8° leze men ter wille van de overeenstemming met artikel 10 van de gecoördineerde wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit : "de rechter van de gewone verblijfplaats van degene die de verklaring doet" in plaats van "de rechter van de woonplaats van degene die de verklaring doet".

De tekst onder 9° herhaalt het voornaamste uit artikel 43bis van de wet van 1876; hij zou moeten worden aangevuld met de vermelding van de wet van 30 december 1929 betreffende de vergoeding der schade voortspuitende uit de arbeidsongevallen overkomen aan zeelieden, waarvan artikel 31 een bepaling bevat als die van artikel 24 van de gecoördineerde wetten van 28 september 1931 (artikel 26 van de wet van 24 december 1903).

Onder 11° schijnt te moeten worden gelezen :
"wanneer het gaat om de verdeling of de daaruit ontstane verbintenissen".

Artikel 629.-

Onder 3° leze men : "Wetten betreffende de onteigening bij strokeu voor werken van gemeentelijk belang, gecoördineerd op 15 november 1867".

Artikel 630.-

Het tweede lid van dit artikel veralgemeent de oplossing welke artikel 43bis II van de wet van 25 maart 1876 inzake verzekeringsovereenkomsten huldigt.

Die bepalingen dienden om de verzekerden tegen bepaalde misbruiken van de maatschappijen te beschermen; het verslag zegt niet op welke gronden die regelen tot alle scheidsrechterlijke overeenkomsten worden uitgebreid.

Artikel 642.-

Dit artikel zegt niets over de aard van de voorziening welke de procureur-generaal kan instellen. Alleen reeds het feit dat het verzoekschrift ter kennis van

partijen wordt gebracht, schijnt erop te wijzen dat het hier niet gaat om een voorziening in het belang van de wet.

De tekst zegt evenmin of die voorziening schorsende kracht heeft.

Ten slotte zijn bij de voorgenomen procedure enige opmerkingen te maken :

1° Heeft het wel nut een afschrift van het verzoekschrift te zenden aan de voorzitter, die in de zaak geen partij is en daarin ook verder geen rechtsmacht meer uit te oefenen heeft ?

2° In plaats van te verwijzen naar de artikelen 654 tot 659, die over de onttrekking van de zaken aan de rechter handelen, kan beter worden bepaald in welke vorm en binnen welke termijn partijen op het verzoekschrift van de procureur-generaal kunnen antwoorden.

De artikelen 654 tot 659 sluiten niet goed aan op de hier bedoelde voorziening.

Artikel 644.-

Met de verwijzing naar artikel 641 lijkt een vergissing gemoeid te zijn. De rechter naar wie de zaak is verwezen, kan artikel 641 niet toepassen, want dit slaat alleen op de voorzitter van de rechtbank. Vervolgens zegt het verslag, dat in het geval van artikel 644 "de zaak weer aan de rechter kan worden onttrokken, indien zijn bevoegdheid wordt betwist"; het bevoegdheidsgeschil is geregeld in artikel 639.

Artikel 646.-

In het eerste lid schrappe men de woorden : "in de vorm voorgeschreven voor de voorziening in cassatie"; het enig doel van het tot het Hof gerichte verzoekschrift is immers, machtiging te vragen om te dagvaarden tot regeling van rechtsgebied; het moet dus niet, zoals de voorzieningen (artikel 1079 van het ontwerp), vooraf aan de tegenpartij worden betekend; het verzoekschrift, waarvan het doel, zoals gezegd, beperkt is, moet ook niet op straffe van nietigheid de uiteenzetting van de middelen en de vermelding van de bepalingen waarvan de schending wordt aangevoerd, bevatten.

In het tweede lid komen de woorden "de opschorsing van elke rechtspleging voor de rechtbanken" niet overeen met het in artikel 645 neergelegde beginsel, dat de betwiste beslissingen in kracht van gewijsde moeten zijn gegaan. De opschorsing zou voortaan op de uitwerking van die beslissingen moeten slaan.

In verband met het derde lid valt op te merken, dat de verweerder nog geen lasthebber heeft, want nog niet gedagvaard is. Derhalve leze men : "aan de toekomstige verweerder".

Het vierde lid leze men als volgt :

"Indien de eiser niet binnen de voormelde termijnen heeft gedagvaard, vervalt zijn recht om de regeling van rechtsgebied te vorderen en houdt de eventueel door het Hof bevolen opschorsing op uitwerking te hebben, zonder dat dit moet worden vastgesteld".

Artikel 647.-

Het tweede lid bepaalt dat de eiser die in het ongelijk wordt gesteld, tot schadevergoeding kan worden veroordeeld. De tekst is ontleend aan artikel 367 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering. Volgens de rechtsleer zou er slechts grond tot schadevergoeding zijn indien de eis was ingesteld om de goede gang van het geding te verstoren. Dit was wel aan te nemen wanneer de regeling van rechtsgebied reeds bij de inleiding van het geding kon worden gevorderd, maar volgens artikel 645 van het ontwerp staan de zaken anders nu de betwiste beslissingen in kracht van gewijsde moeten zijn gegaan. De regel zal dus nog slechts een beperkte draagwijdte hebben. Hij kan toch behouden blijven.

Artikelen 653 en 654.-

Is het voor de schorsende uitwerking van de vordering tot onttrekking van de zaak aan de rechter niet beter, het desbetreffende verzoekschrift onmiddellijk in te dienen ter griffie van de rechtbank waarbij de zaak aanhangig is, dan ter griffie van het Hof van cassatie ? De griffie van de betrokken rechtbank zou de vordering dan aan de griffie van het Hof van cassatie doen toekomen.

Artikel 655.-

Dit artikel kan als volgt worden gelezen :

"Artikel 655.-

Het Hof van cassatie kan onmiddellijk uitspraak doen na inzage van het verzoekschrift en van de bewijsstukken (een tweede lid zou moeten aangeven door wie en hoe tegen dat arrest verzet kan worden gedaan)".

Artikel 660.-

Dit artikel zegt niets over de terugslag van zijn eerste lid, op artikel 20, § 1, van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, ingeval het Hof van cassatie een arrest van de Raad van State op grond van diens onbevoegdheid vernietigt. Ook het verslag spreekt daar niet over.

De Nederlandse tekst "met dien verstande dat zijn recht om over de zaak zelf te beslissen onverkort blijft" is duidelijker dan het Franse "tous droits saufs au fond". Men passe de Franse tekst aan.

+

+ +

.../...

ALGEMENE OPMERKING BETREFFENDE HET
SCHEIDSGERECHT.

Geen hoofdstuk van het ontwerp is aan het scheids-gerecht gewijd.

De memorie van toelichting (bladzijde II) zegt :
"De Koninklijke Commissaris heeft ... werkgroepen opgericht en deskundigen geraadpleegd ter voorbereiding van volgende onderwerpen : ... scheidsgerecht ...".

De Koninklijke Commissaris zegt zijnerzijds (verslag, bladzijde 15): "Het scheidsgerecht is als zodanig niet uitgesloten en het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering van 1806 heeft er de wettelijkheid van erkend. De voorbereiding van dit verslag vond plaats in de tijd waarin, op internationaal niveau, de stof van het scheidsgerecht in het privaatrecht geheel opnieuw werd onderzocht. Wij hebben dus voor deze studies geen besluit kunnen voorstellen, voordat zij voleindigd waren, hetwelk de binnenlandse wetgevingen grondig zal beïnvloeden".

Nog verder (bladzijde 142, tweede en derde lid, en voetnoot (78) zegt hij : "De rechtspleging van uitvoerbaarverklaring van de scheidsrechterlijke beslissingen wordt geregeld door de bepalingen die gewijd zijn aan het scheidsgerecht ... Deze aangelegenheid ligt nog ter studie".

+

+ +

.../...

Het Gerechtelijk Wetboek heeft de stof van het scheidsgerecht weliswaar niet systematisch behandeld, maar toch bevat het bepalingen of brengt het algemene regelen in herinnering die daarop betrekking hebben.

Hieronder mogen worden vermeld :

- artikel 298, dat bepaalt : "De leden van de hoven, rechtbanken, parketten en griffies mogen tegen bezoldiging niet in een scheidsgerecht optreden" ;
- artikel 568, derde lid, hetwelk bepaalt dat de afdeling van de arrondissementsrechtbank die de rechtbank van eerste aanleg vormt, "de zaken die ter kennisneming van scheidsrechters staan", uit handen geeft, indien de verweerder erom verzoekt vóór enige exceptie en verweer ;
- artikel 588, 1°, dat de voorzitter van de arrondissementsrechtbank bevoegdheid verleent om uitspraak te doen over vorderingen tot uitvoerbaarverklaring "van scheidsrechterlijke uitspraken in België of in het buitenland gewezen, met uitzondering van de in artikel 606, § 1, genoemde";
- artikel 590, tweede lid, hetwelk zegt dat de vrederechter, indien daartoe grond bestraft, de zaken die ter kennisneming van scheidsrechters staan, uit handen geeft, wanneer een partij de exceptie van onbevoegdheid opwerpt vóór enige andere exceptie of verweer;
- artikel 606, § 1, waarin de burgerlijke kamers van het Hof van beroep bevoegd worden verklaard om uitspraak te doen over aanvragen tot uitvoerbaarverklaring van scheidsrechterlijke uitspraken, wanneer een compromis is aangegaan over hoger beroep tegen een vonnis van de arrondissementsrechtbank;

.../...

- artikel 630, dat inzake territoriale bevoegdheid regelen stelt, welke de scheidsrechters moeten nakomen ;
- artikel 665, 1°, hetwelk bepaalt dat rechtsbijstand onder meer kan worden verleend voor alle handelingen betreffende vorderingen die voor een scheidsgerecht moeten worden gebracht of er aanhangig zijn ;
- artikel 828, 8°, krachtens hetwelk kan worden gewraakt, de rechter die vroeger als scheidsrechter kennis heeft genomen van eenzelfde geschil, behalve indien hij in dezelfde aanleg heeft medegewerkt aan een uitspraak alvorens recht te doen.

Anderzijds moge erop worden gewezen dat artikel 106, eerste lid, 2°, van de aanvullende bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek het tweede deel, boek III, van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, waarin de artikelen 1003 tot 1028 over het scheidsgerecht staan, uitdrukkelijk opheft.

Het hoeft geen betoog dat het ontwerp in dit opzicht moet worden geamendeerd en dat de artikelen 1003 tot 1028 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering niet mogen worden opgeheven, zolang de wetgever geen nieuwe regelen betreffende het scheidsgerecht heeft goedgekeurd.

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, raadsheren van State,

P.ANSIAUX, assesseurs de la section
de législation,

P.DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling
wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la
version française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté
par M.W.VAN ASSCHE, auditeur, par
Melle M.Th.BOURQUIN, substitut,
et par M.O.DE LEYE, substitut.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht
door de H.W.VAN ASSCHE, auditeur,
door Mej.M.Th.BOURQUIN, substituut,
en door de H.O.DE LEYE, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE.

(s.) J.SUETENS.

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, poursuivant, à la demande de Monsieur le Président du Sénat, l'examen du projet contenant le Code judiciaire, déposé le 10 décembre 1963 sur le bureau du Sénat, a rendu le 29 juin 1964 le deuxième avis complémentaire suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, heeft, op verzoek van de Heer Voorzitter van de Senaat, het onderzoek voortgezet van het op 10 december 1963 in de Senaat ter tafel gelegde ontwerp van wet houdende het Gerechtelijk Wetboek en heeft de 29e juni 1964 het volgend tweede aanvullend advies gegeven :

SAISIES CONSERVATOIRES - VOIES D'EXECUTION.TITRE PREMIER - REGLES PRELIMINAIRES.Chapitre premier. - Dispositions générales.Article 1386.-

L'article 1386, alinéa 1er, reproduit en substance l'article 545 du Code de procédure civile, qui est rédigé en ces termes :

"Article 545. Nul jugement ni acte ne pourront être mis à exécution s'ils ne portent le même intitulé que les lois et ne sont terminés par un mandement aux officiers de justice, ainsi qu'il est dit à l'article 146".

L'article 146 d'autre part dispose :

"Les expéditions des jugements seront intitulées et terminées ainsi qu'il a été prescrit par l'acte des constitutions de l'Empire du 28 floréal an XII".

La Constitution du 28 floréal an XII donnait en son article 141 la formule exécutoire des jugements. Le commencement de cette formule était repris textuellement de la formule de promulgation des lois qui précédait immédiatement sous l'article 140.

Le Code de procédure civile, en ses articles 146 et 545, s'est borné à se référer au texte constitutionnel de l'an XII.

Sous le régime néerlandais c'est le Roi GUILLAUME qui a fixé la formule exécutoire des jugements et depuis lors le législateur n'est plus intervenu en cette matière. A chaque changement de règne, le Roi procède à l'adaptation de la formule.

.../...

Actuellement, celle-ci est fixée par l'arrêté royal du 17 juillet 1951, qui dispose :

"Article 1er. La formule exécutoire des arrêts et jugements des cours et tribunaux, des ordonnances, mandats de justice et de tous actes emportant exécution parée, sera, pendant la durée de Notre règne, conçue en ces termes :

Nous, Baudouin, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, faisons savoir :...

Mandons et ordonnons à tous huissiers à ce requis ... ".

L'article 1386 appelle trois observations :

- 1° Le projet dispose que "Nul jugement ni acte ne peuvent être mis à exécution s'ils ne portent le même "intitulé" que les lois".

Dans la terminologie napoléonienne, le mot "intitulé" correspondait à ce que dans la pratique actuelle on nomme habituellement "salutation". L'article 3 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, ne fait aucune allusion à "l'intitulé" des lois, mais établit uniquement les formules de sanction et de promulgation des lois en les faisant précéder de la formule de salutation.

.../...

- 2° La formule "mandement aux officiers de justice", reprise de l'article 545 du Code de procédure civile, est trop étroite puisque la formule exécutoire s'adresse également aux commandants et officiers de la force publique.
- 3° BRAAS fait remarquer que la rédaction de l'article 545 du Code de procédure civile n'est pas exacte. "L'intitulé et le mandement exécutoire ne font pas partie de l'arrêt ou du jugement proprement dit. Ils ne figurent pas dans les registres et plunitifs des cours et tribunaux. Ils ne sont pas l'oeuvre du juge, mais uniquement celle du greffier qui en revêt l'expédition ou grosse, à titre d'agent délégué du Gouvernement" (Précis de procédure civile, tome II, n° 1529).

Compte tenu de ces trois observations, le Conseil d'Etat propose le texte suivant pour remplacer l'alinéa 1er de l'article 1386 du projet:

"Nul jugement ni acte ne peuvent être mis à exécution que sur production de l'expédition ou de la minute revêtu de la formule exécutoire déterminée par le Roi".

L'alinéa 2, qui reproduit en substance l'article 547 du Code de procédure civile, paraît une réminiscence historique surabondante dans un Etat unitaire comme la Belgique.

Article 1387.-

Il y aurait lieu de mettre en concordance les mots "en cas d'opportunité grave" avec les mots "bij ernstigenoodzakelijkheid", qui figurent dans la version néerlandaise.

.../...

Article 1388.-

Selon certaine doctrine et jurisprudence, il ne peut jamais y avoir d'exécution provisoire contre les tiers (R.P.D.B., verbo, Exécution des jugements et des actes en matière civile, n^{os} 405, 406), que ce tiers soit l'officier de l'état civil ou un autre tiers (par exemple le conservateur des hypothèques, le notaire ou le tiers-saisi). Cette interdiction d'exécuter un jugement par provision contre un tiers semble résulter de l'article 548 du Code de procédure civile, qui prévoit notamment que le tiers doit se faire produire un certificat du greffier qu'aucun appel ou opposition n'a été formé (R.P.D.B., eod. verbo, n^{os} 234 et 420).

Le projet ne se rallie pas à cette jurisprudence. En effet, l'article 1388 admet la possibilité d'exécuter le jugement par provision contre le tiers. Ce texte aura pour résultat de dégager le tiers de toute responsabilité au cas où il exécutera un jugement qui ultérieurement serait réformé.

Le Code consacre ainsi une innovation importante dont il appartiendra au législateur de peser les dangers.

D'autre part, le projet ne précise pas ce qu'il faut entendre par les formalités que le jugement ordonne. Dans son interprétation littérale cette formule ne recouvre pas la notion de garantie prévue à l'article 1400.

Article 1389.-

1^o L'article 1389, 1^o, oblige le saisissant à élire domicile dans le lieu où siège le juge qui doit, le cas échéant, connaître de la saisie.

.../...

Cette élection de domicile n'est évidemment pas requise lorsque le saisissant demeure dans ce lieu. Toutefois il serait souhaitable de le dire comme le dit actuellement l'article 584 du Code de procédure civile.

Il faudrait donc ajouter au 1° le membre de phrase : "à moins que le saisissant n'y demeure".

2° Les mots "dans le lieu où siège le juge" signifient-ils l'arrondissement judiciaire ou la commune où siège le tribunal ? Ce point devrait être précisé dans le texte.

Article 1390.-

Cet article oblige l'huissier de justice qui a fait une saisie sur des biens mobiliers à adresser dans les vingt-quatre heures au greffier du tribunal d'arrondissement, un "avis de saisie".

Cet avis est conservé au greffe pendant trois ans à moins qu'il n'ait été radié à l'amiable ou par décision du juge avant l'expiration de ce délai. L'avis est périmé de plein droit s'il n'a été renouvelé avant l'expiration des trois ans.

Il serait utile de prévoir que l'avis doit, en cas d'exécution forcée, être complété par la mention de cette exécution forcée.

Article 1394.-

Les termes "de rébellion", repris de l'article 555 du Code de procédure civile, devraient être mis en concordance avec les articles 269 et 276 du Code pénal.

Le chapitre II n'appelle pas d'observation.

Chapitre III. - De l'exécution provisoire.

Article 1397.-

Cet article maintient le principe de l'effet suspensif de l'appel, qui est inscrit à l'article 457 du Code de procédure civile.

Toutefois, il ne mentionne pas l'effet suspensif de l'opposition.

.../...

Il ne semble pas cependant que l'intention du Gouvernement soit de supprimer l'effet suspensif de l'opposition (cfr 1414).

Article 1400.-

1° La garantie prévue à l'article 1400 sera le plus souvent une garantie bancaire donnant lieu au paiement d'une commission au profit de la banque garante. La partie défenderesse qui exige la constitution d'une garantie devrait dans le cas où elle serait ensuite déboutée de son opposition ou de son appel, être tenue de rembourser à la partie qui a constitué la garantie les frais qui ont été exposés par elle à cet effet.

2° Le Code de procédure civile parle de "caution". Le projet emploie un terme plus général, à savoir la constitution d'une garantie. On peut se demander si la procédure de réception de caution prévue aux articles 1346 à 1351 est destinée à s'appliquer aux garanties autres que la caution proprement dite.

Article 1402.-

Les mots "à peine de nullité", repris de l'article 459 du Code de procédure civile, sont incorrects, par application de l'adage "voies de nullité n'ont lieu contre les jugements", d'ailleurs repris par l'article 20 du projet. Les jugements ne peuvent être réformés que par l'exercice des recours organisés par la loi.

Le chapitre IV relatif au cantonnement n'appelle pas d'observation.

.../...

Chapitre V. - Des biens qui ne peuvent être saisis.

Article 1408.-

L'article 1408 correspond à l'article 592 du Code de procédure civile.

Le projet ajoute à la liste des objets insaisissables prévue par l'article 592 : un appareil de chauffage, la vaisselle et les ustensiles de ménage indispensables à la famille, les combustibles nécessaires au saisi et à sa famille pendant un mois et les objets servant à l'exercice du culte ; selon le rapport, il s'agirait d'objets appartenant aux ministres des cultes ; toutefois cette idée n'est pas exprimée dans le texte.

Le projet ne reproduit pas l'article 593 du Code de procédure civile, qui y fut inséré par l'arrêté royal n° 300 du 30 mars 1936. Cet article prévoit plusieurs exceptions aux cas d'insaisissabilité, notamment en faveur des fournisseurs d'aliments et des fabricants ou vendeurs d'objets qui sont déclarés insaisissables.

Cet article ne semble pas non plus régler la question de la saisissabilité des biens appartenant à des personnes morales de droit public.

Article 1409.-

L'alinéa 2 de cet article manque de clarté : il gagnerait à être rédigé comme suit :

.../...

"La part des rémunérations ... ne peut être saisie pour plus des trois cinquièmes ou cédée pour plus des deux cinquièmes et saisie pour plus d'un autre cinquième".

La même remarque vaut "mutatis mutandis" pour l'alinéa 3.

Article 1410.-

Il semble qu'il y a lieu de comprendre sous les mots "rentes ou avantages" toutes les indemnités qui ont été accordées à la suite des deux guerres, notamment la rente des chevrons de front, la dotation au profit des combattants et des prisonniers de guerre, etc ...

Ces rentes et avantages seront, pour la plupart, insaisissables puisque leur montant annuel ne dépassera que rarement 30.000 francs.

Actuellement, de nombreux textes spéciaux déterminent dans quelle mesure ces rentes ou avantages peuvent être saisis. Un certain nombre de dispositions admettent la cessibilité et la saisissabilité des rentes et allocations au profit de l'Etat créancier à concurrence d'un cinquième, au profit de créances fondées sur l'obligation alimentaire, à concurrence d'un tiers, au profit d'organismes prêteurs reconnus par la loi, comme l'Oeuvre nationale des invalides de la guerre ou l'Oeuvre nationale des anciens combattants, à concurrence d'un tiers, au profit d'établissements divers, à concurrence de deux tiers lorsque les intéressés occasionnent des frais d'entretien dans ces établissements et que ces frais sont à charge des pouvoirs publics.

En conséquence, ces dispositions devraient être abrogées expressément.

Au 2° du § 2, il y aurait lieu d'omettre les mots "d'un règlement provincial"; le mot "statut", qui figure immédiatement après, a, en effet, une portée générale et couvre en cette matière, les règlements quelle que soit l'autorité dont ils émanent.

TITRE II. DES SAISIES CONSERVATOIRES.

Chapitre premier. Dispositions générales .

Article 1420.-

Cet article prévoit notamment que l'ordonnance accordant ou refusant la rétractation de l'autorisation de pratiquer une saisie conservatoire est soumise aux recours prévus aux articles 1031 à 1034.

Il faut en déduire que tout débiteur peut demander la rétractation de l'ordonnance autorisant la saisie conservatoire de ses biens.

Le Code de procédure civile prévoit cette faculté à l'article 635bis en indiquant la procédure

à suivre pour obtenir cette rétractation. Cette disposition n'est pas reprise au projet. On peut supposer que la procédure de rétractation sera régie par les articles 1033 et 1034 du projet.

Chapitre II. La saisie mobilière conservatoire.Article 1424.-

1° La saisie mobilière conservatoire a lieu selon les règles applicables en matière de saisie exécutoire mobilière. Or, les règles relatives à la réalisation des objets saisis ne sont évidemment pas applicables à la saisie conservatoire. La reproduction dans l'exploit de saisie des articles 1511 et 1523, (1) prescrite par l'article 1502, est également sans justification. Il en est différemment de la reproduction de l'article 507 du Code pénal.

2° Il convient de s'interroger sur le sort de la saisie conservatoire sur les fruits pendant par racine, une fois ceux-ci venus à maturité.

Le cultivateur doit pouvoir effectuer la récolte et la vendre sans s'exposer aux sanctions de l'article 507 du Code pénal, mais, d'autre part, les droits du saisissant devraient pouvoir se reporter sur le produit de la vente.

Ces questions devraient être réglées par le projet.

Chapitre III. - De la saisie immobilière conservatoire.

1° Le projet n'a pas prévu expressément la radiation de la transcription de la saisie conservatoire, dans le cas où l'immeuble est vendu avant que cette saisie n'ait été validée. L'article 1653, alinéa 3, prévoit que "toutes inscriptions et transcriptions existantes à charge du saisi, sur le bien adjudgé, sont rayées d'office", sur .../...

(1) Le texte néerlandais porte : 1524.

production d'un certificat du notaire constatant le paiement de la totalité du prix aux créanciers utilement colloqués, et, s'il y a un excédent, à la partie saisie.

Il conviendrait de compléter l'alinéa 3 de l'article 1653 par une disposition rappelant l'article 1628 pour le cas où une partie du prix de vente aurait été provisoirement consignée. Le conservateur ne rayera la transcription de la saisie conservatoire que sur production d'un certificat constatant la consignation.

2° Si en cas de concours de plusieurs saisies conservatoires, ou d'une saisie conservatoire avec une saisie immobilière, il ne semble pas y avoir de problème pendant la période où la saisie conservatoire garde son caractère conservatoire, il n'en est plus de même lorsque ladite saisie est transformée en saisie immobilière à la suite du jugement de validation (article 1491).

C'est dans cette hypothèse que surgissent les difficultés que la règle "saisie sur saisie ne vaut" a pour but de prévenir. En effet, plusieurs créanciers pourraient à la fois procéder à la réalisation du bien saisi. Aucune disposition du projet ne règle ce cas.

Article 1432.-

Selon cet article, l'exploit de saisie doit reproduire, à peine de nullité, l'ordonnance autorisant la saisie, mais non la copie de la requête préalable à l'ordonnance.

Au contraire, dans le cas de la saisie mobilière conservatoire, l'article 1424 exige que la requête soit également signifiée. On n'aperçoit pas la raison de cette discordance.

Selon le 2^o, l'exploit doit mentionner notamment le lieu et la date de naissance du débiteur.

Ces précisions sont de nature à placer le créancier dans certains cas dans une situation difficile, notamment quand le propriétaire de l'immeuble habite l'étranger.

Article 1434.-

Selon cet article le conservateur des hypothèques est tenu de transcrire endéans les huit jours l'exploit dans ses registres. Néanmoins la transcription prend date du jour de la remise de cet exploit.

Une disposition analogue figure déjà dans la loi du 15 août 1854 (article 20), et est reproduite par l'article 1570 du projet.

Ces deux textes prévoient toutefois que si le conservateur ne peut procéder à la transcription à l'instant où elle est requise, il fait mention, sur les exploits originaux qui lui sont laissés, du jour et de l'heure où la remise lui en aura été faite.

Une disposition similaire devrait être ajoutée à l'article 1434. Il est, en effet, du plus haut intérêt qu'il n'y ait pas de contestation possible au sujet du jour auquel l'exploit de saisie a été présenté au

.../...

conservateur. En effet, selon l'article 1433 l'ordonnance qui autorise la saisie conservatoire est réputée non avenue si dans le mois de sa date l'exploit de saisie n'a pas été "présenté" à la transcription.

De même, l'article 1439 prévoit que l'ordonnance qui autorise le renouvellement de la saisie est réputée non avenue si le renouvellement de la transcription n'a pas été "demandé" avant l'expiration du délai de validité de la saisie antérieure.

Article 1444.-

Selon cet article, à compter du jour de la transcription de la saisie, aucun acte d'aliénation ou de constitution d'hypothèque n'est opposable au créancier saisissant.

L'article 1577 relatif à la saisie immobilière prévoit une disposition analogue qui s'applique à partir de la transcription de la saisie ou du commandement. L'article 1444 contient, toutefois, une précision qui ne figure pas à l'article 1577. Il s'agit de l'alinéa 2, aux termes duquel sont non opposables au créancier saisissant "les aliénations ou constitutions d'hypothèques antérieures à la transcription de la saisie, mais non encore transcrites ou inscrites à ce moment".

.../...

Bien que non prévu par le Code de procédure civile, ce point avait été résolu en matière de saisie immobilière par la jurisprudence dans le sens adopté par le projet (voyez R.P.D.B. , V° Saisie immobilière, n° 305; VAN BAUWEL, Handboek v.h.burgerlijk procesrecht, V, n° 957).

Le projet préfère celui qui pratique une saisie conservatoire, au besoin sans titre, à l'acquéreur ou au prêteur hypothécaire. Par contre, en cas de saisie **exécution**, il en serait différemment s'il fallait interpréter restrictivement la discordance entre les articles 1444 et 1577.

D'autre part, le projet prévoit trois exceptions à la règle de l'article 1444 , alinéa 2 :

- 1° le renouvellement d'une inscription hypothécaire antérieure non périmée;
- 2° l'inscription de l'hypothèque légale de la femme mariée;
- 3° l'inscription de l'hypothèque légale garantissant le recouvrement des impôts.

L'article 70, alinéa 2, de la loi hypothécaire permet au mari de faire inscrire une hypothèque sur son immeuble au profit de sa femme sans devoir requérir l'autorisation du président du tribunal.

L'exercice de cette faculté peut compromettre les droits des créanciers, si comme le projet semble le faire, l'on admet l'opposabilité des inscriptions prises par le mari au profit de sa femme postérieurement à la transcription de la saisie.

Chapitre IV. - (Titre II) - Saisie-arrêt conservatoire.

Chapitre IV. - (Titre III) - Saisie-arrêt-exécution.

GENERALITES.

Dans le régime du Code de procédure civile, la saisie-arrêt a un caractère mixte; elle est à la fois une mesure conservatoire et une voie d'exécution forcée (R.P.D.B., V° - Saisie-arrêt, n° 14). LEURQUIN écrit : "En effet, par l'exploit de saisie-arrêt, le créancier ne tend pas à réaliser à son profit les choses qu'il saisit, il se borne à faire défense au tiers saisi de payer son créancier; c'est une précaution et non une exécution; en vertu du jugement de validité, au contraire, le créancier se verra autorisé à toucher lui-même ce qui est dû à son débiteur; alors, mais alors seulement, la saisie-arrêt deviendra une mesure d'exécution" (Etudes sur la saisie-arrêt, 1891, n° 6).

Le projet ne se borne pas à distinguer les deux phases de la saisie-arrêt qui viennent d'être indiquées, il va plus loin. Il fait de ces deux phases des institutions autonomes.

La saisie-arrêt conservatoire est organisée comme institution indépendante. Certes, elle pourra être convertie en exécution forcée par une assignation en validité devant le juge du fond (article 1490). Mais, contrairement à ce que prescrit le Code de procédure civile (article 563), cette assignation en validité ne devra pas être concomitante à la dénonciation de la saisie-arrêt au débiteur. Selon l'article 1458 du projet, la saisie-arrêt conservatoire vaut, en effet, pendant trois ans. L'assignation en validité pourra être faite pendant ce délai, qui de ce fait se trouve suspendu jusqu'au jour du jugement définitif (article 1493).

.../...

La saisie-arrêt-exécution, par contre, est organisée par le projet en vue d'une exécution expéditive qui en principe doit avoir lieu sans l'intervention du tribunal, ce qui est aussi une nouveauté.

La saisie-arrêt-exécution sera examinée à la suite de la saisie-arrêt-conservatoire; bien que présentant un caractère autonome, ces deux institutions sont régies par certaines dispositions communes.

La saisie-arrêt conservatoire et la saisie-arrêt-exécution s'adressent à deux catégories différentes de créanciers. La première est destinée aux créanciers même s'ils ne possèdent pas de titre exécutoire, tandis que la seconde est réservée à ceux qui sont en possession d'un tel titre.

Comme sous le régime du Code de procédure civile, le créancier appartenant à la première catégorie ne devra solliciter du juge l'autorisation de saisir-arrêter que lorsqu'il ne possède ni titre authentique, ni titre privé établissant sa créance. Ainsi un acte notarié même sans la formule exécutoire suffit pour saisir-arrêter. On admet de même qu'une simple lettre par laquelle le débiteur reconnaît sa dette, une traite acceptée, un chèque, ou même un testament olographe suffisent pour pratiquer une saisie-arrêt sans la permission du juge (VAN BAUWEL, Handboek v.h. burgerlijk procesrecht, V, n° 848; BRAAS, Procédures d'ouverture des successions, voies d'exécution, procédures de distribution, 2ème édition, n° 394).

.../...

Le projet se montre moins exigeant que le Code de procédure civile pour les créanciers de la seconde catégorie, qui comprend ceux qui possèdent un titre exécutoire. En effet, comme il a déjà été dit, le projet supprime en principe l'instance en validité. L'article 1543 prévoit que le tiers saisi est tenu "de vider ses mains en celles de l'huissier, à défaut de quoi il y sera condamné sur la citation à lui donnée par le saisissant devant le juge des saisies".

Le projet reprend les principes directeurs de la saisie-arrêt telle que l'a organisée le Code de procédure civile.

Ces principes sont : la signification de la saisie-arrêt au tiers saisi, la dénonciation au débiteur, la déclaration du tiers saisi et la validation par le tribunal (1).

Il convient toutefois de noter quelques différences importantes entre le système du projet et celui du Code de procédure civile :

- 1° la signification au tiers saisi de l'ordonnance permettant la saisie-arrêt conservatoire, dans les cas où il n'y a ni titre authentique, ni titre privé, est remplacée par une notification sous pli judiciaire envoyé par le greffier (article 1449). La signification par voie d'huissier est facultative (article 1450);

.../...

(1) La validation est supprimée, comme il a été dit, dans la saisie-arrêt-exécution.

- 2° la contre-dénunciation au tiers saisi est supprimée. Cette formalité est généralement considérée comme superflue par la doctrine (VAN BAUWEL, o.c. n° 857);
- 3° le saisissant n'est plus tenu d'assigner en validité dans la huitaine de la signification de l'exploit de saisie-arrêt conservatoire (voyez articles 563 et 565 du Code de procédure civile). Il doit simplement dénoncer dans les huit jours l'acte de saisie-arrêt au débiteur saisi (article 1457). Il dispose d'un délai de trois ans pour citer le débiteur saisi en validation (articles 1458, 1489 et 1493);
- 4° obligation pour tout tiers saisi de faire sa déclaration dans les quinze jours (articles 1452 et 1453) (1). Selon le Code de procédure civile, le tiers saisi ne peut être assigné en déclaration "s'il n'y a titre authentique ou jugement qui ait déclaré la saisie-arrêt ou l'opposition valable" (article 568) (2). Le tiers saisi sera donc moins bien protégé que dans le régime actuel;
- 5° à la différence du Code qui prévoit une assignation en déclaration du tiers saisi, le projet ne prévoit qu'une déclaration. Cette déclaration doit être adressée, sous pli recommandé, au saisissant et au débiteur saisi (article 1453) (3). Ce n'est qu'à défaut de

.../...

-
- (1) Voyez pour la saisie-arrêt-exécution, l'article 1542.
- (2) BRAAS déclare : "A défaut de titre ou de jugement, l'assignation du tiers en déclaration serait prématurée. Pour que cette assignation ait lieu, il faut que la créance revête un caractère de certitude suffisant pour que l'on s'immisce dans les affaires personnelles et privées dudit tiers" (o.c. n° 414bis).
- (3) Voyez pour la saisie-arrêt-exécution l'article 1542 qui se réfère à l'article 1452, mais oublie de faire une référence à l'article 1453.

déclaration dans le délai imparti ou lorsque celle-ci est inexacte, que le tiers saisi doit être cité devant le juge des saisies qui peut déclarer qu'il est débiteur pur et simple, sous réserve pour le tiers saisi de demander à être renvoyé devant son juge;

6° obligation imposée au tiers saisi de compléter sa déclaration au cas où les avoirs dont il est débiteur viennent à être augmentés avant la mainlevée de la saisie (article 1455);

7° alors que le projet oblige le tiers saisi à donner dans sa déclaration un relevé des saisies-arrêts déjà notifiées, le tiers saisi n'est pas tenu de dénoncer au premier saisissant les saisies ultérieures comme cela est prévu par l'article 575 du Code de procédure civile.

La saisie-arrêt entre les mains de fonctionnaires publics.

Le projet ne règle pas les modalités de la saisie-arrêt formée entre les mains des receveurs, dépositaires ou administrateurs de caisses ou deniers publics, et des greffiers pour les choses déposées à leur greffe.

Le régime actuellement en vigueur fait l'objet de l'article 561 du Code de procédure civile. Cet article 561 est reproduit par l'article 5 du décret du 18 août 1807, qui est toujours en vigueur sauf la phrase "et des greffiers pour les choses déposées à leurs greffes". Cette phrase ne figure que dans l'article 561, où elle fut insérée par l'arrêté royal n° 260 du 24 mars 1936.

En ce qui concerne les saisies-arrêts formées entre les mains de fonctionnaires de l'Etat, la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat prévoit des dispositions particulières (articles 39 et 40).

.../...

Le projet abroge l'article 561 et ne s'explique pas sur le maintien en vigueur du décret de 1807 et des autres dispositions particulières.

On peut interpréter l'abrogation de l'article 561 comme emportant abrogation tacite de ces dispositions particulières ou, au contraire, on peut admettre que le projet n'a pas cette portée. Encore serait-il opportun que le projet s'expliquât sur ce point et que, dans la seconde hypothèse, toutes les dispositions particulières fussent incorporées dans le projet.

Chapitre IV. (Titre II) La saisie-arrêt conservatoire (articles 1445 à 1460).

Article 1445.-

L'alinéa 1er correspond à l'article 557 du Code de procédure civile.

Comme dans ce Code, seuls "les sommes et effets" peuvent faire l'objet d'une saisie-arrêt conservatoire. "La loi ne parle que des sommes et effets, écrit LEURQUIN. Il ne peut donc s'agir que de choses mobilières" (Etudes, 1891, n° 21).

L'alinéa 2 est nouveau. Il résout une question qui s'est posée sous le régime du Code de procédure civile et qui a donné lieu à des divergences de vue en doctrine et en jurisprudence.

L'alinéa 2 dispose qu'en cas "d'inaction de son débiteur, le créancier peut, par application de l'article 1166 du Code civil, former la même procédure (1). Le cas

.../...

(1) L'article 1539, alinéa 3, du projet prévoit une disposition identique en ce qui concerne la saisie-arrêt-exécution.

est le suivant : A est créancier de B; B est créancier de C; C est créancier de D. A supposer que B, qui a le droit de saisir-arrêter entre les mains de D, néglige de le faire; A peut-il exercer ce droit en lieu et place de B ?.

A la lumière de la jurisprudence française qui, ayant admis la saisie-arrêt par la voie de l'action oblique de l'article 1166 du Code civil, a été confrontée avec certaines difficultés qui en résultent (1), il convient de se demander s'il n'y aurait pas lieu de prévoir dans le texte même du projet, l'obligation pour le créancier saisissant de mettre en cause le débiteur négligent.

L'exercice de l'action oblique de l'article 1166 du Code civil soulève un second problème. L'effet classique de cette action est de faire entrer la valeur pécuniaire que représente l'objet de la condamnation dans le patrimoine du débiteur où elle profitera également à tous les créanciers, sans que celui qui a agi puisse alléguer un droit exclusif; pour atteindre cette valeur dans le patrimoine de son débiteur, il lui faudra entamer, cette fois en son nom personnel, une nouvelle poursuite.

La jurisprudence française écarte cet effet de l'action oblique lorsqu'il s'agit de la saisie-arrêt. Le professeur CARBONNIER écrit : "... la Cour de cassation envisage une répartition des sommes saisies-arrêtées entre le débiteur négligent et le créancier agissant, donc un droit privatif de celui-ci sur ces sommes, à l'exclusion des autres créanciers, comme si, en faisant
.../...

(1) Cassation française : 25 septembre 1940 et 21 janvier 1942, D.C. 1943, J. 133, et la note de M. le Professeur CARBONNIER.

ML. 25 L. 5/84/1.
saisie-arrêt pour le compte de son débiteur, il avait exercé du même coup sa propre poursuite à l'encontre de ce débiteur lui-même".

Pour conclure, le professeur CARBONNIER déclare :
"Ainsi achève de se dessiner la physionomie de la saisie-arrêt par voie oblique, telle que la conçoit la Cour de cassation, dans une construction où la logique juridique pure est peut-être un peu sacrifiée aux nécessités de la pratique; il s'agit moins d'une action oblique de droit commun, greffée sur une saisie-arrêt ordinaire, que d'une procédure originale de saisie-arrêt unique et complexe à quatre personnages" (Dalloz, Crit. 1943, J. 135).

Un tel problème n'est pas résolu par le projet.

Article 1447.-

Lorsque le créancier n'a pas de titre, il peut demander au juge des saisies l'autorisation de saisir-arrêter à titre conservatoire.

Selon l'article 1447, la requête doit contenir les mentions prévues à l'article 1026 et, en outre, quelques autres mentions que l'article 1447 indique.

Les mentions prévues à l'article 1026 sont celles qui sont requises pour l'introduction des demandes sur requête unilatérale. Aux termes de l'article 1026, 5°, la requête doit à peine de nullité être signée par l'avocat de la partie. Actuellement la demande d'autorisation de saisir-arrêter doit être présentée par ministère d'avoué au président du tribunal de première instance (BRAAS, Procédures d'ouverture des successions, voies d'exécution, procédure de distribution, 2ème édition, n° 397).

Selon l'article 1449, une copie de l'ordonnance du juge et une copie de la requête doivent "au premier jour ouvrable suivant la prononciation" être notifiées par le greffier au tiers saisi et à la partie requérante.

Il convient de noter qu'il sera parfois impossible au greffier de faire cette notification dans un délai aussi court, sauf si le requérant lui fournit un nombre suffisant de copies de la requête.

L'article 1027 prévoit que la requête est envoyée en double exemplaire au juge, ce qui est insuffisant en l'espèce puisque le greffier doit notifier à deux personnes au moins un exemplaire de la requête. Il faudrait prévoir l'obligation pour le requérant de joindre à sa requête autant d'exemplaires supplémentaires qu'il y a de notifications à faire.

Article 1453.-

Cet article concerne les déclarations que doit faire le tiers saisi. Cette formalité existe également dans le régime actuel, mais elle est autrement organisée. L'article 568 du Code de procédure civile prévoit, en effet, que le tiers saisi ne peut être assigné en déclaration s'il n'y a titre authentique ou jugement qui ait déclaré la saisie-arrêt valable. "Le Code, écrit LEURQUIN, ne veut pas que le saisissant vienne s'immiscer dans les rapports du saisi et du tiers saisi, sans qu'il y ait au moins de fortes présomptions en faveur de la validité de la saisie-arrêt" (o.c. n° 432).

.../...

Le projet ne fait plus cette distinction. Tout tiers saisi doit faire dans les quinze jours de la saisie-arrêt sa déclaration sous peine de pouvoir être déclaré débiteur des causes de la saisie -(article 1456).

Le projet oblige donc le tiers saisi à dévoiler toutes ses dettes à l'égard du débiteur saisi au cours d'une procédure conservatoire, qui ne doit pas être suivie d'une demande en validité et produit ses effets pendant trois ans. Il n'est pas prévu que l'opposition du débiteur saisi à l'ordonnance rendue par le juge des saisies aura pour effet de suspendre le délai de quinzaine prévu à l'article 1452.

Article 1455.-

Selon l'article 1455, une déclaration complémentaire doit être faite chaque fois que les avoirs dont le tiers saisi est débiteur augmentent. Cette déclaration doit être faite dans la quinzaine de l'augmentation. A cette obligation il n'est mis fin que par la mainlevée de la saisie.

Ce texte est clair par lui-même; il fait l'objet dans le rapport du commissaire royal d'un commentaire restrictif. Tout d'abord, il est dit (p. 325) : "On entend bien ici que la déclaration complémentaire imposée au tiers saisi, s'il y a lieu, n'entreprend pas sur les règles des articles 1445 et 1446 : le tiers saisi n'a de déclaration complémentaire à faire que si celle-ci se rattache à la cause de la saisie-arrêt qui a été pratiquée".

On n'aperçoit pas quel lien pourrait exister entre la cause de la créance du saisissant et la cause de la dette du tiers saisi.

Le rapport affirme que : "Il est, d'autre part, hors de conteste que, pour n'être pas astreint par la loi à faire de nouvelles déclarations au-delà du délai de quinzaine prévu à l'article 1455, le tiers saisi n'en est pas moins tenu de tous les effets de la saisie-arrêt jusqu'au moment du dessaisissement qui lui sera imposé, selon le décompte à établir et les justifications à fournir à ce moment, toute inexactitude qui lui serait imputable pouvant dès lors engager sa responsabilité" (p. 325).

On pourrait inférer de ce passage du rapport que le tiers saisi ne devrait faire la déclaration complémentaire qu'une seule fois. Pareille limitation ne figure pas dans l'article 1455.

Article 1456.-

Cet article indique la sanction qui frappe le tiers saisi qui ne fait pas "sa déclaration avec exactitude dans le délai légal".

Ledit tiers saisi "peut" être déclaré débiteur des causes de la saisie par le juge des saisies.

L'article 1456 correspond aux articles 570 et 577 actuels du Code de procédure civile. C'est l'arrêté royal n° 300 du 30 mars 1936 qui a donné à l'article 577 la rédaction suivante :

"Le tiers saisi qui ne fera pas sa déclaration dans le délai prévu à l'article 571 ou qui ne fera pas les justifications ordonnées par les articles ci-dessus, pourra être déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie".

Le projet conserve à la sanction son caractère facultatif.

+ +

Article 1457.

Il serait utile de préciser que les lettres recommandées prévues à cet article pourront être signées par les avocats sans qu'ils doivent justifier d'un pouvoir spécial.

Article 1459.-

1. A l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer les mots "présentée au juge compétent pour autoriser la saisie" par "présentée au juge des saisies". En effet, le juge n'est compétent pour autoriser la saisie qu'à défaut de titre authentique ou privé.

2. Dans la mesure où l'assignation en validation suspend le nouveau délai jusqu'au jour où une décision définitive est intervenue, il y aurait lieu, pour éviter tout doute à ce sujet, de viser à l'article 1493 non seulement l'article 1458 mais aussi l'article 1459.

.../...

Chapitre IV. - (Titre III) - La saisie-arrêt-exécution
(articles 1539 à 1544).

Article 1539.-

L'alinéa 5 de cet article ne précise pas si le créancier a la faculté de dénoncer la saisie par une lettre recommandée ou s'il doit recourir à un exploit d'huissier. Il résulte de l'article 1544 que cette dénonciation doit se faire par exploit d'huissier puisqu'on doit pouvoir vérifier si elle a été faite à personne ou au domicile réel ou élu du débiteur saisi.

Article 1540.-

1° On observera que la notion d'indisponibilité totale de la créance admise en matière de saisie-arrêt conservatoire, ne l'est pas en matière de saisie-arrêt-exécution. En d'autres termes les dettes du tiers saisi à l'égard de son créancier ne seront bloquées qu'à concurrence de la créance du saisissant.

2° L'article 1540 porte que le tiers saisi est tenu envers le saisissant par l'effet de la dénonciation de la saisie au débiteur saisi.

Toutefois le texte n'indique pas comment le tiers saisi aura connaissance de la dénonciation de la saisie au débiteur saisi. Il y aurait lieu d'organiser une procédure de contre-dénonciation.

Article 1543.-

1° Il y a lieu d'observer que l'obligation pour le tiers saisi de vider ses mains entre celles de l'huissier ne peut exister que si sa dette est liquide et exigible.

.../...

2° Il y a lieu de réitérer à propos de cet article, l'observation faite quant à l'article 1540 : le tiers saisi ne pourra connaître le point de départ du délai de quinze jours mentionné dans l'article 1543 que si la dénonciation de la saisie au débiteur saisi a fait l'objet d'une contre-dénonciation.

3° A) Aux termes de l'article 1539, alinéa 5, la saisie-arrêt-exécution doit être dénoncée au débiteur saisi dans les quinze jours. A partir de cette dénonciation, le débiteur saisi dispose de quinze jours pour former opposition (article 1541).

D'autre part, le délai de quinze jours imparti au tiers saisi pour faire sa déclaration prend cours à partir de la signification de la saisie-arrêt (article 1542). Il s'ensuit que si la saisie-arrêt et la dénonciation de celle-ci au débiteur saisi, ont lieu le même jour - ce qui sera courant en pratique - le dies a quo du délai de quinze jours imparti au débiteur pour faire opposition, et le dies a quo du délai de quinze jours imparti au tiers saisi pour faire sa déclaration, coïncideront et, **par** conséquent, ces deux délais expireront en même temps.

Cette situation aura pour effet que dans maints cas, le tiers saisi fera sa déclaration avant que le débiteur n'ait fait opposition. Le tiers saisi révélera ainsi l'existence et le montant des créances du débiteur saisi alors qu'il se peut qu'à la suite de l'opposition formée par celui-ci la saisie-arrêt soit déclarée mal fondée.

.../...

B) On peut se demander si cette coïncidence des délais n'aura pas une seconde conséquence dans le cas où la déclaration du tiers saisi serait contestée par le débiteur saisi.

La contestation par le débiteur saisi de la déclaration du tiers devra-t-elle être formée par la voie de l'opposition qui est prévue à l'article 1541?

Si la réponse à cette question devait être affirmative, le problème soulevé ci-dessus sous A, devrait nécessairement être résolu. Le dies ad quem du délai pour faire opposition devrait, dans ce cas, être postposé par rapport au dies ad quem du délai accordé au tiers pour la déclaration. Toutefois il ne semble pas que l'article 1541 ait cette portée.

4° Selon l'article 9 du décret du 18 août 1807 que le projet n'abroge pas, "tout receveur, dépositaire ou administrateur de caisses ou de deniers publics, entre les mains duquel il existera une saisie-arrêt ou opposition sur une partie prenante, ne pourra vider ses mains sans le consentement des parties intéressées, ou sans y être autorisé par justice".

Or, la saisie-arrêt-exécution ne nécessite pas l'intervention du juge sauf en cas d'opposition du débiteur saisi. Il y aura dans ces conditions deux régimes parallèles : celui du projet qui constituera le droit commun, et celui du décret du 18 août 1807 applicable aux caisses publiques. Il est à remarquer que dans le projet aucune procédure n'est prévue pour l'octroi de l'autorisation de justice exigée par le décret de 1807.

.../...

Article 1544.-

L'article 1544 prévoit que si la dénonciation de la saisie n'a pu être faite à **personne** ou au domicile réel ou élu ~~du~~ **débiteur saisi**, le tiers saisi n'est tenu de vider ses mains que pour autant que le saisissant ait obtenu le visa du juge. Il omet toutefois d'organiser un système permettant au tiers d'avoir connaissance de la manière dont la dénonciation a eu lieu.

Pour combler cette lacune, il faudrait prévoir la contre-dénonciation dont la nécessité a déjà été exposée à propos des articles 1540 et 1543.

Chapitre V. - De la saisie-gagerie.

Ce chapitre n'appelle pas d'observation.

Chapitre VI. - De la saisie-revendication.Article 1463.-

Selon cet article, la saisie-revendication est faite aux conditions et formes prévues pour la saisie mobilière conservatoire.

Les conditions de la saisie-revendication ayant été fixées à l'article 1462, les mots "conditions et" devraient être omis à l'article 1463, s'ils n'ont d'autre portée que de déterminer les cas dans lesquels la saisie-revendication peut avoir lieu.

.../...

Chapitre VII. - De la saisie conservatoire sur navires
et bateaux.

Article 1467.-

Selon le dernier alinéa de l'article 1467 "l'huissier peut, en tout état de cause, établir un surveillant à la garde du bâtiment saisi". A en juger par le texte néerlandais, l'expression "en tout état de cause" signifie "quel que soit l'état de la procédure".

Ce même alinéa trouverait mieux sa place à l'article 1471, puisqu'on ne peut établir de surveillant tant que l'exploit de saisie n'ait été signifié au capitaine.

Article 1469.-

Pour des raisons de concordance avec la convention internationale de Bruxelles du 10 mai 1952 pour l'unification de certaines règles sur la saisie conservatoire des navires de mer approuvée par la loi du 24 mars 1961, il y a lieu de remplacer au § 3, alinéa 1er, les mots "et pour la même partie" par "et par la même partie":

.../...

Article 1479.-

L'alinéa 2 de cet article fait réserve de l'article 38 du livre II du Code de commerce relatif à l'extinction des privilèges.

On ne saisit pas les raisons pour lesquelles le même alinéa ne fait pas également la réserve de l'article 39, qui a trait à l'extinction des hypothèques.

Chapitre VIII. - De la saisie en matière de contrefaçon.

Ce chapitre n'appelle pas d'observation.

Chapitre IX. - De la procédure de validation des saisies conservatoires (qui porte erronément "Chapitre VIII").Article 1490.-

Cet article ne prévoit pas le cas où la décision sur le fond du litige est soumise à arbitres. Dans pareille hypothèse, la saisie ne pourra être validée que par les juridictions ordinaires, lesquelles devront surseoir à statuer tant que la procédure arbitrale sera en cours. Il en sera de même dans le cas où le juge du fond du litige sera un juge étranger.

TITRE III. - DES EXECUTIONS FORCEES.Chapitre premier. - Dispositions générales.Article 1495.-

Il est à remarquer que l'article 1495 ne vise que les décisions judiciaires ou arbitrales. Il omet de mentionner les actes notariés et les actes authentiques administratifs; il y aurait lieu de compléter le texte sur ce point.

.../...

Chapitre II. - De la saisie-exécution mobilière (articles 1499 à 1528).

Article 1499.-

Cette disposition, qui reproduit l'article 583 du Code de procédure civile, n'est pas en concordance avec l'article 1496; il en découle, en effet, que la signification du jugement peut avoir lieu un jour avant la saisie, alors que l'article 1496 requiert l'écoulement d'un mois entre la signification et l'exécution.

Chapitre III.- De la saisie-exécution sur fruits pendants par racines ou de la saisie-brandon (articles 1529 à 1538).

Les dispositions de ce chapitre n'appellent pas d'observation.

Chapitre IV.- De la saisie-arrêt-exécution (articles 1539 à 1544).

Voir les observations faites plus haut dans la partie de l'avis consacrée à la saisie-arrêt-conservatoire et la saisie-arrêt-exécutoire.

Chapitre V. - De la saisie-exécution sur navires et bateaux (articles 1545 à 1559).

Article 1549.-

Cet article ne se concilie pas avec l'article 1496, selon lequel les jugements ne peuvent être exécutés qu'un mois après leur signification. En effet, l'article 1499 relatif à la saisie-exécution mobilière qui est applicable aux saisies-exécution sur navires et bateaux en vertu de l'article 1545, permet de signifier le titre en même temps que le commandement.

Article 1553.-

Le projet vise le cas où l'exploit a été inscrit au registre des immatriculations, mais il omet de mentionner celui où il n'y a eu qu'une dénonciation au conservateur des hypothèques par application de l'article 1552, alinéa 3. Le texte devrait être complété sur ce point.

Article 1555.-

Aux termes de l'alinéa 2 de cet article, l'officier ministériel "peut" avertir des conditions de la vente les tiers qui se prétendent créanciers du propriétaire du navire.

Selon le rapport du Commissaire royal, au contraire, il en aurait l'obligation.

Article 1556.-

La référence à l'article 1470 devrait être omise; cet article concerne les mentions qui doivent figurer dans les exploits de saisie conservatoire; il s'applique donc à une hypothèse différente de celle qui est envisagée à l'article 1556. Au surplus, la disposition générale de l'article 1389 indique suffisamment les formalités qui doivent être accomplies à peine de nullité.

BEWAREND BESLAG - MIDDELEN TOT TENUITVOERLEGGING.EERSTE TITEL - VOORAFGAANDE REGELS.Hoofdstuk I. - Algemene Bepalingen.Artikel 1386.-

Het eerste lid van dit artikel herhaalt in hoofdzaak artikel 545 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, hetwelk als volgt luidt :

"Artikel 545. Vonnissen of akten mogen niet ten uitvoer worden gelegd zo zij niet hetzelfde opschrift dragen als de wetten en eindigen met een bevel aan de gerechtelijke ambtenaren, zoals gezegd wordt in artikel 146".

Artikel 146 bepaalt :

"Het opschrift en het slot van de uitgiften van de vonnissen worden opgesteld zoals voorgeschreven door de akte der staatsregelen van het Rijk van 28 floréal jaar XII".

De Grondwet van 28 floréal jaar XII bevatte in artikel 141 het formulier van tenuitvoerlegging van de vonnissen. Het begin was woordelijk ontleend aan het formulier van afkondiging der wetten, dat onmiddellijk daarvoor in artikel 140 stond.

Het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering heeft in zijn artikelen 146 en 545 gewoon verwezen naar de grondwetstekst van jaar XII.

.../...

Onder het Nederlandse bewind is het formulier van tenuitvoerlegging van de vonnissen vastgesteld door Koning WILLEM en sedertdien is de wetgever in dezen niet meer opgetreden. Bij iedere troonopvolging past de Koning het formulier aan.

Thans is het vastgesteld bij het koninklijk besluit van 17 juli 1951, dat bepaalt :

"Artikel 1. Het formulier van tenuitvoerlegging van de arresten en vonnissen der hoven en rechtbanken, van de bevelschriften, gerechtsbevelen en alle akten die dadelijke tenuitvoerlegging medebrengen, zal, tijdens de duur van Onze regering, luiden als volgt :

Wij, Boudewijn, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, brengen ter kennis : ...

Gelasten en bevelen aan alle daartoe gevorderde deurwaarders ...".

Bij artikel 1386 zijn drie opmerkingen te maken :

1° Het bepaalt : "Vonnissen en akten kunnen alleen ten uitvoer worden gelegd, indien zij dezelfde "aanhef" - (in het Frans : "intitulé") - bevatten als de wetten".

In de Napoleontische terminologie stemde het woord "intitulé" overeen met hetgeen in de huidige praktijk doorgaans "begroeting" (salutation) wordt genoemd. Artikel 3 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en

.../...

verordeningen, maakt geen gewag van het "intitulé" van de wetten, maar stelt alleen het bekrachtigingsformulier en het afkondigingsformulier van de wetten vast en laat ze voorafgaan door het begroetingsformulier.

2° Het aan artikel 545 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering ontleende formulier "bevel aan de gerechtsambtenaren" is te eng, want het formulier van tenuitvoerlegging geldt ook voor de bevelhebbers en officieren van de openbare macht.

3° BRAAS merkt op, dat artikel 545 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering niet juist geredigeerd is. "L'intitulé et le mandement exécutoire ne font pas partie de l'arrêt ou du jugement proprement dit. Ils ne figurent pas dans les registres et plunitifs des cours et tribunaux. Ils ne sont pas l'oeuvre du juge, mais uniquement celle du greffier qui en revêt l'expédition ou grosse, à titre d'agent délégué du Gouvernement" (Précis de procédure civile", deel II, nr 1529).

Met inachtneming van deze drie opmerkingen, stelt de Raad van State voor, het eerste lid van artikel 1386 van het ontwerp door de volgende tekst te vervangen :

"Vonnissen en akten kunnen alleen ten uitvoer worden gelegd op overlegging van de uitgifte of de minuut, bekleed met het door de Koning vastgestelde formulier van tenuitvoerlegging".

Het tweede lid, dat in hoofdzaak artikel 547 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering herhaalt, lijkt een historische reminiscentie die overbodig is in een eenheidsstaat als België.

.../...

Artikel 1387.-

Het Franse "en cas d'opportunité grave" dient in overeenstemming te worden gebracht met het Nederlandse "bij ernstige noodzakelijkheid".

Artikel 1388.-

Volgens een bepaalde rechtsleer en rechtspraak kan er nooit voorlopige tenuitvoerlegging zijn tegen derden (R.P.D.B., V° Exécution des jugements et des actes en matière civile, nrs 405, 406), ongeacht of die derde de ambtenaar van de burgerlijke stand of een andere derde is (bijvoorbeeld hypotheekbewaarder, notaris of derde-beslagene). Dat verbod om een vonnis voorlopig ten uitvoer te leggen tegen een derde, lijkt voort te vloeien uit artikel 548 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, hetwelk onder meer bepaalt dat de derde zich een bewijs van de griffier moet doen overleggen, waaruit blijkt dat geen hoger beroep is ingesteld en geen verzet is gedaan (R.P.D.B., eod. verbo, nrs 234 en 420).

Het ontwerp volgt die rechtspraak niet. Krachtens artikel 1388 kan het vonnis immers tegen derden voorlopig ten uitvoer worden gelegd. Die tekst zal de derde van alle aansprakelijkheid ontslaan ingeval hij een vonnis ten uitvoer legt dat later teniet zou worden gedaan.

Het Wetboek bevat hier dus een belangrijk novum waarvan de wetgever de gevaren behoort af te wegen.

Het ontwerp zegt ook niet wat moet worden verstaan onder "de bij het vonnis opgelegde formaliteiten". In letterlijke zin dekt deze formule het in artikel 1400 bedoelde begrip zekerheid niet.

.../...

Artikel 1389.-

1° Artikel 1389, 1°, verplicht de beslaglegger woonplaats te kiezen in de plaats waar de rechter, die in voorkomend geval kennis moet nemen van het beslag, zitting houdt.

Die verplichting geldt natuurlijk niet als de beslaglegger daar woont. Toch zou dit beter worden gezegd, zoals artikel 584 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering thans doet.

De tekst onder 1° zou dus moeten worden aangevuld met de woorden : "tenzij de beslaglegger er woont".

2° Bedoelen de woorden "in de plaats waar de rechter zitting houdt" het gerechtelijk arrondissement of de gemeente waar de rechtbank zitting houdt ? Hierin zou de tekst klaarheid moeten brengen.

Artikel 1390.-

Dit artikel verplicht de gerechtsdeurwaarder, die beslag heeft gelegd op roerende goederen, binnen vierentwintig uren een "bericht van beslag" aan de griffier van de arrondissementsrechtbank te zenden.

Dat bericht wordt op de griffie bewaard gedurende drie jaren, tenzij het vóór die tijd in der minne of bij beslissing van de rechter werd geschrapt. Het is van rechtswege vervallen indien het vóór het verstrijken van de drie jaren niet vernieuwd is.

Het ware raadzaam te bepalen dat het bericht, bij gedwongen tenuitvoerlegging, moet worden aangevuld met de vermelding van die gedwongen tenuitvoerlegging.

.../...

Artikel 1394.-

De term "wederspanningheid" (de rébellion), die ontleend is aan artikel 555 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, zou in overeenstemming moeten worden gebracht met de artikelen 269 en 276 van het Strafwetboek.

Bij hoofdstuk II zijn geen opmerkingen te maken.

Hoofdstuk III. - Voorlopige tenuitvoerlegging.Artikel 1397.-

Dit artikel handhaaft het beginsel van de schorsende kracht van het hoger beroep, hetwelk neergelegd is in artikel 457 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

Het maakt echter geen gewag van de schorsende kracht van het verzet.

De Regering lijkt er echter niet aan te denken, die schorsende kracht op te heffen (cfr 1414).

Artikel 1400.-

1° De in artikel 1400 bedoelde zekerheid zal meestal een bankgarantie zijn, waarvoor aan de bank die haar garantie verleent, commissieloon wordt betaald. De verweerder die zekerheidstelling eist, zou, ingeval hij nadien in zijn verzet of hoger beroep wordt afgewezen, moeten worden verplicht, aan de partij die zekerheid heeft gesteld, de kosten terug te betalen die zij daarvoor heeft gedaan.

.../...

2° Het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering spreekt van "borg". Het ontwerp gebruikt een meer algemene term, met name het stellen van een zekerheid. Men kan zich afvragen of de in de artikelen 1346 tot 1351 bepaalde procedure voorænneming van de borg toepassing moet vinden op andere zekerheden dan de eigenlijke borg.

Artikel 1402.-

De woorden "op straffe van nietigheid", die ontleend zijn aan artikel 459 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, zijn onjuist wegens het adagium "middelen van nietigheid kunnen niet worden aangewend tegen vonnissen", dat overigens is overgenomen in artikel 20 van het ontwerp. Vonnissen kunnen alleen teniet worden gedaan door het instellen van de door de wet geregelde voorzieningen.

Bij hoofdstuk IV betreffende het kantonnement zijn geen opmerkingen te maken.

Hoofdstuk V. - Goederen die niet in beslag kunnen worden genomen.

Artikel 1408.-

Dit artikel stemt overeen met artikel 592 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

Het ontwerp voegt aan de in artikel 592 vermelde lijst van voorwerpen waarop geen beslag kan worden gelegd, nog toe : een verwarmingstoestel, het vaatwerk en huishoudgerei dat volstrekt noodzakelijk is voor het gezin, de brandstof die de beslagene en zijn gezin voor een maand

nodig hebben en de voorwerpen die dienen voor de uitoefening van de eredienst; volgens het verslag zou het hier gaan om voorwerpen die toebehoren aan bedienaars van de erediensten, maar dat blijkt niet uit de tekst.

Niet overgenomen is artikel 593 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, dat bij het koninklijk besluit nr 300 van 30 maart 1936 is ingevoegd. Dit artikel bevat enkele uitzonderingen op de gevallen waarin geen beslag kan worden gelegd, inzonderheid ten gunste van degenen die levensmiddelen verstrekken en van fabrikanten of verkopers van voorwerpen die niet-vatbaar voor beslag verklaard zijn.

Dit artikel blijkt ook geen regeling te treffen voor de kwestie van de vatbaarheid voor beslag van goederen die aan publiekrechtelijke rechtspersonen toebehoren.

Artikel 1409.-

Het tweede lid van dit artikel is niet zeer duidelijk; het kan beter als volgt worden gelezen :

"Het gedeelte van het loon ... kan niet worden in beslag genomen voor meer dan drie vijfde, noch overgedragen voor meer dan twee vijfde en in beslag genomen voor meer dan een ander vijfde".

Dezelfde opmerking geldt, mutatis mutandis, voor het derde lid.

Artikel 1410.-

Onder de woorden "renten of voordelen" lijken te moeten worden verstaan alle vergoedingen die als gevolg van beide oorlogen zijn toegekend, inzonderheid

.../...

de frontstreeprente, de strijders- en krijgsgevangenen-dotatie, enz...

De meeste van die renten en voordelen zullen niet in beslag kunnen worden genomen, omdat zij zelden meer dan 30.000 frank 's jaars zullen bedragen.

Heden ten dage zijn er heel wat bijzondere teksten, die aangeven in welke mate die renten en voordelen in beslag kunnen worden genomen. Zo kunnen renten en toelagen overgedragen en in beslag genomen worden ten behoeve van de Staat-schuldeiser voor een vijfde, ten behoeve van schuldvorderingen op grond van verplichtingen tot het verstrekken van levensonderhoud voor een derde, ten behoeve van door de wet erkende leeninrichtingen, zoals het Nationaal Werk der oorlogsinvaliden, of het Nationaal Werk der oudstrijders, voor een derde, ten behoeve van diverse instellingen voor twee derde, wanneer de betrokkenen aanleiding geven tot onderhoudskosten in die instellingen en die kosten ten laste van de overheid komen.

Die bepalingen zouden derhalve uitdrukkelijk moeten worden opgeheven.

In de tekst onder 2° van § 2 schrappe men de woorden "een provincieverordening"; het woord "statuut", dat daarop volgt, heeft immers een algemene strekking en dekt in dit verband alle verordeningen, ongeacht de overheid van wie zij uitgaan.

.../...

TITEL II. BEWAREND BESLAG.Hoofdstuk I. Algemene Bepalingen.Artikel 1420.-

Dit artikel stelt onder meer dat de voorzieningen bepaald in de artikelen 1031 tot 1034 openstaan tegen de beschikking waarbij de intrekking van de toelating tot bewarend beslag wordt verleend of geweigerd.

Hieruit moet worden afgeleid dat iedere schuldenaar de intrekking kan vorderen van de beschikking die toelating tot bewarend beslag op zijn goederen verleent.

Het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering voorziet in die mogelijkheid in artikel 635bis en zegt welke procedure moet worden gevolgd om die intrekking te verkrijgen. Die bepaling is *in* het ontwerp niet overgenomen. Verondersteld mag worden, dat de intrekkingsprocedure moet worden gevoerd overeenkomstig de artikelen 1033 en 1034 van het ontwerp.

Hoofdstuk II. Bewarend beslag op roerend goed.Artikel 1424.-

1° Op roerend goed wordt bewarend beslag gelegd volgens de regelen die gelden inzake uitvoerend beslag op roerend goed. De regelen betreffende de tegeldemaking van de in beslag genomen voorwerpen gelden echter uiteraard niet voor het bewarend beslag. Opneming van de tekst van de artikelen 1511 en 1524 (1) in het exploot van beslag, zoals voorgeschreven in artikel 1502, is evenmin

-----/..-----
(1) in de Franse tekst staat : 1523.

verantwoord. Anders is het gesteld met de opneming van artikel 507 van het Strafwetboek.

2° Wat gebeurt er met het bewarend beslag op wortel-vaste vruchten, als deze rijp zijn ?

De land- of tuinbouwer moet kunnen oogsten en de oogst verkopen zonder zich bloot te stellen aan de straffen van artikel 507 van het Strafwetboek, maar anderzijds zouden de rechten van de beslaglegger moeten kunnen overgaan op de opbrengst van de verkoop.

Het ontwerp zou die kwesties moeten regelen.

Hoofdstuk III. Bewarend beslag op onroerend goed.

1° Het ontwerp voorziet niet uitdrukkelijk in de doorhaling van de overschrijving van het bewarend beslag, ingeval het onroerend goed verkocht is alvorens dat beslag geldig verklaard is. Artikel 1653, derde lid, bepaalt dat "alle inschrijvingen en overschrijvingen die ten laste van de persoon tegen wie het beslag gedaan is, op het toegewezen goed bestaan, ambtshalve worden doorgehaald op overlegging van een getuigschrift van de notaris, waaruit blijkt dat de gehele prijs betaald is aan de batig gerangschikte schuldeisers en, indien er een overschot is, aan de beslagen partij.

Het derde lid van artikel 1653 zou moeten worden aangevuld met een bepaling die artikel 1628 in herinnering brengt voor het geval dat een gedeelte van de verkoopprijs voorlopig in consignatie mocht zijn gegeven. De bewaarder zal de overschrijving van het bewarend beslag slechts doorhalen op overlegging van een getuigschrift waaruit de consignatie blijkt.

.../...

2° Bij samengaan van meer dan één bewarend beslag, of van een bewarend beslag met een beslag op onroerend goed, lijkt er weliswaar geen probleem te zijn zolang het bewarend beslag zijn bewarend karakter behoudt, maar het wordt anders wanneer dat beslag na het vonnis van geldigverklaring omslaat in een beslag op onroerend goed (artikel 1491).

Juist dan ontstaan de moeilijkheden welke de regel "beslag op beslag geldt niet" bedoelt te voorkomen. Verscheidene schuldeisers zouden immers tegelijkertijd het in beslag genomen goed te gelde kunnen maken. Geen bepaling van het ontwerp regelt dat geval.

Artikel 1432.-

Volgens dit artikel moet het exploit van beslag, op straffe van nietigheid, de beschikking waarbij het beslag wordt toegestaan, overnemen, maar hoeft het niet het afschrift van het verzoekschrift dat aan de beschikking voorafgaat te bevatten.

Voor het bewarend beslag op roerend goed daarentegen, eist artikel 1424 dat het verzoekschrift ook wordt betekend. Het is niet duidelijk waarom er hier geen overeenstemming is.

Volgens de tekst onder 2° moet het exploit ook plaats en datum van geboorte van de schuldenaar vermelden.

Die bijzonderheden kunnen de schuldeiser soms last berokkenen, bijvoorbeeld wanneer de eigenaar van het onroerend goed in het buitenland woont.

.../...

Artikel 1434.-

Volgens dit artikel moet de hypotheekbewaarder het exploot binnen acht dagen in zijn registers overschrijven. Als dagtekening van de overschrijving geldt evenwel de dag van afgifte van het exploot.

Een soortgelijke bepaling staat al in de wet van 15 augustus 1854 (artikel 20), en is in artikel 1570 van het ontwerp overgenomen.

Beide teksten bepalen nochtans : "Kan de bewaarder de overschrijving niet doen op het ogenblik van het verzoek, dan vermeldt hij op de oorspronkelijke exploten die hem worden gelaten, de dag en het uur dat zij hem ter hand zijn gesteld".

Ook aan artikel 1434 zou zulk een voorschrift moeten worden toegevoegd. Het is immers van het grootste belang dat er geen betwisting mogelijk is over de dag waarop het exploot van beslag aan de bewaarder is overgelegd. Volgens artikel 1433 immers, wordt de beschikking waarbij bewarend beslag wordt toegestaan, als niet-bestaande beschouwd, indien binnen een maand na haar dagtekening, het exploot van beslag niet ter overschrijving is "aangeboden".

Zo bepaalt ook artikel 1439, dat de beschikking waarbij de vernieuwing van het beslag wordt toegestaan, als niet-bestaande wordt beschouwd, indien de vernieuwing van de overschrijving niet "gevraagd" is vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van het vroegere beslag.

.../...

Artikel 1444.-

Volgens dit artikel kan vanaf de dag waarop het beslag is overgeschreven, geen daad van vervreemding of vestiging van hypotheek worden ingeroepen tegen de schuldeiser die beslag heeft gelegd.

Artikel 1577 betreffende het beslag op onroerend goed, bevat een soortgelijke bepaling die van toepassing is vanaf de dag van de overschrijving van het beslag of van het bevel. Artikel 1444 bevat echter een bepaling, die niet in artikel 1577 staat. Bedoeld wordt het tweede lid, krachtens hetwelk tegen de schuldeiser die beslag heeft gelegd, niet kunnen worden ingeroepen "de vervreemdingen of vestigingen van hypotheek die aan de overschrijving van het beslag zijn voorafgegaan, maar op dat tijdstip nog niet overgeschreven of ingeschreven waren".

Ofschoon niet behandeld in het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, is dit rechtspunt terzake van beslag op onroerend goed door de rechtspraak opgelost in de zin van het ontwerp (zie VAN BAUWEL, Handboek van het burgerlijk procesrecht, V, nr 957; R.P.D.B., V° Saisie immobilière, nr 305).

Het ontwerp verkiest degene die, desnoods zonder titel, bewarend beslag legt boven de verkrijger of de hypothecaire uitlener. Inzake uitvoerend beslag zouden de zaken echter anders staan, als de discordantie tussen de artikelen 1444 en 1577 beperkend moest worden uitgelegd.

.../...

Anderzijds staat het ontwerp drie uitzonderingen toe op de regel van artikel 1444, tweede lid :

- 1° de vernieuwing van een vorige, niet vervallen hypothe-
caire inschrijving;
- 2° de inschrijving van de wettelijke hypotheek van de ge-
huwde vrouw;
- 3° de inschrijving van de wettelijke hypotheek die de
invordering van de belastingen waarborgt.

Krachtens artikel 70, tweede lid, van de hypotheekwet, kan de man ten voordele van zijn vrouw een hypothe-
caire inschrijving op zijn onroerend goed nemen, zonder
dat hij daartoe machtiging moet vragen aan de voorzitter
van de rechtbank.

De uitoefening van dat recht kan de rechten van
de schuldeisers in gevaar brengen, indien met het ontwerp
blijkt te moeten worden aangenomen dat de inschrijvingen
die de man na de overschrijving van het beslag ten voor-
dele van zijn vrouw heeft genomen, kunnen worden inge-
roepen.

HOOFDSTUK IV. - (Titel II) - Bewarend beslag onder derden.HOOFDSTUK IV. - (Titel III) - Derden-beslag tot tenuitvoer-
legging.ALGEMENE OPMERKINGEN.

In de regeling van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering heeft het derden-beslag een gemengd karakter; het is een maatregel tot bewaring van recht en tevens een middel tot gedwongen tenuitvoerlegging (R.P.D.B., V° Saisie-arrêt, nr 14). LEURQUIN zegt hierover : "En effet, par l'exploit de saisie-arrêt, le créancier ne tend pas à réaliser à son profit les choses qu'il saisit, il se borne à faire défense au tiers saisi de payer son créancier ; c'est une précaution et non une exécution ; en vertu du jugement de validité, au contraire, le créancier se verra autorisé à toucher lui-même ce qui est dû à son débiteur ; alors, mais alors seulement, la saisie-arrêt deviendra une mesure d'exécution" ("Etudes sur la saisie-arrêt", 1891, nr 6).

Het ontwerp laat het niet bij het onderscheid tussen de twee evenbedoelde fasen van het derden-beslag; het gaat verder en maakt elke fase tot een autonome instelling.

Het bewarend beslag onder derden is georganiseerd als een op zichzelf staande instelling. Het kan weliswaar tot een gedwongen tenuitvoerlegging worden veranderd door een dagvaarding tot geldigverklaring voor de rechter die bevoegd is om kennis te nemen van het geschil

.../...

zelf (artikel 1490). Maar, anders dan het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering bepaalt (artikel 563), moet die dagvaarding tot geldigverklaring niet samengaan met de aanzegging van het derden-beslag aan de schuldenaar. Volgens artikel 1458 van het ontwerp geldt het bewarend beslag onder derden immers gedurende drie jaar. Dagvaarding tot geldigverklaring kan geschieden binnen die termijn, die daardoor wordt geschorst tot de dag van het eindvonnis (artikel 1493).

Het derden-beslag tot tenuitvoerlegging daarentegen, is door het ontwerp geregeld met het oog op een spoedige tenuitvoerlegging, die in beginsel buiten toedoen van de rechtbank moet plaatshebben, hetgeen ook nieuw is.

Het derden-beslag tot tenuitvoerlegging zal onmiddellijk na het bewarend beslag onder derden worden behandeld, want voor beide instellingen, die elk een eigen karakter hebben, gelden een aantal gemeenschappelijke bepalingen.

Het bewarend beslag onder derden en het derden-beslag tot tenuitvoerlegging richten zich tot twee categorieën van schuldeisers. Het eerste is bestemd voor de schuldeisers, ook al bezitten zij geen uitvoerbare titel, en het tweede voor degenen die wel zulk een titel bezitten.

Zoals onder de regeling van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, zal de schuldeiser van de eerste categorie aan de rechter alleen machtiging tot het leggen van derden-beslag moeten vragen indien hij

.../...

geen authentieke titel of onderhandse titel tot bewijs van zijn schuldvordering bezit. Zo zal een notariële akte, zelfs zonder het formulier van tenuitvoerlegging, volstaan tot het leggen van derden-beslag. Ook wordt aangenomen dat een gewone brief waarin de schuldenaar zijn schuld erkent, een geaccepteerde wissel, een cheque of zelfs een eigenhandig testament, voldoende zijn om zonder machtiging van de rechter onder een derde beslag te leggen (VAN BAUWEL, Handboek van het burgerlijk procesrecht, V, nr 848 ; BRAAS, Procédures d'ouverture des successions, voies d'exécution, procédures de distribution, tweede uitgave, nr 394).

Het ontwerp stelt minder eisen dan het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, wat de schuldeisers van de tweede categorie, dus die met een uitvoerbare titel, betreft. Zoals reeds gezegd is, schaft het ontwerp in beginsel het geding tot geldigverklaring af. Artikel 1543 bepaalt dat de derde beslagene ertoe gehouden is "afgifte te doen in handen van de deurwaarder, bij gebreke waarvan hij daartoe zal veroordeeld worden op dagvaarding door de beslaglegger, voor de beslagrechter".

Het ontwerp herhaalt de hoofdbeginselen van het derden-beslag, zoals het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering dat heeft geregeld.

Die beginselen zijn : betekening van het derden-beslag aan de derde beslagene, aanzegging aan de schuldenaar, verklaring van de derde beslagene en geldigverklaring door de rechtbank (1).

.../...

(1) Zoals reeds gezegd is, vervalt de geldigverklaring in het derden-beslag tot tenuitvoerlegging.

Toch moeten een aantal belangrijke verschillen tussen de regeling van het ontwerp en die van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering worden aangehaald:

- 1° de betekening aan de derde beslagene van de beschikking die bewarend beslag onder derden toestaat, ingeval er geen authentieke of onderhandse titel is, wordt vervangen door een kennisgeving bij gerechtsbrief, die door de griffier wordt toegezonden (artikel 1449). Betekening door een deurwaarder is facultatief (artikel 1450) ;
- 2° de tegenaanzegging aan de derde beslagene vervalft. Die formaliteit wordt door de rechtsleer in het algemeen overbodig geacht (VAN BAUWEL, o.c., nr 857) ;
- 3° de beslaglegger moet niet meer tot geldigverklaring dagvaarden binnen acht dagen na de betekening van het exploit van bewarend beslag onder derden (zie de artikelen 563 en 565 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering). Hij moet de akte van derden-beslag gewoon binnen acht dagen aan de beslagen schuldenaar aanzeggen (artikel 1457) . Hij heeft drie jaar om de beslagen schuldenaar tot geldigverklaring te dagvaarden (artikelen 1458, 1489 en 1493) ;
- 4° verplichting voor iedere derde beslagene om binnen vijftien dagen zijn verklaring te doen (artikelen 1452 en 1453) (1). Volgens het Wetboek van burgerlijke

.../...

(1) Zie voor het derden-beslag tot tenuitvoerlegging, artikel 1542.

rechtsvordering kan de derde beslagene "niet tot het afleggen van een verklaring worden gedagvaard, zo er geen authentieke titel bestaat of een vonnis dat het beslag onder derden of het verzet van waarde heeft verklaard" (artikel 568) (1). De derde beslagene zal dus minder goed beschermd zijn als onder de huidige regeling ;

5° waar het Wetboek voorziet in een dagvaarding van de derde beslagene tot het afleggen van een verklaring, kent het ontwerp alleen een verklaring. Die verklaring moet bij een ter post aangetekende brief aan de beslaglegger en aan de beslagen schuldenaar worden gezonden (artikel 1453) (2). Alleen wanneer er geen verklaring is gedaan binnen de opgelegde termijn, of als die verklaring onjuist is, moet de derde beslagene worden gedagvaard voor de beslagrechter, die kan verklaren dat hij eenvoudig schuldenaar is, onverminderd het recht van de beslagen derde om te eisen dat hij naar zijn rechter wordt verwezen ;

6° verplichting voor de derde beslagene om zijn verklaring aan te vullen, indien de bezittingen waarvan hij schuldenaar is, vermeerderen vóór de opheffing van het beslag (artikel 1455) ;

7° waar het ontwerp de derde beslagene verplicht in zijn verklaring de opgave te vermelden van de beslagnemingen onder derden waarvan reeds kennis is gegeven, moet de derde beslagene de latere beslagnemingen niet aanzeggen aan de eerste beslaglegger, zoals bepaald is in artikel 575 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

.../...

-
-) BRAAS zegt : "A défaut de titre ou de jugement, l'assignation du tiers en déclaration serait prématurée. Pour que cette assignation ait lieu, il faut que la créance revête un caractère de certitude suffisant pour que l'on s'immisce dans les affaires personnelles et privées dudit tiers" (o.c.n° 414bis).
-) Zie voor het derden-beslag tot tenuitvoerlegging, artikel 1542, dat verwijst naar artikel 1452, maar vergeet te verwijzen naar artikel 1453.

Derden-beslag in handen van openbare ambtenaren.

Het ontwerp geeft geen nadere regelen op voor het doen van derden-beslag in handen van ontvangers, depositarissen of administrateurs van openbare kassen of fondsen, en in handen van griffiers voor de zaken die op hun griffie zijn neergelegd.

De thans geldende regeling is vastgesteld in artikel 561 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering. Genoemd artikel 561 is overgenomen in artikel 5 van het decreet van 18 augustus 1807, dat nog steeds van kracht is, behalve de volzin "evenals het beslag onder derden of het verzet in handen van griffiers voor de zaken die op hun griffie zijn neergelegd". Die volzin staat alleen in artikel 561, waar hij is ingevoegd door het koninklijk besluit nr 260 van 24 maart 1936.

Voor het derden-beslag in handen van Rijksambtenaren bevat de wet van 15 mei 1846 op de comptabiliteit van de Staat een aantal bijzondere bepalingen (artikelen 39 en 40).

Het ontwerp heft artikel 561 op en zegt niets over het in stand houden van het decreet van 1807 en van de overige bijzondere bepalingen.

De opheffing van artikel 561 kan zo worden uitgelegd dat het ontwerp ook die bijzondere bepalingen stilzwijgend opheft. Men kan het echter ook anders zien. Het ontwerp zou zich hierover nader moeten verklaren; in de tweede veronderstelling zouden alle bijzondere bepalingen in het ontwerp moeten worden opgenomen.

.../...

Hoofdstuk IV.- (Titel II).- Bewarend beslag onder
derden (artikelen 1445 tot 1460).

Artikel 1445.-

Het eerste lid stemt overeen met artikel 557 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

Zoals in dat Wetboek, kan alleen op "bedragen of zaken" bewarend beslag onder derden worden gelegd. "La loi ne parle que des sommes et effets, aldus LEURQUIN. Il ne peut donc s'agir que de choses mobilières" (Etudes, 1891, nr 21).

Het tweede lid is nieuw. Het geeft een oplossing voor een kwestie die onder de gelding van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering gerezen is en aanleiding heeft gegeven tot meningsverschillen in rechtsleer en rechtspraak.

Het tweede lid bepaalt : "Bij stilzitten van zijn schuldenaar kan de schuldeiser, met toepassing van artikel 1166 van het Burgerlijk Wetboek, dezelfde procedure voeren" (1). Het geval is het volgende : A is schuldeiser van B ; B is schuldeiser van C ; C is schuldeiser van D. Gesteld dat B, die beslag onder derden kan leggen in handen van D, het niet doet ; kan A dan dat recht uitoefenen in de plaats van B ?

.../...

(1) Artikel 1539, derde lid, van het ontwerp bevat eenzelfde bepaling voor het derden-beslag tot tenuitvoerlegging.

De Franse rechtspraak, die aangenomen had dat beslag onder derden kon worden gelegd door middel van de zijdelingse vordering van artikel 1166 van het Burgerlijk Wetboek, heeft met enkele daaruit volgende moeilijkheden moeten afrekenen (1). Dit indachtig, moet men zich afvragen of in de tekst zelf van het ontwerp de beslagleggende schuldeiser niet moet worden verplicht de nalatige schuldenaar in het geding te roepen.

In verband met de uitoefening van de zijdelingse vordering van artikel 1166 van het Burgerlijk Wetboek rijst nog een ander probleem. Het klassieke gevolg van die vordering is, dat de in geld uitgedrukte waarde van het object van de veroordeling in het vermogen van de schuldenaar komt waar zij op gelijke wijze tot voordeel zal strekken van alle schuldeisers, zonder dat degene die de vordering heeft ingesteld een uitsluitend recht kan doen gelden ; deze laatste zal, wil hij de hand kunnen leggen op die waarde in het vermogen van zijn schuldenaar, nu een nieuwe vervolging in eigen naam moeten instellen.

De Franse rechtspraak wijst dat gevolg van de zijdelingse vordering van de hand, wanneer het om beslag onder derden gaat. Professor CARBONNIER zegt in dit verband : " ... la Cour de cassation envisage une répartition des sommes saisies-arrêtées entre le débiteur négligent et le créancier agissant, donc un droit privatif de celui-ci sur ces sommes, à l'exclusion des autres créanciers, comme si, en faisant saisie-arrêt pour le compte de son débiteur, il avait exercé du même coup sa propre poursuite à l'encontre de ce débiteur lui-même".

.../...

(1) Franse Hof van cassatie : 25 september 1940 en 21 januari 1942, D.C. 1943, J.133, en noot van Professor CARBONNIER.

Concluderend, verklaart Professor CARBONNIER :
"Ainsi achève de se dessiner la physionomie de la saisie-arrêt par voie oblique, telle que la conçoit la Cour de cassation, dans une construction où la logique juridique pure est peut-être un peu sacrifiée aux nécessités de la pratique ; il s'agit moins d'une action oblique de droit commun, greffée sur une saisie-arrêt ordinaire, que d'une procédure originale de saisie-arrêt unique et complexe à quatre personnages" (DALLOZ, Crit. 1943, J.135).

Voor zulk een probleem geeft het ontwerp geen oplossing.

Artikel 1447.-

Heeft de schuldeiser geen titel, dan kan hij de beslagrechter verzoeken hem te machtigen tot het doen van bewarend beslag onder derden.

Volgens artikel 1447, moet het verzoekschrift de in artikel 1026 voorgeschreven vermeldingen en nog enkele andere vermeldingen die het noemt, bevatten.

De in artikel 1026 voorgeschreven vermeldingen zijn die welke vereist zijn voor het inleiden van de vorderingen op niet "tegensprekelijk" verzoekschrift. Luidens artikel 1026, 5°, moet het verzoekschrift, op straffe van nietigheid, ondertekend zijn door de advocaat van de partij. Thans moet het verzoek om machtiging tot het doen van beslag onder derden door medewerking van een pleitbezorger worden ingediend bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg (BRAAS, "Procédures d'ouverture des successions, voies d'exécution, procédures de distribuion ..., 2e uitgave, nr 397).

.../...

Volgens artikel 1449 moet de griffier aan de derde beslagene en aan de verzoekende partij een afschrift van de beschikking van de rechter en een afschrift van het verzoekschrift zenden "op de eerste werkdag na de uitspraak".

Nu zal het de griffier in bepaalde gevallen onmogelijk zijn die kennisgeving in zo'n korte tijd te doen, tenzij de verzoeker hem een voldoende aantal afschriften van het verzoekschrift bezorgt.

Artikel 1027 bepaalt dat het verzoekschrift in tweevoud aan de rechter wordt gezonden, hetgeen hier niet volstaat, vermits de griffier aan ten minste twee personen een exemplaar van het verzoekschrift moet zenden. Aan de verzoeker zou de verplichting moeten worden opgelegd, bij zijn verzoekschrift zoveel bijkomende exemplaren te voegen als er moeten worden verzonden.

Artikel 1453.-

Dit artikel handelt over de verklaringen, die de derde beslagene moet doen. Die formaliteit bestaat ook in de huidige regeling, maar is er anders georganiseerd. Artikel 568 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering bepaalt immers dat de derde beslagene niet tot het afleggen van een verklaring kan worden gedagvaard, zo er geen authentieke titel bestaat of een vonnis dat het beslag onder derden van waarde heeft verklaard. "Le Code, aldus LEURQUIN, ne veut pas que le saisissant vienne s'immiscer dans les rapports du saisi et du tiers saisi, sans qu'il y ait au moins de fortes présomptions en faveur de la validité de la saisie-arrêt" (o.v., nr 432).

Het ontwerp maakt dat onderscheid niet meer. Binnen vijftien dagen na het derden-beslag, moet iedere derde beslagene zijn verklaring doen, zoniet kan hij schuldenaar worden verklaard van de oorzaken van het beslag (artikel 1456).

Het ontwerp verplicht de derde beslagene dus al zijn schulden ten opzichte van de beslagen schuldenaar bloot te geven in een procedure tot bewaring van recht, waarop geen geldigverklaring moet volgen en die gedurende drie jaar geldt. Het bepaalt niet dat het verzet van de beslagen schuldenaar tegen de beschikking van de beslagrechter de in artikel 1452 bepaalde termijn van vijftien dagen schorst.

Artikel 1455.-

Te oordelen naar de tekst van artikel 1455 moet een aanvullende verklaring worden gedaan, telkens als de bezittingen waarvan de derde beslagene schuldenaar is, vermeerderen. Die verklaring moet worden gedaan binnen vijftien dagen na de vermeerdering. Aan die verplichting komt slechts een einde door opheffing van het beslag.

Die tekst is op zichzelf duidelijk. Het verslag van de Koninklijke Commissaris wijdt daaraan een beperkend commentaar. Eerst zegt het (blz.325) : "Men verstaat hier wel dat de bijkomende aangifte die de derde beslagene is opgelegd, niets afdoet aan de regels van artikel 1445 en 1446 : de derde beslagene moet enkel een bijkomende aangifte doen indien deze verband houdt met de oorzaak van het gelegde derden-beslag".

.../...

Het is niet duidelijk welk verband er kan bestaan tussen de oorzaak van de schuldvordering van de beslaglegger en de oorzaak van de schuld van de derde beslagene.

Verder zegt het verslag : "Het staat aan de andere kant buiten kijf dat de derde beslagene, hoewel hij niet verplicht is tot nieuwe aangiften na verloop van de vijftien dagen bedoeld in artikel 1455, niettemin gehouden is voor alle uitwerking van het derden-beslag, tot op het ogenblik van afgifte die hem wordt opgelegd, volgens de rekening en de verantwoording die op dit ogenblik moet gedaan worden. Iedere onnauwkeurigheid die aan hem toe te schrijven is, kan dus zijn aansprakelijkheid in het gedrang brengen" (blz. 325).

Uit die passus van het verslag zou kunnen worden afgeleid, dat de derde beslagene slechts éénmaal de aanvullende verklaring zou moeten doen. Zulk een beperking komt niet voor in artikel 1455.

Artikel 1456.-

Dit artikel zegt welke sanctie wordt getroffen tegen de derde beslagene die "zijn verklaring niet met nauwkeurigheid heeft gedaan binnen de wettelijke termijn".

Die derde beslagene "kan" door de beslagrechter schuldenaar worden verklaard van de oorzaken van het beslag.

.../...

Artikel 1456 stemt overeen met de huidige artikelen 570 en 577 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering. Het koninklijk besluit nr 300 van 30 maart 1936 heeft artikel 577 als volgt gesteld :

"De derde beslagene die zijn verklaring niet doet binnen de bij artikel 571 voorziene termijn, of die de bij de bovenstaande artikelen voorgeschreven bewijzen niet levert, kan zuiver schuldenaar van de oorzaken van het beslag worden verklaard".

Ook in het ontwerp blijft de sanctie facultatief.

Artikel 1457.-

Het ware nuttig nader te bepalen, dat de in dit artikel bedoelde aangetekende brieven door advocaten mogen worden ondertekend zonder dat zij van een bijzondere volmacht moeten doen blijken.

Artikel 1459.-

1. In het tweede lid vervange men de woorden "in te dienen bij de rechter die bevoegd is om het beslag toe te staan" door "in te dienen bij de beslagrechter". De rechter kan het beslag immers alleen toestaan als er geen authentieke of onderhandse titel is.

2. Voor zover de dagvaarding tot geldigverklaring de nieuwe termijn schorst tot de dag dat een eindbeslissing is genomen, zou artikel 1493, om iedere twijfel hierover weg te nemen, niet alleen naar artikel 1458 , maar ook naar artikel 1459 moeten verwijzen.

.../...

Hoofdstuk IV. - (Titel III) - Derden-beslag tot tenuit-
voerlegging (artikelen 1539 tot 1544).

Artikel 1539.-

Het vijfde lid van dit artikel zegt niet of de schuldeiser het beslag kan aanzeggen bij een ter post aangetekende brief, dan wel of hij dat bij deurwaarders-exploot moet doen. Uit artikel 1544 blijkt dat die aanzegging bij deurwaardersexploot moet geschieden omdat moet kunnen worden nagegaan of zij aan de persoon dan wel aan de werkelijke of gekozen woonplaats van de beslagen schuldenaar is gedaan.

Artikel 1540.-

1° Op te merken valt dat het begrip algehele onbeschikbaarheid van de schuldvordering, dat inzake bewarend beslag onder derden is aangenomen, niet geldt inzake derden-beslag tot tenuitvoerlegging, met andere woorden de schulden van de derde beslagene ten opzichte van zijn schuldeiser zullen slechts geblokkeerd worden tot beloop van de schuldvordering van de beslaglegger.

2° Artikel 1540 bepaalt dat de derde beslagene ten aanzien van de beslaglegger gehouden is krachtens de aanzegging van het beslag aan de beslagen schuldenaar.

De tekst zegt evenwel niet, hoe de derde beslagene kennis zal krijgen van de aanzegging van het beslag aan de beslagen schuldenaar. Er zou een procedure van tegenaanzegging moeten worden uitgewerkt.

Artikel 1543.-

1° Op te merken valt, dat de verplichting voor de derde beslagene om afgifte te doen in handen van de deurwaarder, alleen kan bestaan indien zijn schuld vaststaat en opeisbaar is.

2° Bij dit artikel moet de opmerking worden herhaald die naar aanleiding van artikel 1540 is gemaakt : de derde beslagene kan slechts weten wanneer de in artikel 1543 bedoelde termijn van vijftien dagen ingaat, indien op de aanzegging van het beslag aan de beslagen schuldenaar een tegenaanzegging gevolgd is.

3° A. Luidens artikel 1539, vijfde lid, moet het derden-beslag tot tenuitvoerlegging binnen vijftien dagen worden aangezegd aan de schuldenaar tegen wie het beslag geschiedt. Vanaf die aanzegging, heeft de beslagen schuldenaar vijftien dagen om verzet te doen (artikel 1541).

Anderzijds gaat de termijn van vijftien dagen binnen welke de derde beslagene zijn verklaring moet doen, in vanaf de betekening van het derden-beslag (artikel 1542). Hieruit volgt dat, als het derden-beslag en de aanzegging daarvan aan de beslagen schuldenaar dezelfde dag plaatsvinden - wat in de praktijk gewoon zal zijn - , de dies a quo van de termijn van vijftien dagen binnen welke de schuldenaar

verzet moet doen, en de dies a quo van de termijn van vijftien dagen binnen welke de beslagen derde zijn verklaring moet doen, zullen samenvallen zodat beide termijnen tegelijk zullen verstrijken.

Het gevolg hiervan zal zijn, dat in vele gevallen de beslagen derde zijn verklaring zal doen vooraleer de schuldenaar verzet heeft gedaan. De derde beslagene zal dus het bestaan en het bedrag van de schuldvorderingen van de beslagen schuldenaar aan het licht brengen, terwijl het best mogelijk is dat het derden-beslag als gevolg van het verzet van de beslagen schuldenaar ongegrond wordt verklaard.

B. Men kan zich afvragen of het samenvallen van de termijnen nog geen ander gevolg zal hebben, ingeval de verklaring van de beslagen derde door de beslagen schuldenaar mocht worden betwist.

Moet de beslagen schuldenaar, indien hij de verklaring van de derde wil betwisten, daarvoor verzet doen zoals bepaald in artikel 1541 ?

Luidt het antwoord op deze vraag bevestigend, dan moet het hiervoren sub A opgeworpen probleem noodzakelijk worden opgelost. De dies ad quem van de termijn voor het verzet zou in dat geval moeten worden verschoven ten opzichte van de dies ad quem van de termijn waarover de derde beschikt om zijn verklaring te doen. Die strekking blijkt artikel 1541 echter niet te hebben.

.../...

4° Artikel 9 van het decreet van 18 augustus 1807, dat door het ontwerp niet wordt opgeheven, bepaalt :
"tout receveur, dépositaire ou administrateur de caisses ou de deniers publics, entre les mains duquel il existera une saisie-arrêt ou opposition sur une partie prenante, ne pourra vider ses mains sans le consentement des parties intéressées, ou sans y être autorisé par justice".

Bij derden-beslag tot tenuitvoerlegging is geen optreden van de rechter vereist, tenzij de beslagen schuldenaar verzet doet. Er zullen dan twee gelijklopende stelsels bestaan : het stelsel van het ontwerp, dat het stelsel van gemeen recht zal zijn, en dat van het decreet van 18 augustus 1807 dat voor de openbare kassen geldt. Opgemerkt moge worden, dat het ontwerp geen procedure bevat voor het verlenen van de in het decreet van 1807 voorgeschreven machtiging van de rechter.

Artikel 1544.-

Artikel 1544 bepaalt, dat indien de aanzegging van het beslag niet heeft kunnen plaats hebben aan de persoon of aan de werkelijke of gekozen woonplaats van de beslagen schuldenaar, de derde beslagene slechts tot afgifte gehouden is, voor zover de beslaglegger het visum van de rechter heeft bekomen. Het stelt echter geen regeling vast waarin de derde te weten kan komen hoe de aanzegging heeft plaatsgehad.

Om die leemte goed te maken, zou moeten worden voorzien in de tegenaanzegging, waarvan de noodzaak reeds is aangetoond bij de bespreking van de artikelen 1540 en 1543.

.../...

Hoofdstuk V.- Pandbeslag.

Bij dit hoofdstuk zijn geen opmerkingen te maken.

Hoofdstuk VI.- Beslag tot terugvordering.Artikel 1463.-

Volgens dit artikel wordt het beslag tot terugvordering gedaan onder dezelfde voorwaarden en in dezelfde vorm als het bewarend beslag op roerend goed.

De voorwaarden van het beslag tot terugvordering zijn bepaald in artikel 1462, zodat de woorden "onder dezelfde voorwaarden en" in artikel 1463 dienen te vervallen, als zij niet anders bedoelen dan te bepalen in welke gevallen beslag tot terugvordering kan worden gedaan.

Hoofdstuk VII.- Bewarend beslag op zeeschepen en binnenschepen.Artikel 1467.-

Volgens het laatste lid van artikel 1467 "kan de deurwaarder in elke stand van het geding een bewaarder van het in beslag genomen schip aanstellen". Te oordelen naar de Nederlandse tekst, betekenen de woorden "en tout état de cause" in de Franse tekst "quel que soit l'état de la procédure".

.../...

Datzelfde lid zou beter op zijn plaats zijn in artikel 1471, want geen bewaarder kan worden aangesteld zolang het beslagexploot niet aan de kapitein is betekend.

Artikel 1469.-

Ter wille van de overeenstemming met het internationaal verdrag tot het brengen van eenheid in sommige bepalingen inzake conservatoir beslag op zeeschepen, ondertekend op 10 mei 1952 te Brussel, goedgekeurd bij de wet van 24 maart 1961, vervange men in § 3, eerste lid, de woorden "en voor dezelfde partij" door de woorden "en door dezelfde partij".

Artikel 1479.-

Het tweede lid van dit artikel maakt een uitzondering voor artikel 38 van boek II van het Wetboek van koophandel, dat betrekking heeft op het tenietgaan van voorrechten.

Het is niet duidelijk waarom hetzelfde lid ook geen uitzondering maakt voor artikel 39, dat betrekking heeft op het tenietgaan van hypotheken.

Hoofdstuk VIII.- Beslag inzake namaak.

Bij dit hoofdstuk zijn geen opmerkingen te maken.

.../...

Hoofdstuk IX (dat verkeerdelijk hoofdstuk VIII heet).-
Rechtspleging tot vanwaardeverklaring van het bewarend
beslag.

Artikel 1490.-

Dit artikel voorziet niet in het geval dat de **rechting** van het geschil aan scheidsrechters is opgedragen. In dat geval kan het beslag enkel geldig worden verklaard door de gewone rechtbank ; deze zal haar uitspraak moeten schorsen zolang de procedure voor het scheidsgerecht aan de gang is. Hetzelfde geldt ook voor het geval dat een buitenlands rechter van het geschil **zelf** kennis neemt.

TITEL III.- GEDWONGEN TENUITVOERLEGGING.

Hoofdstuk I.- Algemene bepalingen.

Artikel 1495.-

Op te merken valt, dat artikel 1495 alleen betrekking heeft op rechterlijke of scheidsrechterlijke beslissingen. Het maakt geen melding van notariële akten en authentieke administratieve akten ; de tekst moet in dat opzicht worden aangevuld.

.../...

Hoofdstuk II.- Uitvoerend beslag op roerend goed.
(artikelen 1499 tot 1528)

Artikel 1499.-

Deze bepaling, die een herhaling is van artikel 583 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, is niet in overeenstemming met artikel 1496 ; uit die bepaling volgt immers dat het vonnis één dag vóór het beslag kan worden betekend, terwijl volgens artikel 1496 een maand moet verstrijken tussen de betekening en de tenuitvoerlegging.

Hoofdstuk III.- Beslag op tak- en wortelvaste vruchten.
(artikelen 1529 tot 1538)

Bij de bepalingen van dit hoofdstuk zijn geen opmerkingen te maken.

Hoofdstuk IV.- Derden-beslag tot tenuitvoerlegging.
(artikelen 1539 tot 1544)

Zie de opmerkingen hiervoren gemaakt in het deel van het advies over het bewarend beslag onder derden en over het derden-beslag tot tenuitvoerlegging.

Hoofdstuk V.- Uitvoerend beslag op zeeschepen en binnenschepen (artikelen 1545 tot 1559).

Artikel 1549.-

Dit artikel is niet overeen te brengen met artikel 1496, volgens hetwelk vonnissen eerst een maand na hun betekening ten uitvoer kunnen worden gelegd. Artikel 1499

betreffende het uitvoerend beslag op roerend goed, dat krachtens artikel 1545 toepassing vindt op het uitvoerend beslag op zeeschepen en binnenschepen, staat immers toe dat de titel samen met het bevel wordt betekend.

Artikel 1553.-

Het ontwerp doelt op het geval dat het exploit is ingeschreven in het register van teboekstelling, maar het zegt niets over het geval dat er alleen aanzegging aan de hypotheekbewaarder is geweest met toepassing van artikel 1552, derde lid. De tekst zou in dat opzicht moeten worden aangevuld.

Artikel 1555.-

Luidens het tweede lid van dit artikel "kan" de ministeriële ambtenaar aan derden die schuldeiser van de eigenaar van het schip beweren te zijn, kennis geven van de verkoopswaarden.

Volgens het verslag van de Koninklijke Commissaris echter, zou hij dat moeten doen.

Artikel 1556.-

De verwijzing naar artikel 1470 zou moeten vervallen. Dat artikel heeft betrekking op de vermeldingen die moeten voorkomen in de exploten van **bewarend** beslag ; het vindt dus toepassing op een ander geval dan het in artikel 1556 bedoelde. De algemene bepaling van artikel 1389 zegt duidelijk genoeg welke formaliteiten op straffe van nietigheid moeten worden vervuld.

chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

ssieurs : J. SUETENS,
Heren :

premier président,
eerste voorzitter,

G. HOLOYE,
J. MASQUELIN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

P. ANSIAUX,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

P. DE VISSCHER,

G. DE LEUZE,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la ver-
sion française et la version néer-
landaise a été vérifiée sous le
contrôle de M.J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par
W. VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht
door de H.W.VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. DE LEUZE.

(s.) J. SUETENS.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section
de législation, première chambre,
poursuivant, à la demande de
Monsieur le Président du Sénat,
l'examen du projet contenant le
Code judiciaire, déposé le 10 dé-
cembre 1963 sur le bureau du
Sénat, a rendu le 4 novembre 1964
le troisième avis complémentaire
suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling
wetgeving, eerste kamer, heeft, op
verzoek van de Heer Voorzitter
van de Senaat, het onderzoek voort-
gezet van het op 10 december 1963
in de Senaat ter tafel gelegde
ontwerp van wet houdende het Ge-
rechtelijk Wetboek en heeft de
4e november 1964 het volgend
derde aanvullend advies gegeven :

Après avoir examiné les dispositions complémentaires du Code judiciaire, le Conseil d'Etat a cru utile d'établir une liste chronologique des textes légaux et réglementaires se rapportant à l'organisation judiciaire, à la compétence et à la procédure et qui, soit appellent un commentaire en raison des incidences réciproques de leurs dispositions et de celles dudit Code, soit ont paru présenter un intérêt documentaire.

Ainsi limitée dans son objet, cette liste ne reprend ni les textes mentionnés dans les dispositions complémentaires du Code et qui n'appellent aucune observation, ni les textes qui sont relatifs à des juridictions dont le Code ne traite pas et à des compétences et procédures en des matières qui échappent à ses dispositions, ni les textes qui fixent les cadres du personnel des cours et tribunaux et qui ne pourraient être modifiés à présent puisque les annexes qui fixent les cadres ne sont pas jointes au projet.

D'autre part, en raison du nombre considérable de textes en vigueur qui, directement ou indirectement, intéressent le droit judiciaire, il n'a pas été possible

.../...

au Conseil d'Etat, dans le délai restreint dans lequel les Chambres ont souhaité recevoir le présent avis, d'établir une liste qui puisse être considérée comme complète et exempte de lacunes; le Conseil d'Etat a dû se borner à ne retenir que les textes pour lesquels une mise en concordance expresse s'avère indispensable en vue d'assurer la sécurité juridique ou dont l'abrogation ne présente pas de difficulté; il s'est abstenu de faire figurer dans cette liste :

- 1° les textes dans lesquels le remplacement d'une référence au Code de procédure civile ou à une autre loi, par une référence à la disposition correspondante du Code judiciaire suffirait à assurer la concordance avec ce Code, tel le décret du 12 août 1807 en tant qu'il se réfère à l'article 683 du Code de procédure civile (il est cité pour d'autres raisons);
- 2° les textes dans lesquels seule la dénomination d'une fonction que le Code ne supprime pas mais à laquelle il donne une dénomination autre devrait être modifiée pour assurer une concordance parfaite avec lui;
tels les articles 13, 51 et 58 du décret des 18-27 mai 1791 relatif à l'organisation des droits d'enregistrement et autres y réunis;

.../...

3° les textes dans lesquels figure la mention de fonctions ou d'institutions que le Code supprime, mais auxquels il n'est point indispensable d'apporter une modification expresse pour que la sécurité juridique demeure assurée (par exemple l'article 1597 du Code civil).

+

+ +

La liste ci-après établie selon les critères définis ci-dessus, indique pour chaque texte sa date et son intitulé exacts, ainsi que, le cas échéant, l'article du Code judiciaire ou des dispositions complémentaires qui devrait être revu en vue, soit de modifier, soit d'abroger le texte en question. Pour la facilité, les dispositions complémentaires du Code y sont indiquées par les mots "seconde partie du Code" (1)

.../...

(1) Les textes cités à titre documentaire sont précédés d'un astérisque.

Si le législateur entendait abroger expressément le règlement du 12 septembre 1739 sur les droits de greffe, il y aurait lieu de compléter l'article 107 de la seconde partie du Code judiciaire par une disposition rédigée comme suit :

"... l'article IV du règlement du 12 septembre 1739 sur les droits de greffe".

- 2° Décret des 4-11 août 1789 portant abolition du régime féodal, des justices seigneuriales, des dîmes, de la vénalité des offices, des privilèges, des annates, de la pluralité des bénéfices, etc ...

Bien que la Constitution belge se soit substituée à lui, l'article 4 de ce décret, reproduit au Recueil de la législation générale en vigueur en Belgique. Il pourrait être abrogé expressément de manière que disparaissent tous les textes anciens relatifs à l'organisation judiciaire. L'abrogation de ce texte pourrait figurer à l'article 7 de la seconde partie du Code judiciaire.

- 3° Décret des 7-11 septembre 1790 relatif à la forme de procéder devant les autorités administrative et judiciaire en matière de contributions, de travaux publics et de commerce, et à la suppression des cours, tribunaux et juridictions d'ancienne création.

L'article 14 de ce décret appelle le même commentaire que celui qui a été fait au sujet du décret des 4-11 août 1789.

- 4° Décret des 20-27 septembre 1790 relatif aux frais de poursuites criminelles, aux statuts qui doivent régir les biens ci-devant féodaux ou censuels, et aux formalités qui tiennent au nantissement féodal ou censuel.

L'article 3 de ce décret pourrait être abrogé expressément pour les raisons exposées au sujet du décret des 4-11 août 1789.

.../...

- 5° Décret des 8-10 juillet 1791 concernant la conservation et le classement des places de guerre et postes militaires, la police des fortifications et autres objets y relatifs.

L'article 37 de la seconde partie du Code remplace les articles 19 du titre Ier, 64 du titre III, 22 et 23 du titre VI de ce décret.

La loi du 4 mars 1963 relative aux marchés passés au nom de l'Etat - qui entrera en vigueur le 1er janvier 1965 - a abrogé l'article 22 du titre VI du décret précité.

L'article 37 de la seconde partie du Code judiciaire devrait être modifié, compte tenu de la loi du 4 mars 1963 précitée.

- 6° Décret des 19-22 juillet 1791 relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle.

Les articles 29, 30 et 31 de ce décret sont relatifs à la confirmation de divers règlements, à la taxe des subsistances et aux réclamations élevées à propos de cette taxe. Quoi qu'il paraisse que les articles 29, 30 et 31 ne pourraient plus recevoir d'application, il serait utile d'abroger ces articles ou, au moins, l'article 31.

- * 7° Décret des 26 juillet- 3 août 1791 relatif à la réquisition et à l'action de la force publique contre les attroupements.

Une référence expresse à ce décret est faite à l'article 569, 7° du Code judiciaire.

- 8° Décret des 9-13 août 1791 relatif à la police de la navigation et des ports de commerce.

L'article 1er du titre IV porte notamment que les receveurs établis dans les villes maritimes seront élus par les juges de commerce. Aucune modification n'est apportée par le Code au décret précité. Cette disposition paraît pouvoir être abrogée.

- 9° Décret des 14-19 février 1792 relatif à la conservation des saisies et oppositions formées sur les sommes qui s'acquittent directement au Trésor public.

Ce décret n'a pas été publié en Belgique, mais l'article 39 de la loi du 15 mai 1846 fait référence à l'article 14 du décret. Ce texte devrait éventuellement être mis en concordance avec les dispositions du projet relatives aux saisies.

- 10° Décret des 9-12 mai 1793 relatif aux navires neutres chargés de comestibles, ou de marchandises pour les puissances ennemies.

Les articles 3, 4 et 5 de ce décret sont abrogés par l'article 32, 2° de la seconde partie du Code.

Le Conseil d'Etat estime que l'article 3 est lié aux articles 1er et 2, toujours en vigueur. Cet article énonce que "les navires neutres seront relâchés du moment où le déchargement des comestibles arrêté ou des marchandises aura été effectué", il est aussi relatif au frêt et à l'indemnité à accorder par "les tribunaux qui doivent connaître de la validité des prises "et devrait être excepté de l'abrogation. L'article 32, 2° de la seconde partie du Code devrait être modifié en conséquence.

.../...

- 11° Décret des 16-19 juillet 1793 portant qu'il ne sera fait aucun paiement en exécution de jugements attaqués par la voie de cassation, sans une caution préalable.

Le Conseil d'Etat rappelle l'existence de ce décret, que ne modifie pas le Code judiciaire, pour le cas où le législateur entendrait y apporter des modifications.

- 12° Décret des 19-21 août 1793 qui supprime la formalité d'une consultation signée d'avoués, pour se pourvoir en cassation ou en requête civile.

Ce décret n'est pas abrogé par le Code judiciaire, son abrogation se recommande en vue d'éliminer, des recueils des textes anciens devenus sans objet.

L'article 15 de la seconde partie du Code judiciaire pourrait être modifié en ce sens.

- 13° Décret des 4-8 nivôse an II qui déclare propriétés nationales les biens appartenant aux ci-devant tribunaux consulaires.

Ce décret, non abrogé par le Code judiciaire, serait utilement abrogé pour une raison identique à celle qui est invoquée sous le décret des 19-21 août 1793.

L'article 7 de la seconde partie du Code judiciaire pourrait être modifié en ce sens.

.../...

- 14° Décret du 16 fructidor an II additionnel à celui du 11 ventôse relatif aux scellés apposés sur les effets et papiers des parents des défenseurs de la patrie.

Ce décret n'est pas abrogé par le Code judiciaire, alors que le décret des 11-15 ventôse An II (complété par la disposition sous examen) est abrogé par l'article 31, 2° de la seconde partie du Code. Il semble logique d'abroger le décret du 16 fructidor an II pour des raisons identiques à celles qui ont déterminé l'abrogation du décret des 11-15 ventôse An II.

L'article 31 de la seconde partie du Code judiciaire devrait être complété en ce sens.

- 15° Décret du 29 fructidor an III qui ordonne aux huissiers de faire les significations de tous actes et jugements relatifs aux délits forestiers.

Ce décret n'est pas abrogé par le Code judiciaire; on peut considérer qu'il a été abrogé implicitement par la loi du 5 juillet 1963, dont l'article 9 (repris par l'article 517 du Code) énonce que l'huissier de justice est tenu d'exercer son ministère toutes les fois qu'il en est requis et **pour** tous requérants, sauf les prohibitions pour cause de parenté ou d'alliance.

Si le législateur estime qu'il y a lieu d'abroger expressément ce décret, l'article 15 de la seconde partie du Code doit être complété en ce sens.

- * 16° Décret du 10 vendémiaire an IV sur la police intérieure des communes.

Une référence expresse à ce décret est faite dans l'article 569, 7° du Code judiciaire.

- 17° Loi du 9 ventôse an IV qui attribue aux juges ordinaires la connaissance des affaires qui étaient portées devant les tribunaux de famille.

Cette loi est abrogée à la fois par l'article 7, § 1er, 8° et l'article 107, 10° de la seconde partie du Code judiciaire ; une double abrogation est superflue et l'article 107 précité devrait être modifié en conséquence.

- 18° Loi du 9 ventôse an IV qui ordonne que les affaires dont la connaissance était attribuée à des arbitres forcés seront portées devant les juges ordinaires.

Cette loi est abrogée à la fois par l'article 7, § 1er, 9° et l'article 107, 11° de la seconde partie du Code judiciaire ; une double abrogation est superflue et l'article 107 précité devrait être modifié en conséquence.

- 19° Loi du 25 ventôse an IV qui ordonne la remise dans les dépôts de tous les titres, papiers et registres provenant des tribunaux extraordinaires révolutionnaires et des conseils militaires.

Cette loi pourrait être abrogée comme d'autres dispositions anciennes qui ne reçoivent plus d'application ; l'article 7 de la seconde partie du Code judiciaire pourrait être complété en ce sens.

- 20° Loi du 22 germinal an IV qui autorise la réquisition des ouvriers pour les travaux nécessaires à l'exécution des lois.

L'article 1er de cette loi , seul encore en vigueur, permet aux officiers du ministère public de requérir les ouvriers pour l'exécution des jugements. Dans un but de regroupement de textes, le Conseil d'Etat suggère d'insérer

la teneur de l'article 1er dans le titre du Code consacré au ministère public (articles 137 à 156) et d'abroger la loi du 22 germinal an IV dans l'article 7 de la seconde partie du Code.

- 21° Loi du 20 thermidor an IV qui détermine la manière dont seront reçues les dépositions des membres du Corps législatif, du Directoire exécutif, etc., cités en témoignage devant les tribunaux autres que ceux qui siègent dans la commune où ils exercent leurs fonctions.

Le Code judiciaire ne modifie ni n'abroge cette loi. Dans un but de regroupement de textes, il est suggéré de reprendre la matière traitée par la loi du 20 thermidor an IV dans la section du Code judiciaire relative aux enquêtes (articles 915 à 961) et d'abroger la loi du 20 thermidor an IV dans l'article 107 de la seconde partie du Code judiciaire, en tant qu'elle vise la procédure en matière civile.

- 22° Arrêté du Directoire exécutif du 12 fructidor an IV, portant défenses à tous autres que les notaires, greffiers et huissiers, de s'immiscer dans les prisées, estimations et ventes publiques de meubles.

Le Code judiciaire n'abroge pas cet arrêté; il semble cependant que l'article 226 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et l'article 8, alinéa 2, de la loi du 5 juillet 1963 (repris dans l'article 516 du Code judiciaire) l'aient abrogé implicitement.

L'abrogation expresse de l'arrêté du 12 fructidor an IV pourrait faire l'objet d'une addition à l'article 15 de la seconde partie du Code judiciaire.

- 23° Loi du 6 frimaire an VII relative au régime, à la police et à l'administrations des bacs, bateaux sur les fleuves, rivières et canaux navigables.

Le Code judiciaire ne modifie pas cette loi; il semble cependant qu'aux articles 52, 56 et 59, la mention du juge de paix doive être remplacée par celle du juge au tribunal de police. L'article 105 de la seconde partie du Code devrait être modifié en ce sens.

- 24° Arrêté du Directoire exécutif du 27 thermidor an VII qui prescrit des mesures pour le sauvetage des bâtiments naufragés.

Au cas où le législateur entendrait substituer, dans les articles 3, 5 et 6, les mots "juge au tribunal de police" aux mots "juge de paix", l'article 105 de la seconde partie du Code devrait être complété.

- *25° Arrêté du 7 brumaire an IX relatif à l'établissement des bureaux de pesage, mesurage et jaugeage publics.

Une référence implicite à l'article 2 de cet arrêté (modifié par l'article 70 de la seconde partie du Code judiciaire) est faite dans l'article 601, 16°, du même Code.

- 26° Loi du 21 ventôse an IX qui détermine la portion saisissable sur le traitement des fonctionnaires publics et des employés civils.

Les articles 1409 et suivants du Code judiciaire paraissent abroger cette loi; son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

- 27° Arrêté du 7 thermidor an IX qui règle la manière de citer en témoignage les membres du Sénat conservateur et du Tribunat, etc.

Ce texte appelle un commentaire identique à celui qui a été consacré à la loi du 20 thermidor an IV.

.../...

- 28° Loi du 13 floréal an X sur les contributions foncière, personnelle, somptuaire et mobilière de l'an XI.

L'article 8 (seul encore en vigueur) de cette loi, relatif notamment aux traitements des membres de l'ordre judiciaire, pourrait être abrogé par le Code, la matière dont il traite étant reprise dans des textes récents. Cette abrogation pourrait trouver place dans l'article 7, § 2, de la seconde partie du Code.

- 29° Sénatus-consulte du 16 thermidor an X organique de la Constitution.

La date qui figure à l'article 7, § 1er, 14°, de la seconde partie du Code doit être corrigée.

- * 30° Arrêté du 30 fructidor an X qui règle le traitement fixe des greffiers des tribunaux de police dans les villes où il y a plusieurs justices de paix.

L'existence de ce texte qui prévoit les frais de premier établissement des tribunaux est rappelée, à titre documentaire.

- 31° Arrêté du 18 nivôse an XI qui déclare les traitements ecclésiastiques insaisissables dans leur totalité.

Cet arrêté appelle un commentaire identique à celui qui a été consacré à la loi du 21 ventôse an IX.

- 32° Arrêté du 1er pluviôse an IX relatif aux saisies et oppositions formées entre les mains des payeurs divisionnaires et autres préposés du Trésor public.

Cet arrêté n'est pas modifié par le projet, et son sort dépend de la solution que le législateur donnera au problème des saisies entre les mains des fonctionnaires publics (voir un avis complémentaire donné par le Conseil d'Etat 29 juin 1964, p. 9).

- * 33° Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat.

Une référence implicite à l'article 5 de cette loi est faite aux articles 594, 12°, et 623 du Code judiciaire; des règles énoncées par les articles 19 et 25 de cette loi sont rappelées respectivement dans l'article 1387 et dans l'article 1386 du Code; une référence implicite à l'article 28 de la même loi est faite dans l'article 600 du Code; une référence semblable aux articles 47 et 53 de la même loi est faite respectivement dans l'article 572 et dans l'article 571 du Code; la règle de compétence énoncée à l'article 61 de la même loi est rappelée dans l'article 587, 14°, du Code judiciaire.

- * 34° Loi du 11 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms.

Une référence implicite à l'article 3 de cette loi est faite dans l'article 569, 2° du Code judiciaire.

- 35° Loi du 19-29 germinal an XI concernant les communes auxquelles les tribunaux ont adjugé des droits de propriété ou d'usage dans les forêts nationales.

Cette loi, texte ancien devenu sans objet, pourrait être abrogée par l'article 7 de la seconde partie du Code judiciaire.

- 36° Arrêté du 15 germinal an XII sur le traitement des ministres protestants.

Cet arrêté appelle un commentaire identique à celui qui est consacré à la loi du 21 ventôse an IX.

- 37° Décret du 17 nivôse an XIII contenant des rectifications aux cantons des justices de paix.

Ce décret qui distrayait la commune de Kaaskerke du canton de Nieuport pour la réunir au canton de Dixmude est devenu sans objet à la suite de l'arrêté royal du 10 avril 1964 portant fusion de la ville de Dixmude et des communes d'Esen et de Kaaskerke, ratifié par la loi du 2 juillet 1964.

L'abrogation expresse du décret précité réalisée par l'article 11, 24° de la seconde partie du Code judiciaire, peut être utilement maintenue.

- 38° Décret du 13 pluviôse an XIII qui prescrit des formalités pour les saisies-arrêts et oppositions entre les mains des préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Ce décret appelle un commentaire identique à celui qui a été consacré à l'arrêté du 1er pluviôse an IX.

- 39° Avis du Conseil d'Etat du 5 ventôse an XIII sur la nature des fonctions des huissiers et sur les cas où ils seront exemptés du droit de péage.

Cet avis contient une déclaration de principe : "les huissiers doivent, à la vérité, être regardés comme fonctionnaires publics" et les cas où ils sont astreints au droit de péage. Il n'est pas abrogé par le Code judiciaire; le maintien de ce texte ne soulève pas d'observation.

- 40° Décret du 4 août 1806 relatif au temps de nuit pendant lequel la gendarmerie ne peut entrer dans les maisons des citoyens.

Ce décret doit être rapproché de l'article 47 du Code judiciaire; le législateur jugera s'il y a lieu de le modifier expressément.

- 41° Décret du 12 décembre 1806 concernant règlement sur le service du pilotage.

Une référence implicite à ce décret est faite dans l'article 569, 14° du Code judiciaire. Le Conseil d'Etat rappelle que l'article 58 du "règlement du 20 mai 1843 pour l'exécution de l'article 9 du traité du 19 avril 1839 et du chapitre II, section I du traité du 5 novembre 1842, relativement au pilotage et à la surveillance commune" a établi, en ce qui concerne le port d'Anvers, un régime dérogatoire à celui de l'article 50 du décret précité de 1806. Ce règlement qui a été arrêté conventionnellement entre la Belgique et les Pays-Bas, donne compétence, en cas de refus d'arbitrage, au tribunal de commerce et énonce que si les contestations intéressent les deux pilotages, elles seront décidées par le tribunal de commerce d'Anvers. En donnant compétence à la section du tribunal d'arrondissement formant le tribunal de première instance, le Code abroge implicitement l'article 50 du décret de 1806, dans les mesures où il était demeuré en vigueur. Il conviendra que cette abrogation soit expresse.

- 42° Décret du 16 février 1807 qui rend commun à plusieurs cours d'appel et tribunaux, le tarif des frais et dépens de ceux de Paris, et en fixe la réduction pour les autres.

La date figurant à l'article 15, 8° de la seconde partie du Code est inexacte et doit être rectifiée.

- 43° Avis du Conseil d'Etat du 12 août 1807 portant que l'on ne peut former opposition sur les fonds des communes déposés dans la caisse d'amortissement.

Ce texte appelle le même commentaire que celui qui a été consacré à l'arrêté du 1er pluviôse an IX.

.../...

- 44° Décret du 18 août 1807 qui prescrit les formes à suivre pour les saisies-arrêts ou oppositions entre les mains des receveurs ou des administrateurs de caisses ou de deniers publics.

Ce décret appelle le commentaire qui a été consacré à l'article 1543 dans le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat, relatif au Code judiciaire, daté du 29 juin 1964.

- 45° Loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice.

Cette loi est abrogée entièrement par l'article 7, § 1er, 19° de la seconde partie du Code judiciaire, **or**, aux termes de l'article 10, lorsque les personnes qui y sont citées, notamment les membres de la Cour de cassation, de la Cour des comptes et des cours d'appel, sont prévenues de "délits de police correctionnelle", c'est aux cours d'appel qu'il appartient d'en connaître de la manière prescrite par l'article 479 du Code d'instruction criminelle.

Il y aurait donc lieu de modifier l'article 479 du Code d'instruction criminelle, en y énumérant toutes les personnes titulaires du "privilège de juridiction".

- 46° Décret du 4 mai 1812 relatif au cas de citation en témoignage des ministres, des grands officiers de l'empire et autres principaux fonctionnaires de l'Etat.

Ce décret appelle un commentaire identique à celui qui a été consacré à la loi du 20 thermidor an IV.

.../...

- 47° Décret du 14 juin 1813 portant règlement sur l'organisation et le service des huissiers.

Ce décret est abrogé par l'article 27, 1° de la seconde partie du Code judiciaire ; cette abrogation est superflue car ce même décret a été abrogé par l'article 48, § 1er, 8° de la loi du 5 juillet 1963 réglant le statut des huissiers de justice.

- 48° Décret du 29 août 1813 relatif aux copies à signifier par les huissiers.

Ce décret n'est pas abrogé par le Code. En fait, le décret précité remplace les dispositions de l'article 43 du décret du 14 juin 1813 qu'il "rapporte". Il serait donc logique que la teneur des dispositions du décret du 29 août 1813 soit insérée dans le livre du Code relatif aux huissiers de justice (articles 509 à 555).

- 49° Décret du 6 novembre 1813 sur la conservation et administration des biens que possède le clergé dans plusieurs parties de l'empire.

Ce décret est abrogé par l'article 31, 7° de la seconde partie du Code; le Gouvernement ne s'explique pas sur l'abrogation d'un texte qui ne concerne pas la matière reprise dans le Code judiciaire. Ce décret règle notamment le sort des biens des chapitres cathédraux et des séminaires; l'article 51 dispose que le trésorier du chapitre peut recevoir les assignations au nom du chapitre et plaider pour lui; l'article 67 impose aux notaires certaines

obligations; enfin, ce décret est invoqué dans le préambule d'arrêtés royaux relatifs à la fondation de bourses d'études dans les séminaires (voir arrêté royal du 13 novembre 1962, Moniteur belge du 28 novembre 1962, et arrêté royal du 14 février 1963, Moniteur belge du 26 février 1963).

En ce qui concerne la procédure, aucune disposition du Code judiciaire ne concerne spécialement les chapitres cathédraux; s'appliqueraient donc aux chapitres cathédraux les articles 703 et 704 de ce Code. Mais ces dispositions ne peuvent s'appliquer que si les chapitres cathédraux ont la personnalité juridique; or, la personnalité juridique a été reconnue aux dits chapitres sur base des dispositions du même décret du 6 novembre 1813 (cfr Pandectes belges, V° - Chapitre; GIRON, Dictionnaire de droit administratif et de droit public, V° Chapitres cathédraux).

Abroger le décret du 6 novembre 1813 risquerait de remettre en question la personnalité juridique des chapitres.

57° Règlement général du 20 mars 1815 sur le service intérieur de la maréchaussée.

L'article 105, § 4 de la seconde partie du Code judiciaire modifie l'article 111 de ce règlement, en substituant aux mots "juge de paix" les mots "juge au tribunal de police". La même correction devrait être apportée à l'article 115 du règlement; l'article 105, § 4 de la seconde partie du Code devrait être modifiée en ce sens.

.../...

- 51° Arrêté royal du 18 juin 1815 relatif aux actions judiciaires contre les communes.

Ce texte pourrait être abrogé en vue d'éliminer des recueils des textes anciens devenus sans objet.

- 52° Arrêté royal du 14 janvier 1816 qui détermine les arrondissements et cantons dont les pays, récemment incorporés au Royaume, feront partie, sous les rapports judiciaires.

Les articles 3, 4 et 5 sont abrogés par l'article 11, 26°, de la seconde partie du Code. Celui-ci laisse subsister les articles 1er et 2, alors que l'article 4 de la seconde partie du Code règle la composition des arrondissements judiciaires.

Le Conseil d'Etat propose d'abroger entièrement, dans la version française comme dans la version néerlandaise l'arrêté royal précité et de modifier en conséquence l'article 11, 26°, de la seconde partie du Code.

- 53° Arrêté royal du 9 mai 1818 qui rétablit les limites du Grand-Duché de Luxembourg du côté des provinces de Namur et de Liège.

Le Conseil d'Etat propose d'abroger l'article 5 de cet arrêté, relatif aux ressorts de juridiction; l'article 11 de la seconde partie du Code pourrait être complété en ce sens.

- 54° Arrêté royal du 26 octobre 1818 relatif au serment des Israélites.

Cet arrêté n'est pas abrogé par le Code. Dans un but de regroupement de textes, il est suggéré de reprendre la teneur de cette disposition dans le corps même du Code judiciaire en y apportant toutefois les modifications découlant de la liberté de conscience. L'article 934 de ce Code, par exemple, pourrait être modifié en ce sens.

- 55° Arrêté royal du 11 janvier 1821 portant érection de la commune de Konings-Hoyckt.

L'article 2 de cet arrêté énonce que la commune précitée est rattachée au canton de Duffel; cet article devrait être abrogé et l'article 11 de la seconde partie du Code judiciaire complété en conséquence.

- 56° Loi générale du 26 août 1822 concernant la perception des droits d'entrée, de sortie et de transit, des accises, ainsi que du droit de **tonnage des navires de mer**.

L'article 76, § 1er de la seconde partie du Code judiciaire modifie l'article 200 de la loi citée, en y substituant aux mots "juge de paix", les mots "juge au tribunal de police". Une modification similaire doit être apportée à l'article 201 de la loi du 26 août 1822; l'article 76 , § 1er, de la seconde partie du Code judiciaire devrait être complété en ce sens.

- 57° Arrêté royal du 20 novembre 1825 portant des dispositions concernant les états de salaires et déboursés des avoués et des huissiers.

Cet arrêté royal n'est pas abrogé par le Code. Dans un but de regroupement de textes, il s'indique d'insérer la teneur des dispositions réglementaires qui devraient être maintenues dans le livre du Code relatif aux huissiers de justice (articles 509 à 555) et d'abroger l'arrêté royal du 20 novembre 1825 dans l'article 15 de la seconde partie du Code judiciaire.

- * 58° Arrêté royal du 18 mai 1827 portant des dispositions relativement à l'établissement d'associations d'ouvriers pour charger, décharger, transporter et mesurer les marchandises.

Une référence implicite à l'article 2, alinéa 3 de cet arrêté est faite à l'article 601, 16° du Code judiciaire.

- 59° Arrêté du Gouvernement provisoire du 16 octobre 1830 par lequel le siège des administrations publiques de la province de Luxembourg est transféré provisoirement à Arlon.

L'article 7, § 1er, 28° de la seconde partie du Code judiciaire abroge entièrement cet arrêté. Or, si ce texte est relatif au siège "du tribunal de première instance de l'arrondissement de Luxembourg", il concerne également le gouvernement provincial et "toutes les administrations publiques, autres que les administrations locales". Aucun autre texte, ne reprenant de telles dispositions, il s'indique de laisser subsister l'arrêté du Gouvernement provisoire, sauf à y apporter les modifications proposées ci-dessous.

Compte tenu de la rédaction de l'article 7, § 1er, le 28° serait remplacé comme suit :

"Sont abrogés : ...

28° dans l'arrêté du Gouvernement provisoire du 16 octobre 1830 par lequel le siège des administrations publiques de la province de Luxembourg est transféré provisoirement à Arlon :

- a) dans l'intitulé, le mot "provisoirement;
- b) à l'article 1er, les mots "du tribunal de première instance de l'arrondissement de Luxembourg", "du Waterstaat" et "provisoirement".

- 60° Arrêté du Régent du 18 mars 1831 concernant la prestation du serment des fonctionnaires de l'ordre judiciaire.

L'article 15, 12° de la seconde partie du Code abroge l'article 3 de l'arrêté précité, article relatif au serment des avoués.

L'article 4 relatif au serment des notaires, pourrait être abrogé, l'article 572, 1° du Code judiciaire réglant la matière; l'article 6 relatif au serment des huissiers, a été abrogé implicitement par l'article 6 de la loi du 5 juillet 1963, dont l'article 514 du Code reprend la teneur. Seul subsisterait l'article 7 de l'arrêté (les autres articles n'étant plus en vigueur) relatif au serment à prêter éventuellement par écrit.

Cette disposition devant être conservée, elle trouverait sa place dans le Code judiciaire, de sorte que l'arrêté entier du 18 mars 1831 pourrait être abrogé.

- * 61° Décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la Monarchie constitutionnelle représentative.

Une référence expresse à ce décret est faite aux articles 289 et 291 du Code judiciaire.

- 62° Arrêté royal du 4 octobre 1832 relatif aux propositions pour la fixation du nombre et pour la nomination des huissiers près les cours et tribunaux.

Cet arrêté est abrogé par l'article 27, 2° de la seconde partie du Code judiciaire; la mention "n° 716" qui suit les mots "arrêté royal" devrait être omise.

- 63° Arrêté royal du 20 mars 1834 concernant la présentation et la nomination aux places d'officiers ministériels près la Cour de cassation.

Cet arrêté n'est pas abrogé par le projet. Dans son état actuel, l'article unique de cette disposition, modifié par la loi du 5 juillet 1963 énonce : "Les règles tracées par notre arrêté du 28 février 1833 seront observées pour la présentation à faire par la Cour de cassation en exécution de l'article 31 de la loi précitée" (c'est-à-dire de la loi du 4 août 1832 citée au préambule). .../...

Or, l'arrêté royal du "28" février 1833 n'est autre que l'arrêté du 8 février qu'abroge l'article 15, 16° de la seconde partie du Code et la loi du 4 août 1832 est, elle aussi, abrogée par l'article 7, § 1er, 30° de cette seconde partie.

Il y a donc lieu d'abroger expressément l'arrêté royal précité et de compléter à cette fin l'article 15 de la seconde partie du Code, la matière étant au surplus réglée par l'article 478 du Code.

64° Loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Il semble que ce soit par erreur que l'article 107, 21° de la seconde partie du Code abroge cette loi dans son ensemble, alors qu'il suffirait d'y apporter les adaptations nécessaires pour la mettre en concordance avec les règles nouvelles de procédure prévues par le Code. Au surplus il y a lieu de remarquer que cette loi constitue le droit commun de l'expropriation d'utilité publique et qu'il est fait référence à certaines de ses dispositions dans des lois spéciales (lois sur l'expropriation par zones pour travaux d'utilité communale, coordonnées le 15 novembre 1867, loi du 10 mai 1926 instituant une procédure d'urgence, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, loi du 28 juin 1930 relative à l'expropriation par zones d'intérêt général ou provincial.

* 65° Loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux.

Une référence implicite à l'article 30 de cette loi est faite dans l'article 601, 2° du Code.

.../...

- * 66° Loi du 27 septembre 1842 sur la police maritime.

Une référence implicite à l'article 2 de cette loi est faite dans l'article 572, 3° du Code.

- 67° Arrêté royal du 24 juin 1843 relatif à l'établissement d'un conseil de prud'hommes dans la ville de Courtray.

Cet arrêté est abrogé par l'article 79, 3° de la seconde partie du Code; il y a lieu de remplacer à cet article l'indication du mois de juillet par celle du mois de juin.

- 68° Loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.

L'article 45 de cette loi, modifié par les lois du 2 août 1955 et du 30 avril 1958, est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code judiciaire; l'abrogation expresse de cet article pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

- * 69° Loi du 20 mai 1846 sur les ventes publiques, en détail, de marchandises neuves.

L'article 3 de cette loi est abrogé par l'article 131 de la seconde partie du Code, référence implicite à cette loi est faite dans l'article 575.

- * 70° Loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes.

Une référence implicite à l'article 13 de cette loi est faite dans l'article 610, 3° du Code judiciaire.

- 71° Loi du 24 février 1847 qui rend incessible et inaliénables les pensions de veuves et orphelins des officiers de l'armée.

Cette loi, modifiée par les lois des 8 août 1921, 22 février 1936 et 30 avril 1958, est abrogée implicitement par les articles 1409 et suivants du Code judiciaire; son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

- * 72° Loi du 9 mars 1847 qui établit le canton de justice de paix de Sichen-Sussen-et-Bolré (province de Limbourg).

Cette loi a été abrogée implicitement par la loi du 13 mai 1958 déterminant le siège et le ressort des justices de paix de l'arrondissement judiciaire de Tongres; son abrogation expresse fait l'objet de l'article 11, 32° de la seconde partie du Code.

- * 73° Arrêté royal du 7 juillet 1847 portant règlement général sur le service des entrepôts des douanes.

Une référence implicite à l'article 26 de cet arrêté est faite dans l'article 572, 8° du Code judiciaire.

- * 74° Loi du 22 janvier 1849 sur les patentes.

Une référence implicite à l'article 4 de cette loi, modifiée par l'article 77 de la seconde partie du Code judiciaire, est faite à l'article 610, 5° du même Code.

.../...

- 75° Arrêté royal du 26 février 1849 qui institue un seul comité de patronage pour condamnés libérés dans les communes chefs-lieux de plusieurs cantons.

Le Code judiciaire modifie, en l'article 105, §§ 7 et 8 de sa seconde partie, l'arrêté royal du 14 décembre 1848 pour y substituer au juge de paix le juge au tribunal de police.

Une modification semblable doit être apportée à l'arrêté du 26 février 1849 et l'article 105 de la seconde partie du Code doit être complété en conséquence.

- 76° Loi du 1er mai 1849 sur les tribunaux de police simple et correctionnelle.

L'article 105, § 9 de la seconde partie du Code judiciaire modifie l'article 3 de cette loi. Comme ledit article fait référence à certaines dispositions du Code pénal de 1810, il est suggéré d'adapter ces références au Code pénal actuellement en vigueur et de compléter l'article 105, § 9 susdit de la manière suivante : "et les mots "articles 271, 274 et 275 du Code pénal" sont remplacés par les mots "articles 342, 343 et 344 du Code pénal".

- 77° Loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés.

Dans les articles 41 et 627, 6° de la seconde partie du Code, il y a lieu de substituer à la date du 25 janvier 1874 qui est celle d'une réimpression de la loi du 18 juin 1850, la date exacte de la loi.

A l'article 17 de cette loi, remplacé par l'article 41 de la seconde partie du Code judiciaire, une référence expresse est faite dans l'article 627, 6° du même Code.

* Une référence implicite à l'article 25 de cette loi est faite dans l'article 594, 14° du même Code; une référence expresse à l'article 27 de la loi est faite dans l'article 591, 7° de ce Code.

78° Loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis.

La modification apportée à l'article 492 de la loi
* a laissé subsister la somme de 300 francs prévue par la loi
de 1851.

De nombreuses modifications étant apportées à cette loi par des articles distincts du Code judiciaire, il a paru utile, pour faciliter d'éventuelles recherches, d'indiquer l'ensemble des modifications subies par la loi. La loi précitée est modifiée :

en son article	443	par l'article	53,	§	1er	de la	seconde	partie	du	Code,
" "	468	" "	53,	§	2	" "	" "	" "	" "	" "
" "	469	" "	53,	§	3	" "	" "	" "	" "	" "
" "	470	" "	53,	§	4	" "	" "	" "	" "	" "
" "	489	" "	53,	§	5	" "	" "	" "	" "	" "
" "	492	" "	55			" "	" "	" "	" "	" "
" "	502	" "	55			" "	" "	" "	" "	" "
" "	504	" "	55			" "	" "	" "	" "	" "
" "	505	" "	32,	8°		" "	" "	" "	" "	" "
" "	524	" "	54			" "	" "	" "	" "	" "
" "	564	" "	129			" "	" "	" "	" "	" "
" "	567	" "	53,	§	6	" "	" "	" "	" "	" "
" "	589	" "	53,	§	7	" "	" "	" "	" "	" "
" "	595	" "	53,	§	8	" "	" "	" "	" "	" "
" "	602	" "	53,	§	9	" "	" "	" "	" "	" "

* Une référence implicite à l'article 440 est faite dans l'article 631, alinéa 1er du Code judiciaire.

* Une référence expresse à l'article 564, modifié ainsi qu'il est dit ci-dessus, et aux articles qui le suivent est faite dans l'article 1621.

• • • / • • •

- * A l'article 587 de la loi est fait implicitement
référence dans l'article 605, § 2 du Code judiciaire.

* 79° Loi du 16 décembre 1851 sur la revision du régime hypothécaire

Une référence expresse	de la loi est faite dans
à l'article 1er	l'article 1332 du Code
27	les articles 587, 3° et 629, 2°
35	l'article 1653

Une référence implicite aux articles 77 et 93
de la loi est faite dans l'article 588, 2° du Code, tandis
qu'une référence expresse aux mêmes dispositions est faite
dans l'article 629, 2°.

Une référence expresse	est faite dans l'article
à l'article 90, alinéa 2 de la loi	1567 du Code
aux articles 92 à 94	1440 "
" " 94 et 95	1480 "
à l'article 115	les articles 1323 et 1326
" " 117	l'article 1328.

Un commentaire est consacré à l'article 66 dans
le premier avis complémentaire donné par le Conseil d'Etat
le 17 juin 1964.

* 80° Loi du 31 décembre 1851 sur les consulats et la juridic-
tion consulaire.

L'article 24 appelle le commentaire qui a été
fait dans les observations générales du premier avis com-
plémentaire du Conseil d'Etat, donné le 17 juin 1964
(Doc. parl. Sénat, 1963-1964, n° 60, annexe I).

Une référence implicite à l'article 30 et à
l'article 36 de la loi est faite respectivement dans
l'article 602, 4° et dans l'article 610, 4° du Code.

.../...

81° Loi du 24 mai 1854 sur les brevets d'invention.

L'article 132 de la seconde partie du Code judiciaire abroge les articles 6, 8, 10 à 12 de cette loi, cependant qu'une référence expresse aux articles 6 et 8 est faite dans l'article 587, 4° du Code.

Etant donné que les articles 1481 et suivants du Code règle la saisie en matière de contrefaçon, c'est à ces articles que devrait se référer l'article 587, 4° du Code.

82° Loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée.

Les articles 1er à 13 de cette loi sont abrogés par l'article 128 de la seconde partie du Code; les articles 14 à 109 sont abrogés comme dispositions modificatives du Code de procédure civile par l'article 106 de la seconde partie du Code.

Une référence expresse à l'article 101, alinéa 4 de la loi est faite dans l'article 183 de la seconde partie du Code qui remplace l'article 34 de la loi du 4 septembre 1908.

83° Loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier.

* L'article 105 de la seconde partie du Code judiciaire modifie certains articles du Code forestier; il semble cependant qu'au § 11 de cet article, la mention de l'article 9 doit être remplacée par celle de l'article 129 du Code forestier.

.../...

* Une référence implicite à l'article 3 de la loi est faite dans l'article 572, 5°; une même référence à l'article 52 est faite dans **les articles 572,5° et 601,4°** du Code, une référence de même nature aux articles 66 et 67 de la loi est faite dans l'article 601, 4° du Code.

* 84° Loi du 20 juin 1855 sur la police des irrigations en Campine.
Une référence implicite à l'article 20 de cette loi est faite dans l'article 601, 3° du Code judiciaire.

85° Arrêté royal du 6 octobre 1855 réglant le service de la vérification des poids et mesures, celui de la surveillance, ainsi que le mode de constater les contraventions en cette matière.

L'article 39, alinéa 3 de cet arrêté énonce que les vérificateurs et vérificateurs-adjoints prêtent serment devant le président du tribunal de première instance du ressort dans lequel ils résident.

Les articles 586 à 589 du Code, relatifs à la compétence du président du tribunal d'arrondissement, ne prévoient pas que le président puisse recevoir des serments.

Il y aurait lieu de modifier l'article 39, alinéa 2 de l'arrêté royal sous examen et de donner soit au tribunal de première instance, soit au juge de paix le pouvoir de recevoir le serment des vérificateurs et des vérificateurs-adjoints.

* 86° Loi du 21 mars 1859 sur la contrainte par corps.

Cette loi est abrogée par l'article 107, 25° de la seconde partie du Code; son article 21 est abrogé comme disposition modificative du Code de procédure civile par l'article 106 de cette même partie.

.../...

- 87° Arrêté royal du 25 octobre 1861 relatif au mode de recouvrement des amendes, etc. prononcées par les conseils de prud'hommes.

L'article 79 de la seconde partie du Code abroge non seulement les dispositions légales mais aussi certaines dispositions réglementaires relatives aux conseils de prud'hommes. Il laisse subsister sans changement l'arrêté précité. Si le législateur n'entend ni l'abroger ni le modifier, il appartiendra au Roi d'y apporter les modifications nécessaires ou de l'abroger.

- * 88° Loi du 18 novembre 1862 portant institution du système des warrants.

L'article 56 de la seconde partie du Code apporte plusieurs modifications à cette loi.

Une référence expresse aux articles 11, § 4, 12, § 1er et 24, § 1er de cette loi (modifiés par l'article 56 susdit, à l'exception de l'article 12, § 1er de la loi) est faite dans l'article 587, 8° du Code judiciaire.

- * 89° Arrêté royal du 7 mai 1863 dispensant du serment les commis des accises commissionnés pour constater les infractions à la législation sur les poids et mesures.

Cet arrêté renvoie à l'article 39 de l'arrêté royal du 6 octobre 1855, auquel un commentaire a été consacré.

- * 90° Loi du 16 mars 1865 qui institue une caisse générale d'épargne et de retraite.

Une référence implicite aux articles 23quater et 23quinquies, insérés dans cette loi par la loi du 10 février 1900, est faite dans l'article 594, 2° du Code judiciaire.

- *91° Loi du 22 juin 1865 relative à la compétence des députations permanentes pour statuer sur les réclamations en matière de contributions directes.

L'article 4 de la loi du 22 janvier 1849 sur les patentes, à laquelle renvoie l'article 2 de la loi de 1865, a été remplacé par l'article 77 de la seconde partie du Code judiciaire.

- *92° Loi du 31 mars 1866 portant abolition de l'amende en matière civile dans les cas de rejet du pourvoi en cassation ou en appel de la tierce-opposition et de la requête civile.

Cette loi est abrogée par l'article 107, 26° de la seconde partie du Code; son article 2 est abrogé comme disposition modificative du Code de procédure civile par l'article 106 de la même partie.

- 93° Loi du 11 mai 1866 qui autorise les juges de paix à légaliser la signature des notaires et des officiers de l'état civil de leurs cantons.

L'article 1er de cette loi est abrogé par l'article 7, § 1er, 37° de la seconde partie du Code; une référence implicite à l'article 2 est faite dans l'article 600 du même Code.

A cet article 2, les mots "où la légalisation peut être donnée" devraient être supprimés et l'article 7, § 1er, 37° précité devrait être complété en ce sens.

- *94° Lois sur l'expropriation par zones pour travaux d'utilité communale, coordonnées le 15 novembre 1867.

Une référence expresse à l'article 8 de cette loi (modifié par l'article 73 de la seconde partie du Code) est faite dans l'article 629, 3° du même Code.

.../...

- 95° Loi du 10 avril 1869 portant érection de la commune de La Louvière.

L'article 1er, § 83 de la seconde partie du Code donne à La Louvière le titre de ville, alors qu'aucun texte antérieur ne lui donne ce titre.

- * 96° Loi du 27 juillet 1871 sur la contrainte par corps.

Cette loi est abrogée comme disposition modificative du Code de procédure civile par l'article 106, 2° de la seconde partie du Code, alors qu'elle est considérée généralement comme un texte modifiant le Code civil.

- * 97° Loi du 5 mai 1872 portant revision des dispositions du Code de commerce relatives au gage et à la commission.

L'article 4, alinéa 1er, les articles 5 et 8 sont modifiés par l'article 57 de la seconde partie du Code.

Une référence expresse à l'article 4 est faite dans l'article 587, 9° du Code; une référence semblable est faite aux articles 4 à 9 dans l'article 42 de la seconde partie du Code qui remplace l'article 3 de la loi du 15 avril 1884 relative aux prêts agricoles.

- * 98° Loi du 15 décembre 1872 comprenant les titres 1er à IV, livre Ier, du Code de commerce.

Une référence implicite à l'article 5 de cette loi, remplacé par l'article 58 de la seconde partie du Code, est faite dans l'article 628, 2° du même Code.

.../...

- * 99° Loi du 14 juin 1873 portant modification du ressort du conseil des prud'hommes de Tournai.

Cette loi a été abrogée implicitement par l'article 38, alinéa 2 de la loi du 12 juillet 1960 portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes; son abrogation expresse est réalisée par l'article 79, 17° de la seconde partie du Code.

- * 100° Loi du 18 mars 1874 relative à la patente des sociétés en commandite par actions.

L'article 4, alinéa 2 de la loi du 22 janvier 1849 sur les patentes, auquel se réfère - pour y déroger - l'article 2 de la loi de 1874 est remplacé par l'article 77 de la seconde partie du Code.

- * 101° Loi du 22 juin 1877 apportant des modifications à la législation des patentes.

Une référence implicite à cette loi est faite dans les articles 603, 3° et 610, 5° du Code judiciaire.

- 102° Loi du 15 avril 1878 qui apporte des modifications aux lois relatives à l'organisation des cours d'assises et au Code d'instruction criminelle.

Le rapport du Commissaire royal consacre à cette loi un commentaire dans la partie qui est relative à la Cour d'assises (Doc. parl., Sénat, 1963-1964, n° 60, page 81). Si la seule disposition encore appliquée de cette loi (l'article 9) a été reprise dans le projet, il s'indiquerait de procéder expressément à l'abrogation de cette loi.

.../...

- * 103° Loi du 21 août 1879 contenant le livre II du Code de commerce.

Outre la modification apportée aux articles 79 et 179 par l'article 52 de la seconde partie du Code et l'abrogation de l'article 81, alinéa 2 et de l'article 163, alinéa 3 par l'article 31, 4° de cette même partie du Code, une référence expresse à l'article 38 de la loi est faite dans l'article 1479 du Code.

- * 104° Arrêté royal du 5 août 1881 contenant publication du Code électoral.

L'article 272 des lois électorales coordonnées est abrogé par l'article 36 de la seconde partie du Code. Cet article abroge "l'article 3 de la loi du 30 juillet 1881 coordonnées avec les lois électorales par l'arrêté royal du 5 août 1881".

- * 105° Loi du 28 février 1882 sur la chasse.

L'article 7bis de cette loi est abrogé comme disposition modificative de la loi du 25 mars 1876 par l'article 30 de la seconde partie du Code, alors que cet article 7bis a été inséré dans la loi de 1882 par la loi du 4 avril 1900.

L'article 22, alinéa 2 de la même loi est modifié par l'article 105, § 17 de la seconde partie du Code.

- * 106° Loi du 30 décembre 1882 sur la police sanitaire des animaux domestiques et les insectes nuisibles.

Une référence implicite à l'article 3 de cette loi est faite dans l'article 601, 5° du Code.

- 107° Arrêté royal du 31 décembre 1884 contenant règlement relatif au mode de liquidation de la pension des personnes attachées aux établissements d'enseignement des communes et recevant un traitement sur les fonds alloués au budget communal.

L'article 26 de cet arrêté est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code; son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

- * 108° Loi du 25 août 1885 portant revision de la législation sur les vices rédhibitoires.

L'article 4 de cette loi est abrogé comme disposition modificative du Code de procédure civile par l'article 30 de la seconde partie du Code; les articles 5 et 6 sont remplacés par l'article 43.

Une référence expresse à l'article 5 est faite dans l'article 627, 8°.

- 109° Loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur.

Les articles 29 à 36 de cette loi sont abrogés par l'article 132 de la seconde partie du Code, alors que l'article 33 est remplacé par l'article 44 de cette même partie.

Une référence à cette législation est faite dans les articles 569, 8° et 627, 5° du Code; une référence expresse aux articles 29 à 34 de la loi de 1886 est faite dans l'article 587, 5° du Code judiciaire.

Il existe donc, dans le Code, un manque de concordance puisqu'il fait référence à des dispositions qu'il abroge et qu'en ce qui concerne l'article 33, il le remplace et l'abroge à la fois.

110° Code rural du 7 octobre 1886.

Les articles 8, 70, 73, 74 et 75 du Code rural sont modifiés par l'article 45 de la seconde partie du Code judiciaire.

Une référence implicite à l'article 21 du Code rural est faite à l'article 591, 6° du Code judiciaire.

Le même article 21 n'est pas modifié expressément en ce qui concerne le taux maximum jusqu'auquel le juge de paix statue en dernier ressort.

L'article 45, § 2 de la seconde partie du Code judiciaire modifie inadéquatement l'article 74 du Code rural; en effet, il y a lieu non seulement de remplacer les mots "juge de paix" par les mots "tribunal de police" mais encore les mots "les juges de paix" par les mots "les **juges** au tribunal de police".

L'article 45, § 2, précité devrait être complété en ce sens.

Un commentaire est consacré aux articles 56 et 63 dans le premier avis complémentaire donné par le Conseil d'Etat le 17 juin 1964.

111° Loi du 18 août 1887 relative à l'incessibilité et à l'insaisissabilité des salaires des ouvriers.

Cette loi, modifiée par les lois du 25 mai 1920 et du 7 août 1922, par l'arrêté royal du 28 février 1947 et par la loi du 30 avril 1958, est abrogée implicitement par les articles 1409 et suivants du Code judiciaire; son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

.../...

- 112° Loi du 24 mai 1888 portant règlement de la situation du banc d'épreuve des armes à feu établi à Liège.

L'article 16 de cette loi énonce que le directeur et d'autres agents du banc d'épreuve prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence.

L'article 572 du Code judiciaire devrait éventuellement être complété, compte tenu de la loi citée.

- 113° Loi du 30 juillet 1889 relative à l'assistance judiciaire et à la procédure gratuite.

L'article 6 de cette loi est abrogé par l'article 108, 2° de la seconde partie du Code. Le Code judiciaire laisse ainsi subsister les deux autres articles encore en vigueur de la loi de 1889 : l'article 14 et l'article 17, disposition abrogatoire.

Il ne paraît pas y avoir de raison qui justifie la non-abrogation de l'article 14 de la loi de 1889 dont la teneur est reprise dans l'article 184bis, inséré dans le Code d'instruction criminelle par l'article 168 de la seconde partie du Code. L'article abrogatoire pourrait également être abrogé.

L'article 108, 2° de la seconde partie du Code devrait être amendé de façon à ce que soit abrogé l'ensemble des dispositions encore en vigueur de la loi du 30 juillet 1889.

.../...

- *114° Loi du 7 janvier 1890 relative à la nomination d'agents ayant qualité pour verbaliser en ce qui concerne la police du transport des émigrants.

Une référence implicite à l'article 2 de cette loi est faite dans l'article 572, 7° du Code judiciaire.

- *115° Loi du 25 juillet 1891 revisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer.

Une référence implicite à l'article 11 de cette loi est faite dans l'article 572, 6° du Code judiciaire.

- *116° Loi du 25 août 1891 portant revision du titre du Code de commerce concernant les contrats de transport.

Une référence expresse à l'article 8 de cette loi, modifié par l'article 59 de la seconde partie du Code, est faite dans l'article 587, 10° du Code.

- *117° Loi du 31 août 1891 portant tarification et recouvrement des honoraires des **notaires**.

Une référence implicite à cette loi est faite dans l'article 569, 16° du Code; des références expresse et implicite à l'article 3 de la loi sont faites successivement dans les articles 587, 7° et 628, 3° du Code judiciaire.

.../...

- * 118° Loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique.

Une référence implicite à l'article 34 de cette loi est faite dans l'article 599 du Code judiciaire.

- * 119° Arrêté royal du 14 février 1893 qui est relatif aux aliénés séquestrés.

Cet arrêté précise la procédure qui doit être suivie par le juge de paix auquel compétence est donnée par l'article 594, 14° du Code.

- * 120° Loi du 23 juin 1894 portant revision de la loi du 3 avril 1851 sur les sociétés mutualistes.

Une référence implicite aux articles 23, 24 et 26 de cette loi est faite dans les articles 569, 10° et 628, 4° du Code judiciaire.

- 121° Loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale.

L'article 3 de cette loi est remplacé par l'article 102 de la seconde partie du Code; or, la loi du 25 avril 1896 a été abrogée par la loi du 7 avril 1964 relative à l'effacement des condamnations et à la réhabilitation en matière pénale.

L'article 102 de la seconde partie du Code judiciaire doit être modifié.

.../...

*122° Loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier.

Il y a lieu de se reporter au premier avis complémentaire (doc. cité, page 5) quant aux articles 7 et 11bis de cette loi.

123° Loi du 20 juin 1896 portant insaisissabilité et incessibilité des pensions des employés et agents des administrations provinciales et communales.

L'article unique de cette loi, modifié par la loi du 30 avril 1958, est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code judiciaire; son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

*124° Arrêté royal du 7 février 1898 qui porte le règlement relatif à l'organisation de la police des tramways.

Une référence implicite à l'article 4 de cet arrêté est faite dans l'article 601, 7° du Code judiciaire.

*125° Loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles.

Une référence implicite à l'article 3 est faite dans l'article 594, 4° du Code judiciaire.

*126° Loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail.

L'article 41 de la loi est modifiée par l'article 80 de la seconde partie du Code; une référence implicite à l'article 36 de la loi est faite dans l'article 567 du Code.

Le premier avis complémentaire, donné par le Conseil d'Etat le 17 juin 1964, consacre un commentaire aux articles 34, 36 et 40 de la loi, dans sa seconde observation générale (doc. cité, page 4).

- *127° Loi du 4 mai 1900 sur le commerce des bourgeons de résineux.

Une référence implicite à l'article 3 de cette loi est faite dans l'article 601, 8° du Code.

- *128° Arrêté royal du 25 août 1900 qui est pris pour l'exécution de la loi du 4 mai 1900 sur le commerce des bourgeons de résineux.

Une référence implicite à l'article 2 de l'arrêté est faite par l'article 601, 8° du Code.

- 129° Loi du 20 septembre 1903 sur les lettres de mer.

L'article 4, §§ 1er et 2 de cette loi est remplacé par l'article 60 de la seconde partie du Code judiciaire.

Le Code laisse subsister le texte antérieur qui visait des opérations "de nature à compromettre la neutralité belge".

Un projet de loi sur les lettres de mer a été déposé sur le bureau du Sénat le 3 septembre 1964 (Doc. parl., session 1963-1964, n° 337). Ce projet prévoit l'abrogation de la loi du 20 septembre 1903.

L'affirmation sous serment à faire devant une autorité judiciaire, qui existe dans la loi de 1903, est abandonnée par le projet n° 337; aux termes de celui-ci, les lettres de mer sont délivrées au nom du Roi par le Ministre qui a l'administration de la marine et de la navigation intérieure dans ses attributions, elles peuvent être refusées ou retirées notamment lorsqu'il a été fait ou lorsqu'il est fait des lettres de mer "un usage illicite ou abusif, de nature à compromettre les relations entre la Belgique et un autre pays ou à porter atteinte à l'honneur du pavillon; ou s'il existe une présomption fondée qu'un tel usage en a été fait.

.../...

130° Arrêté royal du 30 septembre 1905 contenant règlement général des prisons.

L'article 346, alinéa 1er, du règlement énonce que la portion du produit de leur travail attribué aux détenus est totalement insaisissable. Les articles 1409 et suivants abrogent implicitement la disposition précitée; son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

* 131° Loi du 4 septembre 1908 relative à la saisie et à la surenchère sur aliénation volontaire des navires et des bateaux ainsi qu'à la compétence en matière maritime et fluviale.

Les articles 1er à 28 de cette loi sont abrogés par l'article 182 de la seconde partie du Code judiciaire; l'article 2 est abrogé comme disposition modificative de la loi du 25 mars 1876 par l'article 30, 2° de cette même partie.

Les articles 29, 32, 34 et 35 sont remplacés par l'article 183 de la seconde partie du Code; une référence implicite à l'article 36 est faite dans l'article 574, 7°.

* 132° Loi du 25 février 1913 interdisant le commerce de la coque du Levant.

L'article 4 de cette loi est remplacé par l'article 103 de la seconde partie du Code; une référence implicite à l'article 5 est faite dans l'article 601, 9°.

- 133° Loi du 1er juin 1919 établissant une dotation au profit des combattants de la guerre 1914-1918.

L'article 19 de cette loi est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code judiciaire ; son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

- * 134° Loi du 26 août 1919 organique du Conseil des prises.

Une référence implicite à l'article 23 de cette loi est faite dans l'article 602, 3° du Code.

- * 135° Lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées le 15 septembre 1919.

L'article 53 de ces lois coordonnées est remplacé par l'article 47 de la seconde partie du Code judiciaire.

A l'article 59 de cette loi, modifié par ce même article 47, il est fait référence implicite dans l'article 569; dans cet article, est également fait référence implicite à l'article 70 des lois coordonnées.

L'article 76ter, § 6, des lois coordonnées est remplacé par l'article 97 de la seconde partie du Code judiciaire; **sur l'article 76ter, il y a lieu de voir également le premier avis complémentaire (doc. cité page 5).**

- *136° Loi du 25 octobre 1919 sur la mise en gage du fonds de commerce, l'escompte et le gage de la facture, ainsi que sur l'agrégation et l'expertise des fournitures faites directement à la consommation.

A l'article 19 de cette loi, remplacé par l'article 61 de la seconde partie du Code, une référence implicite est faite dans l'article 587, 11° du Code.

- *137° Loi du 25 août 1920 sur la sécurité des navires.

Une référence implicite à l'article 34 de cette loi est faite dans l'article 572, 3° du Code judiciaire.

- 138° Loi du 21 mars 1921 rétablissant à Ypres le siège du tribunal de première instance d'Ypres.

Cette loi pourrait être abrogée dans un but d'éliminer des recueils du texte devenu sans objet. L'article 7 de la seconde partie du Code judiciaire devrait être modifié en conséquence.

- *139° Loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

Une référence implicite aux articles 18, 19, 21 et 41 de cette loi est faite dans l'article 569, 10° ; une référence de même nature successivement à l'article 18 et à l'article 40 est faite dans l'article 628, 4° et 5° du Code.

- *140° Loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur.

Les articles 5, 10, 22 et 29 de cette loi sont modifiés ou remplacés , et l'article 7, alinéa 4, abrogé par l'article 62 de la seconde partie du Code.

Une référence expresse aux articles 5, 10 et 12 de la loi est faite dans l'article 587, 12° , une référence implicite dans l'article 628, 6°.

- 141° Lois sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, coordonnées le 19 août 1921.

L'article 12 de ces lois coordonnées, modifié expressément par la loi du 28 juillet 1953 et implicitement par la loi du 30 avril 1958, est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code judiciaire; son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

- 142° Lois sur les pensions militaires, coordonnées le 11 août 1923.

L'article 63 de ces lois coordonnées, modifié par la loi du 30 avril 1958 est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code judiciaire; le commentaire consacré aux lois coordonnées du 19 août 1921 peut être repris ici.

- 143° Loi du 19 avril 1924 étendant au Congo belge la juridiction de la Cour de cassation et modifiant l'article 29 de la loi sur le Gouvernement du Congo belge.

A juste titre cette loi n'est pas abrogée par le Code judiciaire; en effet, cette loi doit être considérée comme caduque à la suite de l'abrogation de l'article 189 de la loi fondamentale du 19 mai 1960, abrogation qui résulte d'une part, de la loi constitutionnelle congolaise du 18 juillet 1963 et, d'autre part, de la constitution de la République Démocratique du Congo du 1er août 1964, article 203.

- 144° Loi du 23 janvier 1925 instituant une Caisse nationale des pensions de la guerre.

L'article 14 de cette loi est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code judiciaire; son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

- 145° Arrêté royal du 4 octobre 1925 réglant, au point de vue de la législation, le statut des cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith.

L'article 7, C, de cet arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1925, maintient en vigueur la législation locale en ce qui concerne la liquidation et le recouvrement "des frais de justice en matière civile dus à l'Etat". Le Code ne modifie pas cette disposition.

.../...

- 146° Loi du 10 mai 1926 instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

L'article 8 de cette loi est remplacé par l'article 48 de la seconde partie du Code judiciaire; une référence implicite à la loi de 1926 est faite dans l'article 569, 11° du Code.

De très nombreuses dispositions de cette loi se réfèrent expressément à la loi du 17 avril 1835 que le Code abroge (au sujet de cette abrogation voir observation sous n° 62).

Les articles 7 et 11 de la loi de 1926 prévoient une signification à avoué ou à partie. Il appartiendra au législateur de décider s'il entend que, les avoués étant supprimés, les significations doivent être, en tous les cas, faites à partie.

- 147° Loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes.

Les articles 1er, 6, 7, 8 à 125 de cette loi sont abrogés par l'article 79, 30° de la seconde partie du Code judiciaire; l'article 43 est abrogé comme disposition modificative de la loi du 25 mars 1876 par l'article 30, 2° de cette même partie.

Le maintien en vigueur de l'article 4 appelle le commentaire formulé dans le premier avis complémentaire donné par le Conseil d'Etat le 17 juin 1964, à propos de l'article 578 du Code judiciaire (Doc. parl. Sénat, 1963-1964, n° 60, annexe, page 8).

.../...

Les définitions données par les articles 2, 3, 4 et 5 n'ont pas de portée générale; elles ne constituent pas des définitions abstraites qui seraient applicables à l'ensemble du droit social, mais elles ont pour but de préciser le champ d'application de la loi de 1926. Il peut y avoir discordance entre la loi de 1926 et d'autres dispositions du droit social; ainsi, l'article 4, 5° de la loi du 9 juillet 1926 classe les chefs d'atelier, les chefs ouvriers, les contremaîtres et les coupeurs parmi les employés, alors que l'article 1er, alinéa 2 de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail énonce : "les chefs ouvriers et les contremaîtres sont compris parmi les ouvriers".

Si le Code judiciaire entend rendre applicables les articles 2, 3, 4 et 5 de la loi du 9 juillet 1926 aux tribunaux sociaux, il conviendrait qu'il l'indique par une disposition expresse ou qu'il reprenne la teneur de ces articles et qu'il abroge entièrement la loi du 9 juillet 1926.

*148° Arrêté royal du 29 août 1926 relatif aux gardes agréés pour surveiller l'exécution de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique.

Une référence implicite à l'article 8 de cet arrêté est faite dans l'article 601, 10° du Code.

.../...

- *149° Loi du 18 avril 1927 relative à la protection des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie.

L'article 5 de cette loi est remplacé par l'article 63 de la seconde partie du Code judiciaire; une référence expresse aux articles 5 et 6 est faite dans l'article 587, 6° du Code; une référence implicite à l'article 11 est faite dans l'article 574, 3° du Code.

- *150° Loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires.

L'article 33 de cette loi est modifié par l'article 105, § 21 de la seconde partie du Code judiciaire.

Une référence implicite à l'article 16 de la loi est faite dans l'article 591, 8° et une même référence aux articles 21 et 39 est faite dans l'article 603, 2° du Code.

- 151° Loi du 24 juillet 1927 relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles.

L'article 17 de cette loi est remplacé par l'article 81 de la seconde partie du Code judiciaire.

La loi du 24 juillet 1927 a été abrogée par l'article 76 de la loi du 24 décembre 1963 relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci. Il y aurait donc lieu de modifier l'article 81 de la seconde partie du Code judiciaire, de manière que les modifications envisagées soient apportées notamment aux articles 50 et 57 de la loi précitée du 24 décembre 1963.

152° Loi du 14 janvier 1928 concernant l'abandon de famille.

L'article 2 de cette loi, modifié par les lois du 17 janvier 1939 et du 30 avril 1958, est abrogé par l'article 31, 13° de la seconde partie du Code et, à titre de disposition modificative du Code de procédure civile, par l'article 106 de la même partie.

La loi du 5 juillet 1963 a, dans son article 4, abrogé la loi du 14 janvier 1928.

Il y aurait donc lieu de modifier les articles 31, 13° et 106 de la seconde partie du Code. La disposition correspondant à l'article 2 de la loi du 14 janvier 1928 est l'article 391ter du Code pénal.

153° Loi du 5 juin 1928 portant réglementation du contrat d'engagement maritime.

* Les articles 116 à 172 de cette loi sont abrogés par l'article 79, 42° de la seconde partie du Code.

* Une référence implicite aux articles 108 et ~~144~~ 144 est faite respectivement dans les articles 578, 5° et 567 du Code.

* L'article 77 de cette loi est relatif aux saisies-arrêts des gages, parts ou profits des marins; il n'est pas modifié par le Code.

* Quant à l'article 82, alinéa 2, il y a lieu de se reporter au premier avis complémentaire (doc. cité, page 5).

Les articles 109 à 115 de la loi du 5 juin 1928 sont relatifs à la conciliation, la comparution en conciliation devant le commissaire maritime du port où se trouve le navire en Belgique ou devant le consul de Belgique à l'étranger étant obligatoire. Ces dispositions ne sont pas modifiées par le Code. L'article 734 de celui-ci impose, dans les matières sociales, une conciliation obligatoire qui doit se faire devant le tribunal social. Le législateur devra se prononcer sur le point de savoir s'il y a lieu de maintenir, pour les contestations relatives au contrat d'engagement maritime, deux tentatives de conciliation qui auraient lieu, l'une devant le commissaire maritime, l'autre devant le tribunal social.

- * 154° Code électoral (arrêté royal du 12 août 1928 portant coordination des titres Ier et II du Code électoral et la loi du 26 avril 1929 portant revision des titres IV à XI du Code électoral et modification à la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales).

Une référence implicite aux articles 46 et 125 de ce Code est faite dans l'article 602, 5° du Code judiciaire.

- 155° Loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents de travail survenus aux gens de mer.

Les articles 29 et 31 de cette loi, modifiés par la loi du 7 avril 1953, sont modifiés par l'article 82 de la seconde partie du Code.

L'article 9 de cette loi, modifié par l'arrêté-loi du 28 février 1947, est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code judiciaire; son

abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

Il y a lieu de se reporter aussi au premier avis complémentaire (doc. cité, page 13) et au commentaire qu'il consacre à l'article 628 du Code.

- *156° loi du 28 juin 1930 relative à l'expropriation par zones d'intérêt général ou provincial.

A l'article 7 de cette loi, modifié par l'article 74 de la seconde partie du Code, est faite référence expresse dans l'article 629, 4° du même Code.

- 157° Loi du 22 janvier 1931 relative à la fiscalité provinciale et communale.

L'article 2, i, de cette loi est modifié par l'article 8 de la seconde partie du Code. Or, cette disposition de la loi de 1931 a été abrogée expressément par l'article 83, 1° de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.

L'article 8 de la seconde partie du Code devrait être modifié, compte tenu de cette abrogation ainsi que de l'article 79, § 3 de la loi du 14 février 1961.

- 158° Loi du 6 juillet 1931 préparatoire à l'organisation des assurances sociales des marins de tous grades de la marine marchande.

L'article 11, modifié par la loi du 30 avril 1958, est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code; son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

- 159° Loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des chambres législatives.

Cette loi n'est pas modifiée expressément par le Code judiciaire; cependant, la teneur de l'article 1er, alinéas 1er et 2 de la loi de 1931 est partiellement reprise dans l'article 438 du Code judiciaire.

Il s'indiquerait, soit de supprimer l'article 438, alinéa 1er du Code, soit de modifier l'article 1er de la loi du 6 août 1931, afin d'éviter qu'une même disposition ne se trouve reprise dans deux textes différents, dont l'un pourrait à l'avenir être modifié sans que l'autre ne le soit.

- * 160° Lois sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, coordonnées le 28 septembre 1931.

* Les articles 22 et 24 de ces lois coordonnées sont modifiés par l'article 83 de la seconde partie du Code.

Une référence expresse à la loi du 24 décembre 1903 (reprise dans la coordination citée) est faite dans l'article 628, 9° du Code; une référence implicite à l'article 24 est faite dans l'article 579 du Code.

L'article 11 de ces lois coordonnées est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code; son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

L'article 18, alinéa 3, de ces mêmes lois, relatif à la constatation par le juge de paix du défaut

.../...

d'exécution par le chef d'entreprise, de ses obligations, n'est pas modifié par le Code; il y a lieu de se reporter sur ce point au premier avis complémentaire (doc. cité , page 5).

- * 161° Loi du 15 mars 1932 modifiant les lois d'organisation judiciaire et de compétence.

Cette loi est abrogée par l'article 7, § 1er, 72° de la seconde partie du Code; les articles 1er et 6 à 11 sont abrogés comme dispositions modificatives de la loi du 25 mars 1876 par l'article 30, 2°, de la seconde partie du Code; les articles 2, 3, 12 à 18 sont abrogés comme dispositions modificatives du Code de procédure civile par l'article 106 de la seconde partie du Code.

- 162° Loi du 21 mars 1932 concernant l'incinération facultative des cadavres humains.

Le premier avis complémentaire donné par le Conseil d'Etat le 17 juin 1964 a relevé que l'article 4 donnait compétence au juge des référés pour statuer sur les contestations relatives aux conditions dans lesquelles l'incinération peut être autorisée par l'officier de l'Etat civil. L'article 586 du Code judiciaire ne fait pas mention de cette compétence particulière.

- * 163° Loi sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnée le 14 décembre 1932.

L'article 10, alinéa 3 de cette loi est abrogé par l'article 31, 14° de la seconde partie du Code.

Une référence implicite aux articles 10 et 18bis de cette loi est faite respectivement dans l'article 628, 8° et dans l'article 605, § 1er, du Code judiciaire.

- 164° Loi du 10 avril 1933 portant modification provisoire de certains droits de douane, d'accise et taxes spéciales de consommation et instituant de nouvelles mesures pour empêcher la fraude.

L'article 27 de cette loi permet au directeur des douanes et accises de requérir, du président du tribunal, des inscriptions hypothécaires sur les immeubles de toute personne, à charge de qui un procès-verbal régulier a été dressé, alors qu'elle est auteur, coauteur ou complice d'une infraction en matière de douanes ou d'accises.

L'article 29 énonce que la requête est portée devant le président du tribunal du lieu de l'infraction.

Cette attribution de compétence au président du tribunal et la règle de compétence territoriale qui y est jointe ne figurent pas aux articles 586 à 589 et 622 à 638 du Code judiciaire.

- 165° Arrêté royal du 24 mai 1933 qui est relatif au tarif des frais et dépens en matière civile et commerciale.

Les articles 1er à 71 et 71bis de cet arrêté sont abrogés par l'article 15, 29° de la seconde partie du Code.

Le livre Ier de l'arrêté royal du 24 mai 1933 a été remplacé par l'article 1er de l'arrêté du Régent du 23 juin 1945. Cet arrêté n'a pas repris l'article 71 de l'arrêté de 1933, pas plus que l'article 71bis qui y avait été inséré par l'arrêté royal du 7 novembre 1933.

Il y a lieu de modifier, dès lors, l'article 15, 29° de la seconde partie du Code.

166° Arrêté royal du 14 août 1933 qui est relatif au personnel des greffes et des parquets.

Cet arrêté n'est pas abrogé par le Code; il serait souhaitable, dans un but de regroupement de textes, que le Code judiciaire qui règle la situation des employés visés par l'arrêté royal cité, reprenne la teneur des dispositions de l'arrêté qui devraient être maintenues.

167° Arrêté royal du 15 septembre 1933 relatif à la mise à la retraite d'office du personnel administratif des cours et tribunaux.

Cet arrêté royal appelle le même commentaire que celui qui a été consacré à l'arrêté royal du 14 août 1933.

*168° Arrêté royal n°55 du 23 décembre 1934 protégeant les producteurs, commerçants et consommateurs contre certains procédés tendant à fausser les conditions normales de la concurrence.

Une référence implicite est faite, dans l'article 589 du Code judiciaire, à l'article 1er de l'arrêté royal précité, remplacé par l'article 65 de la seconde partie du Code.

- 169° Arrêté royal n°65 du 13 janvier 1935 instituant une procédure rapide en justice de paix, lorsque le montant de la demande principale n' excède pas le taux du dernier ressort.

Cet arrêté est abrogé par l'article 107, 31° de la seconde partie du Code; son article 1er est abrogé comme disposition modificative du Code de procédure civile par l'article 106 de la même partie. La date indiquée dans l'article 107, 31° de la seconde partie du Code judiciaire est erronée et devrait être corrigée.

- 170° Arrêté royal n°66 du 15 janvier 1935 portant qu'il sera pourvu aux places de juge de paix des cantons de Malines-Sud, Ciney, Florennes et Tamise, et de greffier des cantons de Hoogstraeten, Westerloo, Ciney, Florennes, Genappe, Namur-Sud et Gand (3e canton).

Cet arrêté étant un arrêté royal numéroté, il y a lieu d'indiquer le numéro qu'il porte, dans l'article 11, 91° de la seconde partie du Code.

- *171° Arrêté royal n° 90 du 29 janvier 1935 organisant la protection des marques collectives et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1898 relative aux unions professionnelles.

Une référence implicite à l'article 8 de cet arrêté est faite dans l'article 569, 9° du Code judiciaire.

- 172° Arrêté royal n° 91 du 29 janvier 1935 réglant les mesures relatives à la protection des dessins et modèles industriels.

L'article 5 de cet arrêté énonce que, jusqu'à ce qu'il en soit disposé autrement, les dépôts facultatifs de dessins et modèles industriels pourront être effectués et seront **reçus** aux greffes des conseils de prud'hommes.

Le premier avis complémentaire donné par le Conseil d'Etat le 17 juin 1964 a souligné que le Code n'apportait pas de modifications aux dispositions prévoyant un dépôt au greffe des conseils de prud'hommes.

- 173° Arrêté royal n° 92 du 6 février 1935 instituant une procédure simplifiée en matière de pension alimentaire de la compétence du juge de paix, et remplaçant l'article 17 du Code de procédure civile par une disposition nouvelle.

Cet arrêté est abrogé par l'article 107, 31° de la seconde partie du Code; ses articles 1er et 2 sont abrogés comme dispositions modificatives du Code de procédure civile par l'article 106 de la même partie du Code judiciaire. Cet arrêté étant un arrêté royal numéroté, il y a lieu d'indiquer le numéro qu'il porte, dans l'article 107, 31° précité.

- 174° Arrêté royal n° 97 du 13 février 1935 d'exécution des arrêtés royaux des 13 janvier 1935 (N°65) instituant une procédure rapide en justice de paix, lorsque le montant de la demande n'excède pas le taux du dernier ressort, et 6 février 1935 (N°92) instituant une procédure simplifiée en matière de pension alimentaire de la compétence du juge de paix.

Il est suggéré de procéder à l'abrogation expresse en complétant l'article 107 de la seconde partie du Code judiciaire.

- * 175° Loi du 14 février 1935 établissant la servitude de débroussaillage sur les terrains limitrophes des voies ferrées.

Une référence implicite à l'article 4 de cette loi est faite dans l'article 591, 11° du Code.

- 176° Arrêté royal n° 109 du 26 février 1935 portant qu'il sera pourvu aux places de juge de paix du canton de Hollogne-aux-Pierres et de greffier des cantons d'Antoing et de Renaix.

Le numéro que porte l'arrêté devrait être ajouté à l'article 11, 92° de la seconde partie du Code.

- 177° Loi du 7 mars 1935 assurant aux sauveteurs volontaires une pension de retraite par limite d'âge et la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Dans les cas prévus par l'article 5 de cette loi, pour la réparation des dommages résultant des accidents survenus aux sauveteurs, dans le cours et par le fait de l'exercice de cette profession, il est fait application des lois sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, coordonnées le 28 septembre 1931.

Le tribunal social sera donc compétent; le législateur décidera s'il y a lieu de compléter l'article 579 du Code judiciaire sur ce point. Cette loi est citée dans le premier avis complémentaire (doc. cité, page 6, note).

.../...

- *178° Loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Une référence implicite à cette loi est faite dans l'article 286 du Code judiciaire; une référence expresse à l'article 60 est faite dans l'article 352 du Code.

- *179° Arrêté royal n° 194 du 13 août 1935 supprimant les juridictions des dommages de guerre et créant des commissions civiles d'invalidité.

Les commissions créées par ou en vertu de cette disposition restent en dehors du cadre de la réforme judiciaire.

- 180° Lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935.

Une référence implicite à
l'article 94 de ces lois est faite dans l'article 606, § 2 du Code
" 119 " " les articles 567 et 594, 11°
" 191 " " l'article 574, 6°

Il y a lieu, quant à l'article 71, B, des lois coordonnées de se reporter à l'observation faite par le Conseil d'Etat dans la partie du premier avis complémentaire consacrée à l'article 606 du Code judiciaire.

- 181° Arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé.

L'article 19, modifié par la loi du 30 avril 1958, est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code judiciaire; son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

- 182° Arrêté royal n°255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie.

L'article 19 de cet arrêté appelle un commentaire identique à celui qui a été consacré à l'article 19 de l'arrêté royal n°254 du 12 mars 1936.

- 183° Arrêté royal n°260 du 24 mars 1936 sur la détention au greffe et la procédure en restitution des choses saisies en matière répressive.

L'article 6 de cet arrêté est abrogé comme disposition modificative du Code de procédure civile par l'article 106 de la seconde partie du Code.

Le Conseil d'Etat a signalé, dans son deuxième avis complémentaire du 29 juin 1964, sous le titre: "la saisie-arrêt entre les mains des fonctionnaires publics" que l'arrêté royal n°260 précité avait ajouté à l'article 561 du Code de procédure civile les mots "et des greffiers pour les choses déposées à leur greffe", cet article 561 correspondant à l'article 5 du décret du 18 août 1807.

- 184° Arrêté royal n° 300 du 30 mars 1936 portant modification de diverses dispositions sur la procédure en matière civile et commerciale.

Les articles 1er à 49 de cet arrêté royal sont abrogés comme dispositions modificatives du Code de procédure civile par l'article 106 de la seconde partie du Code.

Cette abrogation partielle laisse subsister les articles 50, 51 et 52 qui deviennent sans objet.

Il s'indiquerait d'abroger l'arrêté royal n° 300 dans sa totalité et de modifier en ce sens l'article 106 de la seconde partie du Code.

- 185° Arrêté royal n° 302 du 30 mars 1936 relatif à la compétence et au ressort en matière civile et commerciale.

Les articles 1er à 3 de cet arrêté sont abrogés, comme dispositions modificatives de la loi du 25 mars 1876, par l'article 30, 2° de la seconde partie du Code. Il s'indiquerait d'abroger aussi l'article 4 de cet arrêté qui comprend des dispositions transitoires devenues sans objet et l'article 5 relatif à l'exécution de l'arrêté.

L'article 30, 2° de la seconde partie du Code devrait être modifié en conséquence.

.../...

- * 186° Arrêté royal n° 308 du 31 mars 1936 établissant le Code des droits de succession .

L'article 21, III, de cet arrêté est abrogé comme disposition modificative de la loi du 25 mars 1876 par l'article 30, 2° de la seconde partie du Code; les articles 105 alinéa 2 et 116, alinéa 2 sont modifiés respectivement par les articles 155 et 156 de la seconde partie du Code.

Une référence implicite à l'article 87 du Code des droits de succession est faite dans l'article 595, 10° du Code judiciaire.

- 187° Loi du 10 avril 1936 relative au recours en cassation contre les arrêts des cours d'appel du Congo belge en matière d'impôt personnel et d'impôt sur le revenu.

Cette loi n'est pas abrogée par le Code; il y a lieu de se référer au commentaire repris sous le n°143 ci-dessus.

- 188° Loi du 5 mai 1936 fixant le statut des capitaines de port.

L'article 7 de cette loi énonce que les capitaines et capitaines-adjoints de port prêtent serment devant le tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé le port.

La mention des capitaines et capitaines adjoints de port ne figure pas à l'article 572 du Code.

- * 189° Loi du 5 mai 1936 sur l'affrètement fluvial.

Une référence expresse à l'article 58 de cette loi, modifié par l'article 66 de la seconde partie du Code, est faite dans l'article 587, 13° du Code judiciaire; une référence implicite à l'article 63 de la loi, modifié par l'article 67 de la seconde partie du Code, est faite dans l'article 576 du Code.

- 190° Loi du 27 juin 1937 portant revision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne.

L'article 39 énonce que les inspecteurs en chef et les inspecteurs de la police aéronautique prêtent serment devant le tribunal de première instance de l'arrondissement de leur résidence.

Cette compétence du tribunal de première instance ne figure pas à l'article 572 du Code.

- 191° Arrêté royal du 1er juillet 1937 portant les statuts de la Caisse des ouvriers de l'Etat.

L'article 42 de cet arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 3 octobre 1957 et par la loi du 30 avril 1958, ainsi que l'article 77, modifié par l'arrêté royal du 19 mars 1952 et par la loi du 30 avril 1958, sont abrogés implicitement par les articles 1409 et suivants du Code judiciaire.

L'abrogation expresse des articles 42 et 77 pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

- * 192° Loi du 25 juillet 1938 créant l'Ordre des médecins.

Une référence implicite à l'article 11 de cette loi est faite dans l'article 614, 2° du Code.

- 193° Arrêté royal du 22 décembre 1938 organique prévu par la loi du 10 juin 1937 qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés.

L'article 120 de cet arrêté a fait l'objet d'un commentaire dans le premier avis complémentaire, donné par le Conseil d'Etat le 17 juin 1964 (Doc.parl., Sénat, 1963-1964, n° 60, annexe, page 5).

Une référence implicite aux articles 120 et suivants est faite dans l'article 594, 3° à 8° du Code.

Quant à l'article 204, il y a lieu de se reporter au premier avis complémentaire (doc. cité, page 5).

L'article 293 appelle le commentaire qui lui a été consacré dans le même avis complémentaire (page 8).

L'article 305 de l'arrêté royal prévoit le dépôt des statuts des caisses mutuelles libres au greffe des justices de paix; une observation relative à de tels dépôts est faite dans le premier avis complémentaire précité (Sénat, 1963-1964, n° 60, annexe I, page 5).

- 194° Arrêté royal du 26 décembre 1938 relatif au régime des pensions du personnel communal.

L'article 97 de cet arrêté royal, modifié par la loi du 30 avril 1958, est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code judiciaire; son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

.../...

- 195° Loi du 20 juillet 1939 autorisant le Roi à nommer à des places de magistrat de complément.

Quoique son intitulé puisse faire croire qu'elle est une disposition autonome, la loi du 20 juillet 1939 est une disposition modificative de la loi du 12 mai 1937 qui est abrogée par l'article 7, § 1er, 79° de la seconde partie du Code judiciaire.

Il y aurait donc lieu de faire mention de la loi du 20 juillet 1939 dans l'article 7, § 1er de la seconde partie du Code.

- * 196° Arrêté-loi du 6 novembre 1939 relatif au remplacement temporaire des magistrats appelés ou rappelés sous les armes.

Cet arrêté-loi est abrogé expressément par l'article 7, § 1er, 82° de la seconde partie du Code judiciaire; les dispositions qu'il édictait ne valaient que jusqu'au jour de la remise de l'armée sur pied de paix; il est donc devenu sans objet.

- * 197° Arrêté royal n° 83 du 28 novembre 1939 relatif à la recherche et à l'exploitation des roches bitumineuses, du pétrole et des gaz combustibles.

Une référence implicite à l'article 16 de cet arrêté est faite dans l'article 591, 9° du Code judiciaire.

- 198° Arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

De nombreuses modifications étant apportées à cet arrêté par des articles distincts du Code judiciaire, il a paru utile, pour faciliter d'éventuelles recherches, d'indiquer l'ensemble des modifications subies par l'arrêté.

.../...

Ce texte est modifié de la manière suivante :

article 28 est abrogé par l'article 133 de la seconde partie du Code
 35, 4° est remplacé " 134 " " " " " "
 39, 3° " " " 135 " " " " " "
 42 est modifié " 136 " " " " " "

titre Ier, chapitre IV, sections XV, XVI et XVII et

les articles 153, 154 et 155 sont abrogés par l'article 137 de la seconde partie du Code

article	159, 1°, al. 3 est remplacé	"	"	138	"	"
"	160 est modifié	"	"	139	"	"
"	162 " "	"	"	140	"	"
"	173, 1° est remplacé	"	"	141	"	"
"	179 " "	"	"	142	"	"
"	185, al. 2 est modifié	"	"	143	"	"
"	194, al. 2 " "	"	"	144	"	"
"	268, 1° est remplacé	"	"	145	"	"
"	269 est remplacé	"	"	146	"	"
"	269, 3° et 4° est modifié	"	"	25	"	"
"	271 est remplacé	"	"	147	"	"
"	272 " "	"	"	147	"	"
"	279 ¹ , 2° est remplacé	"	"	148	"	"
"	279 ² , 4° est abrogé	"	"	149	"	"
"	280, 1° à 3° est remplacé	"	"	150	"	"
"	290 est abrogé en tant que disposition modificative du					

de procédure civile par l'article 106 de la seconde partie du Code; devra subsister en ce qui concerne les autres dispositions auxquelles s'applique l'article 290 précité.

l'article 302quater est inséré dans le Code des droits d'enregistrement, hypothèque et de greffe par l'article 24 de la seconde partie du Code.

Une référence implicite à l'article 236 est faite dans l'article 594, 9° du Code judiciaire.

L'article 269 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est remplacé par l'article 146 de la seconde partie du

.../...

Une discordance existe entre l'article 25 et l'article 146 de la seconde partie du Code. L'article 25 entend augmenter les droits perçus pour la mise au rôle de chaque affaire contentieuse dans les actuels tribunaux de première instance et dans les cours d'appel (article 269, 3° et 4° du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe). Or, dans l'article 269¹ du Code des droits d'enregistrement, inséré par l'article 146 de la seconde partie du Code, ce sont les 2° et 3° qui concernent la mise au rôle dans les tribunaux d'arrondissement et dans les cours d'appel. Il y aurait donc lieu de mettre en concordance les articles 25 et 146 de la seconde partie du Code, ou mieux de les fusionner.

- 199° Lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939.

Les articles 117 et 119 de ces lois coordonnées sont remplacés respectivement par les articles 87 et 88 de la seconde partie du Code.

L'article 3, dernier alinéa est cité dans le premier avis complémentaire (doc. cité, page 6, note).

L'article 63 donne au juge de paix le pouvoir de statuer sur l'incapacité de travail de certains enfants (premier avis complémentaire, doc. cité, page 4).

Une référence implicite à l'article 69, alinéa 3 est faite dans l'article 594, 3° à 8° du Code judiciaire.

L'article 74, alinéa 3 est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code judiciaire, son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

.../...

Quant aux commissions arbitrales et aux commissions de conciliation prévues par les articles 115 et 116 des lois coordonnées, il y a lieu de se reporter au premier avis complémentaire (doc. cité page 6).

Les articles 156 et 159 appellent le commentaire fait dans le premier avis complémentaire (doc. cité, page 8) à propos de l'article 578, 6° (texte et note).

L'article 165 est cité dans le premier avis complémentaire dans la partie relative aux dépôts (doc. cité, page 5).

- 200° Arrêté-loi du 30 janvier 1941 attribuant provisoirement compétence à la Cour d'appel de Léopoldville pour statuer sur l'appel des décisions des juridictions consulaires et majorant le taux du dernier ressort.

Cet arrêté-loi est devenu sans objet, sauf en son article 5 qui modifie, quant au taux du dernier ressort, la loi du 31 décembre 1851.

Le commentaire fait par le Conseil d'Etat, dans son premier avis complémentaire, sous l'article 617 doit être rappelé ici.

- 201° Arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

L'article 89 de la seconde partie du Code judiciaire modifie "l'article 12, alinéa 3" de l'arrêté-loi précité. Compte tenu des modifications apportées à cet article par la loi du 14 juillet 1961, la disposition qui devrait être modifiée serait l'article 12, § 1er, alinéa 5. L'article 89 de la seconde partie du Code devrait donc être modifié.

.../...

L'article 8, 4° qui laisse au juge de paix sa compétence, appelle le commentaire qui a été fait dans le premier avis complémentaire (doc. cité, page 4).

L'article 12, §§ 2 et 3 est cité dans le même avis complémentaire (page 8, note).

202° Arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés.

L'article 3, § 3 de cet arrêté est remplacé par l'article 90 de la seconde partie du Code.

Une référence expresse à l'article 5 est faite dans l'article 594, 7° du Code; il y a lieu de rapprocher du même article le premier avis complémentaire (page 4).

203° Arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

L'article 5, modifié par la loi du 11 juillet 1956, énonce que "les contestations... sont tranchées par les juridictions prévues à l'article 20 de la loi du 21 mai 1955 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers".

A l'article 8, une référence implicite est faite dans l'article 594, 6° du Code.

L'article 8, 6° appelle le commentaire qui lui a été consacré dans le premier avis complémentaire (page 4).

L'article 100, § 2 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité énonce que le Roi peut étendre la compétence des juridictions contentieuses à des contestations relatives à l'application de la législation concernant le régime d'assurance maladie-invalidité visé à l'arrêté-loi du 7 février 1945.

.../...

204° Arrêté-loi du 19 mai 1945 relatif à la réparation des dommages résultant des accidents du travail dans les causes desquels est intervenu un fait de guerre.

La loi du 30 décembre 1950 a prorogé, sans limitation de durée, les articles 38, 40 à 44 et 46, alinéa 1er de l'arrêté-loi du 19 mai 1945.

L'article 43, alinéa 2, est relatif à la compétence; ce texte est cité dans le premier avis complémentaire (page 9).

205° Arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office national de l'emploi.

L'article 34, 1° de la seconde partie du Code abroge les articles 112 à 154 de cet arrêté.

L'ensemble de l'arrêté ayant été abrogé par l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, il y a lieu de modifier l'article 34, 1° de la seconde partie du Code.

206° Arrêté-loi du 20 septembre 1945 sur l'organisation et le service des justices de paix.

Cet arrêté-loi, abrogé par l'article 7, § 1er, 84° de la seconde partie du Code a été modifié par la loi du 1er juin 1949 maintenant certaines dispositions légales en vigueur nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix.

La mention de la loi modificative devrait être ajoutée à l'article 7 précité.

.../...

- * 207° Arrêté-loi du 10 novembre 1945 relatif au traitement de magistrats et de fonctionnaires de l'ordre judiciaire, délégués à des fonctions supérieures.

Le Code judiciaire laisse subsister ce texte sans changement.

- * 208° Lois sur le concordat judiciaire, coordonnées le 25 septembre 1946.

L'article 10 de ces lois coordonnées est abrogé par l'article 130 de la seconde partie du Code.

Une référence implicite à ces lois qui ont été modifiées par la loi du 9 mars 1962, est faite dans l'article 574, 2° (voir à ce propos, premier avis complémentaire, page 3); une référence implicite à l'article 3, alinéa 1er des lois coordonnées est faite dans l'article 631, alinéa 3 du Code.

- * 209° Loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.

Une référence implicite aux articles 20, 30 et 56 de cette loi est faite respectivement dans les articles 610 et 613, 294 et 615 du Code.

- * 210° Arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.

L'article 72 de cet arrêté-loi est remplacé par l'article 91 de la seconde partie du Code judiciaire; les articles 73, 74, 75 et 76 sont abrogés par l'article 34, 2° de la même partie.

Une référence implicite à cet arrêté-loi est faite dans l'article 610 du Code.

.../...

- 211° Arrêté-loi du 25 février 1947 relatif à l'octroi de salaires aux travailleurs pendant un certain nombre de jours fériés par an.

L'article 13 de cet arrêté-loi (dont l'intitulé a été modifié par la loi du 30 décembre 1950) est cité dans le premier avis complémentaire (page 8, note).

- * 212° Arrêté du Régent du 31 mars 1947 relatif au règlement de police concernant l'exploitation des services publics d'autobus, des services spéciaux d'autobus et des services d'autocars.

Une référence implicite à l'article 6 de cet arrêté est faite dans l'article 601, 12° du Code.

- 213° Loi du 7 mai 1947 autorisant la femme à exercer les fonctions d'avocat à la Cour de cassation.

Seul l'article 1er de cette loi reste en vigueur. Sa teneur pourrait être reprise dans le Code, ce qui permettrait l'abrogation de la loi du 7 mai 1947 dans l'article 15 de la seconde partie du Code.

- 214° Arrêté du Régent du 26 juin 1947 contenant le Code des droits de timbre.

Comme il a été fait pour les textes qui, comme le Code des droits de timbre, ont subi de nombreuses modifications, un tableau de celles-ci est donné ci-après:

.../...

L'article 8, 3°, 4°, 5°, 6°, 7° et 8° est abrogé									
par l'article 151 de la seconde									
partie du Code									
"	58		est modifié	"	"	152	"	"	
"	59 ¹ , 15°		" abrogé	"	"	153	"	"	
"	59 ¹ , 20° bis		" modifié	"	"	153	"	"	
"	59 ¹ , 26°		" abrogé	"	"	153	"	"	
"	59 ¹ , 27°		" "	"	"	153	"	"	
"	59 ¹ , 28°		" modifié	"	"	153	"	"	
"	59 ¹ , 31°		" abrogé	"	"	153	"	"	
"	59 ¹ , 47° bis		" inséré	"	"	153	"	"	
"	59 ¹ , 50° bis		" "	"	"	153	"	"	
"	59 ¹ , 50° ter		" "	"	"	153	"	"	
"	59 ¹ , 54°		" modifié	"	"	153	"	"	
"	59 ¹ , 54° bis		" "	"	"	153	"	"	
"	62, alinéa 2		" remplacé	"	"	154	"	"	

Le législateur décidera s'il n'est pas opportun de remplacer également l'article 59¹, 29°.

215° Arrêté du Régent du 12 juillet 1947 portant modification à l'arrêté royal du 6 décembre 1928 instituant un conseil de prud'hommes marins.

L'arrêté royal du 6 décembre 1928 est abrogé par l'article 79, 44° de la seconde partie du Code, l'arrêté du Régent du 12 juillet 1947 devrait aussi être abrogé expressément. L'article 79 de la seconde partie du Code devrait être complété en conséquence.

216° Loi du 18 août 1947 réglant le statut des prisonniers de guerre de 1940-1945.

L'article 13, alinéa 1er, de cette loi est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code, son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

.../...

- 217° Arrêté du Régent du 15 octobre 1947 pris en exécution de l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant la législation sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.

Les articles 49, 50 (modifié par l'arrêté royal du 28 mai 1958), 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 60bis (inséré par l'arrêté du Régent du 3 août 1949), 61 et 62 de l'arrêté du 15 octobre 1947 sont abrogés par l'article 34, 3° de la seconde partie du Code.

Ces articles, ainsi que les articles 51 et 52, sont groupés sous l'intitulé : "Des organismes de juridiction".

On ne voit pas pourquoi l'article 51 a été exclu de l'abrogation alors qu'il énonce que toute demande (tendant au bénéfice des avantages dont l'attribution est prévue par l'arrêté-loi du 25 février 1947 ou au bénéfice de conventions conclues avec l'étranger) doit être adressée au directeur de la Caisse de prévoyance dans le ressort de laquelle est située l'entreprise où l'ouvrier est ou a été occupé.

L'article 52 est relatif aux pièces justificatives à joindre à la demande; si le Code judiciaire entend maintenir l'obligation de joindre ces pièces à l'exploit introductif d'instance, il devrait le dire expressément.

- 218° Lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées le 15 janvier 1948.

L'article 78 de la seconde partie du Code remplace l'article 59, § 1er, alinéa 3 de ces lois coordonnées.

.../...

L'article qui correspond à cette dernière disposition est l'article 304, alinéa 3 du Code des impôts sur les revenus.

L'article 78 de la seconde partie du Code doit être modifié en conséquence.

- * 219° Loi du 21 février 1948 autorisant l'accès des femmes à la magistrature.

Cette loi, dont sont encore en vigueur les articles 1er et 2, n'est pas abrogée par le Code.

- 220° Loi du 21 février 1948 relative aux indemnités à accorder aux magistrats suppléants remplissant régulièrement des fonctions de magistrat effectif.

Cette loi est abrogée par l'article 7, § 2, 4° de la seconde partie du Code.

Cette abrogation est superflue; en effet, la loi du 21 février 1948 a déjà été abrogée expressément par l'article 3 de la loi du 23 octobre 1950 qui a remplacé les articles 228 et 229 de la loi du 18 juin 1869.

L'article 7, § 2, 4° de la seconde partie du Code doit donc être supprimé.

- * 221° Arrêté du Régent du 30 juin 1948 relatif à l'exercice de la profession d'avocat en ce qui concerne les commissions d'appel des dommages de guerre.

L'article unique de cet arrêté dispose notamment que la profession d'avocat n'est pas incompatible avec les fonctions de président et vice-président des commissions d'appel en matière de dommages de guerre aux biens privés organisées par la loi du 1er octobre 1947.

Le Code judiciaire n'abroge ni ne modifie cet arrêté.

.../...

222° Loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

Quant à l'article 24 de la loi, modifié par la loi du 28 janvier 1963, il y a lieu de se reporter au premier avis complémentaire (page 5).

Une référence implicite aux articles 14 et 24, modifiés par la loi du 28 janvier 1963, de cette loi est faite dans l'article 583 du Code.

223° Loi du 19 mai 1949 créant l'Ordre des pharmaciens.

L'article 12, alinéa 4 de cette loi est modifié par l'article 50 de la seconde partie du Code. De nouveaux alinéas ayant été insérés par la loi du 20 janvier 1961 entre les alinéas 1er et 2 et les alinéas 2 et 3 de l'article 12 de la loi du 19 mai 1949, la modification apportée par le Code doit l'être à l'article 12, alinéa 7. L'article 50 de la seconde partie du Code doit être modifié sur ce point.

Une référence implicite à cet article 12, alinéa 7 est faite dans l'article 614, 3°.

224° Loi du 20 mai 1949 étendant l'application du régime de la sécurité sociale à certains travailleurs occupés par les administrations publiques.

Ce texte est cité dans le premier avis complémentaire, page 6, note.

225° Loi du 18 mars 1950 modifiant les articles 4, 45 et 54 de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes.

Cette loi devrait être abrogée, comme la loi qu'elle modifie; l'article 79 de la seconde partie du Code devrait être complété en ce sens.

.../...

- 226° Loi du 19 décembre 1950 créant l'Ordre des médecins vétérinaires.

L'article 12, alinéa 4 de cette loi est modifié par l'article 50, alinéa 2 de la seconde partie du Code. De nouveaux alinéas ayant été insérés par la loi du 20 janvier 1961 entre les alinéas 1er et 2 et les alinéas 2 et 3 de l'article 12 de la loi de 1950, la modification apportée par le Code à la loi doit être faite à l'article 12, alinéa 6. L'article 50 de la seconde partie du Code doit être modifié sur ce point.

Une référence implicite à cet article 12, alinéa 6 est faite dans l'article 614, 4° du Code.

- 227° Loi du 30 décembre 1950 complétant la loi du 18 mars 1950 modifiant les articles 4, 45 et 54 de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes.

L'abrogation de cette loi est suggérée dans le but d'éliminer des recueils les lois devenues sans objet; l'article 79 de la seconde partie du Code pourrait être complété en conséquence.

- 228° Lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951.

L'article 66bis, inséré dans les lois coordonnées par la loi du 27 juillet 1953, est remplacé par l'article 92 de la seconde partie du Code.

Dans le premier avis complémentaire, les articles 59 et 61 sont commentés à la page 8.

- 229° Loi du 30 juin 1951 relative aux opérations de prêts à faire aux bénéficiaires de l'Oeuvre nationale des invalides de guerre et de l'Oeuvre nationale des anciens combattants et victimes de la guerre.

L'article 6 de cette loi est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code judiciaire; son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

L'article 8 de cette loi est remplacé par l'article 49 de la seconde partie du Code; cet article doit être modifié et l'intitulé donné à la loi du 30 juin 1951 par la loi du 8 août 1963 doit être substitué

230° Loi du 9 juillet 1951 portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés.

Une référence implicite à l'article 39 de cette loi est faite dans l'article 594, 5° du Code.

Les articles 1409 et suivants du Code judiciaire ne règlent pas le sort des indemnités allouées par la loi sous examen (voir article 42 de cette loi).

231° Arrêté royal du 6 août 1951 réglant le service de la dette publique.

Les articles 52, 53 et 54, alinéa 3 de cet arrêté royal sont relatifs aux saisies; il appartiendra au législateur de décider si ces articles doivent être maintenus sans changement.

232° Arrêté royal du 22 avril 1952 relatif à l'indemnisation des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, hospitaliers, de prothèse et d'orthopédie résultant d'accidents survenus aux agents définitifs et stagiaires, en service ou sur le chemin du travail.

Cet arrêté est cité dans le premier avis complémentaire (doc. cité, page 6, note).

233° Loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail.

.../...

L'article 1er, § 4, h, inséré dans cette loi par la loi du 17 juillet 1957 est remplacé par l'article 93 de la seconde partie du Code.

Cet article 1er, § 4, h, a été modifié par l'article 11, 2° de la loi du 28 janvier 1963. Il y aurait lieu de tenir compte de la modification apportée par la loi du 28 janvier 1963 au texte de l'article précité de la loi du 10 juin 1952 et de revoir, en conséquence, l'article 93 de la seconde partie du Code.

Il conviendrait de se reporter également au premier avis complémentaire (page 5 et page 6 , note).

234° Loi du 29 juillet 1952 fixant le taux des indemnités de voyage et de séjour allouées aux magistrats et greffiers.

Quoique son intitulé puisse faire croire qu'il s'agit d'un texte autonome, la loi du 29 juillet 1952 est en réalité une disposition modificative de la loi du 25 octobre 1889, abrogée par l'article 7, § 2, 1° de la seconde partie du Code.

La mention de la loi modificative devrait être ajoutée au dit article 7 .

* 235° Loi du 30 juillet 1952 relative au traitement et au calcul de l'ancienneté des magistrats et des greffiers et tribunaux et des secrétaires des parquets.

Le Code judiciaire laisse subsister ce texte sans changement.

- 236° Loi du 10 février 1953 modifiant la compétence d'attribution et la compétence territoriale en matière alimentaire.

Les articles 1er à 4 de cette loi sont abrogés comme dispositions modificatives de la loi du 25 mars 1876 par l'article 30, 2° de la seconde partie du Code.

L'article 5, excepté de l'abrogation, est une disposition transitoire. Il est suggéré dès lors d'abroger la loi entière et de modifier l'article 30, 2°, de la seconde partie du Code.

- * 237° Loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des reviseurs d'entreprises.

Une référence implicite à l'article 4 est faite dans l'article 572 du Code; une même référence à l'article 23 est faite dans l'article 614, 5° du Code.

- * 238° Arrêté royal du 11 mars 1954 portant statut du Corps de protection civile.

Quant à l'article 32, il y a lieu de se reporter au premier avis complémentaire (page 6, note).

- * 239° Loi du 20 mars 1954 modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

Le Code laisse subsister cette loi sans changement.

240° Arrêté royal du 9 septembre 1954 concernant la mise en vigueur de certaines dispositions de la loi du 25 février 1954 relative à l'organisation de la Cour de Cassation.

L'arrêté royal du 10 mars 1954 qui a un objet identique à l'arrêté cité est abrogé par l'article 7, § 1er, 94° de la seconde partie du Code; pour les mêmes raisons, l'arrêté royal du 9 septembre 1954 devrait être abrogé. L'article 7 précité devrait être modifié sur ce point.

241° Lois relatives au statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, coordonnées le 16 octobre 1954.

L'article 27 de ces lois coordonnées est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code judiciaire; son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

* 242° Loi du 10 janvier 1955 relative à la divulgation et à la mise en oeuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat.

Une référence implicite à l'article 11 de cette loi est faite dans l'article 569, 12° du Code.

243° Arrêté royal du 24 janvier 1955 portant exécution de la loi du 5 juillet 1954 relative à la pension des bourgmestres et échevins et celle de leurs ayants droit.

L'article 9 de cet arrêté royal, modifié implicitement par la loi du 30 avril 1958, est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code judiciaire; son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

244° Loi du 21 mai 1955 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers.

L'article 94 de la seconde partie du Code modifie l'article 20 de cette loi. Cet article 20 a été modifié par les lois des 1er août 1957 et 25 avril 1963. Il y aurait lieu de tenir compte des modifications apportées à la loi du 21 mai 1955 dans la rédaction de l'article 94 de la seconde partie du Code.

245° Lois relatives au contrat d'emploi, coordonnées le 20 juillet 1955 .

L'article 36 de ces lois coordonnées, modifié par la loi du 30 avril 1958, est remplacé par l'article 95 de la seconde partie du Code; une référence implicite y est faite dans l'article 567 du Code.

Une référence expresse à l'article 20 des lois coordonnées est faite dans l'article 26 de la seconde partie du Code.

Quant à l'article 31 qui se réfère aux articles 29 à 37 de la loi du 10 mars 1900, il y a lieu de se reporter au premier avis complémentaire (page 5).

246° arrêté royal du 22 septembre 1955 organique de l'assurance maladie-invalidité.

Les articles 131 et 132 de cet arrêté sont abrogés par l'article 34, 6° de la seconde partie du Code.

Cette abrogation est superflue, en effet, l'article 131 a été abrogé par l'arrêté royal du 27 février 1961 et l'article 132 l'a été par l'arrêté royal du 5 novembre 1959.

* 247° Loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflager et aux engins qui en sont chargés.

La référence implicite à l'article 3 de cette loi est faite dans l'article 601, 13° du Code.

* 248° Loi du 25 juin 1956 sur le remembrement légal de biens ruraux.

Une référence implicite à cette loi est faite dans l'article 591, 10° du Code.

249° arrêté royal du 26 juin 1956 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1955 déterminant le mode de fonctionnement de la Commission d'appel des allocations d'estropiés, mutilés, aveugles, sourds et muets.

L'arrêté royal du 22 juin 1955 est abrogé par l'article 34, 5° de la seconde partie du Code; l'arrêté modificatif cité ci-dessus doit également être abrogé.

- * 250° Loi du 27 juin 1956 relative au Fonds spécial d'assistance.

Le Code laisse subsister cette loi et les institutions qu'elle crée (notamment la Commission d'appel) sans changement.

- 251° Loi du 5 juillet 1956 relative aux wateringues.

Quant à l'article 17 de cette loi, il y a lieu de se reporter à l'observation faite dans le premier avis complémentaire, à propos de l'article 594.

Une référence implicite à l'article 62 de cette loi est faite dans l'article 601, 14° du Code.

- 252° Loi du 14 juillet 1956 modifiant la législation sur la rémunération des officiers du ministère public près les tribunaux de simple police.

Le Code laisse **subsister** sans changement cette loi, dont l'article 2 a été abrogé par la loi du 14 février 1961.

.../...

- 253° Arrêté royal du 9 septembre 1956 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1955 déterminant le mode de fonctionnement de la Commission d'appel des allocations d'estropiés, mutilés, aveugles, sourds et muets.

Ce texte appelle le même commentaire que l'arrêté royal du 26 juin 1956.

- 254° Loi du 8 janvier 1957 simplifiant la procédure en matière d'autorisation de la femme mariée et en matière de séparation de biens.

Les articles 1er à 3 de cette loi sont abrogés, comme dispositions modificatives du Code de procédure civile, par l'article 106 de la seconde partie du Code. On n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles l'article 4 de cette loi est excepté de l'abrogation alors qu'il modifie l'article 866 du Code de procédure civile.

L'article 106 de la seconde partie du Code judiciaire devrait être modifié sur ce point.

- 255° Loi du 27 mai 1957 modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, modifiée par la loi du 10 juin 1955.

L'article 2 de cette loi est rédigé comme suit: "Dans ce même article (l'article 1er de la loi du 3 avril 1953), le nombre de présidents de chambre à la cour d'appel de Bruxelles est porté de 13 à 15 et le nombre de conseillers de 46 à 44".

La loi du 3 avril 1953 étant abrogée par l'article 7, § 1er, 91°, de la seconde partie du Code, les dispositions modificatives de la loi du 3 avril 1953 doivent l'être également.

.../...

* 256° Loi du 3 juin 1957 relative aux polders.

Une référence implicite aux articles 16 et 62 de la loi est faite respectivement dans les articles 594, 13° et 601, 15° du Code.

* 257° Loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit.

L'article 15, §§ 2 et 4 est cité dans le premier avis complémentaire (page 6, note).

258° Arrêté royal du 28 avril 1958 relatif aux juridictions compétentes pour les régimes de pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins naviguant sous pavillon belge et des assurés libres.

Cet arrêté royal est abrogé par l'article 34, 7° de la seconde partie du Code. Il y aurait lieu de modifier l'article 34, 7° précité pour y faire mention:

- a) de l'intitulé nouveau donné à l'arrêté royal du 28 avril 1958 par l'arrêté royal du 10 mai 1963;
- b) de l'ensemble des modifications apportées à cet arrêté : "18 août 1958, 18 février 1961, 2 avril 1962, 5 décembre 1962, 10 mai 1963 et 1er juin 1964".

259° Loi du 30 avril 1958 étendant la capacité de la femme mariée et du mineur à certains dépôts d'épargne.

Une référence implicite aux articles 2 et 3 de cette loi est faite dans l'article 594, 2° du Code. Compte tenu des modifications apportées à la loi du 30 avril 1958 par la loi du 16 mars 1964, il y aurait lieu d'écrire, dans la version française de l'article 594, 2°, précité : "livret ou carnet d'épargne".

- * 260° Lois sur les délégués-ouvriers à l'inspection des mines de houille, coordonnées le 31 décembre 1958.

Sur l'article 7 de ces lois coordonnées, il y a lieu de se reporter au premier avis complémentaire (page 6, note).

- 261° Loi du 15 juin 1959 modifiant la loi du 15 avril 1924 étendant au Congo belge la juridiction de la Cour de Cassation.

Il y a lieu de se référer au sujet de cette loi au commentaire repris sous le n° 143 ci-dessus.

- 262° Loi du 14 mars 1960 interprétant et complétant l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et modifiant la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence.

Le Code judiciaire laisse subsister cette loi sans changement; elle est relative aux juridictions contentieuses existant en matière de chômage.

- 263° Loi du 28 mars 1960 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

L'article 57 de cette loi est remplacé par l'article 99 de la seconde partie du Code.

La loi du 28 mars 1960 a été abrogée, à l'exception de certaines dispositions modificatives, par l'article 75 de la loi du 31 août 1963; l'article 99 de la seconde partie du Code devrait être modifié.

- 264° Loi du 12 avril 1960 portant création d'un Fonds social des ouvriers diamantaires.

Quant à cette loi et notamment aux articles 8bis et 15ter qui y ont été insérés par la loi du 28 juillet 1962, il y a lieu de se reporter au premier avis complémentaire (page 5).

- * 265° Loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail.

Une référence expresse à cette loi est faite dans l'article 362 du Code.

- * 266° Loi du 12 avril 1960 instituant la fonction de délégué-ouvrier à l'inspection des minières et carrières.

L'article 7 de cette loi est cité dans le premier avis complémentaire (page 6).

- 267° Arrêté royal du 15 avril 1960 relatif à l'introduction et à l'instruction des demandes de pension, au paiement des prestations et aux juridictions administratives dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 relatives à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

L'article 34, 8° de la seconde partie du Code abroge le chapitre III de cet arrêté royal.

L'ensemble de l'arrêté ayant été abrogé par l'arrêté royal du 24 septembre 1963, l'article 34, 8° précité devrait être modifié.

- 268° Loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo.

Il est rappelé que l'article 189, alinéa 6 de cette loi énonçait : "La Cour de cassation de Belgique demeure saisie des pourvois formés contre les décisions des cours et tribunaux du Congo avant le 30 juin 1960". Cette disposition est demeurée caduque, d'une part, par l'effet de la loi constitutionnelle congolaise du 18 juillet 1963 et, d'autre part, par l'entrée en vigueur de la Constitution de la République Démocratique du Congo, du 1er août 1964.

En ce qui concerne les recours introduits antérieurement à l'entrée en vigueur de ces textes on s'en référera à l'arrêt prononcé par le Conseil d'Etat le 26 juin 1964, n° 10736.

- 269° Loi du 17 juin 1960 relative au statut des sociétés belges de droit colonial ayant leur principal établissement en Belgique.

Cette loi, modifiée par la loi du 20 décembre 1961 et l'arrêté royal du 29 novembre 1962, a été citée dans le premier avis complémentaire, sous l'article 606.

- 270° Loi du 21 juin 1960 portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne.

L'article 8, alinéa 1er, de cette loi est abrogé implicitement par les articles 1409 et suivants du Code judiciaire; son abrogation expresse pourrait figurer dans un article 184 qui serait ajouté à la seconde partie du Code.

- * 271° Loi du 27 juin 1960 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises.

L'article 17 de cette loi, cité dans le premier avis complémentaire (page 5), est remplacé par l'article 100 de la seconde partie du Code. .../...

272° Loi du 12 juillet 1960 portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes.

Les articles 7 à 44 de cette loi sont abrogés par l'article 79, 51° de la seconde partie du Code.

Sont exceptés de l'abrogation :

- a) l'article 1er qui abroge le dernier alinéa de l'article 1er de la loi du 9 juillet 1926;
- b) les articles 2 à 6 qui modifient les articles 2 à 6 de la loi du 9 juillet 1926;
- c) l'article 45 qui constitue une disposition transitoire;
- d) l'article 46 qui est l'article abrogatoire.

Il y a lieu de se reporter au commentaire ci-dessus consacré à la loi du 9 juillet 1926, notamment en ce qui concerne les articles 2 à 6 de cette dernière loi (n°147).

* 273° Arrêté royal du 5 décembre 1960 relatif à la dispense du stage des avocats ayant exercé au Congo.

Le Code judiciaire laisse subsister ce texte sans changement.

* 274° Loi du 1er février 1961 relative à la prise en location en attendant l'expropriation, des terrains nécessaires pour la construction des bâtiments scolaires prévus au chapitre II de la loi du 29 mai 1959 modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique.

Ce texte énonce que les contestations seront déférées au juge de paix compétent pour la procédure en matière d'expropriation d'extrême urgence.

- * 275° Lois relatives au Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers, coordonnées le 3 février 1961.

Une référence implicite à ces lois coordonnées est faite dans l'article 591, 9° du Code.

- 276° Lois relatives aux estropiés et mutilés, coordonnées le 3 février 1961.

L'article 14 de ces lois coordonnées est remplacé par l'article 86 de la seconde partie du Code; il y est fait référence implicite dans l'article 607, alinéa 2; cet article est cité dans le premier avis complémentaire (page 5).

Une référence expresse à la loi du 10 juin 1937 (reprise dans la coordination du 3 février 1961) est faite dans l'article 140, I de la seconde partie du Code. Ce même article devrait être modifié de façon qu'il se réfère aux lois coordonnées.

- 277° Loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.

L'article 16 de cette loi est remplacé par l'article 101, § 1er de la seconde partie du Code; l'article 51, § 1er de la loi est abrogé par l'article 101, § 2; l'article 51, § 2 de la loi est modifié par l'article 101, § 3.

Une référence implicite à l'article 16 (cité aussi dans le premier avis complémentaire, page 5) est faite dans l'article 578, 4° du Code.

L'article 51, § 2, de la loi du 14 février 1961 a été abrogé par l'article 143 de la loi du 9 août 1963; il y a donc lieu de modifier l'article 101, § 3 de la seconde partie du Code.

Le Code judiciaire laisse subsister sans changement le chapitre III du titre IV de la loi, relatif à la reprise par l'Etat des charges se rapportant aux services judiciaires, aux conseils de prud'hommes et aux tribunaux de police.

278° Loi du 1er mars 1961 concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur.

L'article 42bis de cette loi donne compétence au président du tribunal de commerce.

279° Arrêté royal du 23 mars 1961 modifiant la composition et l'organisation des conseils de prud'hommes de première instance de Bruxelles, Gand et Liège.

Cet arrêté royal pourrait être abrogé par le Code; l'article 79 de la seconde partie de celui-ci pourrait être complété en ce sens.

280° Arrêté royal du 23 mars 1961 instituant plusieurs chambres pour ouvriers et pour employés au sein des conseils de prud'hommes d'appel d'Anvers et de Bruxelles.

Le commentaire consacré à l'arrêté royal du 23 mars 1961, figurant plus haut, peut être reproduit ici.

281° Arrêté royal du 26 juin 1961 portant organisation des conseils de prud'hommes de première instance d'Arlon, Libramont, Marche-en-Famenne et Tongres.

L'arrêté appelle de nouveau le même commentaire que ci-dessus.

* 282° Loi du 14 juillet 1961 en vue d'assurer la réparation des dégâts causés par le gros gibier.

Cette loi, à laquelle une référence implicite est faite dans l'article 591, 12° du Code, n'est pas modifiée par celui-ci.

283° Loi du 27 juillet 1961 relative à la résiliation unilatérale des concessions de vente exclusive à durée indéterminée.

L'article 4 de cette loi contient des dispositions relatives à la compétence territoriale. Ces dispositions devraient éventuellement être revues.

284° Arrêté royal du 28 juillet 1961 modifiant l'arrêté royal du 31 décembre 1836 contenant règlement sur la discipline des avocats près la Cour de Cassation.

Ce texte devrait être abrogé expressément comme l'est - par l'article 29 de la seconde partie du Code - l'arrêté qu'il modifie.

L'article 29 précité devrait être modifié.

285° Loi du 7 août 1961 introduisant des dispositions temporaires dans le livre préliminaire du Code de procédure civile.

Cette loi est abrogée comme disposition modificative de la loi du 25 mars 1876, par l'article 30, 2° de la seconde partie du Code.

Il appartiendra au législateur, d'apprécier s'il n'y a pas lieu de maintenir, à titre transitoire, l'article 55, § 1er, de la loi du 25 mars 1876, qui est relatif aux dispositions conventionnelles attributives de compétence aux juridictions congolaises et aux désignations d'arbitres confiées par des clauses compromissoires aux mêmes juridictions. D'autre part le § 3 qui concerne l'exécution en Belgique de décisions congolaises définitives rendues avant le 30 juin 1960 devrait y être maintenu il s'agit, en effet, d'une disposition à caractère permanent même si son champ d'application est appelé à se restreindre de plus en plus dans l'avenir.

286° Loi du 4 décembre 1961 modifiant la loi du 4 septembre 1908 sur la saisie conservatoire des navires de mer et la loi du 25 mars 1876 sur la compétence.

Il y aurait lieu de compléter l'article 30, 2° de la seconde partie du Code judiciaire par la mention de la loi sous examen.

287° Arrêté royal du 8 mars 1962 modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1960 relatif à l'introduction et à l'instruction des demandes de pension, au paiement des prestations et aux juridictions administratives dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

.../...

Cet arrêté royal est abrogé par l'article 34, 8° de la seconde partie du Code.

Cette abrogation est superflue; comme l'arrêté du 15 avril 1960 qu'il modifie, l'arrêté royal du 8 mars 1962 a été abrogé par l'arrêté royal du 24 septembre 1963.

L'article 34, 8° de la seconde partie du Code devrait être modifié.

Il est rappelé que l'arrêté royal du 15 avril 1960 a été, en outre, modifié par les arrêtés royaux des 11 mars 1963 et 25 juin 1963.

288° Loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Le Code judiciaire laisse subsister cette loi sans changement.

L'article 38 de cette loi énonce que les demandes d'indemnité sont, quel qu'en soit le montant, de la compétence des tribunaux de première instance et que tous les jugements, autres que préparatoires, rendus à ce sujet, sont susceptibles d'appel.

L'article 65 est relatif à la compétence attribuée au président du tribunal, de rendre exécutoire un état de frais, après une procédure sur requête.

L'article 68 est relatif à la compétence du président du tribunal qui, statuant en référé, peut ordonner l'interruption des travaux dans certains cas.

Ces dispositions devraient être revues à la lumière des principes nouveaux contenus dans le Code.

.../...

- 289° Loi du 26 avril 1962 conférant des attributions de police judiciaire à certains agents du Comité supérieur de contrôle.

L'article 2 énonce que les agents du Comité supérieur de contrôle qui ont la qualité d'officiers de police judiciaire prêtent serment devant le tribunal de première instance de l'arrondissement de leur domicile.

L'article 572 du Code judiciaire ne fait pas mention de ces fonctionnaires.

- *290° Lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Une référence implicite à ces lois coordonnées est faite dans l'article 610, 6° du Code.

- 291° Loi du 14 juin 1962 relative au statut des sociétés belges de droit colonial constituées sous le régime de la législation en vigueur au Ruanda-Urundi et ayant leur principal établissement administratif en Belgique.

La loi du 17 juin 1960 a été signalée par le Conseil d'Etat dans son premier avis complémentaire, sous l'article 606; pour les mêmes raisons, la loi du 14 juin 1962, modifiée par l'arrêté royal du 10 décembre 1963, doit être également rappelé.

- 292° Loi du 4 juillet 1962 modifiant l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges.

L'article 2 de la loi du 4 juillet 1962, qui complète l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926, est relatif à la compétence des conseils de prud'hommes. Cette disposition devrait être modifiée.

- 293° Loi du 20 juillet 1962 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Une référence implicite à l'article 2, alinéa 3 est faite dans l'article 601, 11° du Code. Il y a lieu de se reporter à l'observation consacrée à l'article 601, 11° précité, par le premier avis complémentaire.

- 294° Loi du 20 juillet 1962 concernant le divorce et la séparation de corps.

L'article 25 de cette loi abroge l'article 875 du Code de procédure civile.

L'article 106 de la seconde partie du Code judiciaire devrait être complété en conséquence.

- *295° Loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes.

L'article 5 de cette loi constitue la "loi relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique". Une référence expresse à cette dernière loi est faite dans les articles 595 et 629, 5° du Code judiciaire.

- 296° Loi du 27 juillet 1962 relative à la responsabilité civile du Centre d'étude de l'énergie nucléaire.

L'article 16 de cette loi est remplacé par l'article 51 de la seconde partie du Code; une référence expresse y est faite dans l'article 569, 17°.

L'article 21 que le Code laisse inchangé, permet au Roi d'organiser une procédure administrative ou judiciaire de conciliation, qui serait obligatoire et préalable aux actions judiciaires à intenter devant les juridictions civiles.

.../...

- * 186° Koninklijk besluit nr 308 van 31 maart 1936 tot invoering van het Wetboek der successierechten.

Artikel 21, III, van dit besluit is, als wijzigingsbepaling van de wet van 25 maart 1876, opgeheven door artikel 30, 2°, van het tweede deel van het Wetboek ; de artikelen 105, tweede lid, en 116, tweede lid, worden onderscheidenlijk gewijzigd door de artikelen 155 en 156 van het tweede deel van het Wetboek.

Naar artikel 87 van het Wetboek der successierechten wordt stilzwijgend verwezen in artikel 595, 10°, van het Gerechtelijk Wetboek.

- 187° Wet van 10 april 1936 betreffende het verhaal in verbreking tegen de arresten der Hoven van beroep van Belgisch-Congo, in zake personele belasting en belasting op het inkomen.

Deze wet wordt in het Wetboek niet opgeheven ; hier moge worden verwezen naar de commentaar onder nr 143 hiervoren.

- 188° Wet van 5 mei 1936 tot vaststelling van het statuut der havenkapiteins.

Artikel 7 van deze wet bepaalt dat de havenkapiteins en -adjunct-kapiteins de eed afleggen vóór de rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied waar de haven gelegen is.

De vermelding van de havenkapiteins en -adjunct-kapiteins staat niet in artikel 572 van het Wetboek.

* 189° Wet van 5 mei 1936 op de rivierbevrachting.

Een uitdrukkelijke verwijzing naar artikel 58 van deze wet, gewijzigd door artikel 66 van het tweede deel van het Wetboek, staat in artikel 587, 13°, van het Gerechtelijk Wetboek ; artikel 576 van het Wetboek verwijst stilzwijgend naar artikel 63 van de wet, gewijzigd bij artikel 67 van het tweede deel van het Wetboek.

190° Wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 15 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart.

Artikel 39 bepaalt dat de hoofdinspecteurs en de inspecteurs van de luchtvaartpolitie de eed afleggen vóór de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement van hun verblijfplaats.

Die bevoegdheid van de rechtbank van eerste aanleg is niet vermeld in artikel 572 van het Wetboek.

191° Koninklijk besluit van 1 juli 1937 houdende de statuten van de Rijkswerkliedenkas.

Artikel 42 van dat koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 oktober 1957 en bij de wet van 30 april 1958, alsook artikel 77, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 maart 1952 en bij de wet van 30 april 1958, worden stilzwijgend opgeheven door de artikelen 1409 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

.../...

De artikelen 42 en 77 zouden uitdrukkelijk kunnen worden opgeheven in een artikel 184, toe te voegen aan het tweede deel van het Wetboek.

*192° Wet van 25 juli 1938 tot oprichting van de Orde der geneesheren.

Artikel 614, 2°, van het Wetboek verwijst stilzwijgend naar artikel 11 van die wet.

193° Organiek koninklijk besluit van 22 december 1938 voorzien bij de wet van 10 juni 1937 houdende uitbreiding van de kindertoeslagen tot de werkgevers en tot de niet-loontrekkende arbeiders.

Op artikel 120 van dit besluit is commentaar gegeven in het eerste aanvullend advies van de Raad van State van 17 juni 1964 (Gedr.st., Senaat, 1963-1964, nr 60, bijlage I, blz. 5).

Naar de artikelen 120 en volgende wordt stilzwijgend verwezen in artikel 594, 3° tot 8°, van het Wetboek.

Voor artikel 204 moge worden verwezen naar het eerste aanvullend advies (vermeld gedr.st., blz. 5).

Op artikel 293 is commentaar geleverd in hetzelfde aanvullend advies (blz. 8).

Artikel 305 van het koninklijk besluit bepaalt dat de statuten van de vrije onderlinge kassen ter griffie van de vredegerechten moeten worden neergelegd ; een opmerking betreffende zodanige neerleggingen is gemaakt in het reeds genoemde eerste aanvullend advies (blz. 5).

- 194° Koninklijk besluit van 26 december 1938 betreffende de pensioenregeling van het gemeentepersoneel.

Artikel 97 van dat koninklijk besluit, gewijzigd bij de wet van 30 april 1958, wordt stilzwijgend opgeheven door de artikelen 1409 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek ; het zou uitdrukkelijk kunnen worden opgeheven in een artikel 184, toe te voegen aan het tweede deel van het Wetboek.

- 195° Wet van 20 juli 1939 waarbij aan de Koning machtiging wordt verleend om te voorzien in de benoeming van bijgevoegde magistraten.

Ofschoon uit het opschrift zou kunnen worden afgeleid dat de wet van 20 juli 1939 een autonome bepaling is, is zij slechts een wijziging van de wet van 12 mei 1937, die wordt opgeheven door artikel 7, § 1, 79°, van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek.

De wet van 20 juli 1939 zou dan ook in artikel 7, § 1, van het tweede deel van het Wetboek moeten worden vermeld.

- * 196° Besluitwet van 6 november 1939 betreffende de tijdelijke vervanging van de onder de wapens geroepen of teruggeroepen magistraten.

Deze besluitwet wordt uitdrukkelijk opgeheven in artikel 7, § 1, 82°, van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek ; haar bepalingen golden slechts tot de dag waarop het leger weer op vredesvoet werd gebracht ; zij heeft derhalve geen inhoud meer.

- * 197° Koninklijk besluit nr 83 van 28 november 1939 betreffende het opsporen en het ontginnen van bitumineuze gesteenten, van petroleum en van brandbare gassen.

Artikel 591, 9°, van het Gerechtelijk Wetboek verwijst stilzwijgend naar artikel 16 van dat besluit.

- 198° Koninklijk besluit nr 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Diverse artikelen van het Gerechtelijk Wetboek wijzigen dit besluit zodat het, om eventuele opzoekingen te vergemakkelijken, nuttig gebleken is alle wijzigingen die dat besluit heeft ondergaan, te vermelden.

Deze tekst wordt als volgt gewijzigd :

artikel 28 wordt opgeheven door artikel 133 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 35, 4°, wordt vervangen door artikel 134 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 39, 3°, wordt vervangen door artikel 135 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 42 wordt gewijzigd door artikel 136 van het tweede deel van het Wetboek ;

titel 1, hoofdstuk IV, afdelingen XV, XVI, XVII en de artikelen 153, 154 en 155. worden opgeheven door artikel 137 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 159, 1°, derde lid, wordt vervangen door artikel 138 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 160 wordt gewijzigd door artikel 139 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 162 wordt gewijzigd door artikel 140 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 173, 1°, wordt vervangen door artikel 141 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 179 wordt vervangen door artikel 142 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 185, tweede lid, wordt gewijzigd door artikel 143 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 194, tweede lid, wordt gewijzigd door artikel 144 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 268, 1°, wordt vervangen door artikel 145 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 269 wordt vervangen door artikel 146 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 269, 3° en 4°, wordt gewijzigd door artikel 25 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 271 wordt vervangen door artikel 147 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 272 wordt vervangen door artikel 147 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 279¹, 2°, wordt vervangen door artikel 148 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 279², 4°, wordt opgeheven door artikel 149 van het tweede deel van het Wetboek.

artikel 280, 1° tot 3°, wordt vervangen door artikel 150 van het tweede deel van het Wetboek ;

artikel 290 wordt, als wijzigingsbepaling van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, vervangen door artikel 106 van het tweede deel van het Wetboek ; het zal moeten blijven bestaan wat de overige bepalingen betreft waarop genoemd artikel 290 van toepassing is ;

artikel 302quater wordt in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten ingevoegd door artikel 24 van het tweede deel van het Wetboek.

In artikel 594, 9°, van het Gerechtelijk Wetboek wordt stilzwijgend verwezen naar artikel 236.

.../...

Artikel 269 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten wordt vervangen door artikel 146 van het tweede deel van het Wetboek.

Er is gemis van overeenstemming tussen artikel 25 en artikel 146 van het tweede deel van het Wetboek. Artikel 25 wil de rechten voor het op de rol brengen van elke betwiste zaak bij de huidige rechtbanken van eerste aanleg en bij de hoven van beroep verhogen (artikel 269, 3° en 4°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten). In artikel 269¹ van het Wetboek der registratierechten, ingevoerd door artikel 146 van het tweede deel van het Wetboek, zijn het 2° en 3° die betrekking hebben op het inschrijven op de rol in de arrondissementsrechtbanken en in de hoven van beroep. De artikelen 25 en 146 van het tweede deel van het Wetboek zouden derhalve in overeenstemming gebracht of, nog beter, versmolten moeten worden.

199° Wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers, gecoördineerd op 19 december 1939.

De artikelen 117 en 119 van die gecoördineerde wetten worden onderscheidenlijk vervangen door de artikelen 87 en 88 van het tweede deel van het Wetboek.

Artikel 3, laatste lid, is aangehaald in het eerste aanvullend advies (reeds vermeld gedr.st., blz. 6, voetnoot).

Krachtens artikel 63 kan de vrederechter beschikken op de arbeidsongeschiktheid van sommige kinderen (eerste aanvullend advies, gedr.st. blz. 4).

Artikel 594, 3° tot 8°, van het Gerechtelijk Wetboek verwijst stilzwijgend naar artikel 69, derde lid.

Artikel 74; derde lid, wordt stilzwijgend opgeheven door de artikelen 1409 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek ; het zou uitdrukkelijk kunnen worden opgeheven in een artikel 184, toe te voegen aan het tweede deel van het Wetboek.

Voor de scheidsrechterlijke commissies en de verzoeningscommissies bedoeld in de artikelen 115 en 116 van de gecoördineerde wetten, moge worden verwezen naar het eerste aanvullend advies (meer vermeld gedr.st., blz. 6).

Voor de artikelen 156 en 159 geldt de commentaar die in het eerste aanvullend advies (meer vermeld gedr.st., blz.8) gegeven is op artikel 578, 6° (tekst en voetnoot).

Artikel 165 is in het eerste aanvullend advies aangehaald in het gedeelte betreffende de neerleggingen (meer vermeld gedr.st., blz. 5).

200° Besluitwet van 30 januari 1941 waarbij voorlopig aan het Hof van beroep te Leopoldstad bevoegdheid verleend wordt om uitspraak te doen over het beroep tegen de beslissingen van de consulaire rechtbanken, en het bedrag van de laatste aanleg verhoogd wordt.

Deze besluitwet heeft geen inhoud meer, behalve dan artikel 5 dat, wat het bedrag van de laatste aanleg betreft, de wet van 31 december 1851 wijzigt.

De commentaar die de Raad van State in zijn eerste aanvullend advies op artikel 617 heeft gegeven, moge hier in herinnering worden gebracht.

.../...

- 201° Besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Artikel 89 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek wijzigt "artikel 12, derde lid" van genoemde besluitwet. Gelet op de wijzigingen in dat artikel aangebracht door de wet van 14 juli 1961, zou artikel 12, § 1, vijfde lid, moeten worden gewijzigd. Artikel 89 van het tweede deel van het Wetboek zou dus moeten worden gewijzigd.

Bij artikel 8, 4°, dat de vrederechter zijn bevoegdheid laat behouden, geldt eenzelfde commentaar als in het eerste aanvullend advies is gegeven (meer vermeld gedr.st., blz. 4).

Artikel 12, §§ 2 en 3, is vermeld in hetzelfde aanvullend advies (blz. 8, voetnoot).

- 202° Besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden.

Artikel 3, § 3, van dit besluit wordt vervangen door artikel 90 van het tweede deel van het Wetboek.

Artikel 594, 7°, van het Wetboek verwijst uitdrukkelijk naar artikel 5 ; ook hier moge worden verwezen naar het eerste aanvullend advies (blz. 4).

- 203° Besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij.

Artikel 5, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1956, bepaalt "Betwistingen ... worden beslecht door de rechtscolleges, aangewezen bij artikel 20 van de wet van 21 mei 1955 betreffende het rust- en overlevingspensioen der arbeiders".

Naar artikel 8 wordt stilzwijgend verwezen in artikel 594, 6°, van het Wetboek.

Voor artikel 8, 6°, geldt de commentaar die erover gegeven is in het eerste aanvullend advies (blz. 4).

Artikel 100, § 2, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, bepaalt : "De Koning kan de bevoegdheid van de rechtscolleges voor geschillen verruimen tot betwistingen over de toepassing van de wetgeving betreffende de regeling voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, bedoeld in de besluitwet van 7 februari 1945".

204° Besluitwet van 19 mei 1945 betreffende de vergoeding der schade voortspuitende uit de arbeidsongevallen in welker oorzaken een oorlogsfeit voorkomt.

De wet van 30 december 1950 heeft de artikelen 38, 40 tot 44 en 46, eerste lid, van de besluitwet van 19 mei 1945 zonder tijdsbeperking verlengd.

Artikel 43, tweede lid, handelt over de bevoegdheid; die tekst is vermeld in het eerste aanvullend advies (blz. 9).

205° Besluit van de Regent van 26 mei 1945 betreffende de inrichting van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening.

Artikel 34, 1°, van het tweede deel van het Wetboek heft de artikelen 112 tot 154 van dat besluit op.

.../...

Nu het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid het besluit in zijn geheel heeft opgeheven, dient artikel 34, 1°, van het tweede deel van het Wetboek te worden gewijzigd.

- 206° Besluitwet van 20 september 1945 betreffende de inrichting en de dienst der vrederechten.

Deze besluitwet, opgeheven door artikel 7, § 1, 84°, van het tweede deel van het Wetboek, is gewijzigd door de wet van 1 juni 1949 waarbij sommige wettelijke bepalingen gehandhaafd worden niettegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet.

Genoemd artikel 7 zou moeten worden aangevuld met de vermelding van de wijzigingswet.

- * 207° Besluitwet van 10 november 1945 betreffende de wedden van magistraten en van ambtenaren der rechterlijke orde die voor hogere ambten aangewezen worden.

Het Gerechtelijk Wetboek laat die tekst onveranderd bestaan.

- * 208° Wetten betreffende het gerechtelijk akkoord, gecoördineerd op 25 september 1946.

Artikel 10 van deze gecoördineerde wetten wordt opgeheven door artikel 130 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek.

Naar deze wetten, die gewijzigd zijn door de wet van 9 maart 1962, wordt stilzwijgend verwezen in artikel 574, 2° (zie in dat verband, eerste aanvullend advies, blz. 3); naar artikel 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten wordt stilzwijgend verwezen in artikel 631, derde lid, van het Wetboek.

- * 209° Wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State.

Naar de artikelen 20, 30 en 56 van die wet wordt stilzwijgend verwezen, onderscheidenlijk in de artikelen 610 en 613, 294 en 615 van het Wetboek.

- * 210° Besluitwet van 25 februari 1947 tot samenvoeging en wijziging van de wetten betreffende het pensioenstelsel voor de mijnwerkers en de ermee gelijkgestelden.

Artikel 72 van deze besluitwet wordt vervangen door artikel 91 van het tweede deel van het Wetboek ; de artikelen 73, 74, 75 en 76 worden opgeheven door artikel 34, 2°, van hetzelfde deel.

Naar die besluitwet wordt stilzwijgend verwezen in artikel 610 van het Wetboek.

- 211° Besluitwet van 25 februari 1947 betreffende het toekennen van loon aan de werknemers voor een bepaald aantal feestdagen per jaar.

Artikel 13 van deze besluitwet (waarvan het opschrift gewijzigd is door de wet van 30 december 1950) is vermeld in het eerste aanvullend advies (blz. 8, voetnoot).

- * 212° Besluit van de Regent van 31 maart 1947 betreffende het toezicht en houdende het politiereglement voor de exploitatie van de openbare autobusdiensten, de bijzondere autobusdiensten en de autocardiensten.

In artikel 601, 12°, van het Wetboek wordt stilzwijgend verwezen naar artikel 6 van dat besluit.

- 213° Wet van 7 mei 1947 houdende machtiging voor de vrouwen tot uitoefening van het ambt van advocaat bij het Hof van verbreking.

Alleen artikel 1 van die wet blijft van kracht ; de inhoud ervan zou in het Wetboek kunnen worden overgenomen waardoor de wet van 7 mei 1947 in artikel 15 van het tweede deel van het Wetboek zou kunnen worden opgeheven.

- 214° Besluit van de Regent van 26 juni 1947 houdende het Wetboek der zegelrechten.

Zoals gedaan is voor de teksten die, zoals het Wetboek der zegelrechten talrijke wijzigingen hebben ondergaan, worden deze hierna in een tabel opgenomen :

Artikel 8, 3°, 4°, 5°, 6°, 7° en 8°, wordt opgeheven door artikel 151 van het tweede deel van het Wetboek.

Artikel 58 wordt gewijzigd door artikel 152 van het tweede deel van het Wetboek.

Artikel 59¹, 15°, wordt opgeheven door artikel 153 van het tweede deel van het Wetboek.

Artikel 59¹, 20°bis, wordt gewijzigd door artikel 153 van het tweede deel van het Wetboek.

Artikel 59¹, 26°, wordt opgeheven door artikel 153 van het tweede deel van het Wetboek.

Artikel 59¹, 27°, wordt opgeheven door artikel 153 van het tweede deel van het Wetboek.

Artikel 59¹, 28°, wordt gewijzigd door artikel 153 van het tweede deel van het Wetboek.

Artikel 59¹, 31°, wordt opgeheven door artikel 153 van het tweede deel van het Wetboek.

Artikel 59¹, 47°bis, wordt ingevoegd door artikel 153 van het tweede deel van het Wetboek.

Artikel 59¹, 50°bis, wordt ingevoegd door artikel 153 van het tweede deel van het Wetboek.

Artikel 59¹, 50°ter, wordt ingevoegd door artikel 153 van het tweede deel van het Wetboek.

Artikel 59¹, 54°, wordt gewijzigd door artikel 153 van het tweede deel van het Wetboek.

Artikel 59, 54°bis, wordt gewijzigd door artikel 153 van het tweede deel van het Wetboek.

Artikel 62, tweede lid, wordt vervangen door artikel 154 van het tweede deel van het Wetboek.

De wetgever dient te oordelen of ook artikel 59¹,

- 215° Besluit van de Regent van 12 juli 1947 tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 december 1928 tot oprichting van een werkrechttersraad voor zeelieden.

Het koninklijk besluit van 6 december 1928 wordt opgeheven door artikel 79, 44°, van het tweede deel van het Wetboek ; het besluit van de Regent van 12 juli 1947 zou eveneens uitdrukkelijk moeten worden opgeheven. Artikel 79 van het tweede deel van het Wetboek zou derhalve moeten worden gewijzigd.

- 216° Wet van 18 augustus 1947 houdende regeling van het statuut der krijgsgevangenen 1940-1945.

Artikel 13, eerste lid, van deze wet wordt stilzwijgend opgeheven door de artikelen 1409 en volgende van het Wetboek ; het zou uitdrukkelijk kunnen worden opgeheven in een artikel 184, toe te voegen aan het tweede deel van het Wetboek.

- 217° Besluit van de Regent van 15 oktober 1947 genomen in uitvoering van de besluitwet van 25 februari 1947 tot samenvoeging en wijziging van de wetten betreffende het pensioenstelsel der mijnwerkers en de ermee gelijkgestelden.

De artikelen 49, 50 (gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 mei 1958), 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 60bis (ingevoegd door het besluit van de Regent van 3 augustus 1949), 61 en 62 van het besluit van 15 oktober 1947 worden opgeheven door artikel 34, 3°, van het tweede deel van het Wetboek.

Die artikelen, alsook de artikelen 51 en 52, staan onder het opschrift : "Rechterlijke organismen".

.../...

Het is niet duidelijk waarom artikel 51 niet wordt opgeheven ofschoon het bepaalt dat elke aanvraag (strekkend tot het verkrijgen van de voordelen bepaald in de besluitwet van 25 februari 1947 of tot het genot van met het buitenland gesloten overeenkomsten) moet gestuurd worden "tot de directeur van de Voorzorgskas binnen het gebied waarin de onderneming is gevestigd, waar de werknemer werkzaam is of werkzaam is geweest".

Artikel 52 heeft betrekking op de bewijsstukken die bij de aanvraag moeten worden gevoegd; bedoelt het Gerechtelijk Wetboek, de verplichting die stukken te voegen bij het exploit tot inleiding van het geding te handhaven, dan zou dat met zoveel woorden moeten worden gezegd.

218° Wetten betreffende de inkomstenbelastingen, gecoördineerd op 15 januari 1948.

Artikel 78 van het tweede deel van het Wetboek vervangt artikel 59, § 1, derde lid, van die gecoördineerde wetten.

Het artikel dat met die bepaling overeenstemt, is artikel 304, derde lid, van het Wetboek der inkomstenbelastingen.

Artikel 78 van het tweede deel van het Wetboek moet derhalve worden gewijzigd.

* 219° Wet van 21 februari 1948 houdende toelating van de vrouwen tot de magistratuur.

Deze wet, waarvan de artikelen 1 en 2 nog van kracht zijn, wordt niet opgeheven door het Wetboek.

220° Wet van 21 februari 1948 betreffende de vergoedingen toe te kennen aan de plaatsvervangende magistraten, die regelmatig functies van werkend magistraat waarnemen.

Deze wet wordt opgeheven door artikel 7, § 2, 4°, van het tweede deel van het Wetboek.

Die opheffing is overbodig ; de wet van 21 februari 1948 is immers reeds uitdrukkelijk opgeheven door artikel 3 van de wet van 23 oktober 1950 die de artikelen 228 en 229 van de wet van 18 juni 1869 heeft vervangen.

Artikel 7, § 2, 4°, van het tweede deel van het Wetboek moet dus vervallen.

* 221° Besluit van de Regent van 30 juni 1948 betreffende de uitoefening van het beroep van advocaat wat de commissies van beroep in zake oorlogsschade betreft.

Het enig artikel van dat besluit bepaalt onder meer dat het beroep van advocaat niet onverenigbaar is met het ambt van voorzitter en ondervoorzitter van de bij de wet van 1 oktober 1947 ingestelde commissies van beroep in zake oorlogsschade aan private goederen.

Dat besluit wordt in het Gerechtelijk Wetboek niet opgeheven of gewijzigd.

222° Wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.

Voor artikel 24 van de wet, gewijzigd bij de wet van 28 januari 1963, moge worden verwezen naar het eerste aanvullend advies (blz. 5).

.../...

Artikel 583 van het Wetboek verwijst stilzwijgend naar de artikelen 14 en 24 van die wet, die gewijzigd zijn bij de wet van 28 januari 1963.

223° Wet van 19 mei 1949 tot oprichting van de Orde der apothekers.

Artikel 12, vierde lid, van deze wet wordt gewijzigd door artikel 50 van het tweede deel van het Wetboek. Door de wet van 20 januari 1961 zijn nieuwe alinea's ingevoegd tussen het eerste en tweede lid en tussen het tweede en derde lid van artikel 12 van de wet van 19 mei 1949, zodat het Wetboek de wijziging moet aanbrengen in artikel 12, zevende lid. Artikel 50 van het tweede deel van het Wetboek moet in dat opzicht worden gewijzigd.

Artikel 614, 3°, verwijst stilzwijgend naar genoemd artikel 12, zevende lid.

224° Wet van 20 mei 1949 waarbij de toepassing van het stelsel der maatschappelijke zekerheid wordt uitgebreid tot sommige arbeiders door de openbare besturen te werk gesteld.

Deze tekst is vermeld in het eerste aanvullend advies, blz. 6, voetnoot.

225° Wet van 18 maart 1950 tot wijziging van de artikelen 4, 45 en 54 der wet van 9 juli 1926 op de werkrechtsraden.

Deze wet zou moeten worden opgeheven zoals de wet welke zij wijzigt ; artikel 79 van het tweede deel van het Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

226° Wet van 19 december 1950 tot instelling van de Orde der dierenartsen.

Artikel 12, vierde lid, van deze wet wordt gewijzigd door artikel 50, tweede lid, van het tweede deel van het Wetboek. De wet van 20 januari 1961 heeft tussen het eerste en tweede lid en tussen het tweede en derde lid van artikel 12 van de wet van 1950 nieuwe alinea's ingevoegd, zodat het Wetboek de wijziging moet aanbrengen in artikel 12, zesde lid. Artikel 50 van het tweede deel van het Wetboek moet in dat opzicht worden gewijzigd.

Artikel 614, 4°, van het Wetboek verwijst stilzwijgend naar dat artikel 12, zesde lid.

227° Wet van 30 december 1950 houdende aanvulling van de wet van 18 maart 1950 tot wijziging van de artikelen 4, 45 en 54 der wet van 9 juli 1926 op de werkrechtsraden.

De opheffing van deze wet wordt in overweging gegeven teneinde uit de verzamelingen wetten te weren die geen onderwerp meer hebben ; artikel 79 van het tweede deel van het Wetboek zou derhalve kunnen worden aangevuld.

228° Wetten betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders, gecoördineerd op 9 maart 1951.

Artikel 66bis, in de gecoördineerde wetten ingevoegd door de wet van 27 juli 1953, wordt vervangen door artikel 92 van het tweede deel van het Wetboek.

.../...

In het eerste aanvullend advies is op blz. 8 commentaar gegeven op de artikelen 59 en 61.

- 229° Wet van 30 juni 1951 betreffende het toestaan van leningen aan de beneficianten van het Nationaal Werk voor oorlogsinvaliden en van het Nationaal Werk voor oudstrijders en oorlogsslachtoffers.

Artikel 6 van deze wet wordt stilzwijgend opgeheven door de artikelen 1409 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek ; het zou uitdrukkelijk kunnen worden opgeheven in een artikel 184, toe te voegen aan het tweede deel van het Wetboek.

Artikel 8 van die wet wordt vervangen door artikel 49 van het tweede deel van het Wetboek ; dat artikel moet worden gewijzigd en het opschrift, dat de wet van 8 augustus 1963 aan de wet van 30 juni 1951 heeft gegeven, moet in de plaats van het oude opschrift komen.

- 230° Wet van 9 juli 1951 houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen.

Artikel 594, 5°, van het Wetboek verwijst stilzwijgend naar artikel 39 van die wet.

De artikelen 1409 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek zeggen niets over de door bedoelde wet verleende vergoedingen (zie artikel 42 van die wet).

- 231° Koninklijk besluit van 6 augustus 1951 tot regeling van de dienst der Staatsschuld.

De artikelen 52, 53 en 54, derde lid, van dat koninklijk besluit hebben betrekking op het beslag ; de wetgever dient te beslissen of die artikelen onveranderd moeten behouden blijven.

- 232° Koninklijk besluit van 22 april 1952 betreffende de vergoeding van de kosten van dokter, chirurg, apotheker, ziekenhuis, prothese, orthopedie, voortspruitend uit arbeidsongevallen aan vastaangestelde en stage-doende personeelsleden overkomen in dienst of op de weg naar of van het werk.

Dit besluit is vermeld in het eerste aanvullend advies (meer vermeld gedr.st., blz. 6, voetnoot).

- 233° Wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de arbeiders, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen.

Artikel 1, § 4, h, in deze wet ingevoegd door de wet van 17 juli 1957, wordt vervangen door artikel 93 van het tweede deel van het Wetboek.

Genoemd artikel 1, § 4, h, is gewijzigd bij artikel 11, 2°, van de wet van 28 januari 1963. Rekening moet worden gehouden met de wijziging, welke de wet van 28 januari 1963 in de tekst van genoemd artikel van de wet van 10 juni 1952 heeft aangebracht, en artikel 93 van het tweede deel van het Wetboek moet dienovereenkomstig worden herzien.

Ook moge worden verwezen naar het eerste aanvullend advies (blz. 5 en blz. 6, voetnoot).

- 234° Wet van 29 juli 1952 tot vaststelling van de aan de magistraten en de griffiers toegekende reis- en verblijfsvergoedingen.

Ofschoon het opschrift van deze wet de indruk kan wekken dat het hier gaat om een autonome tekst, is de wet van 29 juli 1952 in feite een bepaling tot wijziging van de wet van 25 oktober 1889, opgeheven door artikel 7, § 2, 1°, van het tweede deel van het Wetboek.

Genoemd artikel 7 zou moeten worden aangevuld met de vermelding van de wijzigingswet.

- * 235° Wet van 30 juli 1952 betreffende de wedden en de berekening van de anciënniteit van de magistraten en griffiers der hoven en rechtbanken en van de secretarissen der parketten.

Het Gerechtelijk Wetboek laat die tekst onveranderd bestaan.

- 236° Wet van 10 februari 1953 tot wijziging van de volstreckte bevoegdheid en van de plaatselijke bevoegdheid in zake verstrekking van levensonderhoud.

De artikelen 1 tot 4 van deze wet worden, als wijzigingsbepalingen van de wet van 25 maart 1876, opgeheven door artikel 30, 2°, van het tweede deel van het Wetboek.

Artikel 5, dat niet wordt opgeheven, is een overgangsbepaling. Derhalve wordt voorgesteld, de wet in haar geheel op te heffen en artikel 30, 2°, van het tweede deel van het Wetboek te wijzigen.

- * 237° Wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der bedrijfsrevisoren.

Artikel 572 van het Wetboek verwijst stilzwijgend naar artikel 4; eenzelfde verwijzing naar artikel 23 staat in artikel 614, 5°, van het Wetboek.

- * 238° Koninklijk besluit van 11 maart 1954 houdende statuut van het Korps Burgerlijke Bescherming.

Voor artikel 32 moge worden verwezen naar het eerste aanvullend advies (blz. 6, voetnoot).

- * 239° Wet van 20 maart 1954 tot wijziging van artikel 232 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

Het Wetboek laat die wet onveranderd bestaan.

- 240° Koninklijk besluit van 9 september 1954 aangaande het in werking brengen van sommige bepalingen van de wet van 25 februari 1954 betreffende de inrichting van het Hof van verbreking.

Het koninklijk besluit van 10 maart 1954 dat eenzelfde onderwerp heeft als genoemd besluit, wordt opgeheven door artikel 7, § 1, 94°, van het tweede deel van het Wetboek ; om dezelfde redenen zou het koninklijk besluit van 9 september 1954 moeten worden opgegeven. Genoemd artikel 7 zou in dat opzicht moeten worden gewijzigd.

- 241° Wetten betreffende het statuut van de politieke gevangenen en hun rechthebbenden, gecoördineerd op 16 oktober 1954.

Artikel 27 van die gecoördineerde wetten wordt stilzwijgend opgeheven door de artikelen 1409 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek ; het zou uitdrukkelijk kunnen worden opgeheven in een artikel 184, toe te voegen aan het tweede deel van het Wetboek.

- * 242° Wet van 10 januari 1955 betreffende de bekendmaking en de toepassing der uitvindingen en fabrieksgeheimen welke de verdediging van het grondgebied of de veiligheid van de Staat aangaan.

Artikel 569, 12°, van het Wetboek verwijst stilzwijgend naar artikel 11 van die wet.

243° Koninklijk besluit van 24 januari 1955 tot uitvoering van de wet van 5 juli 1954 betreffende het pensioen van de burgemeesters en schepenen en dat van hun rechtverkrigenden.

Artikel 9 van dat koninklijk besluit, stilzwijgend gewijzigd door de wet van 30 april 1958, wordt stilzwijgend opgeheven door de artikelen 1409 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek ; het zou uitdrukkelijk kunnen worden opgeheven in een artikel 184, toe te voegen aan het tweede deel van het Wetboek.

244° Wet van 21 mei 1955 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders.

Artikel 94 van het tweede deel van het Wetboek wijzigt artikel 20 van die wet. Genoemd artikel 20 is gewijzigd door de wetten van 1 augustus 1957 en 25 april 1963. In de redactie van artikel 94 van het tweede deel van het Wetboek zou rekening moeten worden gehouden met de wijzigingen welke de wet van 21 mei 1955 heeft ondergaan.

245° Wetten betreffende het bediendencontract, gecoördineerd op 20 juli 1955.

Artikel 36 van die gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 30 april 1958, wordt vervangen door artikel 95 van het tweede deel van het Wetboek; in artikel 567 van het Wetboek wordt daarnaar stilzwijgend verwezen.

In artikel 26 van het tweede deel van het Wetboek wordt uitdrukkelijk verwezen naar artikel 20 van de gecoördineerde wetten.

Voor artikel 31, dat verwijst naar de artikelen 29 tot 37 van de wet van 10 maart 1900, moge worden verwezen naar het eerste aanvullend advies (blz.5).

246° Organiek koninklijk besluit van 22 september 1955 van de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

De artikelen 131 en 132 van dat besluit worden opgeheven door artikel 34, 6°, van het tweede deel van het Wetboek.

Die opheffing is overbodig, want artikel 131 is opgeheven door het koninklijk besluit van 27 februari 1961 en artikel 132 door het koninklijk besluit van 5 november 1959.

* 247° Wet van 28 mei 1956 betreffende ontplofbare en voor deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmede geladen tuigen.

In artikel 601, 13°, van het Wetboek wordt stilzwijgend verwezen naar artikel 3 van die wet.

* 248° Wet van 25 juni 1956 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet.

Artikel 591, 10°, van het Wetboek verwijst stilzwijgend naar die wet.

.../...

- 249° Koninklijk besluit van 26 juni 1956 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1955 tot vaststelling van de werkwijze der Commissie van beroep inzake tegemoetkomingen aan gebrekkigen, verminkten, blinden, doven en stommen.

Het koninklijk besluit van 22 juni 1955 wordt opgeheven door artikel 34, 5°, van het tweede deel van het Wetboek ; ook het hiervoren vermelde wijzigingsbesluit moet worden opgeheven.

- * 250° Wet van 27 juni 1956 betreffende het Speciaal Onderstandsfonds.

Het Wetboek laat deze wet en de instellingen welke zij opricht (onder meer de commissie van beroep) onveranderd bestaan.

- 251° Wet van 5 juli 1956 betreffende de wateringen.

Voor artikel 17 van deze wet moge worden verwezen naar de opmerking die in het eerste aanvullend advies gemaakt is over artikel 594.

Artikel 601, 14°, van het Wetboek verwijst stilzwijgend naar artikel 62 van die wet.

- 252° Wet van 14 juli 1956 tot wijziging van de wetgeving op de bezoldiging van de ambtenaren van het openbaar ministerie bij de politierechtbanken.

Het Wetboek laat deze wet, waarvan artikel 2 door de wet van 14 februari 1961 opgeheven is, onveranderd bestaan.

- 253° Koninklijk besluit van 9 september 1956 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1955 tot vaststelling van de werkwijze der commissie van beroep in zake tegemoetkomingen aan gebrekkigen, verminkten, blinden, doven en stommen.

Voor deze tekst geldt dezelfde commentaar als gegeven is in verband met het koninklijk besluit van 26 juni 1956.

- 254° Wet van 8 januari 1957 tot vereenvoudiging van de rechtspleging inzake machtiging van de gehuwde vrouw en inzake scheiding van goederen.

De artikelen 1 tot 3 van deze wet worden, als wijzigingsbepalingen van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, opgeheven door artikel 106 van het tweede deel van het Wetboek. Het is niet duidelijk waarom artikel 4 van die wet niet wordt opgeheven, terwijl het toch artikel 866 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering wijzigt.

Artikel 106 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in dat opzicht moeten worden gewijzigd.

- 255° Wet van 27 mei 1957 tot wijziging van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, gewijzigd bij de wet van 10 juni 1955.

Artikel 2 van deze wet luidt : "In hetzelfde artikel (artikel 1 van de wet van 3 april 1953), wordt het aantal kamervoorzitters in het Hof van beroep te Brussel van 13 op 15 en het aantal raadsheeren van 46 op 44 gebracht".

Aangezien de wet van 3 april 1953 wordt opgeheven door artikel 7, § 1, 91°, van het tweede deel van het Wetboek, moeten ook de wijzigingsbepalingen van de wet van 3 april 1953 worden opgeheven.

- * 256° Wet van 3 juni 1957 betreffende de polders.

De artikelen 594, 13°, en 601, 15°, van het Wetboek verwijzen stilzwijgend naar de artikelen 16 en 62 van de wet.

- * 257° Wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden.

Artikel 15, §§ 2 en 4, is vermeld in het eerste aanvullend advies (blz. 6, voetnoot).

- 258° Koninklijk besluit van 28 april 1958 betreffende de rechtscolleges die bevoegd zijn voor de regelingen voor rust- en overlevingspensioenen der arbeiders, der bedienden, der zeevarenden onder Belgische vlag en der vrijwillig verzekerden.

Dit koninklijk besluit wordt opgeheven door artikel 34, 7°, van het tweede deel van het Wetboek. Genoemd artikel 34, 7°, zou zo moeten worden gewijzigd, dat het vermeldt :

- a) het nieuwe opschrift, dat aan het koninklijk besluit van 28 april 1958 is gegeven door het koninklijk besluit van 10 mei 1963 ;
- b) alle wijzigingen welke dat besluit heeft ondergaan : "18 augustus 1958, 18 februari 1961, 2 april 1962, 5 december 1962, 10 mei 1963 en 1 juni 1964".

- 259° Wet van 30 april 1958 waarbij voor bepaalde spaargeldinleg de handelingsbekwaamheid van de gehuwde vrouw en van de minderjarige wordt uitgebreid.

Artikel 594, 2°; van het Wetboek verwijst stilzwijgend naar de artikelen 2 en 3 van die wet. Gelet op de wijzigingen welke de wet van 16 maart 1964 in de wet van 30 april 1958 heeft aangebracht, leze men in genoemd artikel 594, 2°, van de Franse tekst "livret ou carnet d'épargne".

- * 260° Wetten betreffende de afgevaardigden-werklieden bij het toezicht in de steenkolenmijnen, gecoördineerd op 31 december 1958.

In verband met artikel 7 van die gecoördineerde wetten, moge worden verwezen naar het eerste aanvullend advies (blz. 6, voetnoot).

- 261° Wet van 15 juni 1959 tot wijziging van de wet van 15 april 1924 waarbij de rechtsmacht van het Hof van cassatie tot Belgisch-Congo wordt uitgebreid.

In verband met deze wet moge worden verwezen naar de commentaar gegeven onder nr 143 hiervoren.

- 262° Wet van 14 maart 1960 tot interpretatie en aanvulling van artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en tot wijziging van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid.

Het Gerechtelijk Wetboek laat deze wet onveranderd bestaan ; zij heeft betrekking op de geschil-lengerechten inzake werkloosheid.

- 263° Wet van 28 maart 1960 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

Artikel 57 van deze wet wordt vervangen door artikel 99 van het tweede deel van het Wetboek.

Op een aantal wijzigingsbepalingen na, is de wet van 28 maart 1960 opgeheven door artikel 75 van de wet van 31 augustus 1963 ; artikel 99 van het tweede deel van het Wetboek zou moeten worden gewijzigd.

- 264° Wet van 12 april 1960 tot oprichting van een Sociaal Fonds voor de diamantarbeiders.

Voor deze wet en inzonderheid voor de artikelen 8bis en 15ter, aldaar ingevoegd door de wet van 28 juli 1962, moge worden verwezen naar het eerste aanvullend advies (blz. 5).

- * 265° Wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen.

Artikel 362 van het Wetboek verwijst uitdrukkelijk naar deze wet.

- * 266° Wet van 12 april 1960 tot instelling van het ambt van afgevaardigde-werkman bij het toezicht in de groeven en graverijen.

Artikel 7 van die wet is vermeld in het eerste aanvullend advies (blz. 6).

267° Koninklijk besluit van 15 april 1960 betreffende het indienen en het onderzoek der pensioenaanvragen, de betaling der uitkeringen en de administratieve rechtscolleges binnen het raam van de wet van 28 maart 1960 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

Artikel 34, 8°, van het tweede deel van het Wetboek heft hoofdstuk III van dit koninklijk besluit op.

Nu het koninklijk besluit van 24 september 1963 het besluit in zijn geheel heeft opgeheven, zou genoemd artikel 34, 8°, moeten worden gewijzigd.

* 268° Fundamentele wet van 19 mei 1960 betreffende het staatsbestel van Congo.

Er moge aan worden herinnerd, dat artikel 189, zesde lid, van deze wet bepaalde : "De voorzieningen tegen de beslissingen van de Congolese hoven en rechtbanken vóór 30 juni 1960 ingesteld, blijven ahangig bij het Hof van cassatie van België". Deze bepaling is vervallen enerzijds als gevolg van de Congolese constitutionele wet van 18 juli 1963 en anderzijds door de inwerkingtreding van de grondwet van de Democratische Republiek Congo van 1 augustus 1964.

Voor de voorzieningen ingesteld vóór de inwerkingtreding van die teksten, moge worden verwezen naar het arrest van de Raad van State van 26 juni 1964, nr 10.736.

269° Wet van 17 juni 1960 betreffende het statuut van de Belgische koloniaalrechterlijke vennootschappen waarvan de bestuurlijke hoofdzetel in België gevestigd is.

Deze wet , gewijzigd bij de wet van 20 december 1961 en het koninklijk besluit van 29 november 1962, is in het eerste aanvullend advies vermeld onder artikel 606.

270° Wet van 21 juni 1960 houdende statuut van de militairen die tijdens de oorlog 1940-1945 in de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië gediend hebben.

Artikel 8, eerste lid, van deze wet wordt stilzwijgend opgeheven door de artikelen 1409 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek ; het zou uitdrukkelijk kunnen worden opgeheven in een artikel 184, toe te voegen aan het tweede deel van het Wetboek.

* 271° Wet van 27 juni 1960 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen.

Artikel 17 van deze wet, vermeld in het eerste aanvullend advies (blz.5), wordt vervangen door artikel 100 van het tweede deel van het Wetboek.

272° Wet van 12 juli 1960 houdende wijziging van de wet van 9 juli 1926 op de werkrechttersraden.

De artikelen 7 tot 44 van deze wet worden opgeheven door artikel 79, 51°, van het tweede deel van het Wetboek.

Opgeheven worden niet :

- a) artikel 1, dat het laatste lid van artikel 1 van de wet van 9 juli 1926 opheft ;
- b) de artikelen 2 tot 6 die de artikelen 2 tot 6 van de wet van 9 juli 1926 wijzigen ;
- c) artikel 45, dat een overgangsbepaling is ;
- d) artikel 46, dat het opheffingsartikel is.

Hier moge worden verwezen naar de commentaar die hiervoren op de wet van 9 juli 1926 gegeven is, inzonderheid wat de artikelen 2 tot 6 van genoemde wet betreft (nr 147).

- *273° Koninklijk besluit van 5 december 1960 betreffende de vrijstelling van stage voor advocaten die hun beroep in Congo hebben uitgeoefend.

Het Gerechtelijk Wetboek laat die tekst onveranderd bestaan.

- *274° Wet van 1 februari 1961 betreffende het in huur nemen, in afwachting van de onteigening, van gronden nodig voor het oprichten van schoolgebouwen voorzien in hoofdstuk II van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van de wetgeving betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager-, middelbaar-, normaal, technisch en kunstonderwijs.

Deze tekst bepaalt dat de geschillen zullen worden gebracht voor de vrederechter, die bevoegd is voor de rechtspleging inzake onteigening bij hoogdringende omstandigheden.

- * 275° Wetten betreffende het Nationaal Waarborgfonds inzake kolenmijnschade, gecoördineerd op 3 februari 1961.

Artikel 591, 9°, van het Wetboek verwijst stilzwijgend naar deze gecoördineerde wetten.

- 276° Wetten betreffende de gebrekkigen en verminkten, gecoördineerd op 3 februari 1961.

Artikel 14 van deze gecoördineerde wetten wordt vervangen door artikel 86 van het tweede deel van het Wetboek ; in artikel 607, tweede lid, wordt er stilzwijgend naar verwezen ; dit artikel is vermeld in het eerste aanvullend advies (blz.5).

Artikel 140, I, van het tweede deel van het Wetboek verwijst uitdrukkelijk naar de wet van 10 juni 1937 (opgenomen in de coördinatie van 3 februari 1961). Datzelfde artikel zou zodanig moeten worden gewijzigd, dat het naar de gecoördineerde wetten verwijst.

- 277° Wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel.

Artikel 16 van deze wet wordt vervangen door artikel 101, § 1, van het tweede deel van het Wetboek ; artikel 51, § 1, van de wet wordt opgeheven door artikel 101, § 2 ; artikel 51, § 2, van de wet wordt gewijzigd door artikel 101, § 3.

Artikel 578, 4°, van het Wetboek verwijst stilzwijgend naar artikel 16 (eveneens vermeld in het eerste aanvullend advies, blz. 5).

.../...

Artikel 51, § 2, van de wet van 14 februari 1961 is opgeheven bij artikel 143 van de wet van 9 augustus 1963 ; artikel 101, § 3, van het tweede deel van het Wetboek zou dus moeten worden gewijzigd.

Het Gerechtelijk Wetboek verandert dus niets aan hoofdstuk III van titel IV van de wet, betreffende de overname door de Staat van de lasten in verband met de gerechtelijke diensten, de werkrechtersraden en politierechtbanken.

278° Wet van 1 maart 1961 betreffende de invoering in de nationale wetgeving van de eenvormige wet op de cheque en de inwerkingtreding van deze wet.

Artikel 42bis van die wet verleent bevoegdheid aan de voorzitter van de rechtbank van koophandel.

279° Koninklijk besluit van 23 maart 1961 tot wijziging van de samenstelling en de inrichting van de werkrechtersraden van eerste aanleg te Brussel, Gent en Luik.

Dit koninklijk besluit zou door het Wetboek kunnen worden opgeheven ; artikel 79 van het tweede deel van het Wetboek zou in die zin kunnen worden aangevuld.

280° Koninklijk besluit van 23 maart 1961 houdende oprichting van meerdere kamers voor werklieden en voor bedienden in de werkrechtersraden van beroep te Antwerpen en te Brussel.

De commentaar die is gegeven in verband met het koninklijk besluit van 23 maart 1961 hiervoren, kan hier worden herhaald.

281° Koninklijk besluit van 26 juni 1961 houdende inrichting van de werkrechtshraden van eerste aanleg te Aarlen, Libramont, Marche-en-Famenne en Tongeren.

Ook hier geldt dezelfde commentaar als hiervoren.

* 282° Wet van 14 juli 1961 tot regeling van het herstel der door grof wild aangerichte schade.

In artikel 591, 12°, van het Wetboek wordt stilzwijgend naar deze wet verwezen, maar het Wetboek wijzigt ze niet.

283° Wet van 27 juli 1961 betreffende eenzijdige beëindiging van de voor onbepaalde tijd verleende concessies van alleenverkoop.

Artikel 4 van deze wet bevat bepalingen betreffende de territoriale bevoegdheid. Die bepalingen zijn eventueel te herzien.

284° Koninklijk besluit van 28 juli 1961 tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 december 1836 houdende het tuchtreglement van de advocaten bij het Hof van cassatie.

Deze tekst zou uitdrukkelijk moeten worden opgeheven, zoals in artikel 29 van het tweede deel van het Wetboek gedaan is met het besluit dat hij wijzigt.

Genoemd artikel 29 zou moeten worden gewijzigd.

.../...

285° Wet van 7 augustus 1961 tot invoering van tijdelijke bepalingen in het voorafgaand boek van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging.

Deze wet wordt, als wijzigingsbepaling van de wet van 25 maart 1876, opgeheven door artikel 30, 2°, van het tweede deel van het Wetboek.

De wetgever dient te oordelen of artikel 55, § 1, van de wet van 25 maart 1876 niet bij wege van overgangsmaatregel moet worden gehandhaafd ; die bepaling heeft namelijk betrekking op contractuele bepalingen tot bevoegdverklaring van de Congolese rechtbanken en op de aanwijzing van scheidsmannen, bij compromissoire bedingen opgedragen aan dezelfde rechtbanken. Anderzijds zou § 3, die betrekking heeft op de tenuitvoerlegging in België van Congolese eindbeslissingen, gewezen vóór 30 juni 1960, daarin moeten worden behouden; het gaat immers om een blijvende bepaling, ook al zal haar werkingssfeer in de toekomst steeds beperkter worden.

286° Wet van 4 december 1961 tot wijziging van de wet van 4 september 1908 op het conservatoire beslag op zeeschepen en van de wet van 25 maart 1876 op de bevoegdheid.

Artikel 30, 2°, van het tweede deel van het Grondwettelijk Wetboek zou moeten worden aangevuld met vermelding van die wet.

.../...

287° Koninklijk besluit van 8 maart 1962 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1960, betreffende het indienen en het onderzoek der pensioenaanvragen, de betaling der uitkeringen en de administratieve rechtscolleges binnen het raam van de wet van 28 maart 1960 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

Dit koninklijk besluit wordt opgeheven door artikel 34, 8°, van het tweede deel van het Wetboek.

Die opheffing is overbodig ; evenals het besluit van 15 april 1960, hetwelk het wijzigt, is het koninklijk besluit van 8 maart 1962 opgeheven door het koninklijk besluit van 24 september 1963.

Artikel 34, 8°, van het tweede deel van het Wetboek zou moeten worden gewijzigd.

Er moge aan herinnerd worden, dat het koninklijk besluit van 15 april 1960 bovendien gewijzigd is door de koninklijke besluiten van 11 maart 1963 en 25 juni 1963.

288° Wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw.

Het Gerechtelijk Wetboek laat die wet onveranderd bestaan.

Artikel 38 van deze wet bepaalt dat de vorderingen tot betaling van vergoedingen, ongeacht het bedrag ervan, behoren tot de bevoegdheid van de rechtbanken van eerste aanleg en dat alle op dat stuk gewezen vonnissen, behalve de voorbereidende, vatbaar zijn voor hoger beroep.

Artikel 65 heeft betrekking op de bevoegdheid die aan de voorzitter van de rechtbank is toegekend om een staat van onkosten na een procedure op verzoekschrift invorderbaar te verklaren.

Artikel 68 heeft betrekking op de bevoegdheid van de voorzitter van de rechtbank die, rechtsprekende in kort geding, in bepaalde gevallen de schorsing van de werken kan bevelen.

Deze bepalingen zouden moeten worden herzien in het licht van de nieuwe beginselen die in het Wetboek zijn neergelegd.

289° Wet van 26 april 1962 tot verlening der bevoegdheden van de gerechtelijke politie aan sommige personeelsleden van het Hoog Comité van toezicht.

Artikel 2 bepaalt dat de personeelsleden van het Hoog Comité van toezicht die de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie bezitten, de eed afleggen voor de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement van hun woonplaats.

Artikel 572 van het Gerechtelijk Wetboek vermeldt die ambtenaren niet.

* 290° Dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962.

Artikel 610, 6°, van het Wetboek verwijst stilzwijgend naar die gecoördineerde wetten.

.../...

- 291° Wet van 14 juni 1962 betreffende het statuut van de Belgische koloniaalrechtelijke vennootschappen, opgericht onder de regeling van de in Ruanda-Urundi van kracht zijnde wetgeving en waarvan de bestuurlijke hoofdzetel in België gevestigd is.

In zijn eerste aanvullend advies heeft de Raad van State, onder artikel 606, gewezen op de wet van 17 juni 1960; om dezelfde redenen moet ook worden gewezen op de wet van 14 juni 1962, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 december 1963.

- 292° Wet van 4 juli 1962 wijzigend het artikel 13 van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

Artikel 2 van de wet van 4 juli 1962, dat artikel 13 van de wet van 23 juli 1926 aanvult, heeft betrekking op de bevoegdheid van de werkrechtshraden. Die bepaling zou moeten worden gewijzigd.

- 293° Wet van 20 juli 1962 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijprodukten.

Artikel 601, 11°, van het Wetboek verwijst stilzwijgend naar artikel 2, derde lid. Hier moge worden verwezen naar de opmerking die in het eerste aanvullend advies gemaakt is bij genoemd artikel 601, 11°.

- 294° Wet van 20 juli 1962 betreffende de echtscheiding en de scheiding van tafel en bed.

Artikel 25 van die wet heft artikel 875 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering op.

Artikel 106 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden aangevuld.

- * 295° Wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algemenen nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen.

Artikel 5 van deze wet vormt de "wet betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemenen nutte". Naar laatstgenoemde wet wordt uitdrukkelijk verwezen in de artikelen 595 en 629, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek.

- 296° Wet van 27 juli 1962 betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid van het Studiecentrum voor kernenergie.

Artikel 16 van deze wet wordt vervangen door artikel 51 van het tweede deel van het Wetboek; in artikel 569, 17°, wordt er uitdrukkelijk naar verwezen.

Krachtens artikel 21, dat door het Wetboek niet veranderd wordt, kan de Koning een administratieve of gerechtelijke bemiddelingsprocedure verplicht stellen, die aan de rechtsvorderingen voor de burgerlijke rechtbank moet voorafgaan.

- * 297° Wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van het minimumbedrag van zekere rust- en overlevingspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist.

Deze tekst is in het eerste aanvullend advies vermeld (blz. 6, voetnoot).

- * 298° Wet van 27 juli 1962 waarbij sommige waarborgen worden verleend aan de Belgische ambtenaren, magistraten en militairen, die gemachtigd zijn in Congo en in Ruanda-Urundi openbare ambten te aanvaarden.

Het Wetboek brengt geen verandering in deze wet, gewijzigd bij de wet van 7 april 1964.

Artikel 2 wijkt af van artikel 4 van de wet van 3 april 1953; de artikelen 3 en 4 wijzigen de wet van 18 juni 1869.

299° Wet van 8 november 1962 tot wijziging van provincie-, arrondissements- en gemeentegrenzen en tot wijziging van de wet van 28 juni 1932 op het gebruik van de talen in bestuurszaken en van de wet van 14 juli 1932 houdende taalregeling in het lager en in het middelbaar onderwijs.

Artikel 1, § 1, tweede lid, van die wet heeft onder meer betrekking op het kanton waarvan Sint-Martens-Voeren de hoofdplaats is.

Deze bepaling wordt door het Wetboek niet opgeheven; artikel 11 van het tweede deel van het Wetboek moet in dat opzicht worden aangevuld.

300° Wet van 24 december 1962 tot oprichting van een Nationale Sociale Commissie voor de kleine ondernemingen.

Bij artikel 21 van die wet past de commentaar die daarop in het eerste aanvullend advies (blz. 5) is gegeven.

301° Wet van 1 februari 1963 betreffende het recht van voorkoop, ten gunste van de huurders van landeigendommen.

De artikelen 2 en 3 van die wet wijzigen onderscheidenlijk de wet van 25 maart 1876 en artikel 59 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

Die artikelen zouden moeten worden opgeheven en de artikelen 30, 2°, en 106 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zouden dienovereenkomstig moeten worden aangevuld.

302° Wet van 12 februari 1963 betreffende de inrichting van een ouderdoms- en overlevingspensioenregeling ten behoeve van de vrijwillig verzekerden.

Artikel 30 van die wet bepaalt dat de daarin bedoelde geschillen worden voorgelegd aan de rechtscolleges die zijn ingesteld ter uitvoering van de wetten van 21 mei 1955 en 12 juli 1957 en machtigt de Koning tot het aanpassen van de procedure en de inrichting van die rechtscolleges. Deze zijn ingericht door het gewijzigd koninklijk besluit van 28 april 1958; artikel 34, 7°, van het tweede deel van het Wetboek voorziet in de opheffing van dat besluit. Anderzijds worden de wetten van 21 mei 1955 en 12 juli 1957 gewijzigd door het Wetboek, dat de berechting van bedoelde geschillen aan de sociale rechtbank opdraagt. Artikel 30 van de wet van 12 februari 1963 moet aan die nieuwe organisatie worden aangepast.

303° Wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclasering van de minder-validen.

Naar deze wet wordt stilzwijgend verwezen in artikel 582 van het Wetboek en in de artikelen 140 en 153 van het tweede deel van het Wetboek.

Door te verwijzen naar "de wet betreffende de scholing, omscholing en sociale herscholing van minder-validen", herhalen de drie hiervoren genoemde artikelen het opschrift van de wet van 28 april 1958 die door de wet van 16 april 1963 is opgeheven.

Genoemde drie artikelen zouden derhalve moeten worden gewijzigd.

De artikelen 21, § 1, en 26 van de wet zijn vermeld in het eerste aanvullend advies (blz. 5).

Het is zaak van de wetgever te oordelen, of in artikel 29, 1°, de vrederechter niet moet worden vervangen door de rechter in de politierechtbank.

*304° Wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten.

Naar artikel 33, gewijzigd bij artikel 50, derde lid, van het tweede deel van het Wetboek, wordt stilzwijgend verwezen in artikel 614, 6°, van het Gerechtelijk Wetboek.

305° Wet van 5 juli 1963 tot regeling van het statuut der gerechtsdeurwaarders.

De bepalingen van deze wet zijn in het Wetboek overgenomen, maar de wet zelf wordt niet opgeheven; die opheffing moet artikel 15 van het tweede deel van het Wetboek konen aanvullen.

306° Wet van 5 juli 1963 tot wijziging van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting en tot aanvulling van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

Deze wet wordt door het Wetboek niet opgeheven; die opheffing moet artikel 7 van het tweede deel van het Wetboek komen aanvullen.

De inhoud van artikel 75bis, in de wet van 1869 ingevoegd door artikel 2 van de wet van 5 juli 1963, is in het Wetboek niet overgenomen.

307° Wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid.

Artikel 10 van die wet handelt over de organisatie van de Overzeese Pensioenraad en van de Overzeese Invaliditeitsraad, waarvan de inrichting en de werkwijze door de Koning worden bepaald. Krachtens dezelfde bepaling kan de Koning de rechtspleging, de termijnen van beroep en het formulier van ten uitvoerlegging bepalen.

De hierna vermelde verordeningsbepalingen zijn vastgesteld ter uitvoering van die wet :

- a) koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende statuut van de Dienst voor overzeese sociale zekerheid, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 8 januari 1964;
- b) koninklijk besluit van 29 juni 1964 waarbij de samenstelling en de werking worden bepaald van de Overzeese Invaliditeitsraad, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 28 juli 1964;
- c) koninklijk besluit van 29 juni 1964 waarbij de samenstelling en de werking worden bepaald van de Overzeese Pensioenraad, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 28 juli 1964;
- d) koninklijk besluit van 29 juni 1964 houdende goedkeuring van het reglement betreffende werking van de Dienst voor overzeese sociale zekerheid, dat werd opgesteld door de raad van beheer van dit organisme, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 31 juli 1964 (ondanks zijn opschrift, dat de indruk kan wekken dat het besluit alleen maar een huishoudelijk reglement goedkeurt, heft dit koninklijk besluit ook vijf artikelen van het koninklijk besluit van 24 december 1963 op).

De krachtens die wetgeving ingevoerde geschillenregeling wordt door het ontwerp niet gewijzigd in de bepalingen betreffende de sociale rechtbank.

Artikel 61, eerste lid, van die wet bepaalt :
"De prestaties verkregen krachtens deze wet en de wet van 16 juni 1960 zijn niet vatbaar voor overdracht en beslag". Het tweede lid maakt op het beginsel van de niet-vatbaarheid voor overdracht en beslag een aantal uitzonderingen ten bate van de Staat of van sommige instellingen van openbaar nut.

Die bepalingen worden stilzwijgend opgeheven door de artikelen 1409 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek; zij zouden uitdrukkelijk kunnen worden opgeheven in een artikel 184, toe te voegen aan het tweede deel van het Wetboek.

308° Wet van 9 augustus 1963 tot wijziging van het rechtsgebied van sommige gerechten en tot wijziging van de wet van 21 ventôse jaar VII betreffende de inrichting van de bewaring der hypotheeken, de wet van 25 ventôse jaar XI houdende inrichting van het notariaat en de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

De bepalingen van deze wet betreffende de zetel en het rechtsgebied van de vredegerechten (artikelen 1 tot 8) zouden moeten worden opgeheven; artikel 11 van het tweede deel van het Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

309° Wet van 9 augustus 1963 tot wijziging van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting wat de wedde en de cumulaties betreft van de leden van de rechterlijke orde.

Die wet zou door het Gerechtelijk Wetboek moeten worden opgeheven; artikel 7 van het tweede deel van het Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

De wet van 9 augustus 1963 heeft talrijke en belangrijke wijzigingen aangebracht in de wet van 18 juni 1869, inzonderheid wat artikel 232 van die wet betreft.

310° Wet van 9 augustus 1963 tot aanvulling van de artikelen 64 en 152 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

Deze wet zou door het Gerechtelijk Wetboek moeten worden opgeheven; artikel 7 van het tweede deel van het Wetboek zou in dat opzicht moeten worden aangevuld.

311° Wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Artikel 100 bepaalt dat over de betwistingen in verband met de rechten voortvloeiend uit de wetgeving en reglementering betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering wordt geoordeeld door de rechtscolleges voor geschillen waarin is voorzien in artikel 51, § 1, van de wet van 14 februari 1961. Luidens hetzelfde artikel kan de Koning de bevoegdheid van de rechtscolleges voor geschillen verruimen tot betwistingen over de toepassing van de wetgeving betreffende de regeling voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, bedoeld in de besluitwet van 7 februari 1945.

Bovendien moet voor deze wet worden verwezen naar het eerste aanvullend advies (blz. 6, voetnoot en blz. 9, onder artikel 581).

312° Wet van 9 augustus 1963 tot vaststelling van de aansprakelijkheid van de exploitant van een atoomschip.

Krachtens artikel 4 van deze wet is alleen de burgerlijke rechtbank te Antwerpen bevoegd om in eerste aanleg kennis te nemen van vorderingen gegrond op de bepalingen van de wet van 9 augustus 1963 en van de internationale akkoorden.

Deze wet is niet vermeld in artikel 569 van het Gerechtelijk Wetboek.

313° Wet van 31 augustus 1963 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

Artikel 99 van het tweede deel van het Wetboek wijzigt artikel 57 van de wet van 28 maart 1960, dat betrekking had op de regeling van de geschillen. In de wet van 31 augustus 1963 hebben de artikelen 52, 53 en 54 daarop betrekking. Artikel 99 moet dus worden herzien.

314° Koninklijk besluit van 24 september 1963 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

Artikel 34, 8°, van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek heft hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 15 april 1960 op.

In het koninklijk besluit van 24 september 1963 handelt hoofdstuk IX, dat de artikelen 228 tot 301 omvat, over de administratieve rechtscolleges.

Genoemd artikel 34, 8°, moet worden herzien.

Artikel 310 van hetzelfde besluit bepaalt, dat de aanvragen tot aanwending van een onroerend goed ingediend vóór 1 oktober 1963 (datum waarop het koninklijk besluit van 24 september 1963 is bekendgemaakt) worden onderzocht overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 maart 1960 en van het koninklijk besluit van 27 mei 1960 tot uitvoering van die wet.

Het koninklijk besluit van 24 september 1963 is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 juli 1964.

315° Koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid.

Artikel 34, 1°, van het tweede deel van het Wetboek heft de artikelen 113 tot 154 van het besluit van de Regent van 26 mei 1945 op.

In het koninklijk besluit van 20 december 1963 zijn het de artikelen 217 tot 228 die handelen over de inrichting van de rechtscolleges die kennis moeten nemen van de geschillen inzake werkloosheid; de rechtspleging is geregeld in de artikelen 229 en volgende.

Genoemd artikel 34, 1°, moet worden herzien.

316° Koninklijk besluit van 20 december 1963 tot wijziging van de naam van sommige gemeenten.

Dit besluit wijzigt de namen van de gemeenten :
Petegem (arrondissement Gent) in Petegem-aan-de-Leie,
Petegem (arrondissement Oudenaarde) in Petegem-aan-de-Schelde,

Morlanwelz in Morlanwelz-Mariemont,
Jupille in Jupille-sur-Meuse,
Ramet in Ivoz-Ramet,
Sainte-Marie (arrondissement Neufchâteau) in
Sainte-Marie-Chevigny,
Monceau (arrondissement Dinant) in Monceau-en-Ardenne,
Fosse in Fosses-la-Ville,
Oignies in Oignies-en-Thiérache,
Vierves in Vierves-sur-Viroin,
Mariembourg in Mariembourg.

Als gevolg van deze wijzigingen moet artikel 1 van het tweede deel van het Wetboek worden verbeterd in zijn §§ 67 (Morlanwelz-Mariemont), 126 (Petegem-aan-de-Leie), 138 (Petegem-aan-de-Schelde), 147 (Jupille-sur-Meuse), 155 (Ivoz-Ramet), 192 (Sainte-Marie-Chevigny), 198 (Monceau-en-Ardenne), 199 (Mariembourg, Oignies-en-Thiérache en Vierves-sur-Viroin), 205 (Fosses-la-Ville).

Artikel 2, § 23, en artikel 4, § 25, moeten worden gewijzigd wat Mariembourg betreft.

* 317° Wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen.

Artikel 17 van die wet bepaalt dat een beroep kan worden ingesteld bij een administratief rechtscollege tegen elke beslissing tot sluiting van een ziekenhuis of van een dienst, alsmede tot weigering of intrekking van de erkenning van een dienst.

De Koning regelt de samenstelling en de werking van dat rechtscollege. Hij bepaalt de procedure en de termijnen van het beroep.

- * 318° Wet van 24 december 1963 ter aanvulling van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Artikel 48 heeft onder meer betrekking op de commissies van beroep die bij de dienst voor geneeskundige controle zijn ingesteld door artikel 246 van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963.

- 319° Wet van 24 december 1963 betreffende de schadeloosstelling voor en de voorkoming van beroepsziekten.

Artikel 81 van het tweede deel van het Wetboek vervangt artikel 17 van de wet van 24 juli 1927; hier moge worden verwezen naar de commentaar die hiervoren op die wet is gegeven.

Artikel 2, 4°, 7°, 8° en 9°, en artikel 3 van de wet van 24 december 1963 zijn vermeld in het eerste aanvullend advies van de Raad van State van 27 juni 1964 (blz. 6, voetnoot); hiernaar moge worden verwezen.

De artikelen 43, 50, 51 en 57 van de hierbedoelde wet verlenen bevoegdheid aan de vrederechter; die artikelen moeten worden gewijzigd als men aan de afdeling van de arrondissementsrechtbank die de sociale rechtbank vormt, de kennisneming van alle sociale geschillen wil opdragen.

Artikel 52 van de wet van 24 december 1963 bepaalt dat de eis tot betaling of herziening van de vergoedingen in geen enkel geval voor de strafrechter kan worden gebracht; in dat bijzonder geval, is de kwestie die in het eerste aanvullend advies in verband met artikel 578, 6°, van het Wetboek is opgeworpen, opgelost.

De artikelen 49 en 51 van de wet en het koninklijk besluit van 12 oktober 1964 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen om schadeloosstelling of om herziening van reeds toegekende vergoedingen bij het Fonds voor de beroepsziekten worden ingediend en onderzocht, bepalen de wijze waarop de aanvragen worden ingediend en onderzocht. Als het onderzoek beëindigd is, neemt het Fonds een voorlopige beslissing. De verzoeker en de werkgever die onderworpen is aan de "voorkomingsbijdrage" kunnen dan het advies vragen van de bij genoemd koninklijk besluit opgerichte Adviserende Commissie. Doen zij het niet, dan wordt de voorlopige administratieve beslissing definitief, terwijl, als het advies van de Adviserende Commissie gevraagd is, de administratieve eindbeslissing eerst mag worden genomen nadat het advies gegeven is. Eerst op het eind van al die administratieve maatregelen is beroep bij de rechtbank georganiseerd.

De regeling verschilt dus van die welke voor gebrekkigen en verminkten en voor minder-validen bestaan; voor hen staat beroep open bij een commissie van beroep (zie eerste aanvullend advies, blz. 5).

* 320° Wet van 25 februari 1964 houdende inrichting van een Pool van de zeelieden ter koopvaardij.

Artikel 9 heeft betrekking op de instelling van een commissie van beroep die gelast wordt uitspraak te doen in geschillen naar aanleiding van door de Pool genomen beslissingen. De Koning regelt de inrichting, de werkings- en procedureregelen van die commissie van beroep.

321° Wetboek van de inkomstenbelastingen (26 februari 1964).

Artikel 78 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek vervangt artikel 59, § 1, derde lid, van de wetten betreffende de inkomstenbelastingen, gecoördineerd op 15 januari 1948.

Artikel 304, derde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen stemt overeen met artikel 59, § 1, derde lid, van genoemde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij artikel 78 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek.

Genoemd artikel 78 moet worden herzien.

322° Koninklijk besluit van 20 maart 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Pepinster en Cornesse.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964.

Artikel 1, § 165, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

323° Koninklijk besluit van 20 maart 1964 tot samenvoeging van de gemeenten Sugny, Bagimont en Pussemange.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964.

Artikel 1, § 191, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

- 324° Het koninklijk besluit van 20 maart 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Bevere, Edelare, Eine, Enamc, Leupegem, Nederename, Oudenaarde en Volkegem.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964.

Artikel 1, § 138, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

- 325° Koninklijk besluit van 20 maart 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Meldert, Neervelp, Opvelp en Willebringen.

Dit koninklijk besluit, bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964, geeft aan de nieuw opgerichte gemeente de naam Honsem.

Artikel 1, §§ 60 en 61, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd : de gemeenten Neervelp en Opvelp behoren tot het tweede kanton Leuven en de gemeenten Meldert en Willebringen zijn verbonden aan het kanton Tienen.

- 326° Koninklijk besluit van 20 maart 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Halen en Loksbergen.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964.

Artikel 1, § 169, van het tweede deel van het Wetboek moet dienovereenkomstig worden verbeterd.

- 327° Koninklijk besluit van 10 april 1964 houdende samenvoeging der stad Diksmuide en der gemeenten Esen en Kaaskerke.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964.

Artikel 1, § 114, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

328° Koninklijk besluit van 10 april 1964 houdende samenvoeging der gemeenten Vertrijk en Boutersem.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964.

Artikel 1, §§ 60 en 61, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd : de gemeente Vertrijk behoort immers tot het tweede kanton Leuven en de gemeente Boutersem is verbonden aan het kanton Tienen.

329° Koninklijk besluit van 10 april 1964 houdende samenvoeging der gemeenten Beek, Bree en Gerdingen.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964.

Artikel 1, § 174, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

330° Koninklijk besluit van 10 april 1964 houdende samenvoeging der gemeenten Pamel, Onze-Lieve-Vrouw-Lombeek en Strijtem.

Dit koninklijk besluit is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juni 1964, bekrachtigd en gewijzigd bij de wet van 2 juli 1964.

De nieuw opgerichte gemeente heet Roosdaal.

Artikel 1, § 49, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

- 331° Koninklijk besluit van 5 mei 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Gembloux, Ernage, Grand-Manil, Lonzée en Sauvenière.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964.

Artikel 1, § 206, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

- 332° Koninklijk besluit van 5 mei 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Grand-Hallet, Petit-Hallet en Wansin.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964.

Artikel 1, § 142, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

- 333° Koninklijk besluit van 5 mei 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Froid-Chapelle en Fourbechies.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964.

Artikel 1, § 66, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

- 334° Koninklijk besluit van 5 mei 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Stambruges en Grandglise.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964.

Artikel 1, § 95, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

In artikel 3 van genoemd koninklijk besluit zouden de woorden "van het gerechtelijk kanton Quevaucamps" moeten vervallen; artikel 11 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

335° Koninklijk besluit van 5 mei 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Yvoir, Evrehailles en Houx.

Dit koninklijk besluit is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 juni 1964 en bekrachtigd bij de wet van 6 juli 1964.

Artikel 1, § 196, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

336° Koninklijk besluit van 5 mei 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Crisnée, Fize-le-Marsal, Kemexhe, Odeur en Thys.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964.

Artikel 1, § 157, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden gewijzigd.

337° Koninklijk besluit van 5 mei 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Fexhe-le-Haut-Clocher, Freloux, Noville, Roloux en Voroux-Goreux.

Dit koninklijk besluit is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 mei 1964 en bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964.

Artikel 1, §§ 149 en 157, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd : de gemeenten Roloux en Voroux-Goreux behoren immers tot het kanton Hollogne-aux-Pierres, terwijl de gemeenten Fexhe-le-Haut-Clocher, Freloux en Noville verbonden zijn aan het kanton Borgworm.

In artikel 3 van genoemd koninklijk besluit zouden de woorden "van het gerechtelijk kanton Hollogne-aux-Pierres" moeten vervallen; artikel 11 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

338° Koninklijk besluit van 5 mei 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Bernissart en Harchies.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964.

Artikel 1, § 95, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden gewijzigd.

In artikel 3 van genoemd koninklijk besluit zouden de woorden "van het gerechtelijk kanton Quevaucamps" moeten vervallen; artikel 11 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

339° Koninklijk besluit van 5 mei 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Oerle, Bergilers, Grandville, Lens-sur-Geer en Wouteringen.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964.

Artikel 1, § 157, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden gewijzigd.

In artikel 3 van genoemd koninklijk besluit zouden de woorden "van het gerechtelijk kanton Borgworm" moeten vervallen; artikel 11 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

- 340° Koninklijk besluit van 5 mei 1964 houdende samenvoeging der gemeenten Berlaar en Gestel en wijziging van de grenzen der nieuwe gemeenten.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964.

Artikel 1, § 17, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

- 341° Koninklijk besluit van 5 mei 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Pommeroeul en Ville-Pommeroeul.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1964.

Artikel 1, § 95, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

- 342° Koninklijk besluit van 22 mei 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Bekkerzeel, Hamme, Kobbegem en Relegem en wijziging van de grenzen van de aldus gevormde nieuwe eenheid.

Dit koninklijk besluit is gewijzigd bij een koninklijk besluit van 18 juni 1964, dat niet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt maar in de gedrukte stukken is opgenomen (Kamer van Volksv., zitting 1963-1964, nr 833-1, blz. 70 en 71).

Het koninklijk besluit van 22 mei 1964 is nog niet bekrachtigd (zie parlementaire voorbereiding van de wetten van 2 en 6 juli 1964).

Mocht dit koninklijk besluit worden bekrachtigd, dan zou artikel 1, § 26, van het tweede deel van het Wetboek moeten worden gewijzigd.

In artikel 4 van bedoeld koninklijk besluit zouden de woorden "van het gerechtelijk kanton Asse" moeten vervallen; artikel 11 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

343° Koninklijk besluit van 22 mei 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Awirs en Gleixhe.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 6 juli 1964.

Artikel 1, § 149, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

344° Koninklijk besluit van 29 mei 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Dinant, Anseremme, Bouvignies-sur-Meuse en Dréhance.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 6 juli 1964.

Artikel 1, § 196, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

345° Koninklijk besluit van 1 juni 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Emelgem en Izegem.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 6 juli 1964.

Artikel 1, § 113, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

346° Koninklijk besluit van 1 juni 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Buggenhout en Opdorp.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 6 juli 1964.

Artikel 1, § 119, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

347° Koninklijk besluit van 1 juni 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Beveren en Roeselare.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 6 juli 1964.

Artikel 1, §§ 113 en 115, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd : Roeselare behoort immers tot het kanton Roeselare, waarvan het de hoofdplaats is, terwijl Beveren aan het kanton Veurne verbonden is.

In artikel 3 van genoemd koninklijk besluit zouden de woorden "en van het gerechtelijk kanton Roeselare" moeten vervallen; artikel 11 van het tweede deel van het Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

348° Wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden.

Deze wet stelt een raad voor gewetensbezwaren en een raad van beroep voor gewetensbezwaren in, waarvan de inrichting en de procedure door de Koning worden geregeld. Artikel 10 van de wet heeft betrekking op de voorziening in cassatie.

Artikel 610 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de bevoegdheid van het Hof van cassatie zou in dat opzicht kunnen worden aangevuld.

- 349° Koninklijk besluit van 17 juni 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Merelbeke en Lemberge tot een nieuwe gemeente genaamd Merelbeke.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 6 juli 1964 (artikel 1, 13°, van die wet geeft als datum van het koninklijk besluit : 18 juni).

Artikel 1, § 133, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

- 350° Koninklijk besluit van 18 juni 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Anhée, Warnant en Haut-le-Wastia.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 6 juli 1964.

Artikel 1, § 196, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

- 351° Koninklijk besluit van 18 juni 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Papignies en Wannebecq.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 6 juli 1964.

Artikel 1, § 91, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

- 352° Koninklijk besluit van 18 juni 1964 houdende samen-
voeging van de gemeenten Alle, Chairière en Mouzaive.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de
wet van 6 juli 1964.

Artikel 1, § 191, van het tweede deel van het
Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

- 353° Koninklijk besluit van 18 juni 1964 houdende samen-
voeging van de gemeenten Godinne en Mont.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de
wet van 6 juli 1964.

Artikel 1, § 196, van het tweede deel van het
Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

- 354° Koninklijk besluit van 18 juni 1964 houdende samen-
voeging van de gemeenten Vresse, Laforêt en Membre.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de
wet van 6 juli 1964.

Artikel 1, § 198, van het tweede deel van het
Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

- 355° Koninklijk besluit van 18 juni 1964 houdende samen-
voeging van de gemeenten Monceau-en-Ardenne,
Bellefontaine en Petit-Fays.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de
wet van 6 juli 1964.

Artikel 1, § 198, van het tweede deel van het
Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

- 356° Koninklijk besluit van 18 juni 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Oizy, Baillamont, Cornimont en Gros-Fays.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 6 juli 1964.

Artikel 1, § 198, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

- 357° Koninklijk besluit van 18 juni 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Waasmont, Walsbets, Walshouten en Wezeren.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 6 juli 1964.

Artikel 1, § 58, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd.

- 358° Koninklijk besluit van 18 juni 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Luttre en Liberchies.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 6 juli 1964.

Artikel 1, §§ 73 en 77, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd : Luttre behoort immers tot het kanton Seneffe terwijl Liberchies verbonden is aan het kanton Gosselies.

In artikel 2 van bedoeld koninklijk besluit zouden de woorden "van het gerechtelijk kanton Seneffe" moeten vervallen; artikel 11 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

359° Koninklijk besluit van 18 juni 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Obourg en Saint-Denis.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 6 juli 1964.

Artikel 1, §§ 85 en 86, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd; Obourg behoort immers tot het eerste kanton Bergen, terwijl Saint-Denis verbonden is aan het tweede kanton.

In artikel 2 van bedoeld koninklijk besluit zouden de woorden "van het gerechtelijk kanton Bergen" moeten vervallen; artikel 11 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

360° Koninklijk besluit van 18 juni 1964 houdende samenvoeging van de gemeenten Ville-sur-Haine en Gottignies.

Dit koninklijk besluit is bekrachtigd bij de wet van 6 juli 1964.

Artikel 1, §§ 85 en 86, van het tweede deel van het Wetboek zou dienovereenkomstig moeten worden verbeterd : Gottignies behoort immers tot het eerste kanton Bergen, terwijl Ville-sur-Haine verbonden is aan het tweede kanton.

361° Wet van 3 juli 1964 tot aanvulling van de wet van 27 ventôse jaar VIII op de inrichting van de rechtbanken.

Deze wet zou door het Gerechtelijk Wetboek moeten worden opgeheven; artikel 15 van het tweede deel van het Wetboek zou in die zin kunnen worden aangevuld.

362° Wet van 10 juli 1964 tot wijziging van artikel 102 van de wet van 18 juni 1869.

Deze wet zou door het Gerechtelijk Wetboek moeten worden opgeheven; artikel 7, § 1, van het tweede deel van het Wetboek zou in die zin kunnen worden aangevuld.

*363° Wetten betreffende het handelsregister, gecoördineerd op 20 juli 1964.

Naar de artikelen 34 en 35 van de gecoördineerde wetten wordt stilzwijgend verwezen in de artikelen 574 en 627 van het Gerechtelijk Wetboek.

364° Koninklijk besluit van 30 juli 1964 houdende de voorwaarden waaronder de toepassing van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tot de zelfstandigen wordt verruimd.

Afdeling 11 van dit koninklijk besluit, die de artikelen 38 tot 46 omvat, heeft betrekking op de rechtscolleges voor geschillen die moeten beschikken op geschillen "met betrekking tot de toepassing van de wetgeving en de reglementering betreffende de verzekering voor geneeskundige verzorging van de zelfstandigen, buiten die welke betrekking hebben op het innen van de bijdragen". De tabel, die bijlage III van het besluit vormt, bepaalt de zetel en het rechtsgebied van de klachtencommissies.

365° Koninklijk besluit van 23 september 1964 tot aanwijzing van de gerechtelijke arrondissementen waarin de voorzitter van de rechtbank, bij toepassing van de wet van 3 juli 1964 tot aanvulling van de wet van 27 ventôse jaar VIII op de inrichting van de rechtbanken, een advocaat als pleitbezorger mag assumeren.

Dit besluit zou moeten worden opgeheven en artikel 15 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

Burgerlijk Wetboek.

Artikel 16 : de stof van dit artikel is behandeld in de artikelen 851 en 852 van het Gerechtelijk Wetboek. Artikel 16 zou dus uitdrukkelijk moeten worden opgeheven.

Artikel 294bis : de wet van 20 juli 1962 betreffende de echtscheiding en de scheiding van tafel en bed heeft in het Burgerlijk Wetboek een artikel 294bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Het eindvonnis of het eindarrest werkt terug tot op de dag van de verklaring bedoeld in artikel 281, wat zijn gevolgen tussen de echtgenoten ten aanzien van hun goederen betreft. Maar ten aanzien van derden heeft het zijn gevolgen eerst van de dag van de overschrijving".

Artikel 1304 van het Gerechtelijk Wetboek neemt de inhoud van dit artikel over.

Rekening houdend met het feit dat het Gerechtelijk Wetboek de artikelen 279 tot 294 van het Burgerlijk Wetboek opheft, ware het logisch ook artikel 294bis op te heffen. Toch is de vraag, of de in dit artikel behandelde stof niet beter op haar plaats is in het Burgerlijk Wetboek, mits de daarin voorkomende verwijzing wordt aangepast, aangezien het geen eigenlijke procedurebepaling betreft.

Artikel 826 : dit artikel wordt vervangen door artikel 120 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek; voorgesteld wordt, in de nieuwe tekst van het artikel de woorden "artikel 4 van de wet van 16 mei 1900 op de kleine nalatenschappen" te vervangen door "artikel 4 van de wet van 16 mei 1900 betreffende de erfregeling der kleine nalatenschappen, gewijzigd bij de wet van 20 december 1961".

Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

Artikel 106, eerste lid, 2°, van de aanvullende bepalingen bij het Gerechtelijk Wetboek heft het gehele Wetboek van burgerlijke rechtsvordering op, met inbegrip van de artikelen 1003 tot 1028 betreffende het scheidsgerecht.

Zoals de Raad van State er in zijn eerste aanvullend advies van 17 juni 1964 op gewezen heeft, moet het Wetboek vanzelfsprekend in dat opzicht worden geamendeerd en mogen de artikelen 1003 tot 1028 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering niet worden opgeheven, zolang de wetgever geen nieuwe regelen betreffende het scheidsgerecht heeft goedgekeurd.

Wetboek van koophandel.

Artikel 35, 1°, van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek heft de titels III en IV van boek IV van het Wetboek van koophandel op.

Van boek IV "De la juridiction commerciale" blijven alleen over : de opschriften van de titels I en II (de artikelen van die titels zijn stilzwijgend opgeheven), het opschrift van titel III en de artikelen 642 en 644, het opschrift van titel IV en artikel 645.

Voorgesteld wordt, boek IV van het Wetboek van koophandel in zijn geheel op te heffen en artikel 35, 1°, van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek in die zin te wijzigen.

Strafwetboek.

Artikelen 237 en 238: deze artikelen straffen onderscheidenlijk rechters die zich in de uitoefening van de wetgevende macht inmengen of die hun macht overschrijden door zich in te mengen in zaken welke tot de bevoegdheid van de administratieve overheid behoren, en rechters die "in een geschil waarbij een administratieve overheid betrokken is, vonnis wijzen ondanks het door die overheid wettelijk opgeworpen conflict en vóór de beslissing van het Hof van cassatie".

Het Gerechtelijk Wetboek moet duidelijk stellen of die artikelen toepassing vinden op rechters-assessoren en raadsheren-assessoren.

Artikelen 249 en 251 : deze artikelen straffen "de rechter, de scheidsrechter of de werkrechter" die zich laten omkopen. Als die bepalingen toepassing moeten vinden op rechters-assessoren en raadsheren-assessoren, moet dat in een uitdrukkelijke wijziging van het Strafwetboek worden gezegd.

Artikel 252 : dit artikel straft hen die een werkrechter dwingen om een handeling van zijn ambt te verrichten of zich daarvan te onthouden. Als het artikel op rechters-assessoren en raadsheren-assessoren toepassing moet vinden, moet het uitdrukkelijk worden gewijzigd.

Artikel 258 : het is nodig nader te bepalen of deze bepaling, die betrekking heeft op de rechtsweigerings, van toepassing is op rechters-assessoren en raadsheren-assessoren.

Artikelen 275 en 276 : artikel 275 straft onder meer hem die een magistraat van de rechterlijke orde in de uitoefening of ter gelegenheid van de uitoefening van zijn bediening smaadt. Als die bepaling op rechters-assessoren en op raadsheren-assessoren toepassing moet vinden, zou artikel 275 uitdrukkelijk moeten worden gewijzigd.

Oordeelt men daarentegen dat de rechters-assessoren en de raadsheren-assessoren "personen met een openbare hoedanigheid bekleed" zijn, als bedoeld in artikel 276, dan zou artikel 275 niet moeten worden gewijzigd.

Artikelen 278 en 280 : bij deze artikelen rijst eenzelfde probleem als bij de artikelen 275 en 276.

Artikel 391ter : dit artikel, dat op de verlating van familie betrekking heeft, is in het Strafwetboek ingevoegd bij de wet van 5 juli 1963 op de verlating van familie.

Artikel 31, 13°, van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek heft artikel 2 van de wet van 14 januari 1928 op, in de plaats waarvan artikel 391ter is gekomen.

Artikel 31, 13°, moet dus worden herzien.

Artikel 490bis : dit artikel wordt in het Strafwetboek ingevoegd door artikel 165 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek.

Dit artikel, hetwelk straf stelt op het geval dat een schuldenaar zijn onvermogen zelf heeft bewerkt, komt hierdoor in het Strafwetboek terecht, onder de eerste afdeling van hoofdstuk II van titel IX van boek II, "Bankbreuk". Het is volstrekt nodig, ofwel het opschrift van genoemde eerste afdeling te wijzigen, ofwel artikel 490bis in een afzonderlijke afdeling onder te brengen.

- * Artikel 507 : naar dit artikel wordt uitdrukkelijk verwezen in artikel 1502 van het Gerechtelijk Wetboek.

Wetboek van strafvordering.

Artikel 9 : dit artikel luidt als volgt :

"De gerechtelijke politie wordt, onder het gezag van de hoven van beroep en volgens de hierna gemaakte onderscheidingen, uitgeoefend :

door de veldwachters en de boswachters,
door de politiecommissarissen,
door de burgemeesters en de schepenen,
door de procureurs des Konings en hun substituten,
door de vrederechters,
door de officieren van de Rijkswacht,
door de commissarissen-generaal van politie,
en door de onderzoeksrechters".

Artikel 105, § 3, van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek vervangt in genoemd artikel 9 het woord "vrederechters" door "rechters in de politierechtbank".

Met deze bepalingen vergelijk men artikel 402 van het Gerechtelijk Wetboek : "De procureurs des Konings en hun substituten, de onderzoeksrechters en de vrederechters oefenen, onder toezicht van de procureur-generaal bij het hof van beroep, de gerechtelijke politie uit".

Tussen artikel 9 van het Wetboek van strafvordering en artikel 402 van het Gerechtelijk Wetboek moet overeenstemming tot stand worden gebracht.

Artikelen 11 tot 15: luidens artikel 9 van het Wetboek van strafvordering wordt de gerechtelijke politie uitgeoefend door "de burgemeesters en de schepenen"; de artikelen 11 tot 15 van hetzelfde Wetboek handelen over "burgemeesters, schepenen en politiecommissarissen".

Het verslag van de Koninklijke Commissaris (gedr. st., Senaat, zitting 1963-1964, nr 60, blz. 87) zegt : "Het stelsel dat erin bestaat de uitoefening van de publieke vordering toe te vertrouwen aan de politiecommissaris, wanneer er een is, of aan de burgemeester of aan een schepen van de gemeente waar de politierechtbank zetelt, is door de vereisten van deze tijd voorbij gestreefd".

Het Gerechtelijk Wetboek laat niettemin de artikelen 11 tot 15 van het Wetboek van strafvordering ongewijzigd.

Artikel 20 : dit artikel schrijft voor dat bepaalde processen-verbaal "wanneer het enkel om overtredingen gaat", moeten worden bezorgd "aan de politiecommissaris van de gemeente, hoofdplaats van het vredegerecht, of aan de burgemeester, in de gemeenten waar geen politiecommissaris is; en, wanneer het om een misdrijf gaat van die aard dat het een correctionele straf verdient, worden zij bezorgd aan de Procureur des Konings".

In de gerechtelijke organisatie, zoals het Wetboek (artikel 151, tweede lid, en artikel 156) die opvat, oefent de Procureur des Konings het ambt van openbaar ministerie bij de politierechtbank uit, hierin bijgestaan door een of meer politiecommissarissen gekozen uit de politiecommissarissen van het arrondissement.

De wetgever dient te beslissen, of artikel 20 van het Wetboek van strafvordering moet worden gewijzigd en of moet worden bepaald dat de daarin bedoelde processen-verbaal in ieder geval aan de Procureur des Konings moeten worden bezorgd.

Artikel 21 : dit artikel bepaalt : "... wordt door de politiecommissaris van de gemeente, hoofdplaats van het vredegerecht, en in de gemeenten waar geen politiecommissaris is, door de burgemeester of, bij ontstentenis van dezen, door de schepen, gehandeld ...".

De wetgever dient te beslissen of dit artikel moet worden gewijzigd met inachtneming van de teksten van het Gerechtelijk Wetboek waarop hiervoren is gewezen.

Artikel 22 : dit artikel is door het Hof van cassatie zo uitgelegd, dat het aan de Procureur des Konings geen bevoegdheid verleent om de daders van in zijn rechtsgebied begane politie-overtredingen te doen opsporen, want het initiatief tot vervolging berust bij de ambtenaar van het openbaar ministerie bij de politierechtbank (Cass. 6 december 1926, Pasicr. 1927, I, 97).

Het artikel wordt stilzwijgend gewijzigd door de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het openbaar ministerie; het staat de wetgever, te oordelen of het al dan niet uitdrukkelijk moet worden gewijzigd.

Artikel 109 : het Gerechtelijk Wetboek brengt geen verandering in dit artikel, hetwelk bepaalt dat het bevel tot aanhouding voor gezien mag worden getekend "door de vrederechter of zijn plaatsvervanger". De wetgever dient te oordelen of de vrederechter die bevoegdheid moet houden dan wel of zij aan de rechter in de politierechtbank moet worden opgedragen.

* Artikel 133 : naar dit artikel wordt uitdrukkelijk verwezen in artikel 121 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 141 : dit artikel bepaalt : "in de gemeenten waar slechts één vrederechter is, neemt hij alleen kennis van de zaken aan zijn rechtbank toegewezen. De griffiers en de deurwaarders van het vredegerecht nemen de dienst voor de politiezaken waar".

Het Wetboek laat dit artikel onveranderd bestaan; nu de daarin behandelde stof in het Gerechtelijk Wetboek wordt geregeld, wordt voorgesteld het uitdrukkelijk op te heffen en artikel 167 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek in dat opzicht te wijzigen.

Artikelen 146 en 148 : in deze artikelen zou het woord "vrederechter" moeten worden vervangen door "rechter in de politierechtbank". Artikel 105 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

Artikelen 169 en 180ter : deze artikelen verwijzen naar artikel 10 van de wet van 20 april 1810; hier moge worden verwezen naar de commentaar die verderop wordt gegeven op artikel 479 van het Wetboek van straffordering.

.../...

Artikel 184bis : dit artikel wordt in het Wetboek van strafvordering ingevoegd door artikel 168 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek.

Ter wille van de overeenstemming met artikel 455 van het Gerechtelijk Wetboek vervange men in artikel 184bis van het Wetboek van strafvordering "bureau voor kosteloze rechtsbijstand" door "bureau van consultatie en verdediging".

Artikel 190bis : artikel 169 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek voegt in boek II, titel I, hoofdstuk II van het Wetboek van strafvordering, waarin gehandeld wordt over de "rechtbanken in correctionele zaken", een artikel 190bis in, luidend als volgt : "De processen-verbaal van de terechtzitting worden bij het dossier van het geding gevoegd".

Die regel lijkt voor alle strafgerechten te moeten gelden; zijn plaats in het Wetboek van strafvordering zou moeten worden herzien.

- * Artikel 209 : naar dit artikel wordt uitdrukkelijk verwezen in artikel 111 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 218 : dit artikel wordt aangevuld door artikel 172 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek.

Het nieuw lid stemt, althans wat de Franse tekst betreft, overeen met artikel 3 van het decreet van 6 juli 1810, waarvan het de terminologie handhaaft in verband met de "chambres d'accusation" (kamers van inbeschuldiging - stelling).

Het verdient aanbeveling, deze Franse benaming te vervangen door "chambres des mises en accusation", de enige is die sedert meer dan een eeuw door de wetgever wordt gebruikt.

- * Artikel 279 : het eerste lid van dit artikel moet in verband worden gebracht met artikel 402 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikelen 280 tot 283 : het Gerechtelijk Wetboek brengt geen verandering aan in de tuchtregeeling, die door deze artikelen van het Wetboek van strafvordering wordt vastgesteld en die van toepassing is op de onderzoeksrechters.

Artikel 389 : de inhoud van dit artikel is overgenomen in de artikelen 236 en 237 van het Gerechtelijk Wetboek; voorgesteld wordt, artikel 389 van het Wetboek van strafvordering uitdrukkelijk op te heffen. Artikel 175 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

Artikel 390 : de inhoud van dit artikel is overgenomen in artikel 253 van het Gerechtelijk Wetboek; genoemd artikel 390 zou moeten worden opgeheven en artikel 175 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

Artikel 393 : de inhoud van dit artikel is overgenomen in artikel 122 van het Gerechtelijk Wetboek; genoemd artikel 393 zou moeten worden opgeheven en artikel 175 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

Artikel 394 : de inhoud van dit artikel is overgenomen in artikel 234 van het Gerechtelijk Wetboek; genoemd artikel 394 zou moeten worden opgeheven en artikel 175 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

Artikel 396 : de inhoud van dit artikel is overgenomen in artikel 239 van het Gerechtelijk Wetboek; genoemd artikel 396 zou moeten worden opgeheven en artikel 175 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

Artikel 397 : de inhoud van dit artikel is overgenomen in artikel 240 van het Gerechtelijk Wetboek; genoemd artikel 397 zou moeten worden opgeheven en artikel 175 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

Artikel 398 : de inhoud van dit artikel is overgenomen in artikel 241 van het Gerechtelijk Wetboek; genoemd artikel 398 zou moeten worden opgeheven en artikel 175 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

Artikel 399 : de inhoud van dit artikel is overgenomen in artikel 246 van het Gerechtelijk Wetboek; genoemd artikel 399 zou moeten worden opgeheven en artikel 175 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

Artikel 400 : de inhoud van dit artikel is overgenomen in artikel 247 van het Gerechtelijk Wetboek; genoemd artikel 400 zou moeten worden opgeheven en artikel 175 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

Artikel 401 : de inhoud van dit artikel is overgenomen in artikel 248 van het Gerechtelijk Wetboek; genoemd artikel 401 zou moeten worden opgeheven en artikel 175 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

Artikel 402 : de inhoud van dit artikel is overgenomen in artikel 249 van het Gerechtelijk Wetboek; genoemd artikel 402 zou moeten worden opgeheven en artikel 175 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

Artikel 403 : de inhoud van dit artikel is overgenomen in artikel 250 van het Gerechtelijk Wetboek; genoemd artikel 403 zou moeten worden opgeheven en artikel 175 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

Artikel 404 : de inhoud van dit artikel is overgenomen in artikel 251 van het Gerechtelijk Wetboek; genoemd artikel 404 zou moeten worden opgeheven en artikel 175 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

Artikel 406: de inhoud van dit artikel is overgenomen in artikel 252 van het Gerechtelijk Wetboek ; genoemd artikel 406 zou moeten worden opgeheven en artikel 175 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zou in die zin moeten worden aangevuld.

Artikel 420 : de artikelen 176 en 177 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek "voegen" in het Wetboek van strafvordering onderscheidenlijk een artikel 420 en een artikel 420bis in.

Het ware geraden artikel 419, dat uitdrukkelijk opgeheven is bij de wet van 20 juni 1953, te herstellen met de tekst welke artikel 176 van het tweede deel van het Wetboek eraan geeft en artikel 420 van het Wetboek van strafvordering te herstellen of te vervangen, naargelang men oordeelt of dat artikel 420 al dan niet stilzwijgend is opgeheven bij de wet van 10 februari 1866.

De artikelen 176 en 177 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek zouden in dat opzicht moeten worden gewijzigd. Artikel 420ter, in het Wetboek van strafvordering ingevoegd door artikel 178 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek, zou derhalve artikel 420bis worden.

Op te merken valt, dat artikel 420bis een procedure handhaaft, die ernstige bezwaren oplevert uit een oogpunt van de uitoefening van het recht van verdediging door de verweerder in cassatie.

Artikel 462 : nu de Procureur des Konings in het Gerechtelijk Wetboek niet meer de hoedanigheid bezit van substituut-procureur-generaal (advies van de Raad van State en memorie van toelichting, gedr.st., Senaat, zitting 1963-1964, blz. 807 en XV, artikel 144), zou artikel 462 van het Wetboek van strafvordering moeten worden gewijzigd om aldaar de woorden "aan de substituut van de procureur-generaal bij de onderzoeksrechter" te vervangen.

.../...

Artikel 464 : nu de Procureur des Konings, zoals hiervoren is gezegd, in het Gerechtelijk Wetboek geen substituut-procureur-generaal meer is, zou artikel 464 moeten worden aangevuld met de woorden "de Procureur des Konings of zijn substituten". Dit artikel 464 wordt door artikel 105, § 3, van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek gewijzigd wat het woord "vrederechter" betreft.

Artikel 479: naar dit artikel wordt uitdrukkelijk verwezen in artikel 113 van het Gerechtelijk Wetboek. In zijn huidige tekst vermeldt artikel 479 alleen de vrederechters, de leden van de correctionele rechtbank of van de rechtbank van eerste aanleg en de "officieren belast met het openbaar ministerie bij een van die rechtbanken".

Nu artikel 10 van de wet van 20 april 1810 door het Gerechtelijk Wetboek wordt opgeheven, zou artikel 479 van het Wetboek van strafvordering zo moeten worden gewijzigd, dat het alle personen vernoemt die het berechtingsprivilege genieten.

Artikel 483 : dit artikel vermeldt de vrederechters of politierechters, de rechters in een rechtbank van koophandel, de officieren van gerechtelijke politie, de leden van de correctionele rechtbanken of van de rechtbanken van eerste aanleg, de "officieren belast met het openbaar ministerie bij een van die rechters of rechtbanken".

Dit artikel zou moeten worden gewijzigd met inachtneming van de in het Gerechtelijk Wetboek ingevoerde gerechtelijke organisatie.

Artikel 618 : de wetgever dient te beslissen, of in dit artikel het woord "vrederechter" al dan niet moet worden vervangen. Zo ja, dan zou artikel 105 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek in dat opzicht moeten worden aangevuld.

.../...

Artikel 629 : dit artikel is opnieuw ingevoerd door artikel 12 van de wet van 7 april 1964 betreffende de uitwissing van veroordelingen en het eerherstel in strafzaken ; het stemt overeen met artikel 3 van de wet van 25 april 1896, hetwelk vervangen wordt door artikel 102 van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek.

Eventuele wijzigingen zou het Gerechtelijk Wetboek dus moeten aanbrengen in artikel 629 van het Wetboek van strafvordering.

OPMERKINGEN OVER HET WETSONTWERP.

Artikel 2 van het ontwerp van wet.

Het Gerechtelijk Wetboek kan niet van kracht worden zonder dat overgangsbepalingen de gevolgen van zijn inwerkingstelling ten aanzien van de hangende gedingen regelen.

Voorgesteld wordt, de Koning te machtigen daartoe de door de omstandigheden geboden overgangsbepalingen vast te stellen.

Artikel 3 van het wetsontwerp moet vervallen; artikel 67 van de Grondwet belast de Koning met de uitvoering van de wetten.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, staatsraden,

P.ANSIAUX, assesseurs de la section
de législation,

P.DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling
wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.C.LAMBOTTE, membre adjoint du Bureau de coordination.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.C.LAMBOTTE, adjunct-lid van het Coördinatiebureau.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE.

(s.) J.SUETENS.